

*fol. 103
Q. 235.*
302252

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XXIII^e ANNÉE

1945



NOUVELLE SÉRIE

TOME III N° 1-4

INSTITUT PAUL TELEKI
ESZTERHÁZY-UTCA 26, BUDAPEST (VIII^e), HONGRIE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR

DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT

COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE

LADISLAS KENYERES

PUBLIÉE PAR L'INSTITUT PAUL TELEKI

PARAISANT QUATRE FOIS PAR AN

La « REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE »

publie des études d'histoire comparée des peuples danubiens. Elle ouvre ses colonnes à la collaboration du monde savant de toutes les nations et par là, elle espère contribuer utilement à l'historiographie des moyens et petits peuples de la région danubienne.

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL

25 fr. suisses

Toute correspondance doit être adressée à l'Institut Paul Teleki
(Eszterházy-utca 26. Budapest VIII^e)

DÉPOSITAIRES

ESPAGNE: Sociedad General Española
de Libreria, Madrid

FRANCE: Les Presses Universitaires
de France, Paris

SUEDE: Fritzes Kgl. Hovbokshandel,
Stockholm

SUISSE: Librairie Payot, Lausanne

TURQUIE: Haset Kitabevi, Istanbul

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XVII - 1945

1945

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

11

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

XXIII^e ANNÉE

1945



NOUVELLE SÉRIE

TOME III

INSTITUT PAUL TELEKI
ESZTERHÁZY-UTCA 26, BUDAPEST (VIII^e), HONGRIE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

REVUE D'HISTOIRE COMPARÉE

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE RÉDACTION INTERNATIONAL

ALEXANDRE ECKHARDT

DIRECTEUR

DOMINIQUE KOSÁRY

RÉDACTEUR GÉRANT

COLOMAN BENDA

SECRÉTAIRE

LADISLAS KENYERES

PUBLIÉE PAR L'INSTITUT PAUL TELEKI
PARAISSANT QUATRE FOIS PAR AN



TABLE DES MATIERES

	Pages
L. MAKKAI : <i>Contributions à l'histoire des établissements danubiens</i>	7
L. GOGOLÁK : <i>Tentatives de compromis austro-tchèque au XIX^e siècle</i>	72
M. GYÓNI : <i>L'œuvre de Kekaumenos, source de l'histoire roumaine</i>	96
S. BAUMGARTEN : <i>L'Europe de Proudhon</i>	181

DOCUMENTS

L. G. : <i>Kossuth et la question tchèque. 1871</i>	199
J. KÓSA : <i>Un ouvrage économique en cinq langues</i>	208
<i>L'histoire et le rapprochement danubien</i>	211

COMPTES RENDUS CRITIQUES

L. HADROVICS : <i>Les problèmes de la Bosnie médiévale</i>	217
É. BARTA : <i>Manuel de l'histoire de l'Autriche</i>	222
L. MAKKAI—Z. I. TÓTH : <i>Histoire des Roumains</i>	231
C. BENDA : <i>Histoire de la Petite Entente</i>	233
C. BENDA : <i>Histoire de l'unité tchécoslovaque</i>	235
E. BERLÁSZ : <i>L'économie du bassin moyen du Danube</i>	236
Z. I. TÓTH : <i>Question des nationalités</i>	239
I. LAJOS : <i>Relations internationales de la Hongrie</i>	241
L. MAKKAI : <i>Histoire de Transylvanie</i>	242
C. BENDA : <i>Histoire de la ville de Budapest</i>	248
B. KÖPECZI : <i>La France dans les Balkans</i>	250
J. GYÖRY : <i>Influence française sur l'écriture</i>	253
J. SOLTÉSZ : <i>La Hongrie latine</i>	255

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

La RHC en 1944 (258) — C. B. : *A la mémoire de V. Klafaczyński* (258) — A. Chaupin : *La France et la Hongrie* (259) — m. b.—B. : *La région du Danube et l'U.R.S.S.* (261) — É. Gál : *La Tchécoslovaquie sous le joug allemand* (263) — L. Samuel : « *Hungarian studies in English* » (264) — O. Beaupin : « *La Yougoslavie en armes* » (265) — L. S. : *La Hongrie et les États-Unis* (266) — J. Sz.—Sz. : *La région danubienne et l'Angleterre* (266) — J. Szentkirályi : « *The Hungarian Quarterly* » (267) — Lemarin—Ch. Vigh : *Histoire des Slovaques* (268) — *La Hongrie pendant la guerre mondiale* (270) — G. Lazar—V. Sutu : *Hongrois et Roumains dans l'histoire* (271) — J. Gessier : *Turcs et Hongrois* (273) — « *Pensylvanie = Transylvanie* » (273) — H. H.—P. Kosciuszko : *Relations polono-hongroises* (274) — J. Thorne : *Histoire de Transylvanie* (275) — J. M.—C.—Jules Mérei : *Questions d'histoire économique* (275) — J. Sz. : « *Pictorial Record of a Thousand Years* » (277) — J. Boussaguet : *Femmes Hongroises* (278) — C. B. : « *Nouvelles Archives Hongroises* » (278) — *Le journal de Petöfi. 1848* (279) — *Histoire des Arts* (280) — J. Boussaguet : *Sainte Marguerite de Hongrie* (281)

Cartes géographiques : 40—41, 56—57

Les articles publiés dans la RHC ne représentent pas nécessairement
l'opinion de la Rédaction
Responsable : C. Benda

452863. — Imprimerie de la S. A. Athenaeum, Budapest
Responsable pour l'impression : Théodore Gorszky

CONTRIBUTIONS A L'HISTOIRE DES ÉTABLISSEMENTS DANUBIENS

Pour connaître l'histoire des populations de la région danubienne, ainsi que la formation des établissements humains sur ce territoire et les problèmes ethniques qui s'y rattachent, il est impossible de s'en rapporter uniquement au témoignage des sources écrites. Dans aucune partie de cette région, l'usage de délivrer des chartes ne remonte jusqu'à l'époque de la formation des États. Les premières données d'archives d'une certaine ampleur sont précédées d'une évolution de quelques centaines d'années, et la majeure partie des villes et des villages mentionnés dans les documents se présentent à nos yeux sous forme de colonies depuis longtemps existantes. Ce premier chapitre décisif de l'histoire des peuples danubiens : leur colonisation dans la patrie actuelle, leurs relations avec les habitants de nationalité étrangère qui s'y étaient établis avant eux ou qui sont venus après eux, leurs luttes pour s'emparer de territoires toujours plus étendus conquis sur la nature, en somme les bases de toute leur évolution sociale et économique resteraient dans l'obscurité si l'on ne recourait pas aussi aux sources indirectes de l'histoire.

Mais ces sources indirectes, comment les interpréter ? La méthode nous intéresse avant tout, cette méthode, développée au prix de tant de recherches individuelles, d'erreurs et de discussions. Élaborée par quelques savants hongrois, elle est, à notre avis, d'une valeur générale pour l'histoire des établissements de n'im-

porte quel peuple danubien. Cette méthode, quelque défectueuse qu'elle soit encore, nous paraît toutefois apte à servir de point de départ vers une conception plus saine de l'histoire des établissements humains. Il y faut naturellement une collaboration internationale scientifique, surtout de la part des historiens des peuples danubiens, forcés tous de recourir à l'usage des sources indirectes, si peu remarquées jusqu'à présent. C'est justement dans l'espoir d'obtenir cette collaboration que nous communiquons nos résultats aux autres. En s'unissant à nos travaux, on pourrait combler les lacunes et développer les idées en germe ou à peine entrevues.

D'une part, à l'encontre des méthodes trop spéculatives et parfois mises au service des idées politiques, méthodes employées par des écrivains allemands, elle crée une base solide pour l'historiographie objective de la région danubienne. D'autre part, grâce à son caractère purement scientifique, il est impossible que les peuples danubiens s'en forgent des armes intellectuelles dans la lutte politique que les uns mènent contre les autres. Heureusement cette conception d'après laquelle un fragment de peuple qui vit, disons depuis 600 ans sur certain territoire, aurait plus de droit de se l'approprier qu'un autre qui n'y vit que depuis 500 ans, est surannée. Ce qui nous intéresse actuellement, c'est l'évolution historique de la question des colonisations dans la région danubienne, un problème commun des peuples danubiens qui, au lieu de les séparer, doit les stimuler à développer une activité commune.

I. LES SCIENCES AUXILIAIRES

A propos des recherches relatives aux détails du processus de colonisation, trois questions se posent, à savoir par *qui*, *quand* et dans *quelle étendue* un territoire était habité. Dans la pratique, ces trois points de vue sont inséparables les uns des autres : les problèmes chronologiques, territoriaux et ethniques ne peuvent être envisagés séparément, et rien ne nous autorise à imposer un ordre préconçu à nos recherches. Il y a des

cas où ce sont les données chronologiques qui nous servent de point d'appui dans les questions territoriales et ethniques.

Nous ne pouvons tirer des conclusions relatives à la position d'un peuple à une certaine époque qu'en classant aussi les sources du point de vue chronologique. On pourrait bien être tenté de supposer, d'après les noms hongrois des localités, la présence d'habitants hongrois dès le X^e siècle jusqu'au jour où un examen plus approfondi de ces noms démontrerait qu'ils ne pouvaient se former qu'après le XIII^e siècle. Les données chronologiques sont souvent aussi d'une valeur décisive pour l'attribution de trouvailles archéologiques à tel ou tel peuple. Ce sont, par exemple, les pièces de monnaie susceptibles d'être datées et découvertes en tant que trouvailles accessoires des tombes qui ont permis aux savants d'y reconnaître l'héritage des Hongrois de la conquête arpadienne.

Dans d'autres cas, en revanche, ce sont des *considérations d'ordre territorial* dont on peut tirer des conclusions sur la chronologie ou l'appartenance ethnique.

Si, par exemple, sur un territoire moins précieux au point de vue économique, il y a à une certaine époque des traces indubitables d'établissement humain, il est probable, même à défaut de preuves tangibles, que les espaces plus fertiles des territoires voisins devaient être habités sinon plus tôt, du moins dès la même époque. Le caractère ethnique d'une région permet de conclure, avec de grandes chances de probabilité, au caractère ethnique douteux de certaines unités géographiques moins étendues. On peut supposer, par exemple, que le nom du fleuve transylvain Szamos qui, d'après les critères linguistiques, eût pu pénétrer dans la langue roumaine aussi bien par le canal du slave que par l'intermédiaire du hongrois, y parvint par la filière de la langue hongroise, comme le démontrent les noms de ses affluents qui sont tous d'origine hongroise.

Enfin, les conditions ethniques étant connues, on peut éclaircir aussi des problèmes territoriaux ou chronologiques.

Personne ne chercherait dans les montagnes les colonies des Hongrois de la conquête arpadienne, puisqu'on sait que l'exercice de leur métier pastoral les obligeait à rester dans la plaine. Impossible de fixer l'âge des trouvailles archéologiques si l'on ignore à quelle nation connue elles appartenaient.

Ces exemples concrets font bien voir que, d'une manière générale, l'historien des établissements doit chercher ses points de repère dans le domaine de quelques autres disciplines dont chacune a sa propre méthode et qui joueront pour lui le rôle de sciences auxiliaires. Sous ce rapport, il convient de faire état d'au moins trois disciplines : la géographie, l'archéologie et la linguistique.

LA CONTRIBUTION DE LA GÉOGRAPHIE

La connaissance du milieu géographique est indispensable à qui veut faire des recherches relatives à la colonisation d'un territoire. La marche de la colonisation humaine va de pair avec une lutte continuelle contre les forces de la nature ; il faut souvent déclarer la guerre aux forêts, à l'eau et, si l'effort humain est paralysé, ne fût-ce que pour un moment, les propriétaires primitifs récupéreront de leurs possessions. Les ruines de villages cachés dans des forêts immenses et des marécages inaccessibles en rendent témoignage aussi en Hongrie. Ni du point de vue de la chronologie des établissements, ni de celui de l'appréciation du travail colonisateur, il n'est indifférent de savoir si la colonie se trouve bâtie sur un terrain drainé ou défriché. Selon l'expérience générale, les terrains aptes à être colonisés même dans leur état primitif le sont toujours les premiers, et on ne passe aux contrées exigeant un travail préparatoire plus ou moins difficile qu'après les avoir occupés tout à fait. Après des siècles, voire des millénaires, il est bien difficile de dire quelle était la flore ou quel était le système fluvial du territoire dans son état primordial : néanmoins, dans la plupart des cas, la qualité du sol et la configuration de sa surface peuvent en offrir la possibilité. Les sources écrites les plus anciennes, d'une part (nous rencontrons souvent dans les bornages médiévaux la mention des eaux et des forêts disparues depuis), les noms des localités, d'autre part (p. ex. *Bükkös* « hêtraie », *Sárrét* « marais », *Aszó* « cours d'eau desséché ») et, dans des cas bien rares, même d'anciennes cartes nous fournissent une aide bien précieuse. Cependant, hélas ! les recherches de ce genre ne sont qu'à leur début. Le spé-

cialiste doit se contenter, la plupart du temps, de conclure prudemment de la situation actuelle à un certain moment du passé, tout en tenant compte aussi du témoignage des sources historiques et des noms de lieu.

Après avoir vu que même les problèmes de la géographie physique ne peuvent être résolus avec l'aide de la discipline géographique seule, on ne sera pas étonné de constater que les recherches de géographie économique peuvent encore moins se passer des résultats obtenus par d'autres disciplines. L'historien des établissements humains doit attacher une importance toute particulière aux principales routes du commerce, qui sont généralement aussi les artères du processus de colonisation. Outre les conditions naturelles (défilés, cols, vallées), il y a encore nombre de facteurs humains qui varient avec le temps, mais n'en influencent pas moins la création et l'évolution de ces grandes routes de l'histoire et leur destinée postérieure (événements politiques, différences et influences mutuelles des civilisations). Outre la connaissance des conditions économiques des régions voisines, c'est surtout l'archéologie qui peut servir d'appui au spécialiste de l'histoire des routes, mais il faut considérer aussi les sources historiques (récits de voyage des marchands, douanes et foires attestées par des documents historiques) et les noms de lieux (p. ex. *Vásárút* « route de la foire », *Székelyvásárhely* « foire sicule »).

La géographie politique offre également de précieux points d'appui à l'histoire des établissements. L'importance des frontières d'État est naturelle, mais il ne faut pas négliger non plus celles des unités administratives séculières et ecclésiastiques, qui s'étaient, dès leur formation, conformées aux conditions de la géographie humaine, tandis que leurs changements sont en rapport avec les mouvements de la colonisation. Les lignes de fortification historiques nous permettent, elles aussi, des constatations de ce genre.

Les questions relatives aux comitats, aux diocèses et aux lignes de fortification figurent, depuis longtemps, dans les recherches sur l'histoire des colonisations; leur position géographique, quoique plus ou moins éclaircie, a tout de même fait surgir bien des discussions, donnant lieu même à beaucoup de théories foncièrement erronées. Les savants

n'ont pas tenu suffisamment compte du fait qu'il ne s'agissait pas là de conditions préliminaires antérieures au processus de colonisation, mais de certaines circonstances qui ont évolué avec ce processus même, pour s'y rattacher par des liens d'influence mutuelle.

Les plans des villages, notamment le réseau des rues et les particularités d'architecture nous rendent possible l'élaboration d'une typologie des établissements humains, typologie très utile pour l'histoire des colonisations. Les divers types d'établissement (village concentré, aggloméré, dispersé, circulaire, rectangulaire, le long des routes, etc.) sont en rapport étroit avec l'organisation économique et sociale du peuple colonisateur, ayant bien souvent des relations aussi avec certaines prémisses de caractère ethnique et avec les tendances d'une certaine époque.

P. ex. la thèse suivant laquelle le type « carré » était la forme particulière des villes allemandes aux XII^e et XIII^e siècles est généralement admise; d'une manière générale, ce sont précisément les savants allemands qui se sont le plus occupés de la typologie des établissements, essayant d'appliquer aussi leurs méthodes à l'Europe orientale. L'application d'une typologie toute faite cache cependant en elle de graves dangers, puisque des conditions analogues peuvent faire naître chez des peuples très différents des formes analogues d'établissement. Le type de ville hongrois comportant un plan circulaire et nommé « cité-jardin » ressemble, selon le témoignage des recherches récentes, d'une manière frappante aux colonies des Avars du VI^e au VIII^e siècle, ce qui ne nous permet pourtant pas de chercher des liaisons immédiates entre les deux formes de colonisation. L'évolution de la même forme est sans doute, dans les deux cas, déterminée par la vie nomade. On en est venu récemment à supposer qu'un type roumain de villages de Transylvanie remontait à une antique forme de colonisation thrace, et il y a des savants qui en tirent la conclusion que ces villages ont subsisté continuellement depuis ce temps-là. On peut cependant démontrer que les villages de ce genre se sont formés, sans exception, après le XIII^e siècle. L'identité des types n'implique donc pas nécessairement la simultanéité.

Il faut procéder avec beaucoup de circonspection aussi en ce qui concerne les groupes de données relatifs aux zones d'intersection de la géographie humaine et de l'ethnologie. Tels sont surtout les usages observés dans la construction de la maison, les motifs décoratifs, les

ustensiles d'agriculture et autres outils, ainsi que les coutumes relatives au partage de la terre. Pour déterminer l'époque à laquelle ils remontent, il convient de recourir aux sources historiques et d'examiner une à une les régions en question.¹

L'APPORT DE L'ARCHÉOLOGIE

Dès qu'il s'agit des époques antérieures aux sources écrites, c'est surtout l'archéologie qui s'offre comme science auxiliaire à l'historien des établissements humains. De nos jours, l'utilisation des constatations archéologiques en est encore à ses débuts. Jusqu'aux temps les plus récents, les savants s'intéressaient presque exclusivement aux relations des trouvailles avec l'histoire des arts : on cherchait à établir des rapprochements de style entre les formes particulières et les motifs décoratifs, pour en tirer des conclusions relatives au temps et à l'extension des grandes sphères de civilisation et pour apprécier la culture intellectuelle et l'importance politique des peuples. Ce n'est qu'au prix d'une transformation intérieure de l'archéologie que les résultats des fouilles ont pu faciliter les recherches relatives à l'histoire des établissements humains et, d'une manière générale, à la sociologie.

Après des tentatives intéressantes, mais isolées, ce fut un jeune professeur d'archéologie à l'Université de Kolozsvár, M. Jules László, qui fit, en vrai pionnier, le

¹ Parmi les nombreux spécialistes hongrois de la géographie historique, il faut mentionner ici les noms de L. Glaser (*Kelet-dunántúl a honfoglalás és a vezérek korában* [La Transdanubie orientale au temps de la conquête arpadienne et des ducs]. — *Magyar városok és vármegyék monografiája* [Monographie des villes et des comitats hongrois], vol. XXII. — *Az Alföld régi vízrajza és a települések* [Hydrographie de la Grande Plaine Hongroise et les établissements humains], dans *Földrajzi Közlemények*, 1939. — *Dunántúl középkori úthálózata* [Les routes de la Transdanubie au moyen âge], dans *Századok*, 1929) et de J. Prinz (*Európa városai* [Les villes de l'Europe], Pécs, 1924). — Les études d'É. Györffy, qui a introduit la méthode ethnographique dans l'histoire de colonisation, en ce qui concerne l'histoire des établissements, se trouvent réunies dans le volume *Magyar nép — magyar föld* [Peuple hongrois — terre hongroise], Bp., 1942.

pas décisif dans cette direction. Il élabora une nouvelle méthode archéologique, apte à analyser les trouvailles archéologiques non seulement au point de vue de la culture des couches supérieures de la société, mais encore par rapport aux conditions de vie et à la manière de penser des larges masses, élevant par là l'archéologie presque au niveau de l'ethnologie historique.

C'est son étude sur l'histoire des anciens établissements humains de Transylvanie qui nous révèle l'utilité de sa méthode pour l'histoire des colonisations. Il y essaie pour la première fois d'esquisser la colonisation d'un territoire donné d'après les résultats des fouilles archéologiques.¹ Sur sa carte géographique il trace, après avoir bien pesé l'importance des trouvailles et des facteurs géographiques, depuis l'âge préhistorique jusqu'à la conquête arpadienne, le trajet parcouru par les peuples qui se sont aventurés en Transylvanie, établissant une à une les frontières de leur zone d'établissement. Un examen approfondi de ces frontières nous fait entrevoir les contours d'un mouvement de population de vaste envergure. L'homme préhistorique a rempli de ses colonies tous les territoires habitables de la Transylvanie. Cette expansion gigantesque atteint son apogée à l'âge de bronze; depuis ce temps, la Transylvanie va se dépeuplant. A l'époque de la symbiose des Daces et des Celtes (I^{er} millénaire av. J.-Chr.), ce mouvement s'arrête un moment; cette consolidation coïncide avec la floraison politique de l'Etat dace. Plus tard, il prend des proportions toujours plus considérables pendant les siècles troubles de la migration des peuples qui allait succéder à l'entr'acte, bien bref, de l'occupation romaine (105—271 après J.-Chr.). Les Goths, les Gépides, les Avars occupaient des territoires d'une étendue toujours plus restreinte, de sorte que les Hongrois, venus au IX^e siècle, sont censés n'avoir trouvé que des débris des populations peu importants. La cause de ce phénomène si aisé à prouver à l'aide des recherches archéologiques, M. László la voit dans les destructions de la guerre et l'incertitude des conditions de la vie humaine. Les trouvailles de nombreux trésors, cachés à des époques différentes aux yeux de l'ennemi, confirment cette thèse. La formation du mouvement populaire nous fournit cependant l'occasion d'en tirer encore d'autres conclusions. Il en résulte que l'artère principale des colonies transylvaines fut non pas la ligne du Maros, comme on l'a enseigné jusqu'à présent, mais le chemin qui, après avoir traversé le pas d'Ojtoz, longe les deux Küküllő

¹ *Erdély településtörténetének vázlata Szent István koráig* [Esquisse de l'histoire des établissements de la Transylvanie jusqu'au temps de saint Étienne]. Kolozsvár, 1943.

et atteint le Maros pour s'y bifurquer vers l'ouest. Le pas d'Ojtoz fut, d'autre part, dès l'âge préhistorique une artère des plus importantes du commerce eurasiatique, reliant la mer Noire au Bassin du Danube. L'on peut observer que le dépeuplement de la Transylvanie atteint son plus haut degré juste au moment où ce défilé perd son importance, probablement à cause d'une transformation provisoire du commerce eurasiatique, lors de la domination des Gépides et des Avars. Jusqu'aux migrations des peuples, dans toute la région située le long de la route d'Ojtoz, il y a des habitations d'une remarquable densité, tandis qu'à l'époque des Goths cette zone se réduisait à une bande étroite des deux côtés de la route. Dès que les Gépides et les Avars eurent laissé la partie orientale de la Transylvanie complètement déserte, le pas se ferma. Le déclin du commerce transitoire est donc en connexion étroite avec le dépeuplement; la diminution de la prospérité économique exerce une influence défavorable sur l'activité colonisatrice. Ce n'est donc pas par hasard que le repeuplement de la Transylvanie prend un nouvel essor à l'arrivée des Hongrois, ceux-ci ayant, selon le témoignage de la répartition géographique de leurs plus anciennes colonies hongroises, rétabli le pas d'Ojtoz et, par là, l'ancienne artère des colonisations.

Dans son dernier livre,¹ M. László expose encore toute une série de points de vue fort bien applicables à l'histoire des colonisations. Il tire d'ingénieuses conclusions de la disposition des tombes dans les cimetières de l'époque arpadienne. Il a constaté qu'au sein d'une tribu le lignage dirigeant s'établissait au centre même du territoire à peupler et que les autres familles allaient se fixer, selon leur rang, à droite ou à gauche du lignage dirigeant. L'auteur de ces lignes a eu l'occasion de constater que le même ordre se retrouve dans des établissements du nord de la Transylvanie, où les établissements des familles hongroises de l'époque arpadienne se reflètent assez bien dans la répartition des domaines aux XIII^e et XIV^e siècles.² Les conclusions de l'archéologie sont donc pleinement confirmées par les données des sources historiques. M. László a abouti à des résultats d'une importance analogue en ce qui concerne les établissements des autres régions de la Hongrie au X^e siècle. Traçant la carte de la répartition géographique des monnaies arabes trouvées dans les tombes de l'époque arpadienne, il a réussi à établir que les lieux où ces pièces ont été découvertes coïncident avec les points où les trouvailles de provenance hongroise sont

¹ *A honfoglaló magyar nép élete* [La vie du peuple hongrois conquérant]. Bp., 1944. Chapitres II et IV.

² L. Makkai, *Honfoglaló magyar nemzetségek Erdélyben* [Lignages conquérants hongrois en Transylvanie], dans *Századok*, 1944.

le plus fréquentes et qui marquent en outre les croisements des routes les plus importantes. Il s'ensuit qu'une fois de plus les artères principales du processus de colonisation étaient les grandes routes du commerce international.¹

Les initiatives prises par M. László suffisent à prouver que les trouvailles archéologiques, dès qu'on les aborde avec la méthode appropriée, peuvent fournir à l'histoire des établissements un apport presque inestimable. Néanmoins, tant que la méthode requise par les recherches de ce genre ne sera pas soigneusement élaborée et surtout tant que les recherches archéologiques ne s'étendront pas aux derniers siècles du moyen âge, postérieurs à l'époque de la conquête de la Hongrie, l'historien des colonisations devra attendre de l'archéologie plutôt des suggestions précieuses que des constatations pouvant lui servir de point de départ. Jusqu'à présent on n'a fait que des essais sporadiques pour mettre au jour les établissements humains et les cimetières des premiers siècles du royaume de Hongrie ; mais si sporadiques qu'elles soient, ces tentatives et les conséquences méthodiques qui en découlent montrent déjà suffisamment que l'histoire des colonisations pourrait difficilement renoncer à l'apport des recherches de ce genre.²

LINGUISTIQUE ET TOPONYMIE

Ce sont incontestablement les noms de lieu qui constituent la source la plus précieuse de l'histoire des établissements. Les données fournies par l'archéologie accusent toujours des lacunes, tandis que les matériaux de la toponymie sont dans leur ensemble à la portée de tous. Depuis des siècles, les historiens avaient fait des efforts pour tirer des toponymes des conclusions sur l'histoire des colonisations ; mais, à défaut d'une préparation linguistique suffisante, bien des fois ils avaient fait

¹ *Op. cit.* carte.

² Surtout C. Szabó, *Az alföldi magyar nép művelődéstörténeti emlékei* [Les monuments historiques de la civilisation du peuple hongrois de la Grande Plaine], Bp., 1937 et É. Méri, *Középkori temetőink feltárásmódjáról* [La méthode des fouilles dans nos cimetières du moyen âge]. Kolozsvár, 1944.

fausse route. Ce ne fut que plus tard que les linguistes commencèrent à s'occuper de toponymie. Grâce à leur concours, on put appliquer des méthodes rigoureusement scientifiques ; mais eux aussi, ils commirent souvent l'erreur d'ébaucher des étymologies, sans tenir compte des conditions géographiques et historiques, et de se perdre dans des spéculations linguistiques purement théoriques. Linguistes et historiens sont tombés dans la même erreur, lorsque, au lieu de rassembler et d'étudier tous les matériaux toponymiques d'une contrée, ils en ont détaché certains noms pour procéder ensuite, sur la base de ces faits isolés, à des généralisations hâtives.

Ces erreurs étaient inévitables, puisqu'elles résultaient de ce double caractère que présente l'étude de la toponymie : c'est une branche des sciences historiques qui ne peut se passer de certaines prémisses linguistiques. Le toponymiste doit donc avoir des connaissances approfondies aussi bien dans le domaine de l'histoire que dans celui de la linguistique.

L'examen méthodique des toponymes hongrois ne remonte pas au delà d'un quart de siècle. Depuis, les recherches successives des linguistes J. Melich, E. Moór et É. Kniezsa ont abouti à des résultats très sérieux, et leurs travaux ont permis d'éclaircir aussi d'importants problèmes méthodologiques.¹

L'étude de la toponymie présente des aspects qu'on doit examiner surtout du point de vue linguistique ; tels sont les problèmes relatifs à l'origine linguistique des noms de lieu (*étymologie*) et aux états de la langue d'autrefois, reflétés par les conditions phonétiques très conservatrices (*phonétique historique*). Les recherches étymologiques nous permettent de déterminer la langue que par-

¹ Les ouvrages les plus importants sont : J. Melich, *A honfoglalás kori Magyarország* [La Hongrie au temps de la conquête arpadienne]. Bp., 1925—29. E. Moór, *Westungarn im Mittelalter im Spiegel der Ortsnamen*. Szeged, 1944. E. Kniezsa, *Ungarns Völkerschaften im XI. Jahrhundert*. Bp., 1938. *Die Gewässernamen des östlichen Karpathenbeckens*. Ungarische Jahrbücher, t. XXIII, pp. 187—236. *Keletmagyarország helynevei* [Les noms de lieu de la Hongrie orientale]. Annuaire de l'Institut Hongrois des Sciences Historiques 1943. t. I. pp. 111—313. *A párhuzamos helynévadás* [Les noms de lieu parallèles]. Bp., 1944.

lait une communauté humaine au moment de la formation d'un nom de lieu, tandis que l'examen historique de la phonétique est susceptible de nous fixer sur l'époque de la création du nom de lieu ou celle de son emprunt par un peuple qui est venu s'établir dans ce lieu à une date ultérieure.

1° L'examen étymologique a pour but de révéler l'origine des noms de lieu, mais il faut tenir compte de ceci : les noms en question se présentent-ils sous leur forme authentique ou ont-ils été adaptés à la phonétique d'autres langues?

En Transylvanie, le nom hongrois de la localité de *Baromlak* est devenu *Wurmloch* en allemand et, par la suite, les Roumains en formèrent le nom de *Vorumloc*. En hongrois et en allemand, c'est donc un nom d'origine hongroise; mais en roumain il est — du point de vue de l'histoire des colonisations — d'origine allemande, quoique, en fin de compte, la variante roumaine se rattache également au prototype hongrois. Dans la même région, le nom allemand de *Habelagen* et le nom roumain de *Hoghilag* remontent tous les deux directement au nom de lieu hongrois *Holdvilág*. Cela veut dire que les Roumains n'ont trouvé que des Saxons dans la région de *Baromlak*, tandis que dans celle de *Holdvilág* ils rencontrèrent aussi des Hongrois.

Il faut classer les noms en prenant en considération toutes les variantes passées et présentes. On ne peut tenir compte que des dénominations populaires authentiques. Les noms artificiellement créés par des autorités officielles ne présentent aucune valeur pour l'historien des colonisations; bien au contraire, les dénominations de ce genre l'exposent à commettre de graves erreurs. On peut reconnaître l'ordre chronologique des établissements successifs surtout dans le cas où l'on possède les variantes du même nom en plusieurs langues, car les phénomènes phonétiques trahissent le plus souvent la filiation historique.

En voici un exemple. En Transylvanie, le nom du ruisseau *Lekence* fut emprunté par les Hongrois au slave *Leknica* « couvert de lys », mais le roumain **Lechința* est né par l'intermédiaire du hongrois; si les Roumains l'avaient directement emprunté aux Slaves, ils en auraient fait **Lecnița*, d'après les lois de la phonétique roumaine. En

revanche, la forme allemande *Lechnitz* provient directement du slave. Il s'ensuit que les premiers habitants connus de la région traversée par ce ruisseau étaient des Slaves. Après eux, vinrent les Hongrois et les Allemands et, en dernier lieu, les Roumains.

L'historien des établissements humains ne doit pas négliger les toponymes que l'on emploie aujourd'hui, même s'ils ne sont pas attestés par des sources historiques. Il doit les prendre pour point de départ, car c'est le seul moyen de saisir l'ordre chronologique des peuplements successifs. Cela ne signifie naturellement pas que le toponymiste puisse se contenter de l'analyse des noms actuellement usités. Il n'en tirera des conclusions justes qu'au cas où il esquissera, d'après le témoignage des sources écrites, l'évolution des noms de lieu à travers l'histoire. S'il y renonce, il peut bien lui arriver de faire fausse route.

Les rapports qu'il y a entre les noms hongrois, allemands et roumains du village de *Sálya—Schaal—Șoala*, nous demeureraient obscurs, si nous ne savions pas qu'au XIV^e siècle ce village était appelé *Saal*, *Sauli*. Nous avons donc affaire à un nom d'origine hongroise (du nom biblique *Saul*). Les Allemands l'empruntèrent aux Hongrois, et les Roumains aux Allemands. La forme hongroise d'aujourd'hui ne remonte pourtant pas à l'ancienne dénomination hongroise, mais à la variante roumaine. Cela prouve que la population hongroise disparut pour un certain temps de cette contrée et plus tard, les Hongrois furent obligés d'emprunter aux Roumains ce nom que ces derniers, à leur tour, avaient emprunté auparavant au hongrois. Ce cas fait bien voir que dès la première étape des études de toponymie il est impossible de fonder nos jugements uniquement sur la linguistique. Encore moins avons-nous le droit de tirer de l'étymologie des conclusions définitives concernant l'histoire des colonisations. Il est particulièrement facile de se tromper lorsqu'on essaie d'apprécier l'histoire des établissements, du point de vue des noms de lieu dérivés de noms de personnes. Voici de nouveau un exemple. Plus d'un historien des établissements considère comme des noms d'origine slave les toponymes dérivés de noms slaves de personnes. Il n'en est pas moins vrai que, dans la plupart des cas, l'origine du nom de personne ne jette aucune lumière sur la nationalité du fondateur d'un village ou sur celle des créateurs du nom de lieu. Dans la Hongrie occidentale, le nom du village de *Dorog* dérive du nom de personne slave *Drug*; malgré cela, l'établissement n'a rien à voir avec les Slaves: il a été fondé par la famille allemande, mais entièrement magyarisée des Gut-

Keled, famille dont beaucoup de membres portèrent le nom de Dorog.

2° Les recherches de linguistique historique doivent établir la valeur chronologique des variantes phonétiques et de la signification des noms de lieu. Les changements phonétiques qui ont eu lieu dans les diverses langues peuvent être rattachées à certaines époques ; quand un peuple emprunte un nom de lieu à un autre peuple, il emprunte et conserve aussi la phonétique de la langue d'origine du moment de l'emprunt. Si l'on connaît la durée d'une phase phonétique, on en peut aussi tirer des conclusions sur la date de l'emprunt. En ce qui concerne la sémantique des toponymes, on peut considérer comme autant d'indices chronologiques les noms où l'on rencontre des mots vieilliss, tombés en désuétude à un moment donné.

La méthode fondée sur la phonétique historique n'a pas encore été appliquée dans tous ses détails à la toponymie de la Hongrie, mais on en trouve les principes dans les travaux d'Elemir Moór et d'Étienne Kniezsa.

Il faudrait nous engager dans de trop longues considérations si nous voulions présenter cette branche particulière de la linguistique. Nous nous bornerons à donner quelques exemples caractéristiques. Dans le parler des Slaves établis auprès des Hongrois, les sons nasaux *q* et *ę* se sont dénasalisés à la fin du X^e siècle. Si nous rencontrons des noms de lieu d'origine slave dont les Hongrois ont conservé les sons nasaux (par ex. *Dombó* et non **Dubó*), nous pouvons affirmer que les Hongrois ont pris ces noms aux Slaves au plus tard au tournant du X^e et du XI^e siècle. Un autre critère nous est fourni par le fait que jusqu'à la fin du XI^e siècle il n'y avait ni *ž* ni *c* en hongrois. Dans les noms empruntés aux Slaves avant cette époque, à la place des sons *ž*, *c* on trouve *č* ou *s* ; c'est pourquoi le slave *Bobovica* passe dans notre langue sous la forme de *Babócsa*, mais plus tard le slave *Pribovce* devient en hongrois *Pribóc*. En slovaque le son *g* s'est changé en *h* aspiré au cours du XII^e siècle ; si l'on rencontre pourtant en Slovaquie des toponymes hongrois d'origine slave qui présentent encore le son *g*, on doit admettre que les noms de ce genre ont pénétré dans la langue hongroise avant la fin du XII^e siècle (ex. *Galgóc*, nom slovaque actuel : *Hlohovec*, mais auparavant *Glogovec*). En ce qui concerne les noms slovaques d'origine hongroise où le *g* hongrois est remplacé par *h*, ils ont dû passer dans la langue slovaque avant la fin du XII^e siècle, car autrement ils n'auraient pas subi ce changement de son.

Pour illustrer les conclusions que l'histoire des établissements humains peut tirer de la sémantique des mots, il suffit de renvoyer aux noms de fleuves hongrois comme *Sajó*, *Hájó*, *Jód* où le mot *jó* avait jadis la signification d'«eau». Comme nom commun, ce terme a dû vieillir bien avant l'apparition des premiers monuments de la langue hongroise: on n'en trouve nulle trace dans nos plus anciens textes. Il s'ensuit que les noms de fleuves composés de *-jó* remontent à une époque fort ancienne.

II. LA TOPONYMIE

LA TYPOLOGIE TOPONYMIQUE

L'examen linguistique des toponymes, la solution du problème de leur provenance linguistique et la constatation de leurs particularités phonétiques en tant qu'indices d'une certaine époque peuvent fournir au spécialiste des données intéressantes, sans toutefois répondre aux questions les plus importantes: à la classification méthodique des toponymes et aux lois intérieures de la dénomination.

Un témoignage des plus précieux pour l'histoire des établissements nous est fourni par les noms des grands fleuves, qui sont connus sur un vaste territoire. Comme les principales voies de communication suivent en général les vallées des plus grands cours d'eau, même les habitants des régions plus ou moins éloignées ont connaissance de ces noms de fleuves qui continuent à rester en usage même au cas où la population riveraine viendrait à disparaître. En Transylvanie, par exemple, pas un seul nom d'agglomération antique n'a survécu aux grandes invasions; en revanche, plusieurs noms de fleuve remontant à cette époque sont encore employés dans les langues des peuples transylvains (*Szamos*, *Maros*, *Körös*, *Olt*, *Ompoly*).

Les noms de montagnes sont plus exposés à l'oubli, car les régions qui s'étendent autour d'elles sont, dans la plupart des cas, inhabitables et, outre que la population locale est clairsemée, on n'y voit pas passer d'étranger. Il suffit qu'un échange de population ou un dépeuplement subit survienne dans une zone relativement très restreinte, pour que le nom d'une montagne disparaisse à jamais. Seuls, les massifs remarquables font exception à cette règle; mais il n'est pas rare que leurs noms varient suivant les diverses contrées sur lesquelles elles s'étendent.

En ce qui concerne les agglomérations humaines, ce

sont les noms des grandes villes, des centres économiques et politiques qui ont les meilleures chances de survivre; car ils sont connus, de même que les noms des grands fleuves, dans une zone plus vaste. Ils sont pourtant plus exposés à tomber dans l'oubli, car les établissements humains peuvent facilement disparaître. Dans le bassin du Danube, on rencontre bien des noms antiques de fleuves, mais fort peu de noms de lieu de la même espèce. Les noms des petites localités résistent difficilement à l'oubli; au cas où les contrées avoisinantes se dépeuplent, ils disparaissent sans laisser de trace. Les noms des lieuxdits sont encore plus éphémères: même l'échange de la population d'un village suffit à les faire disparaître. Les recherches toponymiques doivent donc s'appuyer en premier lieu sur l'examen historique de l'hydronymie.

Une analyse purement linguistique des toponymes n'offre pas à l'historien des établissements humains des données toutes prêtes et aptes à être utilisées; bien au contraire, elle est même faite pour l'induire en erreur. Le toponyme hongrois *Vencsellő* est, aux yeux du linguiste, d'origine incontestablement slave, puisqu'il dérive du nom de personne *Veljeslav*. Le linguiste peut en déduire même la date de l'emprunt et, par conséquent, l'époque de la fondation du village; étant donné que la nasale *ę* a disparu des langues slaves voisines avant la fin du X^e siècle, l'emprunt a dû s'effectuer à une date antérieure. Du point de vue linguistique le nom du village de *Vencsellő* désignerait donc une colonie slave que les Hongrois auraient encore connue au tournant des X^e et XI^e siècles pour en adopter le nom. Il faut savoir cependant que les Slaves n'emploient pas dans leur toponymie des noms de personnes au nominatif; ils y ajoutent généralement des suffixes possessifs et c'est pourquoi, dans le cas qui nous occupe, on s'attendait à **Veljeslavovce*, donnant en hongrois **Vencsellőc*. Les toponymes dérivés de noms de personnes employés au nominatif étaient cependant bien en usage chez les Hongrois du X^e au XII^e siècle; le toponyme en question provient donc du hongrois et non du slave. Ce nom de personne d'origine slave a dû être emprunté avant le début du X^e siècle, mais ce fut certainement un Hongrois nommé *Vencsellő* qui a fondé le village à une date postérieure, peut-être vers la fin du XII^e siècle.

Tant que nous ne connaissons pas les particularités qui caractérisent la création des noms de lieu chez les divers groupes ethniques d'un territoire, les recherches toponymiques n'iront qu'en tâtonnant. C'est donc la typologie des toponymes qui nous fournit la clé d'une étude systématique de la toponymie. Cette typologie est fondée sur la reconnaissance du fait que chaque collec-

tivité linguistique forme ses toponymes de la même manière sur toute l'étendue de son territoire. Il n'en est pas moins vrai que les habitudes qui gouvernent la création des toponymes changent comme la mode et, par conséquent, tel ou tel type toponymique peut nous fournir des indices précieux quant à la date de la fondation d'une agglomération humaine. Il faut pourtant considérer le fait que, par suite du caractère plus ou moins éphémère des modes de dénomination, certains types passagers, au lieu de se généraliser sur le territoire entier d'une communauté linguistique, sont restés des singularités locales d'une circulation plus restreinte; d'autre part, en ce qui concerne l'extinction de certains modes de dénomination, elle a pu avoir lieu — surtout quand il s'agit d'un territoire relativement vaste — à des dates assez différentes. Tout cela ne diminue pas l'importance considérable de la typologie toponymique pour l'histoire des établissements. Pendant que l'étude de la toponymie était guidée uniquement par des points de vue linguistiques, on n'a pu en tirer des conclusions que sur l'appartenance linguistique des colons et parfois sur une chronologie plus ou moins vague des établissements; même les conclusions de ce genre, comme il ressort de l'exemple cité plus haut, reposaient sur des bases assez peu solides. L'examen typologique des noms de localités nous permet d'éclaircir définitivement les problèmes relatifs à l'appartenance ethnique des colons et à la chronologie des établissements; il aide à les déterminer même dans les cas où la présence d'une population homogène exclut la possibilité d'établir des comparaisons phonétiques entre les variantes d'un nom en plusieurs langues. L'apport du linguiste n'en sera pas moins indispensable; mais il doit envisager ces problèmes sous l'angle des recherches typologiques.

Par suite de l'élaboration de la méthode et du système de la typologie toponymique, l'étude des noms de lieu, dégagée d'une prédominance exagérée des considérations linguistiques, devient une discipline historique dans le vrai sens du mot. Cette émancipation des recherches toponymiques est d'une importance capitale pour la solution de certaines questions méthodologiques à présent discutées. Jusqu'ici les spécialistes de l'histoire des

établissements étaient des archéologues, des linguistes, des historiens ou des géographes, et chacun appliquait les méthodes de sa discipline aux problèmes posés par l'histoire des établissements. Même si, occasionnellement, ils prenaient en considération les résultats obtenus par d'autres disciplines scientifiques, ils traitaient leur sujet d'une manière plus ou moins unilatérale, attribuant trop d'importance à leur propre méthode. On a depuis longtemps insisté sur la nécessité d'une étroite collaboration des disciplines touchant l'histoire des établissements, mais cette collaboration ne sera possible que si l'histoire des établissements a des fondements méthodologiques assez solides pour servir de base à d'autres recherches de détail. Ces fondements lui seront fournis par l'étude de la toponymie dès que cette dernière, par une application soigneuse des considérations typologiques, se sera transformée en une discipline historique.

La reconnaissance du fait que, dans la toponymie hongroise, on peut distinguer plusieurs types, ne date pas d'hier. Dès avant la première guerre mondiale, certains savants s'étaient occupés des particularités des divers types toponymiques, ainsi que de leur diffusion géographique et de l'interprétation des notions auxquelles ils se rapportaient. En même temps on a essayé d'en tirer des conclusions d'ordre chronologique. Le mérite d'avoir commencé un travail systématique dans ce domaine revient à M. É. Kniczsa.¹ C'est surtout d'après ses constatations que nous allons esquisser ci-dessous la typologie de la toponymie hongroise.

Au point de vue de la signification, les noms de localités hongrois se divisent en trois catégories principales suivant qu'ils se réfèrent aux conditions naturelles du terrain colonisé (hydrographie, flore, faune, configuration du sol), aux traits essentiels de la colonie même (site géographique par rapport à d'autres colonies, extension, époque de la formation, particularités d'architecture, etc.), ou bien aux facteurs humains qui sont en rapport avec l'établissement (nom du fondateur, appartenance ethnique, tribuaire, ecclésiastique ou sociale de la population, patron de l'église, etc.).

¹ Surtout dans ses deux études citées en dernier lieu : *Kelet-magyarország helynevei* et *A párhuzamos helynévadás*.

NOMS D'ÉTABLISSEMENT TIRÉS DE NOMS COMMUNS

C'est le premier groupe, formé de mots relatifs aux choses de la nature, qui présente le plus d'homogénéité. On y remarque de prime abord la classe très nombreuse des toponymes dérivés de noms de fleuves (ex. *Beszterce*, au bord du ruisseau de même nom, ou *Sebes*, sur le ruisseau de même nom). Selon une hypothèse très plausible, mais encore insuffisamment développée, les noms de cette catégorie désigneraient la première colonie créée au bord du cours d'eau de même nom. Étant donné que les noms de lieu servent à établir des distinctions entre les agglomérations humaines, on n'eût pu se servir du nom d'un cours d'eau pour désigner un établissement humain, si d'autres colonies avaient déjà existé le long du même fleuve. En faveur de cette hypothèse on pourrait rappeler le fait que les noms des grands fleuves (*Duna*, *Tisza*, *Olt*, *Szamos*, *Maros*, etc.) n'ont jamais donné naissance à des toponymes, abstraction faite, bien entendu, des composés tels que *Szamosfalva*, etc. Rien n'empêche d'expliquer ce phénomène par la création simultanée de plusieurs établissements humains le long desdits grands fleuves.

La majeure partie des noms qui se réfèrent à la flore, à la faune et à la configuration du sol (ex. *Almás* « endroit planté de pommiers », *Méhes* « rucher, abeiller », *Kövesd* « endroit pierreux ») sont des noms secondaires : selon le témoignage des chartes, ils se rapportaient à l'origine aux lieuxdits des villages. Plus tard lorsqu'on y a fondé des colonies à part, les anciens lieuxdits ne manquaient pas de léguer leur nom aux établissements qui venaient de s'y former. Ce fait est pour nous hautement significatif, puisqu'il permet de déterminer, d'accord avec le témoignage des données historiques éventuelles, le noyau même de la colonisation auquel le territoire des établissements créés à des dates postérieures avait appartenu primitivement. Inutile de dire que les recherches de ce genre exigent la plus grande prudence de la part du chercheur, et cela d'autant plus qu'elles n'en sont encore qu'à leur phase initiale.

Du point de vue typologique, la plupart des noms de lieu faisant allusion à une particularité quelconque

du milieu naturel, ne nous fournissent pas d'indice sûr concernant l'époque à laquelle les établissements sont nés. Il s'agit là de noms communs généralement connus qui étaient toujours usités. Dans quelques cas seulement et à titre exceptionnel, on peut en tirer des conclusions d'ordre chronologique.

Tels sont les cas où l'objet indiqué par le nom de lieu a paru ou a cessé d'exister à un moment donné. Le nom de *Belényes* (com. de Bihar), signifiant un endroit « riche en bisons », a dû être formé à une époque où il y avait encore des bisons dans cette région. En d'autres cas, c'est la présence de certains termes archaïques qui nous autorise à indiquer l'époque de la fondation. Citons à titre d'exemple *kerék* et *fa* au sens de « forêt » dans les noms de lieux comme *Somkerék* ou *Gergelyfája*. Aujourd'hui, le premier terme signifie seulement « roue » et le second, « arbre, bois ».

Néanmoins, les toponymes indiquant certaines particularités du milieu naturel nous fournissent de très précieux renseignements sur l'état de jadis d'une région. La présence d'un nom tel que *Bükkös* suffit pour nous révéler que jadis il y a avait là une « hêtraie », condamnée à disparaître par la suite.

Le second groupe de toponymes, à savoir celui qui reflète le caractère même des établissements, est incomparablement plus instructif. Les noms de lieu comme *Lak* « maison », *Város* « ville » renvoient à coup sûr aux premières agglomérations humaines d'une région, car autrement on n'aurait pu les dénommer d'une façon aussi laconique. Quand on les a fondées, la région devait être inhabitée. C'est également aux établissements premiers, que se réfèrent les noms du type de *Kisfalud* (« petit village »), *Nagyfalud* (« grand village »), *Felfalu* (« village supérieur »), *Alfalud* (« village inférieur »), etc.

A la lumière des données historiques, ce sont surtout les noms du type de *Lak* ainsi que les composés du même mot (*Nagylak*, *Széplak*, *Fellak*, *Ujlak*) qui se révèlent comme très anciens. On ne les trouve que dans les zones de colonisation les plus anciennes des Hongrois, dans la sphère des types toponymiques antérieurs au XIII^e siècle; il n'est pas étonnant qu'ils figurent parmi les premiers noms attestés par les chartes médiévales.

NOMS D'ÉTABLISSEMENT DÉRIVÉS DE NOMS DE PERSONNES

C'est dans ce groupe, très varié, des toponymes tirés de noms de personnes qu'il convient de ranger la plupart des noms de lieu hongrois. La majeure partie de ce groupe est constituée par les noms de lieu d'origine anthroponymique qui renvoient au fondateur ou au possesseur d'un établissement. Le type hongrois le plus ancien est celui des noms de personnes employés au nominatif, sans aucun suffixe. Dans l'Europe carpathique, c'est un type très particulier de la formation des noms de lieu ; in-existant chez les Slaves, les Allemands et les Roumains, il se retrouve pourtant chez les peuples turcs, ce qui permet de supposer que les Hongrois l'avaient apporté de leur patrie antérieure, la Russie méridionale. Étant donné que les toponymes de ce genre ne font aucune allusion au rapport de propriété qu'il y a entre la personne en question et l'établissement qui porte son nom, on est amené à admettre, avec M. E. Moór, que ce type remonte à l'époque du nomadisme hongrois. Dans ce temps-là, comme les colonies étaient très instables, on ne distinguait pas les communautés humaines d'après l'endroit où elles s'étaient fixées, mais d'après leur chef ; on indiquait non l'endroit, mais la personne.

Le fait que ce procédé toponymique a survécu de quelques siècles à la disparition du nomadisme hongrois, a suggéré à certains savants (M. Kertész, J. László) l'idée de chercher l'origine du type en question dans une conception religieuse qui consistait à identifier la possession avec le possesseur. Quoi qu'il en soit, il est certain que, même après la conversion au christianisme, on a formé un grand nombre de toponymes de ce genre, comme le prouvent nos noms de lieu dérivés de noms de personnes païennes (Ajton, Borsa, Csaba, Csanád, etc.), de noms slaves (Dezmér, Dorog, Miriszló, etc.), allemands (Alparét, Bocsárd, Girolt, etc.), français (Gidó, Gyán, etc.), voire de noms de saints chrétiens (Benedek, Fülöpös, etc.) ou de noms antiques (Perjámos, Iktár, etc.).

On retrouve ce type aussi dans le domaine des noms de lieu dérivés de noms de tribus, de peuples et de catégories sociales.

Au point de vue chronologique, ce sont les noms de lieu dérivés des noms des tribus conquérantes (Nyék,

Megyer, Kürt, Gyarmat, Tarján, Jenő, Kér, Keszi, Varsány, Tárkány) qui sont les plus faciles à identifier. Pour en expliquer la genèse, il faut tenir compte du fait que, pendant la seconde moitié du X^e siècle, à l'époque de la désagrégation de l'organisation tribuaire, certains débris de tribus ont dû se fixer, sous l'effet d'une contrainte ou de leur propre gré, au delà des limites de leur zone primitive. Quoiqu'ils fussent détachés par là de l'unité de leur tribu, leur appartenance tribuaire ne cessait d'être un fait généralement connu : on leur appliquait donc le nom d'une tribu pour les distinguer de leur nouveau milieu. Etant donné que les noms des tribus conquérantes semblent être tombés dans l'oubli vers la fin du XI^e siècle — les sources de cette époque cessent d'en faire mention — tout porte à croire que les noms de lieu dérivés de noms de tribus sont nés au tournant du X^e et du XI^e siècle.

On doit ranger dans cette catégorie aussi les toponymes dérivés de noms de peuples (*Böszörmény* « musulman », *Besenyő* « Petchénègue », *Cseh* « Tchèque », *Tót* « Slave, Slovaque », *Kálóz* « Khaliz », etc.); les noms de lieu de cette espèce renvoient aux nationalités qui vinrent s'établir sur le territoire de la Hongrie historique. Il convient de relever à ce propos le fait significatif que les noms des Coumans et des Roumains établis en Hongrie au cours du XIII^e siècle ne figurent pas dans cette catégorie. Du point de vue de l'histoire des établissements, ces noms de lieu doivent être expliqués de la même manière que ceux dérivés de noms de tribus : ils se rapportaient à coup sûr à des îlots alloglottes éparés dans la population hongroise. C'est le souvenir d'une organisation très ancienne de la société hongroise qui se reflète dans les noms de lieu tirés de noms de profession (*Tárnok* « trésorier », *Udvarnok* « écuyer », *Halász* « pêcheur », *Madarász* « oiseleur », etc.). Les établissements de ce genre étaient les colonies des gens engagés à un service spécial des domaines royaux.

Les changements très profonds qui se sont produits dans la vie du peuple hongrois par suite de son rattachement à la civilisation occidentale, ont aussi fait sentir leur effet dans le domaine de la toponymie. On suppose que c'est l'influence des peuples slaves établis sur le territoire de la Hongrie qui a contribué à la diffusion d'un nouveau procédé toponymique mettant mieux en relief le rapport du possesseur avec le territoire possédé

et qui devint par là un phénomène accessoire du passage du nomadisme à la vie sédentaire. Parmi les noms de lieu rappelant cette importante transformation d'ordre social, on rencontre déjà des noms de personnes munis du suffixe possessif *-i* (*Tamási* « celui de Thomas »; cf. *Petri*, *Sályi*, etc.) ainsi que des noms de villages tirés de noms de peuples et d'occupations au moyen du même suffixe (*Németi* « village de l'Allemand », *Csehi*, *Tóti*; *Kovácsi* « village du forgeron », *Szakácsi* « village du cuisinier », etc.). Au point de vue chronologique, il est fort significatif que ni les noms païens de personnes, ni les noms des nationalités anciennes de la Hongrie (*Böszörmény*, *Kálóz*, *Besenyő*) n'ont donné naissance à des toponymes munis du suffixe *-i*. Selon le témoignage des sources écrites, les noms de ce genre existaient déjà sans exception à la fin du XII^e siècle, ce qui permet de dire que la mode des toponymes en *-i* a duré du milieu du XI^e siècle à la fin du XII^e. Les noms des nationalités venues en Hongrie au cours du XIII^e siècle ne figurent pas dans ce groupe : aucun nom du type **Kuni* ou **Oláhi* n'a pu être relevé.

Néanmoins ce type, plus récent, qui comportait l'emploi du suffixe *-i*, n'a pu définitivement évincer l'ancien type au nominatif ; celui-ci non seulement est resté vivace au cours du XI^e et du XII^e siècle, mais il a même survécu de quelques années à la disparition de l'autre. Au début du XIII^e siècle, les deux types ont cédé la place à un troisième, à savoir aux noms de lieu composés. A partir de cette époque, on commence à ajouter aux noms de personnes, de peuples et d'occupations des mots tels que *-laka*, *-háza* (« sa maison »), *-soka*, *-szállása*, *-ülése* (« sa colonie »), *-telke* (« son terrain »), *-népe* (« son peuple »), *-falva* (« son village »), cf. *Péterlaka* (« maison de Pierre »), *Pálfalva* (« village de Paul »), *Oláhtelek*, *Tótfalu* (« village roumain, slovaque »), *Ispánlaka* (« maison du comte »), *Apátfalva* (« village de l'abbé »), etc. La composition fait, mieux encore que les noms en *i*, ressortir que toutes ces dénominations se rapportent déjà à des établissements définitivement fixés. Le mode de composition est d'origine occidentale (cf. *Ermenonville*, *Düsseldorf*) ; il serait donc très facile d'admettre que c'était là un type emprunté aux colons allemands de la Hongrie.

Mais, étant donné que les premières formations se rencontrent précisément dans les régions où il n'y avait jamais eu d'importantes masses allemandes et que ce nouveau procédé de formation des noms de lieu apparaîtrait simultanément sur les points les plus divers de la Hongrie (en Occident, on en trouve les traces à partir des premières années du XIII^e siècle ; en Orient, le premier nom de ce genre est *Simontelke*, attesté dès 1228), il est impossible de résoudre cette question d'une façon aussi simple ; peut-être vaut-il mieux la laisser ouverte pour le moment. Ce qui importe, c'est le fait que les noms composés ont évincé tout autre procédé dans un très bref délai pour s'assurer la prédominance absolue. Malheureusement, on n'a pas encore essayé d'établir si les divers types de noms composés ont une certaine importance aussi au point de vue chronologique. Tout porte à croire que les types composés dans lesquels entrent les mots *-népe* et *-soka*, sont plus anciens que ceux terminés par *-falva* qui, quoique probablement les plus récents de tous, auront la vie assez dure pour devenir, dès le XVI^e siècle, presque le seul procédé de former de nouveaux noms de lieu.

C'est également au début du XIII^e siècle que s'implanta, pour une brève floraison d'environ cent ans, le type des noms de lieu rappelant le patron de l'église du village (*Szentpál* « Saint-Paul », *Szentgyörgy* « Saint-Georges », *Szentkirály* « Saint-Roi », *Keresztúr* « Seigneur de la croix »). Ce type est également venu d'Occident ou, pour mieux dire, de l'Europe latine ; hors la France, l'Espagne et l'Italie, on ne le rencontre que dans l'Allemagne du sud et en Hongrie. Il est en revanche totalement inconnu aux peuples orthodoxes (Roumains, etc.). En ce qui concerne les Slaves catholiques, son existence n'est attestée que chez les Slovènes d'une part, et chez les Slovaques et les Croates d'autre part : les premiers le doivent certainement à l'influence allemande ; les seconds, à l'influence hongroise. En Hongrie, ce dernier type fait son apparition à l'époque même où les noms composés commencent à se multiplier. Le *terminus ante quem* nous est fourni par la conscription que les collecteurs de la dîme papale ont dressée aux alentours de 1334 ; les toponymes dérivés de noms de saints y figurent presque

sans exception. Il est encore à remarquer que dans deux régions germanophones de la Hongrie, à savoir dans la Scopusie et dans la zone saxonne de Transylvanie, ce type fait presque complètement défaut ; il s'ensuit que l'introduction de ce type toponymique ne peut être attribuée aux Allemands établis en Hongrie.

LES NOMS DE LIEU PARALLELES

Dans les régions où l'on constate la symbiose de plusieurs groupes ethniques, on rencontre non seulement des noms de lieu qui passent d'une langue à l'autre, mais encore des dénominations doubles et triples, empruntées à deux ou trois langues différentes. Quelquefois on est en présence de tout un faisceau de dénominations servant à désigner la même commune. En matière de toponymie, il est utile de distinguer *les noms de lieu parallèles* dont la signification est identique (*Prépostfalva~Probstdorf* « village du prévôt ») et *les noms doubles proprement dits*, qui ont des significations différentes (ex. *Leses* « sentinelle » ~ *Schönberg*). On a depuis longtemps reconnu que les noms parallèles ont une importance toute particulière pour l'histoire des établissements ; il n'en est pas moins vrai que jusqu'à ces derniers temps l'interprétation juste des dénominations de ce genre se trouvait fatalement entravée par des hypothèses préconçues. Les spécialistes allemands de la toponymie ont supposé que, dans le cas des noms parallèles, l'un des deux doit sa naissance à la traduction de l'autre et que ce sont toujours les nouveaux colons qui traduisent dans leur langue et adaptent à leur propre système de dénomination les toponymes de la population autochtone. Selon une théorie récente — mais non moins erronée — ce seraient les habitants autochtones eux-mêmes qui, devenus bilingues par suite des relations multiples avec une population alloglotte, finiraient par traduire les noms de lieu ancestraux dans la langue des nouveaux venus. Selon la théorie de la traduction, les diverses variantes des noms de lieu parallèles seraient nés à des moments divers, de sorte que la variante considérée comme la plus récente ressortirait, à vrai dire, à la catégorie des noms empruntés à un autre peuple. Il

s'ensuivrait que les noms parallèles, au lieu de fournir à l'histoire des colonisations des indices plus précieux que les noms empruntés, présenteraient plus de difficultés que les seconds : vu que la divergence des variantes exclut la possibilité même de tout rapprochement phonétique et étymologique, il serait particulièrement malaisé de dire quelle variante représente la forme primitive du nom de lieu. Impossible d'admettre, avec les partisans de la théorie de la traduction que, dans le cas des noms de lieu parallèles dérivés de noms de personnes, le créateur du nom primitif soit nécessairement le peuple de la langue duquel vient le nom de personne en question. Étant donné que chaque peuple européen employait à n'importe quelle époque des noms de personnes d'origine étrangère et que chez certains peuples les noms étrangers étaient même plus fréquents que les noms indigènes (comme nous le voyons chez les Roumains où, jusqu'au XVIII^e siècle, abondent les noms slaves de même qu'en Hongrie les noms étrangers, au détriment des noms d'origine hongroise), il arrive bien souvent que l'origine linguistique du nom de personne ne coïncide pas avec celle du nom de lieu qui en dérive. En d'autres termes, le nom de personne ne vient pas nécessairement de la même langue que le nom de lieu dérivé du nom de personne en question.

Jusqu'à ces derniers temps, la théorie des toponymes traduits passait pour généralement admise ; elle était acceptée aussi par la plupart des toponymistes hongrois. Il n'en reste pas moins que, déjà une vingtaine d'années auparavant, M. J. Melich avait essayé de proposer une autre explication,¹ considérant les toponymes parallèles comme des formes issues d'une dénomination simultanée en deux langues différentes. A son avis, dans le cas des noms de ce genre, il faut supposer qu'à l'époque de la création de ces noms de lieu la région en question était habitée par les mêmes peuples qui possèdent aujourd'hui dans leur langue une des variantes toponymiques. Leur symbiose doit être admise même si les sources historiques n'attestent pendant longtemps qu'un des noms parallèles ; M. Melich est d'avis que deux ou plusieurs peuples ne peuvent dénommer une localité d'après une personne

¹ *A helynevek egy csoportjáról* [Un groupe de noms de lieu] dans *Magyar Nyelv*, 1923. p. 105.

que du vivant de celle-ci. A défaut d'une démonstration détaillée, cette hypothèse est restée à l'état embryonnaire jusqu'au moment où M. Kniezsa a remis sur le tapis la question pour étayer de preuves concrètes l'idée lancée par son prédécesseur.¹

Ayant soumis à une analyse serrée des noms de lieu parallèles hongrois-roumains, tchèques-allemands et hongrois-slovaques, M. Kniezsa finit par constater que les noms parallèles sont nés, comme M. Melich l'avait cru, à la même époque. Nous nous bornerons à rappeler un seul de ces exemples très convaincants que M. Kniezsa a jugé utile d'énumérer dans son ouvrage. Dans le nord du comitat de Turóc, en Slovaquie, les Hongrois ont emprunté au slave les noms de toutes les localités qui sont attestées avant le milieu du XIII^e siècle (ex. *Pribóc* — *Pribovce*). On n'y rencontre ni noms d'origine hongroise ni dénominations parallèles hungaro-slovaques. L'origine très ancienne de ces villages est indiquée aussi par leur site géographique : ils se trouvent sans exception sur le bord du plateau de Turóc, de même que d'autres villages slaves du bassin carpathique, remontant au X^e siècle et situés également au pied des montagnes. En revanche, les localités qui, selon le témoignage des chartes, ont vu le jour au milieu du XIII^e siècle ou plus tard, portent des noms parallèles hongrois-slovaques ; on constate ce fait aussi bien pour les noms d'origine anthroponymique que pour les toponymes dérivés de noms communs (ex. *Benefalva* « village de Bene » ~ *Benice* ; *Vendég* « hôte » ~ *Hosten*). Les toponymes hongrois dérivés de noms de personnes appartiennent ici sans exception au type des noms composés qui s'est cristallisé au XIII^e siècle, ce qui permet d'établir qu'il s'agit là de certains phénomènes accessoires de l'action colonisatrice entreprise, au XIII^e siècle, sur l'initiative de l'État hongrois. Dans la partie méridionale du comitat, on rencontre pourtant aussi des noms hongrois-slovaques qui représentent un type plus ancien, à savoir celui qui employait des noms de personnes au nominatif (ex. *Majus* ~ *Mosovce*). Étant donné que ces dénominations sont certainement antérieures au XIII^e siècle, il s'ensuit que, dans le secteur sud du comitat, les débuts de l'expansion hongroise doivent être d'une date plus ancienne, ce qui n'a d'ailleurs rien d'étonnant, puisque la colonisation suivit en amont le cours du ruisseau qui traverse le comitat. Il faut encore remarquer que, sur le territoire de ce comitat, on ne rencontre aucun nom de lieu que les Slovaques aient emprunté aux Hongrois et que, par conséquent, chaque nom hongrois possède aussi un correspondant slovaque. Il est évident que dans la région de Turóc il ne s'agit pas de noms

¹ Dans l'étude citée, *A párhuzamos helynévadás*.

traduits à une date ultérieure puisque, si l'on attribuait les traductions de ce genre aux immigrants hongrois, on ne comprendrait guère pourquoi ceux-ci ont adopté les toponymes anciens sans modification et pourquoi ils ont traduit dans leur langue les toponymes d'une formation plus récente. Si, en revanche, on attribuait ce procédé de la traduction aux Slovaques devenus bilingues, on devrait leur reconnaître un vaste savoir dans le domaine de la typologie et de la chronologie des noms de lieu, savoir qui, comme nous venons de le voir, manque même aujourd'hui à la plupart des spécialistes de la toponymie. Comment les Slovaques auraient-ils pu créer des correspondances aussi parfaites que *Pribovce* ~ *Pribóc*, *Diviaky* ~ *Divék* et *Dražkovce* ~ *Draskfalva*, où les variantes hongroises renvoient à trois périodes différentes de l'histoire de la toponymie hongroise, malgré l'unité typologique des noms slovaques parallèles?

« Les noms de lieu parallèles — écrit M. Kniezsa — ne sont donc pas nés par suite de traductions tardives, mais ils sont issus d'une seule et même conception simultanée. Ils se sont formés à l'époque où la signification du nom renvoyait encore d'une manière caractéristique à une localité ou à n'importe quelle autre unité géographique. La formation de tels noms fondée sur une conception analogue n'était possible, dans le cas des toponymes dérivés de noms de personnes, que du vivant de l'ancêtre patronymique ou peu après sa mort; dans le cas des toponymes dérivés de noms communs, seulement tant que la particularité indiquée par le nom n'avait pas subi de modification ».

Sur les noms doubles, M. Kniezsa ne se prononce pas d'une manière aussi nette; mais, étant donné que c'est là un type beaucoup moins fréquent que les noms parallèles, son importance est également plus réduite. On sait d'ailleurs que, dans bien des cas, les deux dénominations différentes renvoient en réalité à deux anciennes colonies qui ont fini par s'unir.

Examinons, à titre d'exemple, des noms tels que *Derzsida* ~ *Bobota* (com. de Sălaj) et *Világos* ~ *Siria* (com. d'Arad), qui désignent des localités situées dans la zone frontière hungaro-roumaine. Dans ces cas même les noms conservés par les Roumains sont d'origine hongroise. Par conséquent, les noms empruntés à une seule langue, mais conservés par deux groupes ethniques différents, renvoient à coup sûr à deux colonies séparées, même si l'existence

de ces dernières n'est pas attestée par d'autres sources. Le village transylvain *Jákótelke* ~ *Horlacea* (com de *Kolozs*) est signalé en 1393 sous la énomination de « *Jákóteleke* alio nomine *Horthlaka* » où le second nom fournit l'étymologie du nom roumain actuel. Les deux noms sont d'origine hongroise, mais le premier s'est conservé en hongrois, le second en roumain. On doit ranger dans cette catégorie aussi les deux noms de *Piski-Simeria* où la dénomination roumaine remonte au hongrois *Szentmária* « Sainte-Marie », qu'on ne connaît par aucune autre source historique. On pourrait expliquer ces noms doubles aussi d'une autre manière: il ne serait pas impossible d'admettre que les deux noms se rapportent à la même localité qui, pour une raison quelconque, a changé de nom et que l'ancien nom a été conservé par les nouveaux venus. Il faut pourtant tenir compte du fait que l'histoire fournit très peu d'exemples de l'abandon d'un nom de lieu; les cas fort rares que nous connaissons sont dus sans exception à des événements historiques d'une importance décisive. En Transylvanie, par exemple, la commune d'*Ebesfalva* avait été habitée par des agriculteurs; lors de l'immigration de marchands arméniens, on a changé *Ebesfalva* en *Erzsébetváros*; malgré cela, les Roumains continuent à le nommer; *Ibîşfalau* (*Ebesfalva*) et même les Hongrois indigènes l'appellent familièrement *Ebes*. Ce n'est qu'au cours du siècle dernier qu'on a commencé à modifier officiellement les noms de lieu (magyarisation, roumanisation, etc.). En un mot, rien n'empêche d'attribuer la plupart des noms doubles à deux anciens établissements bien distincts; il s'ensuit que le caractère double de la dénomination n'est qu'apparent.

La connaissance des lois intérieures qui gouvernent la création des noms parallèles nous permet aussi d'établir des rapports instructifs entre les noms de lieu. Dès qu'on connaît la typologie chronologique des toponymes d'un peuple, on peut en tirer des conclusions relatives à la chronologie des types parallèles chez un autre peuple

Il arrive qu'un type prédomine pendant très longtemps chez un peuple; dans ce cas, les noms de lieu qui le représentent ne nous fournissent que des indications bien vagues quant au temps de la fondation des établissements qu'ils désignent. C'est alors qu'il faut recourir aux noms parallèles étrangers pour mieux déterminer l'époque de ces derniers. En Transylvanie, par exemple, il serait impossible d'établir une distinction typologique entre les noms allemands de *Meschendorf* et *Jakobsdorf*, et même au point de vue chronologique on ne pourrait distinguer l'un de l'autre, si l'on ignorait que le premier village s'ap-

pelle en hongrois *Mese* et le second, *Jakabfalva*. Ce fait jette un jour nouveau sur les noms en question, puisque *Mese*, ce nom de personne employé comme nom de lieu, représente le type ancien qui était en vogue jusqu'à la fin du XII^e siècle; quant à *Jakabfalva*, c'est un des composés qui se sont généralisés dès le début du XIII^e siècle. Si l'on essaie de combiner la phonétique historique avec la typologie, on aboutit à des conclusions chronologiques encore plus précises. Dans la Hongrie occidentale, les noms parallèles de *Csem*~*Schandorf* ont dû se former, à en juger d'après l'emploi toponymique de ce nom de personne dénué de suffixe, du X^e au XII^e siècle; si, en outre, l'on tient compte du fait que les Allemands ne substituaient au *cs* hongrois un *š* (*sch*) que de 1150 à 1250 environ (auparavant, l'on rencontre *s* ou *ts*, plus tard *tseh*), on finit par fixer la formation de ces noms parallèles à la seconde moitié du XII^e siècle.

PRINCIPES MÉTHODOLOGIQUES DE L'ÉTUDE DE LA TOPONYMIE

A propos de l'étude des noms de lieu, on peut établir certaines lois qui reflètent les motifs généralement humains de la création de toponymes et qui, par conséquent, loin d'être des particularités essentiellement hongroises, nous fournissent des principes généraux pour les études de toponymie. Ces lois se rapportent dans certains cas à l'examen morphologique des noms de lieu; en d'autres cas, ils ont trait à l'étude de leur particularités d'ordre chronologique et typologique.

Tout d'abord, il convient de faire une distinction fondamentale entre les *noms de lieu originaux* et les *noms d'emprunt*. Les noms originaux sont ceux qui, au lieu d'être empruntés à un autre peuple, ont été formés dans la langue propre d'un peuple, selon ses lois relatives à la création des noms de lieu. On ne crée des toponymes de ce genre que dans des zones inhabitées, puisque chaque peuple, dès qu'il arrive dans une région habitée, ne tarde pas à adopter les noms de lieu jusque-là usités. Les noms géographiques, surtout ceux des grands fleuves et des agglomérations importantes, ont la vie dure; elles peuvent se maintenir, pendant très longtemps, non seulement dans la langue d'un peuple, mais encore dans celles de plusieurs peuples qui se succèdent. Ils ne disparaissent qu'au cas où une région se dépeuple subitement, par

suite d'une catastrophe historique. Une autre raison de leur disparition peut être un changement radical des conditions géographiques auxquelles ces noms font allusion ; les villages disparus, les eaux desséchées, les bois défrichés se rangent dans cette catégorie. Il arrive pourtant assez souvent que même les dénominations devenues incompréhensibles à partir d'une certaine époque, continuent à subsister comme autant de noms de lieuxdits. L'hypothèse erronée, mais souvent formulée, suivant laquelle les nouveaux venus créeraient des noms nouveaux même dans le cas où ils auraient la faculté de s'initier à l'ancienne toponymie, est à rayer une fois pour toutes de la méthode de nos recherches relatives à l'histoire des établissements ; en effet, selon nos connaissances actuelles, ce procédé n'a jamais été appliqué d'une manière conséquente. Il s'ensuit que les noms originaux datent de l'époque même où le territoire en question a été peuplé ; en d'autres cas, si la continuité de l'établissement fut interrompue, les toponymes renvoient au moment du repeuplement. Le peuple auquel on doit rattacher les toponymes originaux au point de vue typologique est à considérer comme le premier colonisateur de la région, au moins en ce qui concerne une unité géographique plus ou moins restreinte.

Ces toponymes originaux peuvent être indépendants : ils le sont dans le cas où l'agglomération n'a qu'un seul nom. Il y a aussi des noms parallèles, qui ont vu le jour dans les langues de plusieurs groupes ethniques, mais sont issus simultanément d'une conception commune. Si les toponymes originaux d'une région sont des noms parallèles, tous les peuples à qui ils doivent l'être, sont à considérer, sous certaines réserves, comme les premiers colons simultanés. Les réserves auxquelles nous venons de faire allusion s'expliquent par les différences qui existent entre les noms parallèles dérivés de noms de personnes et ceux dérivés de noms communs. Dans le dernier cas, ainsi que nous l'avons vu plus haut, la simultanéité de la création des variantes pourrait bien être mise en doute. Quoi qu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que la symbiose de plusieurs peuples sur un territoire, au début de la colonisation de celui-ci, donne nécessairement lieu à la formation de toponymes parallèles.

Le manque de noms parallèles ne nous permet pourtant pas de conclure, dans tous les cas, à une population homogène, car il arrive qu'un des groupes ethniques coexistants finit par émigrer, par s'anéantir ou par s'assimiler à un autre, ce qui entraîne après soi l'abandon d'un des noms parallèles. Il est, en revanche, incontestable que, dans le cas d'une population mixte, on ne pourrait ranger parmi les premiers colons le groupe ethnique qui, au lieu d'avoir créé des toponymes indépendants ou participé à la création de toponymes parallèles, a dû emprunter à d'autres peuples tout son répertoire toponymique. Il y a aussi une autre constatation qui s'impose : la présence d'une population primitive homogène ne donne guère naissance à des toponymes parallèles.

Les toponymes d'emprunt sont ceux qu'une population immigrée sur un territoire puise dans la langue de la population autochtone et qu'elle adapte à son système phonétique, sans pourtant les traduire ou les assimiler à la typologie de ses propres noms de lieu. La présence de noms d'emprunt exclut la possibilité même de la symbiose du peuple « prêteur » et du peuple « emprunteur » au moment de la création du nom de lieu, car pareille symbiose impliquerait la création de noms parallèles. Les noms d'emprunt témoignent toujours d'une immigration ultérieure. Aucun exemple ne milite en faveur de la théorie arbitraire suivant laquelle tel ou tel peuple pourrait renoncer aux toponymes créés par lui et les remplacer, soit de son propre chef, soit sous l'effet d'une contrainte, par les toponymes des nouveaux venus. Même si la population primitive finissait par s'assimiler à une couche superposée, ce processus pourrait difficilement avoir lieu. Dans ce cas, on n'observe d'autres pertes que l'abandon de certaines variantes des noms parallèles, notamment de celles qui étaient usitées dans la langue condamnée à mourir ; quant aux toponymes indépendants, ils continuent à être employés sous un aspect phonétique conforme à la langue d'adoption.

Voici les deux règles qui nous autorisent à tirer des relations existant entre la typologie et la chronologie des noms de lieu certaines conclusions sur l'histoire des établissements :

1° Le type des toponymes originaux d'une communauté linguistique correspond à la manière dont la langue en question a formé des noms de lieu à l'époque de la colonisation. En cas de noms parallèles, l'un de ceux-ci se conforme aux toponymes d'un groupe ethnique et l'autre, aux toponymes d'un autre groupe. Les manières de création toponymique de deux ou de plusieurs peuples, dès qu'elles sont simultanément attestées par des noms parallèles, sont à considérer comme des modes remontant à la même époque. On peut établir la simultanéité aussi entre un type toponymique et un phénomène phonétique, dès qu'ils sont attestés par les diverses variantes des toponymes parallèles.

2° L'aspect phonétique des noms empruntés renvoie toujours à l'état de la langue d'origine au moment de l'emprunt, leur type cependant à la manière dont la langue d'origine formait ses toponymes à l'époque de la création du toponyme. Font exception aux conséquences typologiques de cette régularité les noms d'emprunt que le peuple « prêteur » avait empruntés à son tour d'un troisième peuple. Dans le cas des toponymes passés par deux emprunts successifs, ce ne sont que les particularités phonétiques du nom qui renvoient à l'intermédiaire ; son aspect typologique continue à rendre témoignage du créateur du nom. En d'autres termes, les noms de lieu restent, aux points de vue étymologique et typologique, invariables, même s'ils passent par la filière de plusieurs langues, ce qui n'empêche pas d'y déceler, au point de vue phonétique, les marques de chaque passage d'une langue à l'autre.

Vouloir formuler les lois qui gouvernent l'évolution intérieure des phénomènes historiques, c'est une tentative qui soulève toujours des doutes très légitimes : n'est-ce pas le changement continu, la naissance ininterrompue de formes nouvelles qui constitue le trait essentiel de l'histoire ? Il serait pourtant difficile de nier que, sous certains rapports, l'« éternel humain » ne se manifeste par des réflexes identiques. Plus l'homme approfondit ses relations avec le monde qui l'entoure, plus les forces déterminantes de la nature ont libre jeu selon les lois qui leur sont propres. Dans ce cas, l'attitude humaine ne variera point : elle restera la même, malgré la diver-

sité des époques historiques. Étant donné que la création d'un établissement est une des activités humaines le plus rigoureusement conditionnées par l'effet du milieu, il n'est guère étonnant de constater que les processus intellectuels liés à l'œuvre de colonisation — et l'un d'eux est précisément la création toponymique — se conforment à des règles fort semblables aux lois de la nature. Nous sommes fermement convaincu que la plupart des exceptions ne sont en réalité que des contradictions apparentes, conditionnées non par l'effet du hasard, mais par des facteurs qui nous échappent. Dès que nous aurons découvert les causes de ces effets qui s'entrecroisent, nous enrichirons de règles nouvelles la méthode requise par l'histoire des établissements.

Néanmoins — comme dans tout autre domaine de l'histoire — il y a aussi des exceptions réelles dans la création des toponymes. Il arrive, par exemple, que, à l'encontre des lois générales, un nom est ultérieurement traduit en une autre langue, même dans le cas où l'on s'attendrait à un simple emprunt ; dans d'autres cas, les toponymes antérieurs et directement connus des immigrants sont remplacés par des dénominations nouvelles (ex. Nieuw-Amsterdam~New-York). Les noms de ce genre ne constituent que des cas isolés : ils ont pour auteurs des gens d'érudition ou des demi-savants, qui s'arrogent le droit d'intervenir dans le processus de la création toponymique ; ils sont rarement sanctionnés par l'usage. Les toponymes qui ont réussi à se généraliser de la sorte, peuvent bien servir à illustrer le proverbe : « Les exceptions confirment la règle ». En outre, ils sont faits pour inviter à plus de prudence encore l'historien des établissements, qui ne devrait jamais perdre de vue une autre règle : « testis unus, testis nullus ». Le spécialiste des recherches de ce genre n'est jamais autorisé à tirer des conclusions générales de quelques cas isolés, même si ceux-ci n'étaient susceptibles que d'une seule interprétation : bien au contraire, il doit toujours soumettre à un examen minutieux *tous* les toponymes d'un territoire et confronter les résultats qui s'en dégagent avec les témoignages d'autres disciplines.



L'ORIGINE DES NOMS DE LIEUX ROUMAINS EN TRANSYLVANIE
D'APRES É. KNEZSA

Légende:

■ Altitudes au-dessus de 1200 m.

▬ Noms de lieux d'origine hongroise

▮ Noms de lieux d'origine allemande

▧ Noms de lieux d'origine slave

▩ Noms de lieux parallèles, d'origine hongroise et roumaine

▨ Noms de lieux d'origine roumaine



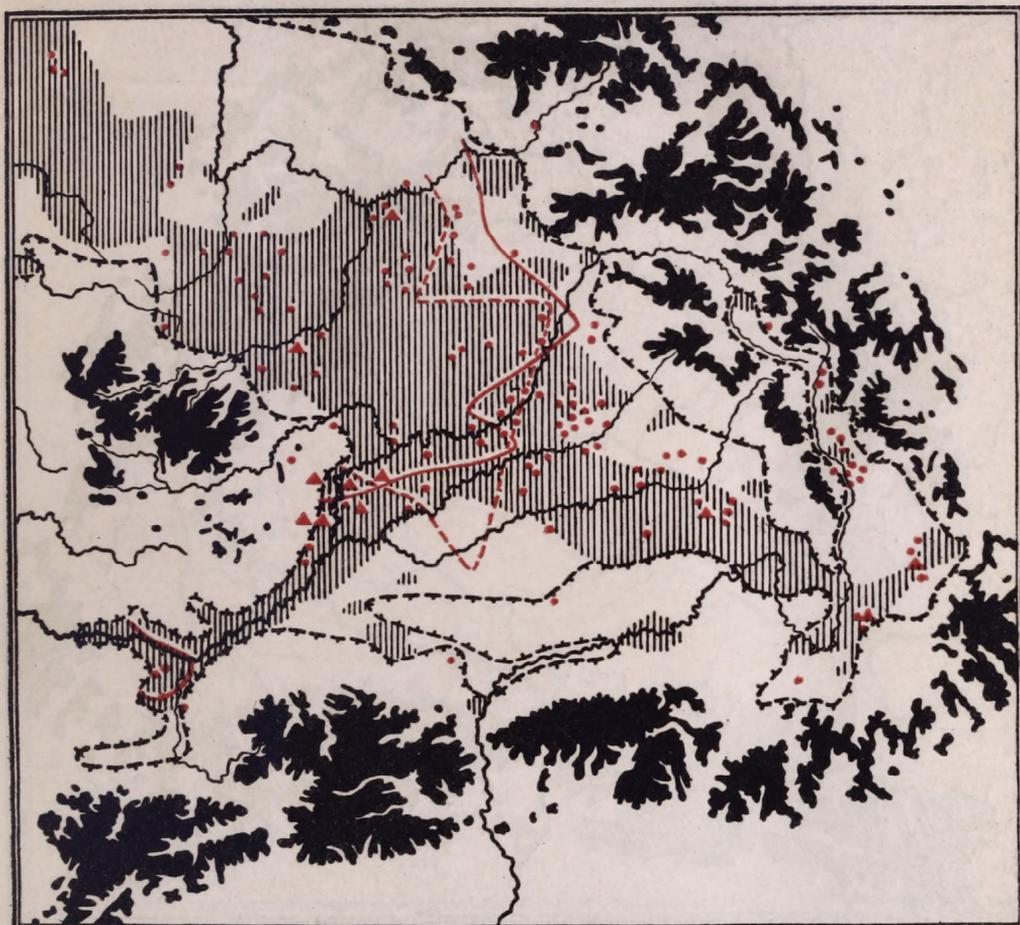
LA POPULATION DE LA TRANSYLVANIE
 AVANT LA CONQUETE HONGROISE
 D'APRES LES DONNÉES ARCHÉOLOGIQUES DE J. LÁSZLÓ

 Altitudes au-dessus de 1200 m.

 Territoire habité par les Daces et les Celtes

 Territoire habité à l'âge de pierre et à l'âge de bronze

 Territoire habité par les Avars



TYPES DE NOMS DE LIEUX EN TRANSYLVANIE

PLAN: L. MAKKAI

Légende:

 Altitudes au-dessus de 1200 m

 Noms de lieux formés de simples noms de personnes

 Frontière orientale des noms de lieux formés avec le suffixe -i

 Frontière orientale des noms de lieux terminés par « lak »

 Frontière des noms de lieux terminés par « -falva »

 Noms de lieux formés de noms de saints

 Découvertes archéologiques hongroises de l'époque de la conquête du pays



LES NOMS DE FLEUVES HONGROIS EN TRANSYLVANIE D'APRES É. KNEZSA

Légende:



Altitudes au-dessus de 1200 m.



Noms de fleuves d'origine hongroise



Noms de fleuves d'origine allemande



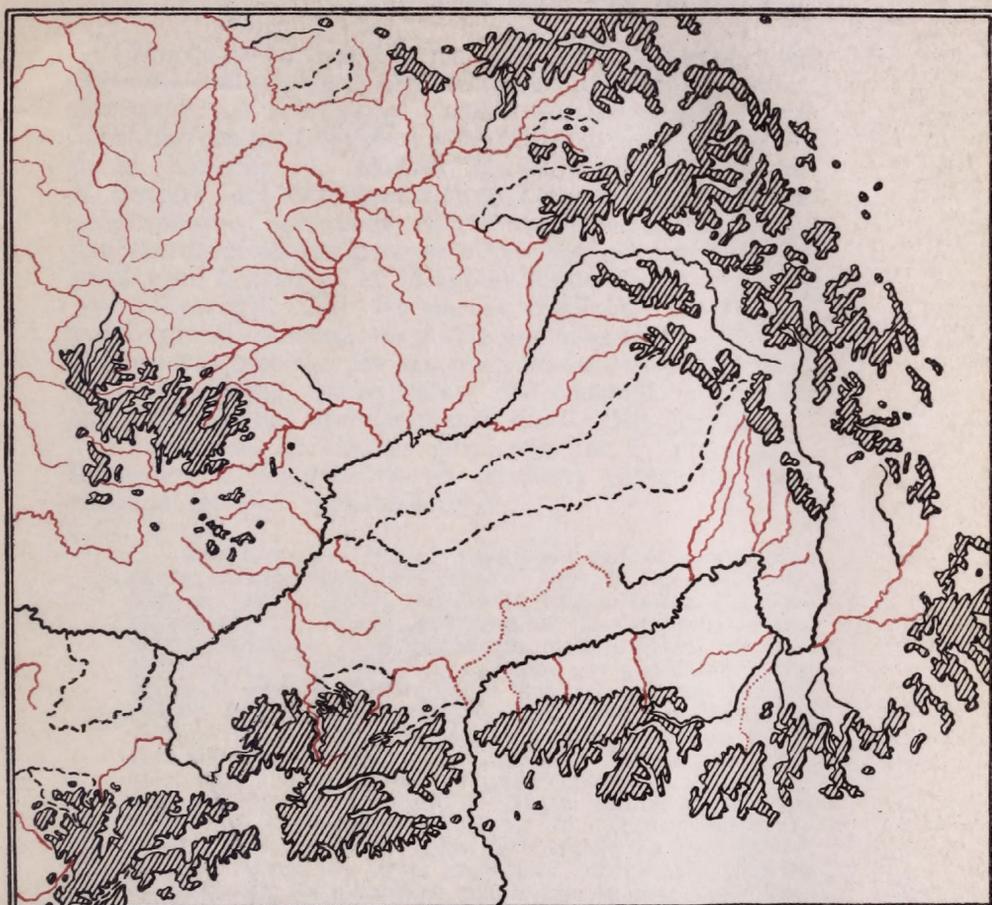
Noms de fleuves d'origine slave



Noms de fleuves d'origine hungaro-slave



Noms de fleuves d'origine inconnue



LES NOMS DE FLEUVES ROUMAINS DE TRANSYLVANIE D'APRES É. KNEZSA

Légende

- | | |
|--|---|
|  Altitudes au-dessus de 1200 m |  Noms de fleuves d'origine slave |
|  Noms de fleuves d'origine hongroise |  Noms de fleuves d'origine hungaro-slave |
|  Noms de fleuves d'origine allemande |  Noms de fleuves d'origine inconnue |



Inutile de dire que les principes méthodiques formulés ci-dessus sont encore à compléter et à approfondir à bien des égards ; il n'en reste pas moins que leur utilité a déjà été suffisamment prouvée par les travaux jusqu'ici publiés de M. Kniezsa. La plupart de ses études se réfèrent à l'histoire des établissements en Transylvanie.¹ L'unité géographique nettement délimitée de cette province, peuplée de plusieurs groupes ethniques, est particulièrement apte à illustrer la méthode appliquée au cours de nos recherches. Sur les cartes ci-jointes, tracées en partie par M. Kniezsa, en partie par nous-même d'après les données fournies par lui, nous allons essayer de tirer de la toponymie transylvaine des conclusions portant sur l'histoire des établissements dans cette province.

Les noms de fleuves employés par la population hongroise se répartissent en plusieurs catégories dont chacune est fort caractéristique.

Les noms des fleuves principaux ont été empruntés par les Hongrois à d'autres peuples ; les noms tels que *Maros*, *Szamos*, *Olt* et *Körös*, remontent, probablement par l'intermédiaire des Slaves, aux peuples de l'antiquité. Selon leur témoignage, la Transylvanie était habitée, au moment de la conquête arpadienne, par une population slave qui avait déjà absorbé les restes éventuels d'autres peuples qui l'y avaient précédée. Les noms parallèles *Küküllő* ~ *Tárna* (le premier est d'origine turque, le second, d'origine slave, et tous les deux signifient « prunelle ») semblent faire allusion au fait que, dès l'époque de la pénétration des Slaves, un peuple de langue turque (Avars ou Bulgares?) était également établi en Transylvanie ; en outre, il n'est pas douteux que les Hongrois n'y aient trouvé quelques restes de cette population turque ; car, dans le cas contraire, ils n'auraient adopté que le nom slave *Tárna*. Il est encore à remarquer qu'au nord-est et au sud-est, dans les coins reculés de la province, on rencontre des noms de fleuves qu'on ne peut dériver ni du slave, ni du turc, ni des langues qu'on parle actuellement en Transylvanie ; on en doit conclure à la présence très ancienne d'un élément ethnique jusqu'ici inconnu.

Pour ce qui est des cours d'eau moyens, la plupart d'entre eux doivent leurs noms aux Hongrois ; çà et là on

¹ Pour les détails cf. E. Kniezsa, *Keletmagyarország helynevei*, op. cit.

peut relever aussi des dénominations d'origine slave. Le grand nombre des noms de fleuves d'origine hongroise confirme les constatations des archéologues, déjà signalées ci-dessus, suivant lesquelles la Transylvanie n'avait, au temps de la conquête arpadienne, qu'une population clairsemée.

En ce qui concerne les noms de fleuves employés par les Roumains, leur particularité principale est qu'on n'y rencontre aucun nom d'origine roumaine. Au nord du Maros, presque tous les noms roumains de fleuves viennent du hongrois (même les noms antiques et ceux d'origine slave ont pénétré dans le parler roumain par le canal de la langue hongroise); quant à la Transylvanie méridionale, le nombre des noms d'origine slave se rapproche de celui des noms d'origine hongroise. Dans cette région, les Roumains ont conservé même les variantes slaves de quelques dénominations parallèles turco-slaves ou hungaro-slaves; sans la contribution des Roumains, ces dénominations slaves (ex. *Târnavă, Cerna, Dobra*) auraient disparu à jamais avec l'élément ethnique qui les avait créées. Il s'ensuit qu'au moment de leurs établissement en Transylvanie, les Roumains ont dû rencontrer, dans la partie septentrionale de cette province, une population hongroise et, dans la partie méridionale, une population mixte de caractère hungaro-slave. Dans le sud, quelques noms d'origine allemande témoignent même de l'apport des colonies saxonnes. Quant aux noms d'origine roumaine, ils ne désignent tous que de petits ruisseaux de montagne. En un mot, les Roumains ont pénétré dans le bassin transylvain après l'établissement des Hongrois et des Saxons.

Les détails de ce processus nous sont révélés par l'étude étymologique et typologique des toponymes.

Les noms de lieu d'origine slave se conforment à tous égards à la répartition des noms de fleuves slaves: on les rencontre sur les bords intérieurs du bassin, au pied des montagnes. Au milieu de la province, on n'a relevé que quelques flots slaves de moindre importance. Les noms de lieu hongrois d'origine slave où l'ancienne nasale, disparue au tournant du X^e et du XI^e siècle, s'est encore maintenue (*Dombó, Gambuc, Gerend*), nous permettent de fixer la date « ante quem » de l'établissement des Hongrois à la fin du X^e siècle. Sur ce point, les conclusions d'ordre linguistique vont de pair avec celles d'ordre archéologique: selon ces dernières il y avait des établissements hongrois en Transylvanie dès le milieu du X^e siècle. Étant donné qu'à cette époque les Hongrois avaient l'habitude de désigner les localités par des noms de personnes au nominatif, la zone des plus anciennes colonies hongroises est à chercher dans les régions parsemées de noms de ce type.

On ne peut guère attribuer à un simple jeu du hasard le fait que la carte des toponymes de ce genre nous fait voir précisément cette artère principale des colonisations qui était déterminée, comme nous venons de le voir, par la route commerciale internationale traversant le pas d'Ojtoz. Cela est d'autant plus certain que les trouvailles archéologiques relatives aux Hongrois païens du X^e siècle, ont été également mises au jour dans cette zone, le long de la route d'Ojtoz. Tout autour, près des frontières septentrionales, orientales et méridionales de la province, on rencontre aussi des îlots formés par des toponymes d'origine anthroponymique au nominatif; ceux-ci n'ont aucun rapport avec le bloc central. Toutefois, c'est bien au milieu de ces îlots qu'on a construit plus tard des forteresses destinées à la défense des frontières (*Salgó, Talmács*, etc.; les ruines de plusieurs d'entre elles ont subsisté jusqu'à nos jours), ce qui permet de dire que les îlots représentés par des toponymes dérivés de noms de personnes au nominatif n'étaient en réalité que des villages très anciens, destinés également à défendre les frontières. Le processus de colonisation, au cours des siècles suivants, avait pour but de combler les vides entre le bloc central et ces avant-postes de la zone d'établissement hongroise. Cette tâche allait être confiée soit aux Hongrois mêmes, soit à des immigrants allogottes (Allemands, Roumains). Comme il ressort de l'étude de la toponymie, au courant des XI^e et XII^e siècles, le principal effort des Hongrois consistait à combler les vides intérieurs du territoire qui avait été occupé par eux dès le X^e siècle: les limites de la zone des toponymes en *-i* et en *-lak* renferment un territoire moins étendu, mais situé au cœur même de la zone caractérisée par les toponymes d'origine anthroponymique au nominatif. Ce n'est qu'à partir du XIII^e siècle que l'expansion hongroise prit son véritable essor; dès lors, les toponymes dérivés de noms de saints et les noms composés embrasseront un territoire plus vaste que la zone de diffusion des toponymes d'origine anthroponymique au nominatif. On peut dire, en conclusion, que la formation des villages hongrois de Transylvanie fut un processus historique qui dut toucher à sa fin au XIV^e siècle au plus tard. Cette constatation se trouve corroborée aussi par le témoignage des sources écrites: en réalité, fort rares sont les villages transylvains hongrois qui n'aient été signalés par une charte antérieure à l'an 1400.

Les points de repère d'ordre chronologique qui nous sont fournis par la typologie de la toponymie hongroise, nous permettent de jeter aussi un jour nouveau sur l'histoire des établissements allemands et roumains de Transylvanie.

Ces études comparatives font nettement ressortir que le gros de la population allemande pénétra en Transylvanie du milieu du XII^e siècle au milieu du XIII^e. Quant aux toponymes roumains, leur immense majorité s'explique par un simple emprunt des noms hongrois correspondants. Sur le territoire où l'on rencontre les types hongrois antérieurs à la fin du XII^e siècle, tous les toponymes roumains viennent du hongrois. Encore plus significatif est le fait que les types hongrois représentés par les toponymes dérivés de noms de personnes ou de tribus au nominatif, ainsi que par des noms dérivés de noms de saints ou formés par l'addition des éléments *-i* ou *-lak*, ne figurent jamais dans les dénominations parallèles hungaro-roumaines. Les noms parallèles hungaro-roumains présentent des variantes hongroises en *-falva* ou *-háza* ou bien des toponymes désignant les choses de la nature. On rencontre des noms en *-falva* qui, au lieu d'être représentés en roumain par des dénominations parallèles, ont été simplement empruntés du hongrois. Le manque total de toponymes parallèles antérieurs au XIII^e siècle, correspond parfaitement au témoignage des sources historiques, suivant lesquelles la première mention des Roumains transylvains ne remonte pas au delà de l'an 1209. On ne peut attribuer aux Roumains le rang de premiers colons que dans les territoires où l'on a relevé des toponymes d'origine roumaine ou au moins des noms parallèles de caractère hungaro-roumain ou germano-roumain. Les zones de ce genre sont bien peu nombreuses; on n'en trouve que dans les régions montagneuses difficilement accessibles. La formation de ces villages de montagne est dûment éclaircie aussi par le témoignage des sources historiques: les colonies de cette espèce sont nées, dans la plupart des cas, aux XV^e et XVI^e siècles. L'analyse des toponymes confirme et complète sur bien des points les renseignements fournis par les sources historiques: il n'est guère douteux que, parmi les peuples actuellement établis en Transylvanie, seuls les Hongrois détiennent le rang de premiers colons; les Allemands n'y pénétrèrent que deux siècles après, et les Roumains, trois siècles plus tard.

Comme on voit, les méthodes actuelles de la toponymie nous permettent de tirer au clair les faits essentiels de l'histoire des établissements créés sur un certain territoire et de les suivre jusqu'à la cristallisation définitive des agglomérations.

III. INTERPRÉTATION DES SOURCES ÉCRITES

Dans les recherches relatives à l'histoire des établissements d'une région, la tâche proprement dite de l'historien ne commence qu'au moment où le géographe a déjà esquissé le cadre géographique et où l'archéologue et le toponymiste ont déjà déterminé l'époque des établissements et le tableau ethnique de leur milieu.¹

La formation d'un établissement est pour le toponymiste un fait concret ; mais il est, la plupart du temps, incapable d'en saisir les ressorts intimes par ses propres moyens d'investigation.

Il n'en est pas moins vrai que les noms comme *Őr* « garde », *Lövő* « tireur » etc. suffisent à révéler, à eux seuls, leur caractère essentiellement militaire ; toutefois dès qu'il s'agit, par exemple, de toponymes dérivés d'anciens noms de tribus (*Nyék*, *Megyer*, etc.) ou bien de villages dénommés d'après les spécialistes d'une certaine profession (*halász* « pêcheur », *madarász* « oiseleur », *igrici* « jongleur » etc.), le toponymiste a besoin de connaissances historiques toutes particulières pour en tirer des conclusions relatives au caractère de l'établissement.

L'archéologie et la géographie peuvent fournir des renseignements beaucoup plus copieux ; néanmoins, le spécialiste des établissements tâtonnera dans l'obscurité aussi longtemps qu'il ne connaîtra pas ces facteurs humains qui, par leur apport concret, ont contribué à la formation d'une agglomération. La découverte de ces facteurs est déjà une tâche qui incombe à l'historien.

¹ Il y a une série d'études remarquables sur l'histoire des établissements dans les différentes régions du Bassin Carpathique (p. ex. E. Mályusz, *Turóc megye kialakulása* [La formation du com. de Turóc]. Bp., 1922. — F. Maksai, *A középkori Szatmár megye* [Le com. de Szatmár au moyen âge]. Bp., 1940. — S. Jakó, *Bihar megye a török pusztítás előtt* [Le com. de Bihar avant les ravages des Turcs]. Bp., 1940. — V. Bélay, *Máramaros megye társadalmi és nemzetiségi* [La société et les nationalités du com. de Máramaros]. Bp., 1943. — É. Szabó, *Ungarisches Volk*. Bp.—Leipzig, 1944), mais les auteurs — historiens spécialistes — ont négligé la toponymie, méconnaissant sa vraie méthode et par conséquence la chronologie des plus anciens établissements.

Il a tout d'abord le devoir d'esquisser les motifs et le déroulement de l'activité humaine qui a abouti à la création d'une colonie. Dans la plupart des cas, les sources écrites nous permettent de tirer des conclusions portant sur la répartition primitive des domaines, sur la personnalité du colonisateur (roi, évêque, famille d'un grand propriétaire, petit propriétaire libre, etc.) sur les cadres d'organisation de la colonie (domaines, etc.) et, parfois, on réussit à identifier avec une figure historique même la personne à laquelle renvoie le nom de la colonie. Dès qu'il s'agit de l'union de deux établissements ou bien du détachement d'une colonie nouvelle d'un établissement plus ancien, seules les sources écrites nous fournissent les renseignements qui les concernent.

Une variété particulière des colonies formées par ségrégation est celle des communes jumelles : dans ce cas, c'est une épithète qui sert à distinguer les deux toponymes identiques (*Kis-* « petit », *Nagy-* « grand » etc.). Il n'est pas rare de voir que les épithètes de ce genre sont d'une importance capitale pour l'histoire des établissements. En Transylvanie, on rencontre bien souvent des noms de village identiques que seule l'allusion à une nationalité (*Oláhkapus*, *Magyarkapus*) distingue entre eux. A l'origine, ces villages jumeaux avaient formé des colonies unies et parfaitement homogènes au point de vue ethnique ; plus tard, un autre élément ethnique vint s'installer auprès de ces établissements sans que la nouvelle population se fût mêlée à l'ancienne. Aussi les deux groupes ethniques finissent-ils par former deux établissements distincts : ceux-ci ont un nom commun, mais sont distingués l'un de l'autre par la désignation des nationalités respectives. Quant au caractère ethnique de la colonie primitive, il nous est révélé par l'aspect linguistique du nom commun.

C'est aux historiens qu'incombe entièrement l'étude des conditions démographiques des établissements ; c'est à eux qu'il appartient d'établir le chiffre de la population, d'apprécier sa croissance ou sa décroissance, de découvrir les causes du mouvement démographique et de suivre pas à pas l'évolution du caractère ethnique et des proportions qu'il y a entre les divers groupes ethniques.

On ne peut s'appuyer sur des recensements dignes de foi qu'à partir du XIX^e siècle ; pour quelques pays de l'Europe orientale, on a des conscriptions d'une valeur

très inégale dès le XVIII^e siècle. En ce qui concerne le tableau démographique des époques antérieures, nous ne pouvons nous en faire une idée approximative qu'au moyen de plusieurs groupes de sources fragmentaires et hétérogènes. Les meilleures sources sont sans contredit les conscriptions relatives aux serfs des grands domaines, les listes des contribuables de l'Etat et toutes sortes de conscriptions militaires. Malheureusement ces sources sont si hétérogènes qu'il est presque impossible de les réduire à une même formule. Impossible de calculer le nombre des habitants si les sources nous révèlent pour un certain secteur les chefs de famille, pour un autre, les foyers, et pour un troisième seulement la population masculine, sans compter le fait que, dans la plupart des cas, ces conscriptions se rapportent à une seule catégorie sociale (noblesse, serfs etc.). Toutefois on peut établir, naturellement en usant de la plus grande circonspection possible, sinon des chiffres absolus, du moins des proportions qui reflètent les conditions démographiques sans trop s'écarter de la réalité. Tout cela n'est possible que pour les premiers siècles de l'époque moderne; les sources de ce genre du moyen âge nous fournissent des renseignements trop incomplets. C'est pourquoi il convient de mettre sur la balance chaque groupe de sources qu'on veut utiliser pour en examiner l'authenticité et l'importance à la lumière d'une sévère critique.

Pour connaître la structure ethnique de la population d'un village, on peut recourir, à défaut de données statistiques, à l'étude des noms de famille qui nous fournissent au moins des renseignements approximatifs. La méthode appropriée aux recherches de ce genre a été formulée, d'après les suggestions de A. Petrov, par MM. Kniezsa et É. Szabó.¹ Partant du fait incontestable que l'aspect linguistique du nom, au lieu de représenter la nationalité de l'individu, caractérise celle du milieu, ils ont tâché de tirer de l'ensemble des noms de famille des conclusions portant sinon sur le caractère ethnique des individus, du moins sur celui d'un établissement en général. L'aspect linguistique homogène de la plupart des noms de famille renvoie indubitablement au caractère ethnique homogène de l'établissement, même dans le cas où l'appartenance ethnique primitive des porteurs des divers noms reste douteuse.

¹Dans le volume d'É. Szabó, *Ugocsa megye* [Le comitat d'Ugocsa]. Bp., 1937.

Voici quelques exemples. Le nom *Oláh* indique l'origine roumaine d'une famille ; mais étant donné que l'aspect linguistique du nom a un caractère hongrois, son emploi ne compromet nullement le caractère hongrois d'un village, si celui-ci ne peut être mis en doute pour d'autres raisons. Bien au contraire, il peut même servir d'argument en faveur du caractère hongrois de la population. L'aspect linguistique des noms de famille créés d'après les lieux d'origine est d'une valeur décisive même dans le cas où les villages évoqués par ces noms sont d'un caractère ethnique différent de celui de la localité où vit l'individu en question. Le nom *Naszódi*, p. ex., a dû naître, comme sa dérivation le prouve, dans un milieu hongrois, quoique *Naszód* soit un village roumain et que, par conséquent, celui qui en tire son origine, doive avoir la même nationalité. Les spécialistes rangent les noms de ce genre, là où il y a désaccord manifeste entre l'aspect linguistique et la signification du nom, dans la catégorie des noms d'origine incertaine ; on essaie d'éliminer par là les erreurs qui résulteraient du fait que le porteur du nom pourrait encore ressortir, à un moment donné, à son ancien groupe ethnique.

Il serait pourtant erroné de croire que les noms d'origine incertaine nous autorisent, si tous les autres noms ressortissent à une langue donnée, à en tirer des conclusions portant sur le caractère ethnique mixte d'une localité. On ne pourrait attribuer une population mixte qu'aux villages où les noms de famille se divisent entre deux ou plusieurs langues (ex. *Szabó* et *Schneider*). Aussi longtemps qu'une des nationalités forme la majorité, il peut toujours arriver que les nouveaux venus s'y assimilent pour recevoir un nom créé dans la langue du nouveau milieu linguistique. Dès que cette majorité cesse d'exister, les immigrants ne subissent plus de changement de nom ; en d'autres termes, ils conservent leurs anciens noms sous l'aspect linguistique qui leur est propre. Dans le comitat d'Ugocsa, par exemple, une partie des villages se sont russifiés dès l'époque moderne ; au début de ce processus, les immigrants ont très souvent reçu le nom d'*Orosz* « russe ». Un jour vint où les immigrants l'emportèrent en nombre sur la population hongroise primitive ; depuis lors, on trouve dans les sources un grand nombre de noms de famille d'origine russe.

Les noms de famille nous fournissent aussi une idée approximative sur la population primitive d'un village. Sous ce rapport, les noms de famille se divisent en deux groupes. Les noms primaires (indiquant une profession, une qualité corporelle ou intellectuelle et, très souvent, le prénom du père ou d'un ancêtre) sont nés à l'époque où eut lieu

la formation des noms de famille au sein d'une collectivité (chez les Hongrois au cours du XV^e siècle). D'une manière générale, les noms de ce genre restent invariables pendant de longs siècles. Il faut donc chercher la population primitive d'un village derrière ces noms dits primaires. Les noms secondaires sont nés des ramifications multiples des branches d'une famille — à tel point qu'il fallut les désigner par des noms distincts, — ou bien d'un déplacement qui a favorisé la création d'un nom nouveau par le milieu d'adoption. Dans ce dernier cas, il n'est pas rare de rencontrer des noms de famille dérivés de noms de peuples ou de noms de lieux d'origine : les noms de cette espèce doivent indubitablement être attribués au caractère de nouveau venu du porteur ou d'un de ses ancêtres. Les noms secondaires dérivés de noms de familles ou de lieux d'origine nous révèlent donc la présence d'immigrants venus à une date ultérieure.

Sur ce point, il convient d'agir avec la plus grande prudence possible. En théorie, on peut bien s'imaginer que le nom dérivé du nom d'un peuple étranger est un simple sobriquet, employé par ironie et non pour rappeler la prétendue origine étrangère ; en outre, en ce qui concerne les noms se rapportant aux lieux d'origine, il faut faire, au moins en Hongrie, une distinction très nette entre nobles et serfs : les nobles doivent les noms de ce genre à leurs domaines (qui, le plus souvent, sont aussi le lieu de leur résidence) ; dans le cas des serfs, par contre, on crée des noms de famille dérivés de l'indication d'un lieu d'origine seulement, dans le cas où l'individu en question n'habite pas la commune dont il porte le nom. Il s'agit là d'un cas de migration ; on est dénommé d'après le nom de la localité d'où l'on vient.

Les changements assez fréquents du nom de famille qui, avec l'approbation de l'Etat, se poursuivent jusqu'à nos jours, sont d'ailleurs non seulement fort instructifs pour le spécialiste de la démographie historique ; mais, bien souvent, ils sont de nature à entraver les recherches. Il arrive que de temps à autre certaines familles disparaissent de notre documentation sans qu'on en puisse conclure à leur extinction ou à leur déplacement. Voilà pourquoi il faut user dans ce domaine d'une sage réserve et s'en tenir plutôt aux considérations d'une portée générale.

En ce qui concerne les noms de baptême, ils n'ont pas encore formé le sujet d'une étude approfondie. On n'ignore pourtant pas, après les observations rapides aux-

quelles ils ont donné lieu, que les prénoms sont assujettis à la prédominance de la mode, fort variable suivant l'époque et le milieu.

Les prénoms assez différents de l'Église d'Occident et de l'Église orthodoxe sont particulièrement aptes à servir d'indice dans les régions habitées par une population qui se partage entre plusieurs confessions et dont les membres ont souvent des noms d'origine incertaine. La répartition des diverses confessions concorde plus d'une fois avec celle des diverses nationalités. Les prénoms sont susceptibles d'illustrer aussi les processus d'assimilation qui sont déjà en cours; quelquefois le nom de famille reflète encore l'ancienne nationalité, mais le prénom suit déjà la mode anthroponymique d'une autre nationalité.

Outre les noms de famille, la détermination du caractère ethnique d'une région peut être facilitée même par des données d'une autre nature. Ces dernières sont des plus variées, c'est pourquoi leur utilité n'est pas la même pour n'importe quelle époque et n'importe quel endroit. S'il s'agit, par exemple, de la nationalité des habitants des villages transylvains au XVI^e siècle, on peut tirer certaines conclusions de l'appartenance confessionnelle (catholique, protestant = Hongrois ou Saxon; orthodoxe = Roumain, Russe ou Serbe), de la manière dont la population s'acquitte de l'impôt (la « quinquagésima » indique la présence d'une population roumaine!), ainsi que du caractère de l'organisation administrative (on trouve des juges chez les Saxons et les Hongrois; il y a des cnezés et des voïvodes chez les Roumains et les Russes).

Naturellement, l'unique tâche de l'historien n'est pas de compléter les faits acquis des sciences auxiliaires par le témoignage des sources écrites. L'histoire des établissements est une discipline essentiellement historique, dont on ne peut aborder les problèmes qu'avec les méthodes rigoureuses et l'érudition d'un véritable historien. Pour dégager des données éparses qu'on a à sa disposition une vue d'ensemble apte à figurer dans une vision générale de l'évolution historique, on a besoin des efforts de synthèse de l'historien de métier.

IV. ESQUISSE
D'UNE HISTOIRE DES ÉTABLISSEMENTS
LE CSALLÓKÖZ¹

Le territoire dit Csallóköz (Žitni Ostrov, Schüttinsel) est une île danubienne située entre Bratislava (en hongr. Pozsony) et Komárom ; elle doit son nom au bras septentrional (Csalló, aujourd'hui Kisduna) du fleuve. La particularité géographique la plus saillante de ce territoire consiste en ce que, antérieurement aux travaux de régularisation exécutés au XIX^e siècle, qui en ont fait une île d'un seul tenant, il y avait là jadis un amas d'îlots plus ou moins grands, d'origine alluviale, dont la matière caillouteuse était recouverte d'abord d'une mince couche de sable qu'est venue recouvrir ensuite une couche d'humus. Les cours d'eau très nombreux, les zones d'inondation et les marais très étendus en avaient fait une région peu hospitalière, d'un accès particulièrement difficile et à peine apte, par suite de son état primitif, à servir de terrain au travail humain. Ce n'est que dans le secteur supérieur de l'ouest qu'on rencontrait une zone relativement étendue, protégée contre l'inondation. Il eût été pourtant bien difficile de s'y fixer, puisque le fleuve déposait les pierres charriées par ses eaux précisément dans cette zone ; le sable le plus fin qui formait la couche inférieure du sol fertile, était déposé plus bas, dans le secteur est de l'île. Dans cette dernière zone, les parties non exposées aux inondations étaient beaucoup plus restreintes. Les deux blocs étaient reliés entre eux par un isthme bien étroit, qui longeait le Csalló à travers l'archipel.²

Étant données ces conditions géographiques, on comprendra aisément que le Csallóköz n'eût guère de force attractive et que personne ne songeât à s'y établir. Même les Slaves qui, généralement, préféraient les régions maré-

¹ Dans ce chapitre de la présente étude nous avons l'intention d'illustrer l'application pratique des méthodes exposées ci-dessus par l'analyse des établissements situés dans le coin nord-ouest de la zone d'expansion de la langue hongroise.

² Cf. Ch. Kogutowitz, *Dunántúl és Kisalföld* [La Transdanubie et la Kisalföld]. t. I, Bp., 1934, carte.

cageuses, refusaient de s'y fixer, parce qu'ils n'y trouvaient pas ces forêts de marais qui convenaient à leur manière de vivre et qui abondaient, par exemple, dans le Szigetköz voisin, un peu plus loin au sud, où l'on rencontre jusque dans la toponymie quelques traces de colonies slaves. A l'époque de la conquête arpadienne, non seulement le Csallóköz, mais encore les régions environnantes étaient encore inhabitées. Selon le témoignage de la toponymie, les Slaves s'établirent partout au pied des montagnes, sous les hêtraies qui les abritaient ; et bien rares étaient les groupes qui s'aventuraient jusque dans la plaine exposée aux attaques des cavaliers nomades.¹

Dans une analyse des noms de fleuves de l'ancienne Slovaquie, le linguiste slovaque Šmilauer établit que « les noms géographiques du Csallóköz ne sont pas d'origine slave, mais d'origine hongroise ou turque ». Il en conclut qu'à l'époque de la conquête arpadienne le Csallóköz n'était pas peuplé de Slovaques.² Les noms de fleuves souvent signalés par les sources médiévales — les noms du Danube et du Vág mis à part, puisqu'ils sont nés dans des régions fort éloignées de celle qui nous occupe — sont tous d'origine hongroise et même ceux dont l'étymologie n'est pas tout à fait claire, semblent être de la même origine (*Csalló*, *Csiliz*, *Lápsár*, *Fetreg*, *Millér*, *Erecs*, *Ásovány*, etc.). Parmi les noms de lieu, seuls *Komárom* (Komarbn « endroit plein de moustiques ») et peut-être *Ócsa* (Ovca « mouton ») sont d'origine slave ; mais, quant au second, il est impossible de démontrer s'il remonte aux Slaves établis en Hongrie avant la conquête arpadienne. Komárom étant situé dans le coin sud-est de la région, il est permis de penser que ses fondateurs devaient être des Slaves établis en assez grand nombre à l'est. Cet avant-poste ne pénétra pas à l'intérieur de l'île. On pourrait aussi considérer comme premiers colons des immigrants allemands, comme semble le démontrer, depuis le X^e siècle sans interruption, le nom allemand de la ville de Pozsony, à savoir *Presburg* (en 907 : *Brezalauspurg*). Toutefois, dans le Csallóköz on ne rencontre qu'un seul nom de lieu que les Hongrois aient emprunté aux Allemands (*Pruk*). Il est vrai que le nom de *Somorja* est également d'origine allemande ; mais, au moyen âge, on en rencontre une variante hongroise parallèle, à savoir *Szenmária*, qui suffit à prouver que la dénomination d'allure allemande s'est généralisée en hongrois à une date relativement tardive.

¹ É. Kniezsa, *Ungarns Völkerschaften im XI. Jh.*, op. cit., carte.

² Vl. Šmilauer, *Vodopis starého Slovenska*. Bratislava, 1932. pp. XXIV et 8—10.

Tout porte donc à croire que les premiers colons du Csallóköz furent des Hongrois. A l'occasion de la localisation des trouvailles de provenance hongroise au X^e siècle, il a été établi que le plus ancien centre des Hongrois de cette région était précisément dans le coin est du Csallóköz. Là, au confluent des fleuves Duna, Csalló, Vág (Vah), Nyitra (Nitra) et Zsitva (Žitava), les trouvailles se multiplient considérablement. Tout autour, dans une zone assez large, on n'a relevé nulle trace des conquérants hongrois ; mais on retrouve leurs colonies partout en marge de la plaine qui entoure le Csallóköz. Ce fait singulier s'explique par la prépondérance de la vie pastorale : les colonies stables se formaient à proximité des grandes eaux, au carrefour des routes principales, tandis que les régions plus éloignées étaient surtout des régions d'estivage, la principale occupation de ce peuple demi-nomade étant la garde des troupeaux. En même temps, les colonies éloignées pouvaient remplir la fonction stratégique d'avant-poste de défense. Retenons le fait que toutes ces trouvailles hongroises du Csallóköz doivent être localisées dans le coin oriental de l'île.¹

Tels sont les résultats obtenus au moyen de la géographie, de la linguistique et de l'archéologie, autant de sciences auxiliaires de l'histoire des établissements. Jusqu'ici nous n'avons pas encore recouru aux recherches historiques proprement dites. Nous allons essayer de résumer le témoignage des toponymes dans le rapide aperçu qui va suivre :²

L'analyse typologique des toponymes du Csallóköz permet d'y discerner trois zones bien distinctes. Sur la terre ferme bien cohérente qu'on trouve à l'est, ainsi que dans les zones d'inondation qui s'y rattachent, sur 57 noms de lieu, plus de la moitié se répartissent entre les types qui étaient usités du X^e au XII^e siècle. On y rencontre des toponymes dérivés de noms de tribus (5), de noms de personnes (23) et de noms d'occupation (1) au nominatif. Les types usités au XIII^e siècle ou aux époques postérieures ne représentent qu'un pourcentage insignifiant : rappelons quelques noms composés (3) et des toponymes dérivés de noms de saints (2). C'est dans ce secteur que les noms de

¹ J. Alapy, *A csallóközi halászat története* [Histoire de la pêche dans le Csallóköz]. Komárom, 1938. p. 6.

² Cf. la carte.

tribus sont, remontant au tournant du X^e et du XI^e siècle, les plus fréquents. En revanche, on n'y peut relever aucun exemple de toponymes en *-i*, qui se généraliseront à partir de la seconde moitié du XI^e siècle. Dans l'archipel situé au milieu du Csallóköz, sur un total de 83 toponymes, les types anciens ne constituent qu'un tiers de la nomenclature (1 toponyme dérivé d'un nom de tribu, 24 toponymes d'origine anthroponymique, 2 dérivés de noms de profession au nominatif). Quant aux types plus récents, ils forment presque 25% de la nomenclature entière (16 noms composés et 3 dérivés de noms de saints). Il convient d'attirer l'attention sur le fait très caractéristique que, parallèlement aux noms de villages dérivés de noms de personnes au nominatif, les noms comportant des épithètes pour désigner des villages jumeaux sont particulièrement nombreux. Inutile de dire que, dans le cas des villages jumeaux comme *Kispaka* et *Nagypaka*, seul l'un des deux doit remonter à l'époque où le type de la dénomination était fréquent : l'autre village a pu s'en détacher à n'importe quelle date ultérieure, même quelques siècles plus tard. Sur la terre ferme également assez étendue de l'ouest, les deux tiers d'un total de 33 communes portent des noms appartenant aux types anciens (noms de tribus : 1, noms de personnes au nominatif : 17, noms d'occupation au nominatif : 1, noms terminés en *-i* : 1). Les noms qui représentent les types nouveaux sont beaucoup plus rares (noms de saints : 2, noms composés : 2). C'est ici qu'on rencontre le seul toponyme en *-i* du Csallóköz. La proportion assez avantageuse des types anciens dans le secteur de l'ouest résulte en partie du fait que les noms d'une chronologie douteuse (toponymes dérivés de noms communs, noms de villages jumeaux, noms d'origine étrangère ou incertaine) sont beaucoup moins fréquents qu'au milieu ou dans le secteur oriental. La proportion des types susceptibles de servir d'indice chronologique et des types indifférents au point de vue chronologique est de 24:9 à l'ouest, mais de 46:37 au centre et de 34:23 à l'est. On peut admettre avec une certaine chance de probabilité que, dans le secteur oriental où les types ayant une importance chronologique décisive sont, d'une manière générale, assez anciens, même la plupart des noms indifférents se sont formés avant le XIII^e siècle.

Cela dit, voici comment nous pourrions envisager le processus de colonisation dans le Csallóköz. La plus ancienne zone peuplée est incontestablement le secteur de l'est, où l'on rencontre la plupart des noms de tribus et fort peu de types postérieurs au XIII^e siècle. La situation périphérique des villages portant des dénominations d'origine tribuaire semble renvoyer au fait que, sur le territoire borné par ces localités, le processus de colonisation

a dû commencer au X^e siècle ; dans le cas contraire, les noms d'origine tribuaire, créés au tournant du X^e et du XI^e siècle, ne se rencontreraient pas dans les zones périphériques. Les noms chrétiens et allemands qu'on trouve parmi les noms de lieu (*Samud, Gellér, Zsigárd, Lögör*) nous font bien voir que l'activité colonisatrice se poursuivit aussi après la conversion des Hongrois (autour de l'an 1000) ; à partir de cette époque, on se borna à combler les vides laissés par les établissements des siècles antérieurs et, au début du XIII^e siècle, le processus de colonisation toucha à sa fin. C'est un peu plus tard, au tournant du X^e et du XI^e siècle, que l'extrémité occidentale de l'île commença à se peupler : le seul toponyme d'origine tribuaire qu'on puisse y relever se trouve près de Csütörtök, centre économique de la région, dont le nom même rappelle les foires du jeudi dans cette localité.¹ A la fin du XII^e siècle, la plupart des villages existaient déjà ; aussi les types ultérieurs sont-ils rares. Les villages situés dans l'archipel furent les derniers à se cristalliser. Il est vrai qu'on y trouve également un nom d'origine tribuaire ; mais celui-ci, de même que les toponymes d'origine anthroponymique au nominatif, est environné de noms composés et de toponymes dérivés de noms de saints, c'est-à-dire de types postérieurs au XIII^e siècle. Au cours des XI^e et XII^e siècles, ce territoire n'avait que quelques rares flots peuplés ; la colonisation des zones habitables n'eut lieu que pendant les derniers siècles du moyen âge.

Au point de vue ethnique, le caractère hongrois homogène des toponymes permet de conclure qu'une population de langue hongroise vint s'y fixer dès l'époque des premiers établissements. Du nombre très restreint des noms d'origine étrangère (4) on pourrait inférer que le rôle des éléments allogottes fut un rôle minime ; mais il convient de tenir compte aussi du fait que, dans les

¹ Au début, la colonisation semble avoir pris une allure assez rapide : les correspondances hungaro-allemandes comme *Uzszor*~*Austern* et *Fél*~*Feilendorf* présentent encore la corrélation phonétique *u*~*au* et *e*~*ei* qui indiquent le XI^e siècle. Il est à remarquer que ces localités se trouvent aux deux extrémités opposées de la région. La correspondance phonétique *v*~*f*, attestée par *Vereknye*~*Frattendorf*, est du XII^e siècle ; on en peut déduire la durée assez considérable du processus de colonisation.

confins occidentaux de ce territoire, 20 villages très rapprochés les uns des autres ont des noms parallèles ou doubles hungaro-allemands et qu'on y a relevé aussi un nom d'origine allemande, l'unique dans la toute la région. Étant donné que les noms parallèles témoignent de la présence simultanée de deux peuples au moment de la colonisation, il faut envisager aussi une importante immigration allemande qui, d'après des critères typologiques et phonétiques, a dû s'effectuer en plusieurs vagues du XI^e au XIII^e siècle.

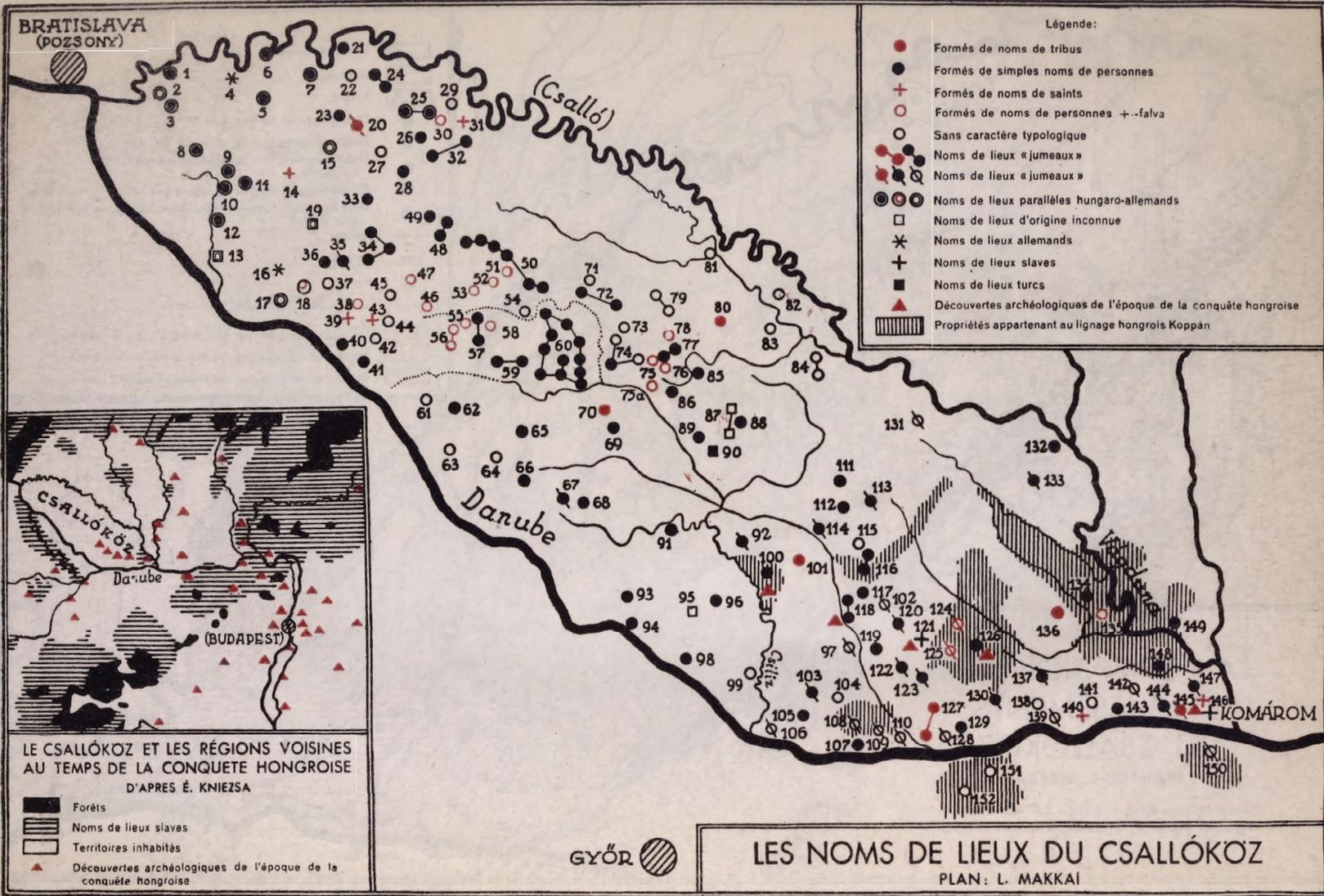
Reste à jeter un coup d'œil sur les sources écrites de l'histoire pour connaître les conditions dans lesquelles s'est effectuée l'œuvre de colonisation ainsi que la personne et l'état du colonisateur. C'est le seul moyen de remplir des couleurs vives de l'existence humaine le cadre offert par les autres branches de notre documentation.¹

Les tribus hongroises de l'époque arpadienne ainsi que les diverses grandes familles qui les composaient se fixèrent dans le bassin carpathique comme des unités organisées. Au tournant du X^e et du XI^e siècle les tribus subirent un processus de désagrégation ; leurs membres se dispersèrent dans le pays ; mais certaines familles, quoique diminuées, restèrent dans la zone de leur établissement primitif. On les y trouve encore à l'époque des plus anciennes chartes médiévales, c'est-à-dire au tournant du XII^e et du XIII^e siècle. Les chartes du XIII^e siècle signalent dans le Csallóköz deux grandes familles,² dont l'une est celle des Salamon.

Comme son nom même l'atteste, elle a dû se former après la conversion au christianisme ; il s'ensuit que le premier Salamon n'était certainement pas un contemporain de la conquête arpadienne. Il s'agit donc soit d'une famille créée à l'instar d'une famille ancestrale, soit d'une branche devenue autonome d'une famille ancestrale. Cette famille ne peut guère être rangée parmi les premiers colons, puisque ses villages sont situés dans une région qui, ne présentant aucune trouvaille relative à l'époque de la conquête, ne fut colonisée qu'à une date postérieure. Étant donné que les Salamon avaient aussi des domaines dans une région

¹ Cf. la documentation (annexe).

² J. Karácsonyi, *A magyar nemzetségek* [Les lignages hongrois]. Bp., 1900. t. II. p. 327 et t. III. p. 24.



BRATISLAVA
(POZSONY)

Légende:

- Formés de noms de tribus
- Formés de simples noms de personnes
- + Formés de noms de saints
- Formés de noms de personnes + -falva
- Sans caractère typologique
- Noms de lieux « jumeaux »
- Noms de lieux « jumeaux »
- Noms de lieux parallèles hungaro-allemands
- Noms de lieux d'origine inconnue
- * Noms de lieux allemands
- + Noms de lieux slaves
- Noms de lieux turcs
- ▲ Découvertes archéologiques de l'époque de la conquête hongroise
- ▨ Propriétés appartenant au lignage hongrois Koppán



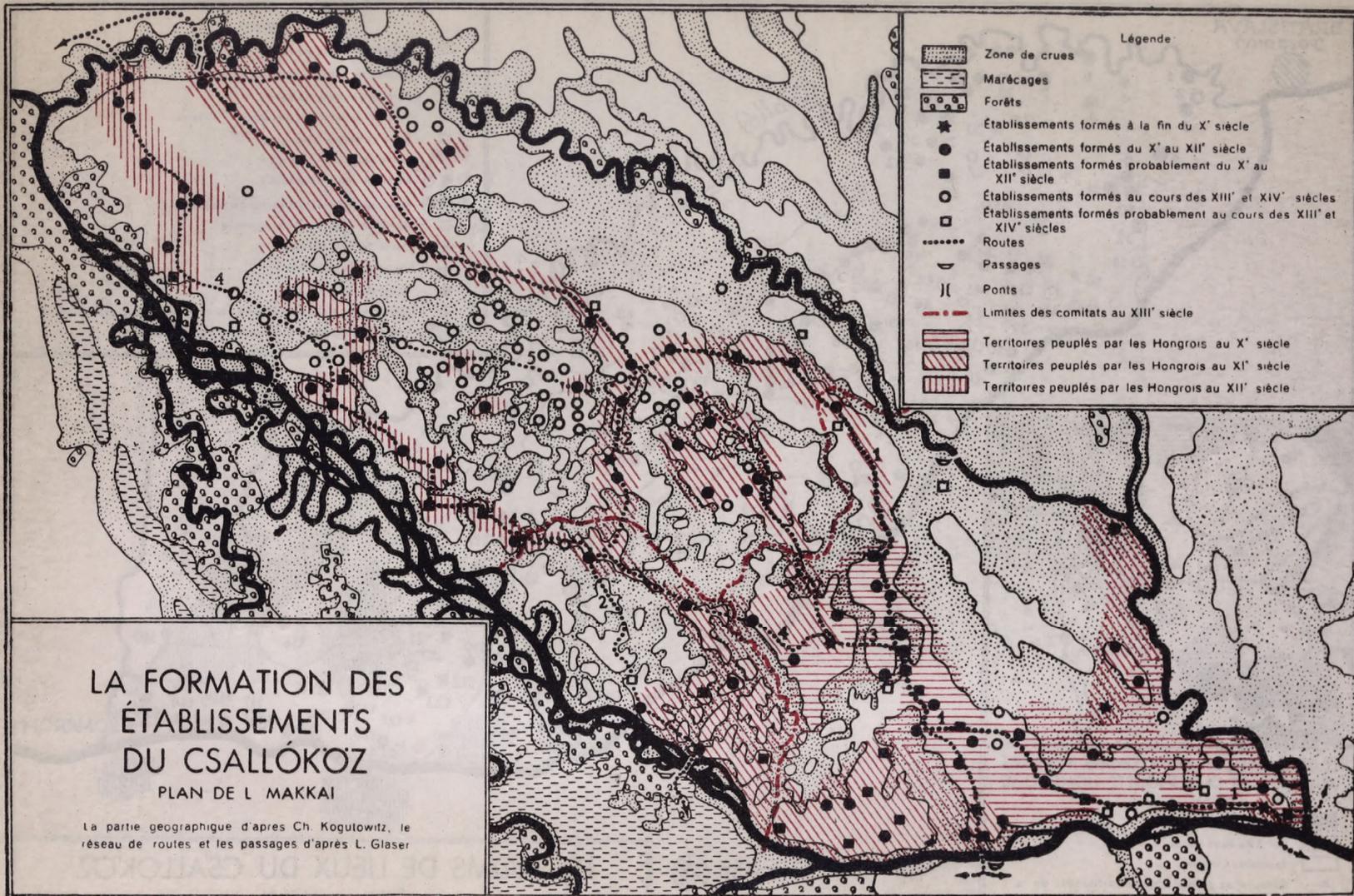
LE CSALLÓKÖZ ET LES RÉGIONS VOISINES
AU TEMPS DE LA CONQUÊTE HONGROISE
D'APRÈS É. KNEJZSA

- Forêts
- ▨ Noms de lieux slaves
- Territoires inhabités
- ▲ Découvertes archéologiques de l'époque de la conquête hongroise

GYÖR

LES NOMS DE LIEUX DU CSALLÓKÖZ

PLAN: L. MAKKAI



aussi éloignée que le comitat de Veszprém, il est probable qu'ils partirent de là pour le Csallóköz.

L'autre grande famille du Csallóköz, celle des Koppány, est d'un caractère bien différent : ses domaines du XIII^e siècle sont situés dans la zone parsemée de trouvaillles hongroises datant du X^e siècle, et son établissement dans le Csallóköz au temps de la conquête arpadienne est attesté dans la tradition écrite. On est donc amené à supposer que les premiers colons du secteur oriental du Csallóköz sont identiques avec les membres de la famille des Koppány qui avaient participé à la conquête de la Hongrie.

Au XIII^e siècle, les domaines des Koppány formaient autant d'enclaves dans les domaines royaux et les domaines ecclésiastiques ou privés, créés par des donations royales. Néanmoins, à l'origine, toutes ces propriétés devaient former un domaine d'un seul tenant ; leur désagrégation ne peut être antérieure à la seconde moitié du X^e siècle.

A cette époque, le prince s'empara d'abord des territoires inhabités, ensuite il élargit ses domaines au détriment des grandes familles. Dans le Csallóköz, il essaya de resserrer les propriétés des Koppány dans les limites les plus étroites en établissant auprès d'eux des débris de la tribu princière de Megyer et quelques fragments de la tribu de Keszi, qui furent les premières à s'engager au service du prince. La présence de ces deux tribus nous est assurée par la toponymie. C'est le territoire situé entre les villages désignés par des noms de tribus qui est à considérer comme le noyau des domaines des Koppány au X^e siècle. Plus tard, au courant des XI^e et XII^e siècles, les rois continuèrent à détacher plusieurs parties de ce grand domaine ; certaines zones semblent avoir passé dans la possession du roi par décision des membres appauvris de la famille qui jugèrent utile de se placer, avec tous leurs biens, sous la protection des rois.

A l'époque de la conversion au christianisme (vers l'an 1000), le roi saint Étienne installa parmi les domaines des familles dirigeantes des « comitats » soumis au comte d'un château fort. Les domaines royaux situés dans la partie est du Csallóköz furent soumis au comte du château de Komárom. Certains villages durent passer des mains des Koppány dans l'organisation du comitat comme des

établissements cristallisés, tandis que d'autres furent créés aux XI^e et XII^e siècles, au cours de l'action de colonisation dirigée par le comte. D'une manière générale, les noms de lieu ne nous fournissent aucun point de repère, pour distinguer les anciens établissements de ceux fondés par le comte: seule la commune de *Szántó* (= « agriculteur ») doit être rangée à coup sûr dans le second groupe, puisqu'on désignait par des noms d'occupation les colonies des serfs réservés à un service spécial des domaines royaux. En outre, on peut attribuer à l'activité colonisatrice du comitat tous les villages situés au delà des limites des domaines des Koppány, à moins qu'ils ne fussent déjà auparavant les établissements provisoires de quelques membres de cette famille. La typologie archaïque des toponymes et le fait que la plupart de ces villages sont signalés par les chartes dès le XIII^e siècle font d'ailleurs nettement voir que, dans le secteur oriental du Csallóköz, le processus de colonisation a dû se terminer d'une manière générale au XII^e siècle. Jusque-là, les efforts communs des Koppány et des gens appartenant au château fort royal avaient déjà conquis cette région marécageuse à la civilisation humaine.

A l'époque qui vit naître le comitat de Komárom, on institua aussi deux autres centres d'organisation analogue, à savoir Pozsony et Győr. L'activité colonisatrice des comtes de Pozsony et de Győr ne tarda pas à pénétrer dans le Csallóköz pour se heurter, aux alentours du ruisseau Csiliz, à l'expansion des gens appartenant au château de Komárom. C'est pourquoi on y rencontre un enchevêtrement presque inextricable de villages soumis tour à tour aux comtes de Komárom, de Győr ou de Pozsony.

Au cœur même du territoire appartenant au comitat de Komárom, un des villages jumeaux d'Aranyos ainsi que la commune de Gellér appartenaient au comitat de Győr. Dans la région dite Csilizköz et soumise à l'autorité du comitat de Győr, Medve et Radvány étaient à l'origine deux domaines du comitat de Pozsony. La commune de Bós, située sur le territoire du comitat de Pozsony, était, au moment où elle fut signalée pour la première fois, une localité soumise à l'autorité de Győr. Pour comprendre cet état de choses, il faut prendre en considération le fait que les anciens comitats, au lieu d'avoir des limites précises, n'avaient que des dépendances éparses. Il n'en est pas moins vrai que, jusqu'au XIII^e siècle, les domaines des

châteaux et les domaines privés voisins s'unirent peu à peu pour former des districts administratifs : ce processus aboutit à la cristallisation des comitats nettement délimités. Dans l'appartenance de certains villages, des modifications sont survenues encore à des dates ultérieures.

Le milieu et le secteur ouest du Csallóköz furent donc peuplés par trois organisations qui exerçaient leur activité dans trois directions. L'activité colonisatrice s'adapta partout aux conditions offertes par la nature : ses artères les plus importantes concordent avec les grandes routes de communication. L'artère principale de l'île, qui forme en même temps l'axe de la colonisation, traverse le Csallóköz en longueur, de Komárom à Pozsony, suivant partout la zone parfois très étroite, mais protégée contre l'inondation, de la terre ferme (la route n^o. 1 sur notre carte).

Au moyen âge, on appelait cette route *Vásárút* (« route des marchés ») ; cette dénomination sert aujourd'hui à désigner un village de même nom. Quant à la direction de cette route, il est facile de la déterminer d'après le témoignage de nos sources. Au début du « *vásárút* », on rencontre des trouvailles archéologiques de caractère hongrois qui remontent à l'époque de la conquête arpadienne. Un peu plus loin, vers l'ouest, on découvre deux colonies anciennes, les deux *Kürt*, créées, semble-t-il, par le pouvoir royal au tournant du X^e et du XI^e siècle pour surveiller le trafic et assurer la sécurité générale. A proximité de ces villages, il y a deux bourgades, *Szerdahely* et *Csütörtök (hely)* dont les noms rappellent les marchés qui s'y tenaient le mercredi (*szerda*) et le jeudi (*csütörtök*). Le souvenir des anciennes douanes nous est transmis par *Vámostelek* et *Vámos* (comp. hongrois *vám* « douane »). A l'extrémité de la route, le nom allemand de *Pruk* se rapporte au pont sur le Csalló qui devait diriger le trafic vers la ville de Pozsony.

Cette route est certainement antérieure à la fin du X^e siècle ; plus tard elle servait à établir une communication directe entre Komárom et Pozsony, les deux châteaux royaux. Les anciens types des toponymes s'y alignent comme les grains d'un chapelet : on y rencontre non seulement de très anciens établissements qui se révèlent comme tels à la lumière des chartes, mais encore des colonies créées par les gens du château de Pozsony (serfs du château remplissant les fonctions principales ; gens de la cour affectés à un service spécial ; oïseurs, agriculteurs dit « *castrenses* », etc.). A l'extrémité occidentale

de l'île où le territoire protégé contre l'inondation s'élargit, la route bifurque pour s'unir de nouveau après avoir traversé la zone des colonies allemandes, près de Pruk, et pour gagner de là la rive du Csalló.

Les établissements fondés sur l'initiative du comte de Pozsony, au lieu d'être répartis de façon égale le long de cette artère principale, deviennent de plus en plus nombreux vers l'extrémité occidentale de la route. Pour expliquer ce phénomène, il faut se rappeler non seulement le principe que les territoires les plus rapprochés du centre d'un comté se peuplent plus rapidement, mais encore la contribution des facteurs géographiques. A l'ouest, sur le territoire le plus étendu qui ait été protégé contre l'inondation, l'expansion colonisatrice ne se heurta à aucune difficulté sérieuse; il n'en fut pas de même dans l'archipel. Là, ce n'est qu'au prix d'une lutte acharnée contre l'empire des eaux qu'on réussit à rendre habitables quelques noyaux de colonisation très éloignés les uns des autres, et l'on fut contraint de renouveler ces efforts pour chaque village. Les villages jumeaux, qui y sont particulièrement nombreux, marquent autant d'étapes de l'avance victorieuse de l'homme, au détriment des forces de la nature.

Entre Pozsony et Győr le trafic s'effectuait par la route qui, passant par le gué de Medve ainsi que par les villages Bós et Nyék, débouchait sur la « route des marchés » près de Szerdahely (no. 2 sur notre carte). Bós appartenait au comté de Győr, dont l'activité colonisatrice réalisait des progrès rapides le long de cette route. Le caractère typologique de Nyék (c'est là un toponyme dérivé d'un nom de tribu) montre que cette route transversale était fréquentée au tournant du X^e et du XI^e siècle; à partir de la même époque, des mesures étaient prises pour en assurer la défense. Les débuts de la colonisation de cette région doivent remonter à la même époque: c'est la seule région du Csallóköz où l'on ne rencontre pas de types toponymiques datant du XIII^e siècle ou d'une période ultérieure. Les autorités centrales attachaient aussi une grande importance à la route qui, pour raccourcir la route principale, unissait Megyer à Szerdahely en passant par Padány (no. 3 sur notre carte). C'est pour la défense de cette route que le roi établit des Petchénègues à Padány, probablement vers le milieu du XI^e siècle, lorsque, la colonisation des tribus hongroises étant déjà achevée, on avait dû recourir à des éléments allogottes. L'ouverture de cette route et la création de la colonie ne peuvent remonter à une date postérieure: car, après le milieu du XI^e siècle, le Csallóköz aura une population si dense que nul besoin ne se fera sentir de prendre des mesures spéciales pour la surveillance des routes.

En considération de ces faits, il n'est pas étonnant que, pour les autres routes du Csallóköz, nul organisme n'ait été créé pour protéger la circulation ; leur construction relativement tardive est attestée aussi par d'autres données.

La plupart des spécialistes considéraient comme l'artère principale non pas la « route des marchés », mais une autre route qui, partant de Megyer, transversait Bós et Somorja et aboutissait au gué de Vereknye (no. 4 sur notre carte). Cette hypothèse est parfaitement admissible pour les XIV^e et XV^e siècles, car pendant cette période la ville de Somorja devint le foyer de la vie économique de l'île, et la route qui la traversait passait en réalité pour être l'artère principale. Toutefois il est impossible de considérer cette route comme l'artère ancienne et l'axe du processus de colonisation, puisque le nom de Somorja, dérivé de Szent-Mária (sainte Marie), date tout au plus du début du XIII^e siècle et que les villages qui l'entourent remontent également à une époque tardive. Le nom du lieu de passage Vereknye~Frattendorf fournit des points de repère chronologique pour le XII^e siècle, et le nom de Püspöki (litt. « de l'évêque ») ne peut guère être antérieur à la seconde moitié du XI^e siècle. En un mot, rien ne prouve que cette route soit antérieure à celle des marchés ; bien au contraire, plusieurs arguments militent en faveur de sa construction tardive. La répartition des noms de lieu qui représentent des types anciens font nettement voir qu'à l'origine cette route méridionale ne traversait pas Somorja, mais tournait au nord, à la hauteur de Tárnok, pour rejoindre la « route des marchés ». Le secteur compris entre Bós et Vajka ne peut être antérieur au début du XII^e siècle, et le processus de colonisation date de la même époque. La même constatation vaut pour la route et les établissements créés entre Vereknye et Gutor. Ce n'est que par suite de la floraison de la ville de Somorja que la route méridionale devint une artère importante ; mais cet événement n'est certainement pas antérieur à la seconde moitié du XIII^e siècle.

Le moment est venu de jeter aussi un coup d'œil sur la route Tárnok-Gelle-Karcsa-Szerdahely (no. 5 de notre carte). Elle passe à travers l'archipel qui a formé le milieu du Csallóköz, réunissant entre elles quelques colonies éparses de fondation ancienne. Leur naissance doit être fixée, d'après le témoignage de la typologie toponymique, à une époque non postérieure au XII^e siècle. Vu que la route de Tárnok-Megyer fut tracée au cours du même siècle, on ne pourrait faire remonter ces colonies à une date plus ancienne. La route de Gelle fut l'artère de l'activité colonisatrice dans l'archipel : on y créa d'abord des villages jumeaux, ensuite — du XIII^e au XV^e siècle — des colonies nouvelles. C'est la seule région du Csallóköz où l'on rencontre un grand nombre de noms composés, et

même les premières mentions s'y rapportant sont relativement tardives. Le grand nombre de villages nouveaux pourrait suggérer au chercheur mal avisé l'idée d'y voir une puissante activité colonisatrice venant du dehors et qui s'y serait exercée à partir du XIII^e siècle. Cette hypothèse n'est pas confirmée par le témoignage des faits : aux extrémités orientale et occidentale de l'île le surcroît de la population a bien pu s'abriter sur le territoire des colonies primitives ; mais ici, dans cette région arrosée par une série de cours d'eau, chaque île ne donnait asile qu'à un très petit nombre d'habitants, et les générations postérieures furent contraintes de fonder des colonies indépendantes.

Les diverses régions du Csallóköz ne diffèrent donc l'une de l'autre que par les dates auxquelles elles furent colonisées : la population qui s'y implanta resta toujours la même. Les ancêtres de ceux qui habitaient le milieu et les extrémités de l'île vers la fin du moyen âge, y vivaient dès le X^e ou XI^e siècle.

A l'exception des membres de la famille des Koppány, ces premiers colons vinrent tous dans le Csallóköz sur l'initiative du roi ou bien de ses représentants, les comtes, des châteaux. Pendant de longs siècles, ils vivaient là comme fonctionnaires ou serviteurs chargés des emplois les plus divers. L'activité colonisatrice se déploya donc la plupart du temps, conformément aux intérêts économiques et politiques des rois et, par conséquent, la colonisation du Csallóköz fut un détail du magnifique travail organisateur des rois arpadiens. L'ancienne manière de vivre et la disposition rigoureusement rationnelle des établissements, caractérisée par l'encerclement prémédité de la famille des Koppány, la création de colonies défensives sur les routes et l'établissement de certains groupes selon leur profession, subit une période de relâchement au XIII^e siècle, laissant un champ toujours plus vaste à la mise en valeur des initiatives privées. Par suite d'une série de donations, une partie considérable des domaines royaux passa aux mains de propriétaires privés ou ecclésiastiques (c'est ainsi que, selon toute probabilité, les Salomon acquirent leurs domaines) ; les hauts fonctionnaires des domaines du comte, voire quelques serviteurs ambitieux furent anoblis et, par conséquent, ils eurent le droit de disposer librement de leurs terres. Ce processus aboutit à la décomposition totale de ces organismes puissants qu'avaient été auparavant les comi-

tats royaux ; certains groupes de domaines et parfois même des villages finirent par former des unités autonomes pour s'engager dans la voie d'une évolution indépendante. Dès lors, l'histoire des établissements cessa d'être dirigée, outre la logique immuable des conditions naturelles et des intérêts économiques-par une volonté centrale; celle-ci fit place à une série d'initiatives particulières et souvent contradictoires. L'essor économique de Somorja, qui eut lieu au XIII^e siècle, fit passer le trafic par la route méridionale, qui devint l'artère principale de l'île entière et surtout de l'archipel. Les colons continuèrent de fonder des villages nouveaux, et les villages jumeaux se séparèrent. Tel fut, vers la fin du moyen âge, l'aspect général des établissements du Csallóköz qui, au moins dans ses grandes lignes, ne variera guère jusqu'à nos jours.

Les noms de lieu nous fourniraient des renseignements suffisants sur l'appartenance ethnique des colons médiévaux du Csallóköz, même dans le cas où l'on ne disposerait des sources nécessaires (à cet égard, aucun doute ne peut être soulevé : les sources historiques confirment en tout les conclusions du toponymiste). Les deux toponymes slaves de la zone appartenant au comitat de Komárom s'effacent devant l'immense majorité des toponymes d'origine et de type hongrois ; l'assimilation des îlots slaves dut s'effectuer pendant quelques générations. A partir de cette époque, à part quelques colons slovaques du XVIII^e siècle (colons qui, à leur tour, ne tardèrent pas à s'assimiler), il n'y eut pas de population slave dans le Csallóköz ; ce n'est qu'après la première guerre mondiale qu'on commença à y installer des colons slovaques. Les Petchénègues de Padány semblent avoir conservé pendant quelque temps leur langue, comme il ressort aussi du nom d'origine turque de Bögellő ; néanmoins ils se magyarisèrent avant la fin du moyen âge. Les îlots allemands, d'ailleurs assez insignifiants, qu'on rencontre dans la partie ouest de l'île, ont subsisté pendant neuf siècles ; mais, à en croire les noms de lieu parallèles, leur assimilation linguistique remonte assez loin. Au XIX^e siècle ce processus, dont les diverses étapes sont admirablement illustrées par les conscriptions successives, approchait déjà de sa fin.

LADISLAS MAKKAJ

DOCUMENTATION

La numérotation concerne les numéros de la carte

ABRÉVIATIONS

a. = allemand	HO = <i>Hazai oklevéltár</i> (Archives de la patrie)
CA = <i>Codex Arpadianus</i> <i>continuatus</i>	m. = milieu
CDA = <i>Codex diplomaticus</i> <i>Andegavensis</i>	MES = <i>Monumenta ecclesiae</i> <i>Strigoniensis</i>
CDP = <i>Codex diplomaticus</i> <i>patrius</i>	NL = nom de lieu
Chr. = chronologie	NO = nom d'occupation
d. = début	NP = nom de personne
Et. = étymologie	par. = parallèle
F. = Fejér, <i>Codex</i> <i>diplomaticus</i>	pn. = pluriel nominatif
h. = hongrois	s. = siècle
	sn. = singulier nominatif
	suff. = suffixe
	T. = typologie

1. *Vereknye* ~ *Frattendorf* (Fragendorf, Wrackendorf). Iobagio castri de Werekne (1279. CA. IV. 206). Vretendorf (1410. F. X—5, 37). *Et.* NP slave(?) V6rkyňa. T. NLpar. h—a: NP sn. ~ NP + dorf. *Chr.* XII^e s.: corrélation phonétique h—a. v ~ f.

2. *Szunyogdi* ~ *Mückendorf*. Zunyugd archiepiscopi (1341. MES. III. 388). *Et.* h. szúnyog «moustique» + suff. d ~ a. mücke + dorf. T. NLpar. h—a: nom d'animal.

3. *Püspöki* ~ *Bischdorf*. Villicus de villa Puspuk (1256. CDP. III. 19). Pyspiky archiepiscopi (1338. CDA. III. 500). *Et.* h. püspök «évêque» + suff. i ~ a. bischof + dorf. T. NLpar. h—a: NO + i ~ NO + dorf. *Chr.* m. XI^e s. — d. XIII^e s.

4. *Pruk* (Dunahidas). Pruk (1283. CA. XII. 408). Pruk [regis] (1335. F. VIII—4, 50). *Et.* a. brücke. T. a. nom géographique.

5. *Hideghét* ~ *Gaadendorf*. Vtiheth, Magyarheth (1283. CA.

V. 225). Dominus et populi de Heeth (1299. CA. XII. 408). Hydegheth (1338. CDA. III. 499). *Et.* NP Hét et différents qualificatifs h.: úti «sur la route», magyar «hongrois», hideg «froid» ~ a. gaden «maison avec une seule chambre» + dorf. T. NL double h—a.: NP sn. ~ terme géographique. *Chr.* X—XII^e s.

6. *Éberhárd* ~ *Ebersdorf*. Ybrehart [regis] (1209. F. III—1, 73). *Et.* NP a. Eberhard. T. NLpar. h—a.: NP sn. ~ NP + dorf. *Chr.* XI—XII^e s.

7. *Fél* ~ *Feilendorf*. Udvornici de Feel (1250. HO. 18). *Et.* NP Féel. T. NLpar. h—a.: NP sn. ~ NP + dorf. *Chr.* XI^e s.: corrélation phonétique h—a. é ~ ei.

8. *Csölle* ~ *Waltersdorf* (Alsó- et Felső). Churle nobilium de Okoly (1274. CA. IV. 39). *Et.* NP Csörle ▷ Csölle ~ NP a. Walter. T. NL double h—a.: NP sn. ~ NP + dorf. *Chr.* X—XII^e s.

9. *Misérd* ~ *Mischdorf*. Mys-

ser (1283. CA. XII. 408). Hospites de Miser (1293. CA. V. 86). *Et.* NP Misér. *T.* NLpar. h—a.: NP sn. ~ NP + Dorf. *Chr.* X—XII^e s.

10. *Dénesd* ~ *Schildern*. Dyonis abbatis (1258. CA. II. 307). *Et.* NP chrétien Dénes «Denis» ~ a. NO schilder. *T.* NL double h—a.: NP sn. ~ NO pn. *Chr.* XI—XII^e s.

11. *Tores* ~ *Tratschendorf* (Dachsendorf). Torch [regis] (1294. CA. V. 102). *Et.* NP h. Tarcs. *T.* NLpar. h—a.: NP sn. ~ NP + Dorf. *Chr.* X—XII^e s.

12. *Szemet* ~ *Semeldorf*. [Nobilis] de Scemet (1288. CA. IV. 329). *Et.* NP h. Szemet. *T.* NL par. h—a.: NP sn. ~ NP + Dorf. *Chr.* X—XII^e s.

13. *Gutor* ~ *Guttern*. [Nobilis] de Guttur (1287. F. V—3.343). *Et.* *T.* *Chr.* inconnues.

14. *Szenterzsébet* ~ *Sankt Elisabeth*. Villa Merch (1365. Békefi: A pilisi apátság I. 353). Le nom actuel ne se trouve que dans les sources du XVII^e s. *Et.* NP Mercs et h—a. «sainte Élisabeth». *T.* NLpar. h—a.: NP sn. puis nom du patron de l'église ~ nom du patron de l'église. *Chr.* autour 1200.: alternance NP sn. et nom du patron de l'église.

15. *Csütörtök* ~ *Loipersdorf*. Cheturtkuheil [castris] (1254. Békefi: A pilisi apátság I. 317). Villa Lypoldi seu Chuturtuk (1338. CDA. III. 456). *Et.* h. csütörtök «jeudi» + hely «lieu» ~ NP «Léopold». *T.* NL double h—a.: nom de lieu de foire ~ NP + Dorf. *Chr.* incertaine.

16. *Somorja* ~ *Sommerein*. Ecclesia Sancte Marie (1237. CA. VII. 48). Terra populosa Zenthmaria [regis] (1287. F. V—3.343). *Et.* h. Szentmária ~ a. Sankt Marien. La forme ac-

tuelle h. est d'origine a. *T.* NL par h—a.: nom du patron de l'église. *Chr.* XIII^e s.

17. *Csölösz* ~ *Kledern*. Chylistu [regis] (1287. F. V—3.343). *Et.* h. Csölösz «nom d'un ruisseau» + tö «déversement» ~ le nom a. est d'origine inconnue. *T.* NL double h—a.: nom géographique.

18. *Tejfalv* ~ *Milchdorf*. Villa Timothei (1237. CA VII. 48). Theifalu, Villa Lactis Johannis de Gwrgetegh (1345. CDA. IV. 533). *Et.* NP chrétien Timotej, par abréviation Tej «Timothé» ~ a. milch, étymologie populaire du nom h. (h. tej ~ a. milch). *T.* NL double h—a.: NP + falva «village» ~ traduction ultérieure. *Chr.* XIII^e s.

19. *Uszor* ~ *Austern*. [Nobilis] de Vzsur (1282. CA. IV. 244). *Et.* *T.* inconnues. *Chr.* XI^e s.: corrélation phonétique h—a.: u ~ au.

20. + *Kürt*. Kurth [generationis Huntpazman] (1256.CDP. III. 19). *Et.* *T.* nom d'une tribu h. *Chr.* m. X^e — d. XI^e s.

21. *Vök*. Welk capituli Poniensis (1277. CA. IV. 82). *Et.* NP slave V6lk. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.

22. *Madarász*. Madaraz [nobiliūm de Hudi] (1333. Zichyokmánytár I. 417). *Et.* NO madarász «oiseleur». *T.* h. NO sn. *Chr.* XI—XII^e s.

23. *Csákány* ~ *Knitteldorf* (Kleiterdorf). Chakan abbatis de Plys (1254. Békefi: A pilisi apátság I. 317). *Et.* NP Csákány ~ a. knüttel. *T.* NL double h—a.: NP sn. ~ nom d'un instrument + Dorf. Le nom a. est, peut-être, une traduction ultérieure du nom h. (h. csákány «pic»).

24. *Jányok* (Alsó- et Felső-). Iobagio castris de Janok (1287

- CA. III. 357). *Et.* NP Jányok. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
25. *Magyar* (Kis- et Nagy-) ~ *Magendorf* (Klein- et Gross-). Castrenses de Mager (1237. CA. III. 48). *Et.* nom de peuple: magyar « hongrois ». T. NLpar. h—a.: nom de peuple sn. ~ nom de peuple + Dorf. *Chr.*: X—XII^e s.
26. *Csenke*. Pas de données au moyen âge. *Et.* NP Csenke. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
27. *Gomba*. [Nobilis] de Gumba (1298. CA. X. 319). *Et.* h. < slave: gomba « champignon ». T. h. nom de plante.
28. *Ogya*. Iobagio castris de Ovgá (1251. CA. II. 222). *Et.* NP Ougya. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
29. *Illéháza*. Illesvata (1411. Eszterházy-oklevéltár 40). *Et.* NP chrétien Illés « Élias ». T. h. NP + háza « maison ». Cf. no. 32. *Chr.* après 1200.
30. *Tonkháza*. [Nobilis] de Tonkhaza (1435. Pozsony vármegye 121). *Et.* NP Tonk. T. h. NP + háza. *Chr.* après 1200.
31. *Szentpéter*. Pas de données au moyen âge. *Et.* h. « saint Pierre ». T. h. nom du patron de l'église. *Chr.* après 1200.
32. *Vata* (Vajas- et Bél-). Generatio Salomon qui fuissent in Watha et in Salomon... Salomonwatha, Belwatha, Watha, Beil (1239. CA. VII. 84—85). *Et.* Trois noms de villages distincts: 1. NP chrétien Salomon, 2. NP h. Vata, 3. NP h. Bél. T. h. NP sn. *Chr.* 1. XI—XII^e s. 2—3. X—XII^e s.
33. *Beke*. Beke comitis Bunden dg. Hunt paznan (1260. CA. VII. 535). *Et.* NP h. Beke (? < Benedek « Benoît »). T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
34. *Paka* (Nagy-, Kis- et Csukár-). Udvarnici de Paka (1250. HO. 18). Terra ville Paka de Chukar (1275. HO. 71). *Et.* NP. Paka. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
35. *Sámód*. Castrenses de villa Samud (1237. CA. VII. 48). *Et.* NP chrétien Samu « Samuel » + suff. d. T. h. NP sn. *Chr.* XI—XII^e s.
36. *Búcsúháza*. Nobilis de Wulchusamul (1390. Békefi: A pilisi apátság I. 381). *Et.* NP h. Búcsu. T. h. NP sn., plus tard NP + háza. *Chr.* X—XII^e s.
37. *Királyfia*. Nobilis de Kyrályfaia (1365. Békefi: A pilisi apátság I. 353). *Et.* T. h. királyfia « fils du roi ».
38. *Bácsfa*. Iobagio Strigoniensis ecclesie de villa Boch (1328. MES. III. 123). *Et.* NP. h. Bács. T. h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
39. *Szentgyörggyúr*. Ecclesia Sancti Georgii (1237. CA. VII. 48). *Et.* h. « saint Georges ». T. h. nom du patron de l'église. *Chr.* après 1200.
40. *Dobrogaz*. Castrenses de Dobrogoz (1237. CA. VII. 48). *Et.* NP slave Dobrogost. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
41. *Vajka*. Woyka (1256. CDP. III. 20). Vayka archiepiscopi (1357. CDA. VI. 586). *Et.* NP slave Vojka. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
42. *Keszölcés*. Kezthelch capituli Strigoniensis (1297. F. VI—1.1308). *Et.* h. slave keszölce « eau acidulée » + suff. s. T. h. nom géographique.
43. *Szentandrás*. [Nobilis] de Sancto Andrea (1309. CDA I. 169). *Et.* h. « saint André ». T. h. nom du patron de l'église. *Chr.* après 1200.
44. *Szarva* (Nagy-). Udvarnici de Zerva (1250. HO. 18). *Et.* ?NP Szarva. T. *Chr.* incertaines.
45. *Tárnok*. Tarnuk [regis] (1275. HO. 71). *Et.* h. < slave

tárnok « trésorier ». *T. h. NO sn. Chr. XI—XII^e s.*

46. *Sárosfa*. Villa regalis Sarosfalua (1397. F. X—2.532). *Et. h. sáros « fangeux ».* *T. h. composition avec falva. Chr. après 1200.*

47. *Macháza*. Pas de mention au moyen âge. *Et. NP Mac. T. h. NP + háza. Chr. après 1200.*

48. *Lég* (Nagy- et Kis-). Legu (1239. CA. VII. 85). Udvornici de Leeg (1250. HO. 18). *Et. NP Lég. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

49. *Szász*. Castrenses de Zaz (1274. F. V—2.190). *Et. NP Szász. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

50. *Patony* (Elő-, Lögér-, Benke-, Csécsény-, Diós-, Föрге-). Udvornici de Potun et de alia villa Potun (1250. HO. 18). *Et. NP Patony. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

51. *Szentmihályfa*. Zenthmihalfalwa Petri de Sarosfalwa (1462. Teleki: Hunyadiak kora XI. 30). *Et. h. « saint Michel ».* *T. h. nom du patron de l'église + falva. Chr. après 1200.*

52. *Cséfa*. [Nobilis] de Chelalua (1364. F. IX—7.229). *Et. NP Csé. T. h. NP + falva. Chr. après 1200.*

53. *Csentőfa*. Villa regalis Chentefalwa (1466. Teleki: Hunyadiak kora XI. 188). *Et. NP Csente. T. h. NP + falva. Chr. après 1200.*

54. *Kisfalud*. Nobiles de Kisfalud alio nomine Kispotun (1469. Bartal: A csallóközi Karcásák 95). *Et. h. kis « petit » + falud « petit village ».* Cf. no. 50. *T. h. terme géographique.*

55. *Pósfa*. Possessio regalis Posafalwa (1423. Teleki: Hunyadiak kora VI—1.199). *Et. NP Pósa. T. h. NP + falva. Chr. après 1200.*

56. *Budafa* (Nagy- et Kis-).

Budafalua filii comitis vduar-nicorum (1274. F. V—2.211). *Et. NP Buda. T. h. NP + falva. Chr. après 1200.*

57. *Gelle* (Egyház- et Ó-). Udvornici de Gala (1250. HO. 18). *Et. NP Gelle. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

58. *Beketfa*. Possessio regalis Beketfalva (1423. Teleki: Hunyadiak kora VI—1.192). *Et. NP Beket. T. h. NP + falva. Chr. après 1200.*

59. *Lucs* (Nagy- et Kis-). Udvornici de Luchey (1250. HO. 18). Zylosluche, Chugudluche, Bykeluche, superior Luche (1295. CA. V. 132). *Et. NP Lucse. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

60. *Karcsa* (Egyházas-, Soly-mos-, Erdőhát-, Királyfia-, Etre-, Pinke-, Kulcsár-, Göncöl-, Mó-roc- et Amadé-). Castrenses trium villarum Caracha (1240. CA. XI. 316). *Et. NP h. Karcsa. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

61. *Süly*. Suul (1237. F. IX—3.141). *Et. NP h. sül « porc-épic » NP. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

62. *Bár* (Fel-). Baar ubi sex mansiones castrensiun (1269. CA. VIII. 227). *Et. NP Bár. T. h. NP sn. Chr. X—XII^e s.*

63. *Bodak* (Nagy-). Bodak iohagionum udvornicorum (1330. Héderváry-oklevéltár I. 29). *Et. ? NP Bodak. T. Chr. incertaines.*

64. *Nádasd*. Udvornici de Nadast (1250. HO. 18). *Et. h. nádas « roseaux » + suff. d. T. h. nom géographique.*

65. *Dercsika*. Comes Vocum de Gursuka agazo regis (1256. CDP. III. 20). *Et. NP chrétien György « Georges ».* *T. h. NP + soka « village ».* *Chr. autour 1200.*

66. *Baka*. Udvornici de Baka (1274. F. V—2.190). *Et. NP*

- Baka. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
67. + *Árpádsoka*. Terra castri Poseniensis Arpadsuka (1264. F. VII—1.357). *Et.* NP h. *Árpád*. T. h. NP + soka. *Chr.* autour 1200.
68. *Bős*. Terra castri Zolgaueur Bews (1264. CDP. VIII. 99). *Et.* NP h. *Bős*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
69. *Várkony*. Varkun (1274. F. V—2.190). *Et.* NP *Várkony*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
70. *Nyék*. Nek villa Dwaha (1256. CDP. III. 19). *Et.* T. nom d'une tribu h. *Chr.* m. X^e s. — d. XI^e s.
71. *Hodos*. Hodus (1298. HO. 165). *Et.* h. *hód* « castor » + suff. s. T. h. nom d'animal.
72. *Abony* (Nemes- et Sik-). Castrensium trium villarum Oboni (1231. CA. XI. 316). Syke de inferiori Oboni (1298. HO. 165). *Et.* NP *Abony*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
73. *Szerdahely*. Villicus [regis] de Syridahel (1256. CDP. III. 20). *Et.* h. *szerda* « mercredi » + *hely* « lieu ». T. h. nom de lieu de foire.
74. *Tejed* (Ollé-, Lidér- et Elő-). Teyed (1231. CA. VI. 501). Udvarnici de Teyed (1250. HO. 18). *Et.* h. *tej* « lait » + suff. d. ? NP. T. h. ? NP sn. ou nom géographique. *Chr.* X—XII^e s.
75. *Pódafaj*. Stephanus de Poldafalua (1382. *Házi, Sopron város története*, II. 69.) *Et.* NP. Poda. T. h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
76. *Csenkeszfa*. Chenkezfalu comitis Jacobi de Janok (1300. CA. X II. 663). *Et.* NP *Csenkesz*. T. h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
- 76a. *Péterfa*. Terra Petri etiam Zorus vocata (1296. HO. 149). *Et.* NP *Péter* « Pierre ».
- T. h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
77. *Ete* (Hegybene- et Tőbör-). Udvarnici de Ete (1250. HO. 18). Udvarnici de quinze villis Ethe (1268. CA. III. 180). *Et.* NP h. *Ete*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
78. *Balázsfa*. Terra Blasy (1296. HO. 149). *Et.* NP *Balázs* « Blaise ». T. h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
79. *Udvarnok* (Nagy- et Kis-). Udvarnici de Vduornuk (1268. CA. III. 180). *Et.* h. < slave udvarnok « écuyer ». T. h. NO sn. *Chr.* XI—XII^e s.
80. *Kürt*. Kuurth capituli Poseniensis (1277. CA. IV. 82). *Et.* T. nom d'une tribu h. *Chr.* m. X^e s. — d. XI^e s.
81. *Tökés*. Teukes nobilium (1416. CDP. III. 300). *Et.* h. *töke* « souche » + suff. s. T. h. nom géographique.
82. *Vámos* (Felső-). Vamus (1268. MES. I. 556). *Et.* h. *vám* « douane » + suff. s. T. h. nom géographique.
83. *Vásárút*. Vasarut [regis] (1235. F. IX—1.28). *Et.* h. *vásár* « foire » + *út* « route ». T. nom géographique.
84. *Nyárasd* (Alsó- et Felső-). Villa Naryas (1113. CDP. VIII. 3). Terra episcopatus Nitriensis Nayras (1291. MES. II. 282). *Et.* h. *nyár* « peuplier » + suff. s. et d. T. h. nom de plante.
85. *Bár* (Al-). Terra Baar (1296. HO. 149). *Et.* NP *Bár*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
86. *Mad*. Dwaha de villa Mod (1256. CDP. III. 19). *Et.* NP *Mad*. T. h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
87. *Istál* (Al- et Fel-). Tavernicus domini regis de Staul (1256. CDP. III. 20). *Et.* h. < ? française staul « étable ». T. *Chr.* incertaines.
88. *Tönnye*. Welpret zulgaueuriensis de villa Tuuna (1256.

- CDP. III. 20). *Et.* NP Tönye. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
89. *Padány.* Primus Bissenus de Padan (1256. CDP. III. 20). *Et.* NP Padány. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
90. *Bögellő.* Pas de mention au moyen âge. *Et.* petchénègue bey « seigneur » + suff. *illiy.* *T.* NL petchénègue.
91. *Patás.* Pothouch (1268. MES. I. 556). *Et.* NP Potus. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
92. + *Für.* Villa Fyur [castrum de Camarun] (1268. MES. I. 556). *Et.* h. fürj « caille », ?NP. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
93. *Nyárad.* Nyarad (1468. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.553). *Et.* h. nyár « peuplier » + suff. *d.* *T. h.* nom de plante.
94. *Szap.* Nobilis de Scap (1256. CDP. III. 19). *Et.* NP Szap. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
95. *Balony.* Bolon ecclesie Jauriensis (1252. CDP. VI. 74). *Et.* ? NP Balony. *T. Chr.* incertaines.
96. *Radvány.* Villa Roduan populorum castrum Poseniensis et abbas de Zubur (1252. CDP. VI. 73). *Et.* NP slave Radovan. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
97. + *Haraszt.* Villa Horozt pertinet ad Camarun (1268. MES. I. 557). *Et.* h. haraszt « broussaille ». *T. h.* nom de plante.
98. *Medve.* Villa Medwe castrum Poseniensis (1252. CDP. VI. 73). *Et.* h. < slave medve « ours » ? NP. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
99. *Kulcsod.* Kulchud prepositi de Thuruch (1252. CDP. VI. 73). *Et.* h. kulcs « clef » + suff. *d.* *T. h.* nom géographique.
100. *Izsap.* Isop generationis Koppan (1297. CDP. VI. 426). *Et.* NP chrétien Izsóp. *T. h.* NP sn. *Chr.* XI—XII^e s.
101. *Megyer* (Nagy-). Cas-trenses de Meger (1268. MES. I. 556). *Et.* *T.* nom d'une tribu h. *Chr.* m. X^e s. — *d.* XI^e s.
102. + *Kulcsod.* Culchud castrum Camarun (1268. MES. I. 555). *Cf.* no. 99.
103. + *Lak.* Laak [nobilitium] (1332. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.506). *Et.* h. lak « habitation ». *T. h.* nom d'établissement. *Chr.* X—XII^e s.
104. *Füss.* Fyus abbas (1235. CA. II. 18). *Et.* h. füves « herbeux ». *T. h.* nom de plante.
105. *Csicsó.* Chychow castrum Camarun (1268. MES. I. 557). *Et.* NP Csicsó. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
106. + *Erecstő.* Erechta abbas (1235. CA. II. 18). *Et.* h. Erecs « nom d'un ruisseau » + *tő* « déversement ». *T. h.* nom géographique.
107. *Néma.* Nema abbas (1235. CA. II. 18). *Et.* NP Néma. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
108. + *Millértő.* Pratum abbas Milartew (1216. CA. I. 139). Janus de Milartew de genere Cathpany (1247. CDP. III. 8). *Et.* h. Millér « nom d'un ruisseau » + *tő* « déversement ». *T. h.* nom géographique.
109. + *Ronka.* Runka comitis de Kamarin (1216. CA. I. 139). *Et.* *T.* incertaines.
110. + *Ásványtő.* Asvantv abbas (1235. CA. 18). *Et.* h. Ásvány « nom d'un ruisseau » + *tő* « déversement ». *T. h.* nom géographique.
111. *Szakállas* (Apáca-). Zalonzakalus (1267. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.512). Zakalus ecclesie Sancte Marie (autour de 1280. CA. IX. 575). *Et.* h. szakállas « barbu » NP. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
112. *Ekecs.* Ekech pertinet ad castrum (1268. MES. I. 556). *Et.* NP Ekecs. *T. h.* NP sn. *Chr.* X—XII^e s.

113. + *Zsigárt.* Sygarth (1268. MES. I. 556). *Et.* NP a. Sieghart. *T.* h. NP sn. *Chr.* XI—XII^e s.
114. + *Berény.* Beryn (1268. MES. I. 556). *Et.* NP h. Berény. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
115. *Szilas.* Nobilis de Zylas (1327. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.514). *Et.* h. szil «orme» + suff. s. *T.* h. nom de plante.
116. *Szakállas* (Turi- et Lak-). Villa Zakalus et alia villa superior que etiam Zakalus nominatur (1268. MES. I. 555—556). Cf. no. 111.
117. *Bogya.* Bogha castrum (1268. MES. I. 555). *Et.* NP Bogya. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
118. *Gellér* (Alsó- et Felső-). Guler castrum Zulugageriensis (1268. MES. I. 555). *Et.* NP a. Gellér «Gérard». *T.* h. NP sn. *Chr.* XI—XII^e s.
119. *Tany.* Thon castrensius (1268. MES. I. 556). *Et.* NP Tany. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
120. *Lögör.* Lugur (1268. MES. I. 555). *Et.* NP a. Ludger. *T.* h. NP sn. *Chr.* XI—XII^e s.
121. *Ócsa.* Oucha pertinens ad castrum (1268. MES. I. 554). *Et.* ?slave ovca «mouton» *T.* NL slave, nom d'animal.
122. + *Samud.* Samud (1268. MES. I. 554). Cf. no. 35.
123. *Szántó.* Villa nomine Santho infra Wag... abbatis (1075. MES. I. 55). *Et.* h. szántó «agriculteur». *T.* h. NO sn. *Chr.* XI^e s.
124. + *Ceneháza.* Terra Chene de genere Kathpan (1268. MES. I. 555). Cheneháza sub metis possessionis Ekle (1453. Teleki o. c. VIII—3. 497). *Et.* NP Cene. *T.* h. NP + háza. *Chr.* après 1200.
125. + *Andrásháza.* Andoryashaza intra metas possessionis Ekly (1424. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.493). *Et.* NP András «André». *T.* h. NP + háza. *Chr.* après 1200.
126. *Ekel.* Ekly (1229. CA. VI. 478). Villa Ekl [generationis Koppan] (1268. MES. I. 554). *Et.* NP Ekel. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
127. *Keszi* (Nagy- et Kis-). Villa Bartholomei Kezu, alia villa Kezu que spectat Stephano (1268. MES. I. 556). *Et.* *T.* nom d'une tribu h. *Chr.* m. X^e s. — d. XI^e s.
128. + *Vercsőb.* Thomas de Werchtiw (1261. CA. VIII. 15). *Et.* h. Vercs «nom d'un ruisseau» + tő «déversement». *T.* h. nom géographique.
129. *Lél.* Leal, alia Leal (1247. CDP. III. 9). *Et.* NP h. Lél. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
130. *Ontopa.* Nobilis de Onthopa (1449. CDP. V. 246). *Et.* NP Ontopa. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
131. *Aszód.* Portus in Also Azolth (1460. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.494). *Et.* h. aszó «vallée déséchée» + suff. d. *T.* h. nom géographique.
132. *Guta.* Guta archiepiscopi (1268. MES. I. 555). *Et.* NP Guta. *T.* h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.
- 133—134. *Bálványszakállas.* Terra Balyan de genere Kathpan (1268. MES. I. 553). Zakalus Baliani de genere Katpan (1260. CDP. VI. 102). *Et.* NP Bályán + NP Szakállas. Cf. no. 116.
135. *Keszegfalva.* Keszegfalwa [generationis Koppan] (1482. Teleki: Hunyadiak kora VIII—3.503). *Et.* NP h. Keszeg. *T.* h. NP + falva. *Chr.* après 1200.
136. *Megyercs.* Megerch que sita est inter arundines (1268. MES. I. 558). *Et.* *T.* nom d'une

tribu h. + suff. cs. *Chr.* m. X^e
— d. XI^e s.

137. *Örkény*. Vrkey castri
(1268. MES. 553). *Et.* NP h.
Örkény. T. h. NP sn. *Chr.* X—
XII^e s.

138. *Aranyos*. Oronos castri
Camarun, altera villa Oronos
Zulgageuriensis (1268. MES. I.
553—554). *Et.* h. arany « or »
+ suff. s. T. h. nom géogra-
phique.

139. *Bök*. Buk inferior (1387.
Teleki : Hunyadiak kora VIII—
3. 496). *Et.* h. < slave bükk
« hêtre ». T. h. nom géographi-
que.

140. *Szentpál*. Ecclesia Sancti
Pauli ubi sunt populi ecclesie
Jauriensis (1268. MES. I. 553).
Et. h. Szent Pál « saint Paul ».
T. h. nom du patron de l'église.
Chr. XIII^e s.

141. *Ujfalu* (Örs-). Wrsuy-
falu (1387. Teleki : Hunyadiak
kora VIII—3.516). *Et.* h. új
« nouveau » + falu « village ».
T. h. nom d'établissement.

142. *Vámostelek*. Wamus-

telek (1369. Teleki : Hunyadiak
kora VIII—3.516). *Et.* h. vám
« douane » + suff. s. + telek
« parcelle ». T. h. nom géogra-
phique.

143—144. *Örs*. Vrs castro
Camarun pertinens, populi ar-
chiepiscopi de altera villa Vrs
(1268. MES. I. 552—553). *Et.*
NP h. Örs. T. h. NP sn. *Chr.*
X—XII^e s.

145. *Keszi*. Aldew de Kes-
cew iobagio de Kamarun (1256.
CDP. III. 20). Cf. no. 127.

146. *Szentandrás*. Villa Sancti
Andree pertinens ad castrum
Camarun (1268. MES. I. 552).
Et. h. Szent András « saint
André ». T. h. nom du patron
de l'église. *Chr.* XIII^e s.

147. *Bene*. Bene (1269. F.
IV—3.543). *Et.* NP Bene. T.
h. NP sn. *Chr.* X—XII^e s.

148. *Gadóc*. Gothoucz [gene-
rationis Cathpan] (1247. MES.
I. 370). *Et.* NP Gadóc. T. h.
NP sn. *Chr.* X—XII^e s.

149. *Kava*, 150. *Koppán*-
monostora. 151. *Lovad*. 152. *Vas*

TENTATIVES DE COMPROMIS AUSTRO-TCHÈQUE AU XIX^e SIÈCLE

Au début du XIX^e siècle, le nationalisme tchèque reste pendant longtemps confiné dans le cadre littéraire. Ce n'est qu'après 1840 que le mouvement commence à prendre consistance dans le domaine politique, et cela, au début, sous des formes très modérées. On ne connaît avant 1848 aucun projet, aucune idée politique tchèque qui soient conçus dans un esprit nationaliste.

C'est ce qui explique pourquoi les dirigeants de la politique autrichienne n'éprouvèrent en aucune façon à l'égard du mouvement tchèque cette antipathie qu'ils ressentirent au même moment pour les tendances réformistes hongroises. La réforme hongroise fut une réforme politique toute libérale. Le régime absolutiste de la Sainte-Alliance voyait en elle un grave danger idéologique et redoutait une dissolution de la structure de la Monarchie. Par contre, l'élément libéral et l'élément d'opposition faisaient alors défaut à l'évolution tchèque, alors qu'ils étaient les mobiles principaux du mouvement hongrois. Metternich n'y voyait donc aucune cause d'inquiétude, non plus que le comte Antoine Kolovrat-Libsteinský, qui, tout en dirigeant les affaires intérieures autrichiennes, mit tout en œuvre pour encourager cet esprit nouveau.

A cette époque, l'idée tchèque était représentée en premier lieu par la haute noblesse. Cette classe sociale voyait l'essentiel de l'évolution tchèque dans les anciennes luttes pour les droits des Ordres, dont les détails furent mis au jour par l'historien Palacký, précisément

dans le deuxième quart du siècle dernier. La noblesse entrevit sa propre image dans ce passé ainsi révélé. En 1780, les hauts barons tchèques avaient imité l'exemple des Ordres hongrois, lorsqu'ils s'étaient opposés à Joseph II, tandis qu'à l'époque que nous examinons, leur patriotisme et leur antipathie à l'égard du centralisme bureaucratique s'enflammait déjà aux souvenirs pathétiques et héroïques de l'histoire tchèque. Cependant, cette haute noblesse tchèque conserva inébranlablement son loyalisme envers la dynastie. Tous ses membres devaient leur fortune et leur pouvoir aux Habsbourg. Tous firent leur carrière après la bataille sur la Montagne Blanche. Ils voulurent donc faire valoir leurs droits en accord avec la dynastie. Ils firent comme leur maître, l'historien et théoricien politique Palacký, dont les ouvrages soulignent déjà la nécessité du particularisme tchèque, mais sous une forme soigneusement voilée, étant donnés le sens réel qu'il avait de la politique et sa conscience de la force de l'Autriche et de la faiblesse des Tchèques.

On doit donc constater que, jusqu'en 1848, le nationalisme tchèque se manifeste surtout dans le domaine littéraire et linguistique, puis, plus tard, dans les tendances économiques. Cette époque est celle de la naissance de la petite bourgeoisie tchèque. On fonde des écoles industrielles et commerciales, mais la majorité de la bourgeoisie tchèque ne parvient à la maturité spirituelle que dans le dernier tiers du XIX^e siècle, de façon à pouvoir participer à la vie politique. Jusqu'à cette date, la direction de la politique est réservée à la noblesse, et surtout à l'aristocratie. On comprend dès lors que cette politique ait jusqu'au bout vis-à-vis du mouvement hongrois un caractère loyal, dynastique et conservateur. Il ne convient pas d'insister ici plus longtemps sur cette question et ce n'est qu'en passant que nous voulons mentionner le phénomène suivant: cette tendance loyale, austrophile, dynastique, conservatrice est plus d'une fois cléricale et ultramontaine; puis le rôle important joué par la haute noblesse fut la raison pour laquelle les politiciens de l'époque des réformes libérales hongroises considérèrent, même plus tard, le mouvement tchèque avec une antipathie peu dissimulée.

On note pourtant des projets politiques concrets et des déclarations faites avant 1848 par les Tchèques; mais tous ces projets et toutes ces déclarations ménagent, dans leurs débats, l'intérêt de l'Autriche et exigent tout au plus l'ascension industrielle et matérielle de la nation, de même que l'égalité des langues tchèque et allemande. L'Autriche est encore dominée par le régime de la Sainte-Alliance, lorsqu'en 1846 Charles Havlíček-Borovský, l'éminent publiciste et politicien réaliste, pionnier du mouvement social et industriel, puis de l'unité nationale tchécoslovaque, formule la mission nouvelle de l'Autriche. Havlíček-Borovský regarde le régime de la Sainte-Alliance avec antipathie; mais, avec ses réformes projetées dans l'intérêt de la cause tchèque, il n'a pas l'intention de briser l'Autriche, dont il ne souhaite que la réorganisation. C'est sur la base de l'égalité austro-tchèque qu'il veut effectuer la transformation de l'Autriche, et il déclare en 1848 que les Tchèques sont meilleurs Autrichiens que les Austro-Allemands désirant l'unité allemande. La politique de Havlíček-Borovský n'est pas du tout une politique panslave. A ses yeux, la Russie tsariste est la personnification de l'absolutisme et de la réaction. Il croit que les Tchèques n'ont rien à voir avec le slavisme représenté par la Russie. La démocratie et l'égalité des citoyens sont des intérêts de la nation tchèque qui ne pourra les réaliser que dans le cadre de l'Autriche. Bien entendu, l'Autriche devra se transformer, pour pouvoir répondre à sa vocation. Les Tchèques doivent recevoir des droits constitutionnels. Havlíček-Borovský dépasse donc un peu Palacký. Ce dernier s'abstenait de critiquer la situation politique de son temps, tandis que l'autre, plus jeune et plus radical, propose des modifications concrètes.

Pourtant, ce n'est pas Havlíček-Borovský qui représente la nouvelle étape de l'évolution de la cause tchèque. Après 1848, la réaction impériale lui interdit toute activité politique et Palacký passe de nouveau au premier plan. Dans la conception de celui-ci, les exigences de mars 1848 ne jouent qu'un rôle subordonné. Palacký est assez éloigné du mouvement tchèque de février-mars, dont l'intérêt principal portait sur les droits du citoyen et qui unissait l'élément tchèque et l'élément alle-

mand sous le signe des idées libérales et de la nécessité d'une constitution. Au début, Palacky témoigne une certaine réserve à l'égard de la réalisation des idées libérales. Il croit que l'application violente de celles-ci pourrait précipiter la cause tchèque dans une crise très grave. Son libéralisme est plutôt théorique et il se réfère aux constitutions occidentales, surtout à l'exemple de la Belgique. Il intensifie donc l'attitude loyale à l'égard de la dynastie et de l'Autriche, en multipliant les déclarations de fidélité. Ce sont les exigences de l'unité allemande, les mouvements du parlement de Francfort qui agitent l'opinion publique allemande et autrichienne. Les théoriciens du parlement de Francfort veulent réaliser l'unité allemande sous une forme démocratique et libérale, malgré la résistance des vieilles principautés. En dehors de cela, cette assemblée grande-allemande prétend accueillir dans son sein les délégués du royaume tchèque et ceux du margraviat morave, au titre de l'empire médiéval. Elle s'en tenait donc à une conception historique et féodale. La communauté allemande de la Bohême et de la Moravie se prépara aux élections avec un grand enthousiasme. C'est le moment décisif et fatal de l'antagonisme germano-tchèque. Jusque-là les deux nations avaient marché de conserve, malgré la politique intérieure autrichienne dirigée par l'esprit de la Sainte-Alliance. Mais dès qu'il s'agit de l'unité grande-allemande, leurs buts bifurquent brusquement : les Allemands s'attachent à l'unité allemande, les Tchèques à leur État autonome.

C'est dans sa lettre adressée le 11 avril 1848 à la présidence du parlement de Francfort, lettre restée d'ailleurs sans réponse, que François Palacký développa le point de vue tchèque. Ses vues représentent la base de la politique moderne des Tchèques. Dans cette lettre, il formula les prétentions de sa nation, et, en même temps, la nouvelle mission de la Monarchie des Habsbourg. C'est cette conception qui fut appelée plus tard « austroslavisme », tendance dont les idées dirigeront, jusqu'en 1914, la politique tchèque. Palacký parlait de l'idée que les délégués de la Bohême et de la Moravie ne pourraient pas se présenter « à titre historique », c'est-à-dire au titre féodal de l'Empire romain-germa-

nique au parlement de Francfort ; étant donné que les rapports des princes, puis des rois tchèques avec l'empire romain-germanique eurent un caractère personnel, ils ne peuvent avoir trait à l'existence de nations modernes. Selon Palacky, l'intégrité de l'Autriche, de même que son existence entièrement séparée de l'unité grande-allemande sont la garantie non seulement de l'avenir de la nation tchèque, mais encore du sort de toutes les nations formant la grande Autriche. Entre l'Autriche et l'Allemagne, un accord douanier, et même une alliance de défense militaire pourrait être conclue ; mais, au point de vue tchèque, Palacky ne saurait aucunement consentir à ce que l'on soumette les Tchèques ou n'importe quel peuple de l'Autriche à la fédération allemande d'États projetée à Francfort. D'après lui, les rapports entre l'Autriche et l'Allemagne ne doivent avoir qu'un caractère exclusif de droit international.

En ce qui concerne le point de vue du gouvernement autrichien au mois d'avril 1848, touchant le problème de Francfort, il ne fut pas assez intransigent ; il dut compter avec les sentiments et l'enthousiasme national de la population allemande. Au début, il s'opposa à l'ouverture de la période électorale, mais finit par l'ordonner. Le programme national tchèque fut donc réduit à envisager et à former une opposition. Mais, au mois de janvier 1849, Palacký porta devant le parlement autrichien réuni à Kremsier son projet relatif à une constitution. Ce projet de constitution autrichienne se divisait en cinq parties et en 72 paragraphes. C'était le troisième projet réunissant deux mémorandums qui différaient sur plusieurs points et que Palacký avait élaborés à des époques différentes.

Le projet de Palacký est imprégné d'esprit démocratique et libéral. Son idée directrice est celle de l'égalité de droit des nations réunies dans le cadre de l'Autriche. Puisque aucune des nations de l'Autriche n'a la supériorité numérique ni la prépondérance sur l'autre — dit-il — la réorganisation de l'Empire ne saurait être réalisée que sur une base fédérative. Au dire de Palacký, l'État « doit être décentralisé, avec d'importantes autonomies territoriales ». Du reste, le projet adoptait les idées de celui de l'autonomie tchèque du mois de mai 1848, c'est-à-

dire les pensées du Comité National tchèque. Contrairement à ses ouvrages antérieurs, Palacky ne souligne plus le principe historique. Le projet fut élaboré d'ailleurs indépendamment de la Couronne et des milieux de la Cour de Vienne.

Selon la conception de Palacký,¹ la fédéralisation de l'Autriche ne saurait être exécutée dans le cadre ni à l'intérieur des frontières des provinces subsistantes. Il faut établir des territoires indépendants, correspondant à chacune des nations (selon les frontières ethniques) qui géreront leurs affaires intérieures dans leurs propres parlements. Ces territoires autonomes forment un ensemble qui s'appelle l'Autriche. Tout cela et, avant tout, le fait que chacune des nations était autonome et indépendante sur son propre territoire, aurait été incompatible avec le principe historique. Cependant, et peut-être en partie sous l'influence de Palacký, les milieux dirigeants tchèques se montraient alors disposés à abandonner le principe historique et ne montraient plus d'aversion pour la réalisation de l'administration autonome des territoires ethniques tchéco-slaves et tchéco-allemands. Le premier projet de Palacký tenait encore compte de certains principes traditionnels et territoriaux. Mais dans son deuxième projet, lui aussi adopte exclusivement le principe ethnique. Ses pensées formulées au cours de l'automne de 1848 ne sont consacrées encore qu'à la réorganisation des territoires autrichiens; plus tard, à la vue des succès des armées impériales dans la guerre de l'indépendance hongroise, il commence à s'intéresser également à la Hongrie. Selon ses études composées en 1848, l'empire autrichien serait formé de quatre territoires: 1° territoire polonais, 2° tchèque, 3° germano-autrichien, 4° illyrien-sud-slave. L'année suivante, après les succès remportés en Hongrie par les armées impériales, son projet fut modifié de cette manière: 1° territoire germano-autrichien, 2° tchèque, 3° polonais, 4° illyrien, 5° italien, 6° sud-slave de Hongrie, 7° hongrois, 8° roumain de Hongrie. Dans le premier projet, la couronne tchèque n'aurait pas dominé un ensemble de territoires

¹ V. F. Palacký, *Gedenklätter*. Prag, 1874 et O. Redlich, *Das österreichische Staats- und Reichsproblem*. Leipzig, 1920, t. I/1, p. 273.

à part. Son territoire aurait été composé du royaume tchèque, du margraviat de Moravie et de la Silésie. Le deuxième projet considère déjà, grâce au sens logique de son auteur, le principe ethnique même du point de vue tchèque. Il propose le démembrement de l'unité historique tchécomorave en une partie tchèque distincte de la partie allemande, bien qu'il ne contienne pas de détails relatifs à la réalisation de ce démembrement. L'idée de la patrie historique tchèque empêcha Palacký de sortir du cadre théorique, lorsqu'il examina la solution du problème allemand. En ce qui concerne les réformes touchant la Hongrie, Palacký adopta une idée de droit naturel que Havlíček-Borovský avait déjà développée au congrès slave de 1848 et d'après laquelle les Tchèques et les Slovaques forment une seule nation. Palacký propose donc de rattacher les territoires de la Hongrie, habités par des Slovaques — (c'est à ce moment que la notion ethnographique et démographique du « Slovensko » devient un programme politique !) — au groupe de territoires tchèques.

Pour la réalisation d'une Autriche fédéralisée, Palacký prit comme modèle la constitution belge de 1831. Dans son premier projet, il énumère, de façon détaillée, toutes les affaires qui seraient du ressort et de la compétence de l'empire. Ce qu'il ne mentionne pas expressément, serait réglé par des assemblées spéciales. Le deuxième projet énumère déjà par ordre d'importance les compétences de l'empire, de même que celles des diètes. La compétence de l'empire s'étendrait aux affaires suivantes : 1° affaires de l'unité de l'empire ; 2° affaires étrangères ; 3° certaines affaires que les diètes transmettraient à l'empire. Les autonomies des pays impliqueraient en premier lieu le règlement des questions intérieures et des problèmes qu'elles pourraient résoudre à part, sans porter atteinte à l'unité de l'empire. Seule cette unité limiterait l'autonomie intérieure.

Toutes ces idées de la politique tchèque relatives à l'Autriche, l'idée fédéraliste, l'unité de l'empire, l'autonomie intérieure etc., etc., on les rencontre déjà à l'origine des idées concernant la réorganisation du vieil empire. Aux yeux de la politique tchèque, la seule possibilité était la fédération non seulement pour les Tchèques, mais encore pour les autres peuples. Elle demeura fidèle à cette

idée jusqu'au bout. Du reste, le projet de Palacký connut une résurrection au début de notre siècle : les conceptions « grandes-autrichiennes » répètent presque mot pour mot le programme fédéraliste et ethnographique tchèque de 1848—1849.

*

Vers 1860, après la tentative absolutiste, la bourgeoisie libérale obtient un rôle toujours plus important dans la politique autrichienne. Cette classe bourgeoise avait conservé les souvenirs du parlement de Francfort de 1848. Les affaires de l'État sont désormais dirigées par Antoine Schmerling qui, en 1848—1849, avait été à la tête des mouvements d'unité allemande. Schmerling réclame une Grande-Autriche centraliste et bourgeoise. Mais son projet se heurte à l'opposition non seulement des conservateurs hongrois, mais encore à celle de l'aristocratie tchèque. Si la haute noblesse tchèque ne cesse de s'attacher au droit historique, son loyalisme pour la dynastie n'admet aucune espèce de compromis. Pour cette classe, la Bohême et la Moravie ne forment pas une unité, mais deux provinces distinctes auxquelles elle voudrait rendre leurs droits d'autrefois et leurs institutions soumises au régime des Ordres. Les aristocrates sont donc des patriotes, sans être des nationalistes. La bourgeoisie nationale tchèque obtient un rôle de plus en plus considérable, elle se range aux côtés de l'aristocratie et accepte également le droit historique, mais en l'élargissant aux exigences relatives à la langue natale et au droit naturel. Une autre antinomie entre la haute noblesse et la bourgeoisie tchèques a pour cause l'indifférence de cette dernière à l'égard de la question religieuse, tandis qu'à cette époque, dans les milieux aristocratiques, l'Église catholique joue un rôle capital.

La bourgeoisie est également loyale envers la dynastie, mais non inconditionnellement comme l'aristocratie. Les membres de la bourgeoisie voudraient et espèrent un accommodement avec la dynastie, mais ils songent aussi à l'insuccès possible de cet accommodement et examinent attentivement les possibilités extérieures. Ce n'est pas par l'effet du hasard que Josef Ladislav Rieger — beau-fils de

Palacký, puis son successeur à la tête de la nation tchèque — chercha et noua des rapports avec Napoléon III et que le duc de Thurn-Taxis établit en 1866 le bon accord entre l'idéologie de l'indépendance tchèque et la politique de Bismarck. Plus tard, l'époque du romantisme bourgeois est guidée par la même idée vers la Russie tzariste et vers l'orthodoxie slave ; puis, en 1867, dans la désillusion que leur avait causée le compromis austro-hongrois et en l'absence d'un compromis austro-tchèque, ce sont justement ces classes bourgeoises de premier plan qui, sous le signe de la fraternité slave, entreprennent des pèlerinages vers Moscou.

La politique autrichienne ainsi que la structure de la société tchèque nous font comprendre comment il se fait que la direction politique, c'est-à-dire la représentation intérieure et extérieure de la cause tchèque soit toujours aux mains de l'aristocratie. Entre 1860 et 1870, cette aristocratie subit de plus en plus l'influence de Schmerling et surtout des hauts barons hongrois conservateurs, ces ennemis acharnés de la centralisation. L'aristocratie hongroise et l'aristocratie tchèque eurent plusieurs traits communs, ainsi, par exemple, le fait que les membres de ces deux classes sociales s'attachèrent à l'unité de l'empire, et qu'ils témoignèrent un loyalisme absolu à la dynastie. Comme toute aristocratie, ils furent également hostiles à une évolution plus moderne, plus démocratique et voulurent remonter au régime des Ordres d'avant 1847, afin de raffermir, par là, leur règne dans la société. Cette aristocratie hongroise, avec ses idéals dont l'actualité fut augmentée par l'antipathie envers les régimes absolutistes et bureaucratiques, exerça une forte influence sur la haute noblesse tchèque.

Or, l'aristocratie tchèque, se réclamant du point de vue des magnats hongrois, oublia qu'il y avait des différences essentielles entre la Hongrie et la Bohême, quant à leur passé et à leur évolution historique ; et, ainsi que le constate Zdeněk Tobolka, l'historien tchèque bien connu, dans son ouvrage intitulé *Histoire politique* : « De 1860 à 1879, la noblesse conservatrice et la bourgeoisie tchèque furent fortement influencées par la politique hongroise. Elles s'efforcèrent d'imiter cette politique, du moins en théorie, et de démontrer l'identité du pro-

gramme politique tchèque et du programme politique hongrois, de même que l'égalité de droit de la couronne tchèque et de la couronne hongroise. Mais cette tentative n'était pas fondée sur la juste appréciation et la connaissance exacte des faits de l'histoire. Le dualisme austro-hongrois ne fut pas une création de 1867, réalisée avec une rapidité imprévue ; les préparatifs en remontent bien plus avant dans le passé. Dès 1222, la Hongrie disposait du droit de résistance au roi ; les Hongrois avaient le droit de forcer le souverain à respecter la constitution. Si, en 1687, il furent contraints à renoncer à ce droit, ils conservèrent pourtant celui d'exiger que le roi, lors de son avènement au trône, sanctionnât par serment les privilèges ancestraux du pays, et ce n'était qu'après ce serment qu'ils le reconnaissaient comme roi de Hongrie. Les Tchèques ne disposèrent jamais du droit de résistance légale au roi et aucune loi n'obligeait le roi tchèque à prêter serment et à sanctionner, lors de son avènement au pouvoir, les fondements ancestraux de l'État tchèque. En Hongrie, le trône ne pouvait être occupé que par la branche masculine, tandis qu'en Bohême la branche féminine était également admise à la succession. En Hongrie, la « *pragmatica sanctio* » était un accord bilatéral ; il avait donc un caractère tout autre que sur le territoire historique tchèque. C'est cette formule hongroise que prit François Deák pour point de départ dans sa lutte politique. La politique constitutionnelle tchèque copia tout simplement la formule de Deák, comme si celle-ci avait été historiquement enracinée en terre tchèque. La couronne hongroise n'eut jamais aucun rapport avec l'empire romain-germanique, tandis que la couronne tchèque eut des liens multiples avec cet empire ; la couronne de Hongrie conserva jusqu'au bout sa situation juridique spéciale. La terre tchèque a perdu ce particularisme lorsqu'en 1749, à Vienne, on établit la chancellerie tchéco-autrichienne, et lorsque, au point de vue du droit des seigneurs terriens, le droit de disposition spéciale de la couronne tchèque cessa d'être en vigueur. En 1848, au cours de leur évolution constitutionnelle, les Hongrois ne rompirent pas la continuité juridique ; ils réorganisèrent donc l'ancien État avec des moyens constitutionnels et formèrent ainsi un État moderne. C'est

ce que les Tchèques ne purent obtenir en 1848. Le diplôme ministériel du 1^{er} avril 1848 ne peut aucunement figurer sur le même plan que la constitution hongroise de 1848, puisqu'il fut le résultat d'un octroi et qu'il fut délivré à la demande de la population de Prague. Il ne s'appliquait d'ailleurs pas à tout le territoire habité par les Tchèques, mais seulement au royaume tchèque dans un sens plus restreint. Les Hongrois défendirent toujours conséquemment leurs conquêtes de 1848, tandis qu'aux yeux des Tchèques le diplôme ministériel fut toujours un résultat de la conjoncture politique ; ils ne mirent d'ailleurs pas beaucoup d'empressement à s'y conformer. Tantôt ils le défendaient, tantôt ils l'oubliaient. Les Hongrois disposaient d'une autonomie déjà ancienne, qui fut de tout temps à la base de leur activité politique. Les Tchèques n'eurent pas une autonomie semblable. En 1866, ils voulurent instituer une autonomie sous la forme des comités d'arrondissement ; mais, par suite de la résistance du gouvernement autrichien, cette tentative aboutit à un échec. Du reste, cette autonomie tchèque se rapportait uniquement au royaume tchèque, et ne concernait ni la Moravie ni la Silésie. En outre, les politiciens de la bourgeoisie tchèque et les aristocrates conservateurs n'eurent pas le courage des politiciens hongrois. Il n'osèrent jamais provoquer une révolution d'autodéfense et ne refusèrent jamais l'impôt au souverain. Ils préférèrent des menaces qui ne se traduisirent jamais par des actes. »¹

L'analyse que nous donne l'excellent historien tchèque révèle non seulement les différences entre l'évolution historique des Hongrois et celle des Tchèques, mais encore les rapports de la politique tchèque avec l'Autriche, ainsi que son inclination vers un compromis. La politique tchèque, qui pourrait être qualifiée de conservatrice et dont les points essentiels furent approuvés même par Palacký, était dirigée par le comte Henri Clam-Martinic. C'était le descendant d'une vieille famille austro-tchèque : sa mère était Anglaise, et il était imbu des idées du torysme constitutionnel anglais. Il professa la philo-

¹ Zdeněk Tobolka, *Politické dějiny československého národa od r. 1848 až do dnešní doby* [Histoire politique de la nation tchécoslovaque de 1848 jusqu' à nos jours]. Praha, 1932, t. II, p. 5.

sophie politique chrétienne de Jules Stahl, désapprouva le droit naturel et voulut réorganiser l'Autriche conformément à l'idée de l'autonomie et du self-government. Son patriotisme eut un caractère territorial ; il s'enthousiasma pour la position prise par l'aristocratie avant mars 1848 et c'est ainsi qu'il entra en rapports étroits avec l'esprit le plus éminent des conservateurs hongrois, le comte Antoine Széchen, qui avait conçu le diplôme d'octobre 1861 et dont les idées eurent une influence décisive sur lui. Déjà à cette époque, la politique de la bourgeoisie tchèque était imprégnée de nationalisme libéral et de l'idée du droit naturel ; ainsi, elle rejeta le programme conservateur de Clam-Martinić, mais elle ne fut pas à même de faire prévaloir sa conception contre l'aristocratie. Pour le libéralisme bourgeois, c'est-à-dire pour le droit naturel de caractère populaire, le moment favorable n'était pas encore venu.

Le programme tchèque de juin 1860 porté devant le souverain fut du reste une apologie nationale de grande envergure. La nation tchèque — dit l'adresse — veut vivre sa propre vie, comme une nation indépendante entre les frontières de l'empire et elle se croit fondée à réclamer des droits égaux à ceux des autres nations. On exigea la reconnaissance du tchèque comme langue de l'enseignement, la création d'une école normale tchèque d'instituteurs, l'autorisation de journaux tchèques, le droit de réunion et d'association, la fondation d'un théâtre national et finalement, ou pour mieux dire, en premier lieu, l'égalité en droit pour l'usage de la langue par rapport à l'allemand, à l'intérieur du royaume tchèque.

Tout cela montre nettement qu'après 1860, une grande scission s'est déjà produite entre les Tchèques et les Allemands de Bohême. Le programme national tchèque adopte une base ethnique, obéit à l'idée de la langue natale et du droit naturel, et c'est ainsi qu'il peut le mieux souligner son particularisme en face des Allemands. Dès lors, le droit naturel à nuance populaire, puis le programme bourgeois et économique, non moins que celui de la langue natale forment le noyau des exigences constitutionnelles.

A la suite de tels antécédents, l'essentiel des exigences nationales tchèques — à l'époque qui aboutit, après la tentative de Schmerling, au compromis de 1867, c'est-

à-dire au dualisme austro-hongrois — peut se formuler de cette manière : C'est de nouveau l'activité de journaliste de Palacký qui exprime les vœux de la nation tchèque. Entre le 9 avril et le 16 mai 1865, Palacký consacra, dans le journal *Národ*, huit articles à la question tchèque, c'est-à-dire à « l'idée de l'État autrichien ». Le cadre historique revêt une importance particulière dans ses articles : le centralisme de Schmerling y est désavoué ; les Hongrois sont intransigeants en formulant leurs vœux et s'acheminent avec des succès toujours plus grands vers le compromis avec la dynastie, accommodement dont le processus fut du reste accéléré en 1866 par la crise entre la Prusse et l'Autriche.

Dans ses articles, Palacký retourne à ses idées de 1848, surtout à celles qu'il a exprimées dans sa lettre adressée au parlement de Francfort. Toutefois, il ne cesse de s'inquiéter de l'accroissement de la puissance allemande. D'autre part, ses vues sont, sur quelques points, plus bourgeoises et plus libérales qu'autrefois. C'est dans ce sens qu'il voudrait voir se développer l'Autriche. En 1865, de même qu'en 1848, il affirma que l'Autriche devait nécessairement être guidée par une certaine « idée », une idée foncière, étant donné que cet empire est habité par plusieurs nations différentes, dont aucune ne possède la prépondérance sur l'autre. Il est donc nécessaire que l'idée maîtresse de l'Autriche soit l'égalité de droit des nationalités. L'égalité et la justice entre les nations sont dans l'intérêt de l'Autriche, de même qu'elles sont dans l'intérêt des petits peuples qui forment pour ainsi dire l'Autriche entière.

Palacký s'oppose donc de nouveau au centralisme, car le centralisme — dit-il — raffermirait la domination de l'élément allemand sur les autres petits peuples et, dans l'intérêt de l'unité de l'Autriche, il les force à adopter la langue et la culture allemandes. L'Autriche pêche contre sa propre mission, voire son intérêt vital — continue-t-il — si elle s'emploie à propager la culture allemande, en négligeant les intérêts des petites nations. Mais il s'oppose, avec violence même, au dualisme austro-hongrois qui — d'après lui — ne signifie autre chose qu'une répartition de la domination sur l'empire entre les Austro-Allemands et les Hongrois, au détriment des

autres peuples. Ni le centralisme ni le dualisme ne sont favorables à la liberté, à l'égalité des petites nations, à leurs droits enfin qu'ils tiennent de la nature même. D'après lui, « l'idée » de l'Autriche ne doit être que le fédéralisme. Si les Slaves sont considérés comme une nation de deuxième ordre, si avec le système du dualisme, on proclame la domination de deux nations sur les autres petites nations, cela peut signifier la dernière heure de l'Autriche et la naissance du « véritable panslavisme ». Les Slaves assisteront à cette évolution avec douleur, mais sans larmes. Nous avons existé avant l'Autriche, nous existerons après elle, — c'est ainsi que termine Palacký ses paroles prophétiques...

*

La politique tchèque n'eut le pouvoir ni d'empêcher le compromis austro-hongrois, ni de diriger en un autre sens le cours de l'évolution. Mais l'idée fédéraliste ne cessa jamais d'être l'idée maîtresse de la politique intérieure tchèque, qui conserva en même temps la conviction que la couronne tchèque était égale en droit aux autres couronnes de la maison d'Autriche. Conformément à cette idée, la reconnaissance des droits de la couronne tchèque devait être la continuation logique du compromis austro-hongrois. On devra donc investir la constitution tchèque de ses droits. Du reste la politique tchèque considérait le compromis austro-hongrois comme quelque chose qui dissolvait l'unité des Tchèques et des Slovaques « vivant dans le même État ». Les deux tribus apparentées doivent désormais marcher séparément. A la suite de ces protestations, on entend souvent des voix réclamant la réalisation du droit naturel tchécoslovaque; toutefois la politique tchèque est contrainte de s'en tenir au droit historique.

Pendant que les dirigeants tchèques regardent avec désespoir le compromis de la dynastie avec les Hongrois, ils arrivent à comprendre peu à peu que ce compromis même sans conditions n'est guère prisé par le souverain. La cause tchèque qui avait à ce moment tellement besoin d'une entente avec l'empereur, est contrainte d'abandonner l'idée démocratique et libérale de la bourgeoisie, — et c'est à nouveau l'aristocratie historique qui

essaye d'arriver à un accommodement, notamment d'après le modèle du compromis hongrois... Les vues de l'aristocratie historique tchèque — qui peuvent se résumer de cette façon : point de vue conservateur et clérical, catholicisme sévère, hostilité contre les idées démocratiques et libérales — étaient chères aux yeux de la cour de Vienne, ainsi qu'à François-Joseph lui-même. En outre, l'aristocratie tchèque entretenait des rapports étroits avec l'aristocratie germano-autrichienne à laquelle elle était souvent apparentée et qui, de même que le souverain et la cour, suivait la politique hongroise avec une certaine anxiété.

En ce temps, la vie publique hongroise était libérale ; indifférente en matière de religion, il lui arrivait de prendre une position expressément anticléricale. Si François Deák adopta un point de vue purement juridique dans le domaine de l'Église et de la conscience, l'autre réalisateur du compromis et du dualisme, le comte Jules Andrassy, ne cachait en aucune façon son anticléricalisme et son libéralisme. Ce libéralisme des politiciens hongrois, de même que le culte des traditions de la guerre de l'indépendance de 1848 aboutirent à des rapports étroits avec les libéraux austro-allemands, mais éveillèrent l'antipathie de la Cour. L'œuvre de 1867 aida donc les libéraux austro-allemands à former le cabinet. Ceux du parti de Schmerling renoncèrent difficilement au centralisme total ; mais, dans la vie de l'Autriche, ils veillèrent sur les traditions de Francfort de 1848. Ils représentaient donc des idées extrêmement opposées à la conception politique et sociale du souverain et de la cour.

Quoique la bourgeoisie tchèque, en plein essor, fût démocratique et libérale, elle eut moins de rapports avec les libéraux allemands que n'en eut la cour, vu que ces libéraux professaient les idées grandes-allemandes du parlement de Francfort de 1848 et que, avec leur centralisme conçu dans l'esprit allemand, ils réalisaient une variante restreinte de l'unité grande-allemande en Autriche. Dans les libéraux germano-autrichiens, ils ne pouvaient voir que les avant-gardes et les soutiens de la germanisation qui, à l'encontre d'autres nations, s'abstenaient entièrement de mettre en pratique leurs principes libéraux et démocratiques. Si la bourgeoisie

tchèque adopta cette mentalité, il était naturel que la vieille noblesse féodale austro-tchèque vît avec plus d'anxiété et d'antipathie le gouvernement libéral austro-allemand dominer les autres partis. Or, ce gouvernement, grâce à ses principes, put exercer une influence fatale sur l'ancienne situation privilégiée et sur l'hégémonie politique de la noblesse féodale et historique.

C'est ainsi que la politique tchèque se heurta à la conception des milieux de la cour, dans son hostilité à l'égard du parti libéral austro-allemand, des libéraux hongrois et du compromis de 1867. C'est ce sentiment qui provoqua la dernière tentative de compromis tchéco-autrichien faite, bien entendu, dans le cadre d'un esprit conservateur et à laquelle la bourgeoisie tchèque ne participa que dans une mesure restreinte. Voilà la raison pour laquelle les vœux formulés par ce compromis avaient avant tout pour objet le raffermissement du droit historique de la haute noblesse. Du reste le moment était favorable à un accommodement. Le souverain, lui aussi, voyait avec inquiétude ce continuel mécontentement des Tchèques et aurait volontiers accédé à leurs exigences nationales. Les milieux de la cour étaient imbus d'idées conservatrices et fédéralistes. Par l'attention qu'il accorda aux exigences tchéco-slaves, le souverain, ainsi que sa cour, cherchèrent peut-être un moyen d'équilibre contre la Prusse dont la force grandissait sans cesse.

Pourtant, malgré un désir sincère d'arriver à un accord, les concessions offertes par la cour furent par trop minimes et ne contentèrent aucunement les Tchèques.

Pour sortir de la crise constitutionnelle de plus en plus aiguë, François-Joseph chercha une issue à l'aide d'un gouvernement qui, en vertu du principe conservateur et fédéraliste, pût réaliser le compromis avec les Tchèques. Cette politique était donc la politique personnelle du souverain ; un de ses confidents les plus intimes, le comte Charles Sigismond Hohenwart, se chargea de son exécution. Hohenwart était un administrateur précis et sérieux ; dans différentes provinces héréditaires, il avait assumé des charges gouvernementales de premier plan. Appartenant à la cour, il était conservateur et catholique. Il fut un serviteur fidèle et dévoué de la dynastie, seul son catholicisme intransigeant

pouvait rivaliser avec son loyalisme. A la suite de sa longue carrière dans l'administration, il était devenu partisan de l'autonomie fédéraliste, sans s'être occupé de la réalisation pratique de celle-ci. Il était un véritable novice dans la politique lorsque, en janvier 1871, au cours de longs pourparlers secrets, il forma son cabinet.

A côté de lui, Schäffle fut l'homme le plus important du gouvernement ; c'était un combattant des luttes de 1848, issu d'une famille protestante souabe. Schäffle fut un adversaire de la Prusse et de l'absolutisme prussien, pionnier des idées du socialisme chrétien, excellent économiste, propagateur de la solidarité chrétienne. Après une étude approfondie de la situation de l'Autriche, en regardant le vieil empire pour ainsi dire du dehors, — il eut la conviction que seul le fédéralisme pouvait sauver cette structure politique. Il fut hostile au centralisme, au règne économique et politique exclusif de l'aristocratie, qui possédait de grandes propriétés, et à la bureaucratie centrale. Il voulut mettre en relief l'unité de l'empire en premier lieu dans le domaine des affaires étrangères, des affaires militaires, des communications, du commerce et des finances. Pour le reste, il exigea une complète autonomie intérieure pour les parties disparates de l'Autriche. Il envisagea l'introduction du suffrage universel, sollicita la suppression de la chambre haute féodale qu'il voulut remplacer par un sénat d'empire, dont les membres seraient nommés en partie par le souverain, et en partie par les diètes autonomes des différents pays. Ce sénat aurait été un organisme intermédiaire entre le conseil de l'Empire et les diètes des différents pays. Selon Schäffle, les problèmes concernant l'usage de la langue et l'enseignement, eussent été de la compétence des diètes. Il consacra une attention toute spéciale au problème tchèque, et ses mémoires font preuve de la persévérance avec laquelle il attira l'attention de quelques hommes d'État hongrois (p. ex. Joseph Szlávy, Melchior Lónyay) sur la gravité de la question tchèque.

Schäffle était persuadé que la nouvelle structure de l'empire aurait dû être fondée sur le compromis tchéco-autrichien. Un tel compromis n'aurait aucunement modifié le principe du compromis hongrois. Donc, désormais la moitié autrichienne de l'empire aurait figuré d'une

manière homogène, par la voie des délégations, dans ses rapports avec la Hongrie. Il soutenait qu'une entente austro-tchèque aurait servi l'intérêt de l'empire, en ce qu'elle aurait équilibré la prépondérance hongroise. Il croyait notamment que la Hongrie avait beaucoup gagné par le compromis de 1867, qui avait raffermi son unité intérieure et éliminé la possibilité de rapports que les nationalités de Hongrie auraient pu établir avec leurs frères de race en Autriche. A cette époque, l'Autriche s'acheminait vers la dissolution et la Hongrie avait tout intérêt à ce qu'aucun changement ne se produisît dans la situation autrichienne — professait Schäßle. Par contre, il attendait et espérait du fédéralisme un apaisement intérieur et un nouvel équilibre en Autriche.

Le gouvernement de Hohenwart et de Schäßle fut accueilli avec une hostilité très marquée par l'opinion publique austro-allemande, qui se servit en janvier de Schmerling, président de la chambre haute et ancien chancelier, pour manifester sa grande méfiance à l'égard du gouvernement. Les Tchèques eux-mêmes ne l'accueillirent qu'avec une grande réserve et ils crurent que certains membres du gouvernement, tels par exemple le juriste Habetine, puis Hermenegild Jirecek, le grand historien des peuples balkaniques, vivant loin du peuple tchèque, étaient entièrement imprégnés de l'atmosphère viennoise.

Schäßle engagea des pourparlers avec les dirigeants tchèques, mais Palacký resta froid et réservé. Ce ne fut que vers l'été de 1871 que l'on fit courir le bruit qu'un changement allait se produire dans les affaires tchèques. A ce moment, Rieger est tellement saisi d'enthousiasme qu'il entrevoit déjà un couronnement tchèque, avec la couronne de saint Venceslas. L'aristocratie tchèque, dirigée par Clam-Martinic, partage également ces espérances et le souverain négocie à plusieurs reprises sur les modalités du compromis tchèque. C'est dans ces circonstances que la diète tchèque finit par accepter et déclarer les articles fondamentaux, déjà auparavant élaborés, qui devaient servir de base au compromis.

L'introduction des articles fondamentaux se réfère à l'unité indivisible de la royauté tchèque et des autres pays de la dynastie, de même qu'à la « *pragmatica sanction* » qui proclame ce rapport constitutionnel. Dans l'in-

térêt du raffermissement de la paix intérieure ainsi que de la paix entre les autres peuples groupés dans l'empire, la diète tchèque accepte également le compromis hongrois, le codifie, en précisant en même temps les principes fondamentaux, d'après lesquels la royauté tchèque s'étend aux autres pays unis sous le sceptre de la dynastie. Le premier chapitre désigne les affaires suivantes comme affaires communes de l'ensemble des royaumes et des provinces de la Monarchie : 1) les affaires étrangères (représentation diplomatique et économique à l'étranger, système des accords et des contrats internationaux) ; 2) les affaires militaires et la marine, à l'exception du droit de vote concernant les recrues, ainsi que de la manière de répondre au devoir de belligérance ; 3) les finances.

Le deuxième chapitre expose que les affaires communes sont dirigées par un ministère commun, dont le seul droit, en vertu du compromis avec le royaume de Hongrie, consiste dans la direction des affaires communes. Les questions relatives au commandement et à l'organisation de l'armée commune, sont soumises exclusivement à l'empereur et roi. Le troisième chapitre reconnaît, au nom de la royauté tchèque, que la législation et la décision dans les affaires communes ressortissent aux délégations nommées d'une part par le parlement du royaume de Hongrie, d'autre part par les autres royaumes et provinces, de la manière prescrite par la loi. Le quatrième chapitre déclare que la diète du royaume tchèque doit élire 15 délégués et 8 membres suppléants pour cette délégation. L'élection est renouvelée chaque année. Les membres révoqués peuvent être élus à nouveau. L'expiration de la qualité de membre de la diète entraîne l'expiration de la qualité de membre de la délégation. Les délégués exercent personnellement leur droit de suffrage. Les délégués et les membres suppléants ne peuvent accepter aucune disposition de la part de la diète.

Le cinquième chapitre est consacré à la convocation et à l'organisation intérieure des délégations, à la participation des ministres communs aux séances. Ces dispositions sont calquées sur le règlement hongrois et autrichien des délégations, déjà connu. Le sixième chapitre est très important. Il y est déclaré que le royaume

tchèque accepte, de son côté, le compromis hongrois. Il prend des dispositions concernant la répartition des dettes de l'État et les frais de l'administration militaire, etc. La Bohême déclare également que le compromis économique sera valable jusqu'en 1877, après quoi il devra être prorogé. Le chapitre VII, consacré au problème de la dette publique, témoigne du même esprit. Le chapitre VIII est consacré au compromis commercial austro-hongrois que reconnaît la diète tchèque. Le chapitre IX déclare que toutes les questions non abordées dans le chapitre premier ressortissent exclusivement sinon à la diète tchèque, du moins au gouvernement et à l'administration tchèques.

Les chapitres X et XI attribuent de nouveau les affaires communes à la direction commune de la Monarchie, en les énumérant de manière détaillée. Ces affaires sont entre autres : les questions économiques, les affaires concernant le droit commercial et maritime, puis le droit cambial, la réglementation des mesures et des poids, le droit de brevet, les marques déposées, la douane, la banque d'émission, puis la production industrielle, les monopoles, les droits régaliens, les finances et la valeur monétaire ; les questions relatives aux communications, aux chemins de fer, aux postes, aux télégraphes, à la navigation. Pour ce qui regarde les finances, un passage spécial de ce chapitre est consacré au problème de la dette de l'État et déclare que celle-ci ne pourra dépasser le quart du budget annuel. Le chapitre XII juge nécessaire qu'en ce qui concerne les affaires énumérées, le royaume tchèque s'accorde, séparément, avec les provinces de la Couronne hongroise. Le chapitre XII prend des dispositions pour fixer les devoirs de chacun des ministères. Le chancelier tchèque de la cour royale est membre du ministère et surveille l'exécution des dispositions prises par les délégations. Dans les provinces de la Couronne tchèque, c'est le chancelier de la cour royale qui surveille, comme incarnant l'autorité supérieure, l'administration et l'exécution des dispositions légales. Lui aussi partage la responsabilité des ministres. Les chapitres XIV et XV traitent de nouveau la question de la quote-part et de la dette de l'État. Le chapitre XVI déclare que le royaume tchèque est disposé à conclure des accords

avec les autres royaumes de l'empire, concernant l'attribution de la qualité de citoyen, les passeports, le contrôle des étrangers, les plébiscites, la reconnaissance et l'exécution réciproque des jugements des tribunaux, la reconnaissance mutuelle des grades universitaires, enfin les questions touchant la législation commune.

Le chapitre XVI est d'une grande importance. Le royaume tchèque — dit-il — donne volontiers son consentement à la constitution d'un corps commun, d'un sénat, chargé de traiter et de résoudre les problèmes concernant toutes les provinces de l'empire. La moitié des membres de ce sénat seront élus à vie, l'autre moitié désignés, également à vie, par le roi. Leur proportion numérique sera en rapport avec l'importance de chacun des pays. Ces articles soulignent expressément que l'autorité du corps sera accrue du fait que les membres de la maison impériale, ainsi que les archevêques et les évêques de rang princier en feront également partie. La compétence et la sphère d'activité de ce sénat pourrait se définir de cette façon : 1) Examen et acceptation des contrats d'État relatifs à l'ensemble de l'empire et à chacun de ses royaumes (c'est là que sont débattues les questions de changements territoriaux). 2) Entretiens sur les problèmes relatifs aux devoirs et aux rapports réciproques de chacun des pays de l'empire, élimination des désaccords provoqués par les discussions sur les mêmes problèmes. 3) De cas en cas, décisions prises sur les problèmes de compétence des congrès de délégations ; décisions qui, d'après les articles fondamentaux, auront été transmises par les diètes au congrès des délégations. 4) Négociations et résolutions relatives à la modification des articles fondamentaux, que ce soient les diètes ou les gouvernements qui en prennent l'initiative. 5) La négociation sur les dispositions financières du chapitre XV appartient également à cette catégorie. 6) De même que pour la mise en accusation des ministres, etc., il faudra, en ce qui concerne tous les problèmes relatifs au droit constitutionnel touchant la Couronne et le royaume tchèques, demander l'avis de la diète tchèque. Finalement, le chapitre XVIII déclare que les articles fondamentaux ne pourront être modifiés qu'avec le consentement de la diète du royaume tchèque,

et que si, dans ce domaine, une négociation avec d'autres royaumes avait lieu, la députation nécessaire serait élue directement par la diète tchèque.

*

Les pourparlers visant le compromis tchèque avaient déjà pris un développement favorable, lorsque Jules Andrassy, président du ministère hongrois, intervint et en général les milieux qui avaient contribué au compromis austro-hongrois, redoutaient pour le dualisme cette nouvelle organisation : ils croyaient que l'ensemble tchéco-autrichien l'emporterait sur la Hongrie et que la position de l'État hongrois, acquise par l'organisation de 1867, serait de nouveau menacée. Du reste, l'idée de l'austroslavisme inquiétait les politiciens hongrois, parce que la conception politique hongroise de l'époque soupçonnait le panslavisme derrière toute tendance politique et nationale slave. Pendant qu'on redoutait l'impérialisme des Tzars de Russie, on ne voyait pas dans les tendances des peuples slaves de la Monarchie la révélation des idées démocratiques qui étaient incompatibles avec l'autocratisme russe.

Se référant au compromis hongrois de 1867, Andrassy protesta contre la tentative de Hohenwart visant à un compromis tchèque ; le souverain dut céder. Le chancelier Beust, ainsi que les milieux libéraux austro-allemands, se réjouirent de l'échec du compromis ; de plus, l'opinion politique hongroise était entièrement d'accord avec Andrassy.

Seul Louis Kossuth, qui vivait alors en exil à Turin, fit exception à cette règle. Au cours de l'automne de 1871, dans plusieurs de ses articles et de ses lettres, il s'attaqua avec véhémence à Andrassy et, pendant qu'il soulignait la justesse des prétentions tchèques, il accusait Andrassy et sa politique d'avoir des vues trop étroites.

Kossuth, en prenant la défense de la cause tchèque, ne faisait que rester fidèle à ses vues d'avant 1848. Déjà, à cette époque, il affirmait hautement que les Tchèques formaient une nation absolument égale en droit à la nation hongroise. Ils avaient droit à l'indépendance, droit à constituer un État autonome. Déjà dans son projet de 1852, concernant la confédération danubienne, il réserve un rôle

important à la coopération de l'État indépendant tchèque et de celui des Hongrois contre les Habsbourg. Or, sa conception de 1871 lui est aussi dictée par son hostilité contre le compromis austro-hongrois de 1867. Kossuth n'avait jamais renoncé au rêve d'une Hongrie indépendante et autonome et espéra jusqu'au bout que la reconnaissance des exigences tchèques affaiblirait la Monarchie à un tel point que la Hongrie pourrait s'en détacher entièrement et devenir complètement indépendante. L'expérience acquise pendant son séjour à l'étranger l'avait, du reste, confirmé dans son opinion que l'élargissement des droits, la constitution et la liberté sont les meilleurs remèdes contre toute tentative autocratique, puisque l'égalité entre les petits peuples est l'obstacle le plus sûr contre les tendances des grandes puissances.¹

Mais cette époque avait une mentalité différente de celle de Kossuth ; et tout ce que les générations ultérieures purent entreprendre, ce fut d'examiner avec objectivité les enseignements de l'histoire et de rappeler avec admiration les paroles prophétiques, mais peu écoutées, de Kossuth. La vérité de ses tragiques admonitions n'est que trop prouvée par le triste destin de l'Europe carpathique au milieu des luttes du XX^e siècle.²

LOUIS GOGOLÁK

¹ Sous la rubrique *Documents*, nous publions in extenso (v. p. 199) les plus importantes déclarations de Kossuth relatives au compromis tchèque.

² Nous avons utilisé par ailleurs pour notre étude les ouvrages suivants : Zdeněk Tobolka, *Politické dějiny československého národa od r. 1848 až do dnešní doby* [Histoire politique de la nation tchécoslovaque de 1848 jusqu'à nos jours] (Praha, 1932), dont nous avons utilisé les deux premiers volumes. A côté de Tobolka, l'ouvrage monumental de Josef Redlich, *Das österreichische Staats- und Reichsproblem* (t. I—II, Leipzig, 1920—26), apporte une riche documentation concernant l'essor de l'idéologie des conservateurs et des fédéralistes autrichiens, hongrois et tchèques. Une attention spéciale doit être réservée aux mémoires de Schäffle, *Aus meinem Leben* (t. I—II, Berlin, 1905). Les rapports entre la démocratie austro-allemande et le problème tchécoslovaque sont fort bien éclaircis dans l'ouvrage de Ludwig Mises, *Nation, Staat und Wirtschaft* (Wien-Leipzig, 1919). En dehors de la biographie bien connue d'Andrássy, abondante, mais confuse et surannée, composée par E. Wertheimer, des détails intéressants au point de vue tchèque, sont apportés à

la solution du problème par les mémoires de Karel Kramář, *Paměti* [Souvenirs] (Praha, sans date) — et par son ouvrage politique examinant les conséquences de l'échec du compromis austro-tchèque: *Anmerkungen zur böhmischen Politik* (Wien, 1906); l'attitude hostile des Tchèques à l'égard du dualisme ressort également des mémoires de Kramář. L'échec du compromis austro-tchèque dirigea la politique de cette nation vers les réalités concrètes, vers le droit naturel, et, en dernière analyse, la cause nationale tchèque en profita. L'opuscule d'histoire politique d'Adolf Srb, *Politické dejiny národa českého od počátku doby konstitucni, 1861—1879* [Histoire politique de la nation tchèque de l'époque constitutionnelle, 1861—1879] (t. I—II, Praha, 1926) — doit être regardée comme très important de même que l'ouvrage de Josef Penizek, *Česká aktivita v letech 1878—1918* [Activité tchèque dans les années 1878—1918] (t. I—II, Praha, 1930—32) qui est plutôt l'œuvre d'un publiciste, et qui fait dériver le changement de l'activité vigoureuse de la politique tchèque précisément de la crise du compromis.

L'ŒUVRE DE KEKAUMENOS SOURCE DE L'HISTOIRE ROUMAINE

L'histoire des nations danubiennes compte peu de problèmes ayant donné lieu à une littérature aussi riche que celle de l'origine du peuple roumain. Aussi le chercheur qui en entreprend aujourd'hui la révision dans le cadre des possibilités actuelles et à l'aide des instruments scientifiques les plus modernes, se voit contraint de suivre — en ce qui concerne l'essentiel — des sentiers battus, et hors d'état d'apporter du nouveau, si ce n'est dans la méthode ou les détails. Deux sentiers ainsi battus et rebattus s'ouvrent devant lui. Il limitera ses recherches aux sources historiques écrites et, parmi celles-ci, ne considérera que celles ayant trait au peuple vlaque déjà constitué. Ce sentier lui permettra d'avancer sur un terrain relativement sûr et d'établir le bien-fondé des résultats de ses travaux d'une manière tangible ; mais il limitera ainsi considérablement l'étendue des recherches, en leur imposant une date inférieure peu reculée. Utilisant ces sources, il pourra, avec une précision presque cartographique, désigner les territoires où les Vlaques, au moyen âge, firent leur apparition et se répandirent ; mais il ne pourra répondre aux questions suivantes : quels furent les ancêtres du peuple vlaque ? Où se constitua celui-ci, c'est-à-dire : quel fut le pays d'origine des Roumains ? Est-il certain, enfin, que le centre d'émigration médiéval des Vlaques (dont les sources laissent supposer l'existence) soit identique avec cette patrie d'origine ? S'il veut répondre à ces questions, le chercheur sera contraint de s'engager dans l'autre chemin, pavé des pierres de l'histoire ancienne, de la lin-

guistique, de l'archéologie, de l'ethnographie et de l'anthropologie, chemin usé et amélioré, çà et là, par les chercheurs de la préhistoire roumaine. Ce chemin a le grand avantage de remonter jusqu'à un passé relativement lointain. Il conduit le chercheur sur le territoire même de la patrie d'origine des Roumains, et aboutit à l'autre sentier déjà éclairé par la lumière des sources écrites. Le chemin de la préhistoire n'a pas ce défaut de conduire, à la lueur douteuse des feux follets de l'imagination, sur le terrain incertain d'hypothèses que rien ne justifie. Les sciences que nous venons de mentionner ne désignent au chercheur qu'une seule voie, sûre et claire, dont l'exactitude toutefois est parfois plus sujette à contestation. Autrement dit : le chercheur n'a plus la possibilité de faire valoir avec une évidence qui s'impose les résultats qu'il a pu obtenir.

*

L'histoire de la littérature traitant l'origine roumaine démontre que cet état des possibilités de recherches s'est de bonne heure dégagé dans son caractère principal. C'est un fait connu qu'en classant dans leur ordre chronologique les sources historiques se rapportant aux Vlaques, on trouve tout d'abord un groupe important d'ouvrages byzantins, écrits en langue grecque, et un très petit nombre rédigés en une autre langue. Comme les données vlaques de ces sources byzantines peuvent, en général, être précisées assez exactement sur la carte géographique, elles permettent d'esquisser l'histoire de l'établissement vlaque au moyen âge. En revanche, en ce qui concerne la préhistoire roumaine, c'est-à-dire : le pays d'origine des Roumains et la formation du peuple vlaque, ces sources sont extrêmement laconiques. Phénomène facilement compréhensible pour deux raisons : d'abord parce que la formation du peuple roumain primitif se déroula en un lieu et à une époque que le flot des invasions barbares avait, pour ainsi dire, détachés de la conscience historique de Byzance. Tous les territoires que tel ou tel groupe de chercheurs ont jusqu'ici désignés comme patrie d'origine des Roumains, le centre de départ de l'émigration vlaque, se trouvèrent détachés de l'horizon byzantin, dès l'irruption des Bulgares dans

la péninsule des Balkans en 679-680¹. Lorsqu'en 971 Jean I^{er} Tzimiscès, et de façon plus durable, en 1018, Basile II rétablirent l'ancien horizon byzantin, le peuple vlaque figurait déjà comme une formation définitive dans la péninsule des Balkans.² L'une des raisons pour lesquelles les sources byzantines se taisent au sujet du peuple vlaque, est que Byzance était mal renseignée sur le lieu et l'histoire de sa formation. L'autre raison découle de la nature même de ces sources. Celles-ci se divisent en deux groupes : l'un formé d'œuvres historiques, l'autre formé de chartes. Or, comme il est naturel, c'est sur l'évolution de l'Empire byzantin que ce concentra l'attention des œuvres historiques, fussent-elles de simples monographies ou des chroniques universelles. Seuls des événements ayant exercé une réelle influence sur l'État ou sur l'Église ont fixé davantage l'attention des historiens byzantins.³ Mais les Vlaques n'exercèrent une telle influence que relativement tard, vers 1185, au moment de la constitution du second empire bulgare. Et alors l'histoire de leur origine s'était déjà obscurcie. Quant à leur présence dans les Balkans, elle était, aux yeux des historiens byzantins, un fait depuis si longtemps accompli, que la question de l'origine vlaque ne se posa que très rarement, malgré le vif intérêt ethnographique dont témoignait Byzance. Les chartes enfin, qui constituent le second groupe de nos sources, ne pouvaient, étant données leur destination et les restrictions imposées par leur forme, donner place à des observations préhistoriques.

La nature des données fournies par les sources byzantines a astreint les auteurs de la théorie de continuité daco-roumaine et ses premiers adeptes scientifiques, à remonter (une fois ces sources rapidement classées) à une époque antérieure, et à s'engager également dans le sentier des recherches préhistoriques. Sulzer, Roesler, Jireček, Tomascsek, Jung, Pič, Xenopol, Onciul et Hasdeu ont parcouru — un peu précipitamment peut-être — les deux chemins, en analysant les questions et

¹ Sans parler des précédentes vagues de l'invasion barbare.

² Cf. G. Murnu, *Istoria Românilor din Pind. Valahia Mare 980—1259. Studiu istoric după izvoare bizantine*. București 1913, pp. 25—30.

³ Cf. G. Murnu, *op. cit.*, p. 8.

en alignant chacun arguments et contre-arguments.¹ Les partisans de la théorie de continuité, ainsi que ceux qui proclamaient que les Vlaques avaient émigré des Balkans vers le nord, avaient déjà pris l'habitude de leur sentier rebattu, lorsque, en 1881, une découverte inattendue vint les mettre en émoi. Mais, au bout d'un certain temps, chacun des deux camps tenta de se frayer son ancien chemin, à l'aide de l'étrange découverte qui semblait arriver à point pour les deux partis. C'est en 1881, en effet, que V. Vasiljevskij, le célèbre byzantinologue russe, découvrit à la Bibliothèque synodique de Moscou, dans un manuscrit grec inédit, copié au XIV^e ou au XV^e siècle, deux ouvrages qui, par leur caractère comme par leur contenu, différaient considérablement des sources byzantines connues jusqu'alors. Ces deux ouvrages n'avaient pas leurs pareils dans toute la littérature byzantine et contenaient d'importantes données au sujet de l'histoire des Vlaques.² L'une des deux sources nouvellement découvertes en ce temps est un livre contenant diverses règles de la vie civile et militaire et un certain nombre d'exemples. On l'appelle habituellement *Strategikon* (= STR), perpétuant ainsi l'appellation de Vasiljevskij. Le deuxième ouvrage est un recueil

¹ A. Sacerdoțeanu, *România din Peninsula Balcanică în evul mediu* : Graiul Românesc, t. 6 (1932), pp. 109—10.

² Vasiljevskij rendit compte de ses découvertes la même année, sous le titre : *Совѣты и разказы византийскаго боярина XI вѣка* ; *Журналъ Министерства Народнаго Просвѣщенія* 215 (1881) juin, pp. 245—299, 216 (1881) juillet, pp. 102—171, août, pp. 316—357. Je n'ai malheureusement pas pu me procurer les numéros en question de la revue du ministère de l'éducation de Saint-Petersbourg. Mais les résultats de Vasiljevskij (que nous communiquerons par la suite) ont été d'une part utilisés dans leur intégrité par la littérature publiée depuis ; d'autre part lui-même les a résumés dans l'introduction de l'édition critique des deux ouvrages, rédigée avec le concours de V. Jernstedt, *Cecaumeni strategicon et incerti scriptoris de officiis regis libellus*, edd. B. Wassiliewsky—V. Jernstedt (*Записки историко-филологическаго факултета Имп. С.-Петербургскаго Университета XXXVIII.*), Petropoli, 1896, pp. 1—20. Les deux ouvrages se trouvent dans le code « *Mosquensis synodalis graecus 436* ». Jusqu'à ce jour, de nouveaux manuscrits n'ont pas encore été découverts. G. Buckler prépare actuellement une nouvelle édition sur la base de photocopies. Cf. G. Buckler, *Autorship of the Strategicon of Cecaumenus* : BZ. 36 (1936), p. 7.

de conseils adressés à l'empereur de Byzance (miroir princier). Vasiljevskij lui donna le titre de *Λόγος νομθετητικός* (= LN).

L'étude de l'importante littérature se rapportant à ces deux ouvrages démontre que la matière n'en a pas encore été épuisée en ce qui concerne l'histoire des Roumains. Je tenterai donc, dans le cadre de cette étude, d'en compléter la mise en valeur.

Ne pouvant publier ici, faute de place, les chapitres des deux opuscules se rapportant aux Vlaques,¹ je me contenterai de mentionner brièvement — avant de passer à l'étude des problèmes qui y sont soulevés — les raisons qui leur prêtent un intérêt, une importance toute particulière. Le fragment du STR concernant les Vlaques² contient une description détaillée de la révolte thessalienne qui eut lieu en 1066 dans le thème « Hellas ». Dans cette révolte, les Vlaques thessaliens jouèrent, pour la première fois, un rôle important. L'auteur expose le rôle des Vlaques avec force détails, s'appuyant sur des renseignements reçus d'un de ses proches parents qui commandait alors le thème « Hellas ». Il donne un portrait des Vlaques, décrit leur manière de vivre, leurs habitations, et fait une digression fort importante sur leur préhistoire. Il identifie les Vlaques du thème « Hellas » avec les Daces de Decebal et le peuple bessien, décrivant leur patrie d'origine et racontant l'histoire de leur

¹ Dans l'annexe de mon étude de langue hongroise : *A legrégibb vélemény a román nép eredetéről. Kekaumenos művei, mint a román történet forrásai*. [La plus ancienne théorie sur l'origine du peuple roumain. Les ouvrages de Kekaumenos comme sources de l'histoire roumaine] (Budapest, 1944) ces chapitres furent publiés dans l'original grec et dans la traduction hongroise (pp. 74—87). J'ai mis sous presse les passages en question tirés de l'édition de B. Wassiliewsky—V. Jernstedt sans faire aucun changement. Les observations critiques des éditeurs ont été omises. En bas, dans le texte grec, j'ai publié les titres pris dans le code de Kekaumenos de ces passages que les éditeurs auraient publiés en marge du texte grec. J'ai conservé le numérotage de ligne et de page des éditeurs pour rendre plus facile la citation.

Pour ce qui concerne les passages en question et l'original grec de la documentation publiée dans les notes je renvoie le lecteur du présent article à mon étude hongroise citée plus haut, celle-ci étant plus complète du point de vue philologique.

² *Éd. cit.*, pp. 66₁₂—75₁₂.

émigration. La matière du LN¹ est un simple récit, dans lequel sont exposées les circonstances de la nomination d'un aïeul de l'auteur comme commandant des Vlaques du thème « Hellas », vers 980.

CARACTERE DES SOURCES. LEUR AUTEUR

Afin de mieux comprendre ce qui suit, il est nécessaire de connaître les caractéristiques générales des deux ouvrages.² Dans le STR, la plus étendue des deux sources,³ l'auteur s'adresse à ses fils, et plus particulièrement à son fils aîné. C'est à ce dernier qu'il donne ses conseils, lui indiquant la manière dont il devra vivre pour réussir sur les différents terrains et dans les diverses situations de la vie. Mais le lecteur a souvent l'impression que ces conseils — en raison même de leur diversité — sont destinés à un plus grand public. Ils s'adressent aux riches comme aux pauvres, aux militaires comme aux fonctionnaires, aux propriétaires terriens tout aussi bien qu'aux ecclésiastiques. Mais comme ce fils est, à maintes reprises, interpellé au cours de ces propos, il est permis également de supposer que les fils de l'auteur, l'aîné lui aussi, étaient encore très jeunes au moment où le père écrivait son livre, et qu'en père prévoyant, ne sachant encore quel sort attendait ses enfants, une fois que ceux-ci se trouveraient entraînés dans le tourbillon de la vie byzantine, il avait voulu les pourvoir de conseils pour toutes les possibilités de la vie. D'où il apparaît que la dénomination STR donnée à l'ouvrage par Vasiljevskij, ne correspond pas à ce qu'il a d'essentiel. Ce n'est pas seulement une œuvre de littérature militaire, c'est bien plus. Outre les conseils sur la tactique et la stratégie, l'ouvrage contient un véritable trésor de conseils divers. C'est un cathéchisme pour réussir dans la

¹ *Éd. cit.*, pp. 95²²—96²⁴.

² Dans cette description, en dehors du résumé des deux ouvrages, j'ai fait usage des données de différents investigateurs. Cf. l'Introduction de Vasiljevskij, *op. cit.*, pp. 1—4, 14—5 ; G. Murnu, *op. cit.*, pp. 34—40 ; G. Buckler, *op. cit.*, pp. 7—8 ; V. Valdenberg, *Nikoulitza et les historiens byzantins contemporains* : Byzantion 3 (1926), pp. 95—121.

³ *Éd. cit.*, pp. 1—80.

vie honnête. Son caractère se dégage déjà du contenu des quatre parties qui composent le livre. La première (1—9) renferme de nombreuses maximes concernant la vie civile. L'auteur, imaginant son fils dans le rôle de fonctionnaire impérial, puis dans celui de juge provincial, lui adresse des exhortations conformes à ces fonctions. Dans la deuxième partie (9—36), qui constitue le STR proprement dit, l'auteur expose certaines règles militaires, pour le cas où son fils assumerait un commandement dans l'armée. La troisième partie (36—64) a été écrite pour le cas où son fils vivrait en simple particulier, ou se retirerait dans la vie privée après son service public. Cette partie pourrait, en réalité, s'intituler *Οἰκονομικός*, œuvre unique en son genre dans la littérature byzantine. En dehors des principes fondamentaux du christianisme, de la morale et de la sagesse pratique, l'auteur enseigne à son fils à régler les affaires de sa maison, à gérer sa fortune, à administrer son domaine et à soigner sa santé (il devra entre autres choses se méfier des médecins et ne point consommer de champignons); pour terminer il lui parle de la famille, de la société, du mariage, de la femme, de l'amitié, etc. La quatrième partie (64—80) part enfin de la supposition que dans le voisinage du fils une rébellion éclate contre l'empereur. L'auteur indique à son fils le moyen d'éviter d'être entraîné malgré lui dans la révolte, en tenant le danger éloigné de sa maison. Ce sont ces conseils qu'entrecoupe le récit de la révolte des Vlaques. Suivent encore quelques maximes de guerre et le tableau des difficultés que comporte la situation d'un toparque dépendant de Byzance.

Sur cette structure, l'ouvrage est conçu de façon que chaque conseil soit illustré par un ou plusieurs exemples, que l'auteur tire toujours de la vie pratique : soit des riches trésors de son expérience personnelle, soit de celle de sa nombreuse famille ou du cercle de ses relations. Ce fait ressort d'une façon très clair du *Στρατηγικόν* proprement dit. Au cours de ces pages, pour mieux éclairer les diverses règles militaires, l'auteur se sert, comme exemples, des plans de campagne, des assauts, des victoires, des défaites et des fautes de généraux byzantins, et décrit la rébellion des peuples barbares assujettis à

Byzance. Il est caractéristique que la plupart des faits qu'il rapporte se sont déroulés entre 980 et 1078, c'est-à-dire à l'époque dont sa famille gardait fidèlement le souvenir et les traditions. Parmi tous ces exemples, un grand nombre relatent des faits qui se sont passés du vivant de l'auteur, c'est-à-dire dont lui-même a été le témoin ou auxquels il a participé, et un petit nombre seulement de faits qui ont eu lieu au siècle précédent.

L'auteur du STR caractérise d'ailleurs lui-même son ouvrage en deux endroits. Sur la destination et la nature du Strategikon proprement dit il déclare :¹

« Je voudrais en effet que tu deviennes un homme admiré par chacun pour son honnêteté comme pour sa sagesse, pour son savoir comme pour sa parole. Si tu écoutes mes conseils de bon cœur et si tu acceptes de les suivre, tu seras heureux. Car je les ai rédigés par écrit à ton intention, comme tu ne les trouveras ni dans un autre strategikon ni dans aucun livre, quel qu'il soit. En effet, j'ai tiré ces conseils de mes propres réflexions et d'expériences réelles. Ils te seront donc d'une grande aide. Étudie consciencieusement les ouvrages tactiques des anciens, tu n'y liras rien de tout ce que je t'écris, mais tu y trouveras d'autres règles, admirables et remplies de sagesse, et qui valent mieux que les miennes. »

Ces paroles témoignent de la modestie de l'auteur, mais reflètent en même temps une certaine dignité. L'auteur souligne l'indépendance de son ouvrage « empirique », dans lequel il renonce apparemment aux hautes prétentions des écrivains de la renaissance byzantine, qui imitaient toujours, au XI^e siècle, les modèles antiques. Dans un autre passage², qui confirme notre impression première, l'auteur déclare :

« Il est vrai que je n'ai pas reçu de formation intellectuelle ni fréquenté l'école de la culture hellénique, où l'on m'aurait appris un style aux tournures variées et l'art des belles locutions. Je sais fort bien que certains me reprocheront mon ignorance. Mais ceci n'est point une œuvre d'art écrite à l'intention des autres, mais bien un livre pour toi et pour tes frères, fils issus de ma chair et de mon sang avec la grâce de Dieu. Et si, dans ce que j'ai écrit il n'y a point

¹ *Éd. cit.*, p. 1920—28.

² *Éd. cit.*, pp. 7530—769.

de paroles pompeuses ni de phrases recherchées — qui, hormis ce seul avantage, sont dépourvues de toute valeur — c'est que j'y relate mon activité, mes souffrances, tout ce que j'ai fait, vu et appris, c'est-à-dire des choses réelles et qui se répètent chaque jour. Et s'il est vrai que mes paroles sont simples, tourne ton attention vers leur contenu, pour voir combien elles sont sincères.»

Et de fait, le STR justifie ces paroles. L'ouvrage démontre effectivement l'absence, confessée par l'auteur, de la *καυδία* de l'humanisme byzantin. On n'y rencontre point à tout propos les traits mythologiques et les brillantes citations homériques d'usage chez les contemporains ; même les allusions littéraires y sont rares. C'est visiblement le travail d'un homme qui, au prix de riches expériences acquises dans la vie civile et militaire, s'est formé, avec son bon sens et une intelligence innée, une conception du monde sérieuse et de haute valeur, et amasse encore dans son âge mûr, en autodidacte, de vastes connaissances. C'est ce qui explique pourquoi l'on ne découvre dans son style ni trace d'archaïsme ni trace de classicisme, son langage se classant à mi-chemin entre le « koiné » littéraire des chroniqueurs et la langue parlée de l'époque. Le ton de son discours s'adapte avec souplesse aux changements de la pensée et du sujet. De ce bref examen, il ressort que nous ne devons pas prendre au sens littéral l'*ἀμαθία* qu'il souligne consciemment, par opposition au style pompeux des écrivains de la renaissance. Nous aurons à revenir sur ce fait lorsque nous étudierons les sources de l'œuvre.

L'examen du LN, ouvrage d'une étendue beaucoup plus réduite,¹ conduit au même résultat. Ce petit opuscule est également un recueil de conseils d'un caractère intime. Mais ce ne sont plus ici des lignes de conduite que l'auteur veut tracer à l'honnête citoyen byzantin, car il

¹ *Éd. cit.* pp. 93—104. Sept chapitres sans importance s'enclavant, dans le manuscrit, entre les deux ouvrages, le numérotage des pages du LN ne se rattache pas directement à celui du STR. Lesdits chapitres ne font partie d'aucun des deux opuscules, il s'agit simplement — pour leur grande partie — de la copie d'une œuvre de Ioannes Damaskenos. Vasiljevskij et Jernstedt publièrent ces chapitres à ladite place, de même qu'une table des matières qui se trouve, dans l'original, avant le STR, et énumère le titre des chapitres. Cf. *éd. cit.*, p. 1, 9 ; G. Buckler, *op. cit.*, p. 7.

s'adresse au chef-même de l'Empire, à l'empereur en personne, auquel il expose ses devoirs envers l'État et envers ses sujets. Et l'auteur veut désigner la voie que l'empereur devra suivre pour répondre à leur légitime attente. Voilà sans doute la raison pour laquelle Vasiljevskij donna à l'opuscule le titre de *Propos avertissant l'empereur* (*Λόγος νουθητητικός πρὸς βασιλέα*), qui est d'ailleurs aussi le titre d'un de ses chapitres. Ce recueil d'avertissements, quoique faisant partie des « miroirs impériaux », genre assez cultivé dans la littérature byzantine, se distingue essentiellement, par ses traits individuels, des ouvrages du même genre, de même que le STR n'a pas non plus son pareil dans la littérature militaire du Bas-Empire. Le ton de l'ouvrage n'est assurément pas servile, comme l'on pourrait s'y attendre à Byzance, en pareilles circonstances. Il est caractérisé par l'indépendance de l'homme libre et par le sentiment de la dignité. L'auteur met en garde l'empereur contre la partialité envers ses amis et ses parents. Il lui recommande de visiter personnellement les provinces, de s'assurer par lui-même de la situation où elles se trouvent, et de ne point s'enfermer dans sa capitale. L'empereur ne devra pas confier des positions dirigeantes à des étrangers ni flatter ceux-ci, de crainte de blesser la susceptibilité de ses sujets. C'est à ce conseil que se rattache le récit de la nomination de Nikoulitzas comme commandant des Vlaques du thème « Hellas ».

Le deuxième opuscule est donc aussi, quant à la forme, un recueil de conseils ou, plus exactement, d'avertissements. Ces conseils ont le même caractère pratique que ceux du STR, avec cette différence qu'ils sont insignifiants, voire des lieux communs, du point de vue de leur contenu, et désordonnés, du point de vue de leur structure. V. Valdenberg, qui consacra une étude spéciale à l'examen de leur contenu idéal, dut s'avouer incapable d'en extraire une idée maîtresse, une philosophie et, bien moins encore, un système politique cohérent. Même les idées générales, nées vraisemblablement de la pensée hellénique et byzantine, et répandues ainsi dans toute la littérature contemporaine, témoignent, à chaque pas, d'un contact incessant avec les événements et les situations réelles de l'époque. Il en est ainsi pour

la conception théocratique de l'idée impériale comme pour la façon de concevoir le rapport entre la loi et l'empereur ou pour le portrait idéalisé de ce dernier : autant d'attributs qui ont leurs racines dans les exigences de l'époque. L'importance attribuée à l'armée et à la flotte ainsi qu'à une bonne politique financière, l'opinion de l'auteur au sujet des minorités, ses principes concernant le choix des fonctionnaires et l'administration des provinces, dénotent un homme de sens pratique, qui observe la vie politique avec une attention toujours en éveil et une froide raison, exercée par de multiples expériences. L'auteur semble être un homme actif, qui tire la matière de ses réflexions de ce qu'il a vu et entendu. Mais il est certainement doué d'une rare intelligence politique, sachant distinguer parmi les événements ceux qui pourraient être dangereux pour la prospérité de l'État, et ceux qui lui sont propices. Remarquons finalement qu'il expose la matière de son livre, affranchi de toute rhétorique, exactement comme le fait l'auteur du STR.

La solution pratique de la structure est la même dans le LN que dans le STR. Ici aussi, chaque conseil est immédiatement illustré par un exemple. Ici aussi, les exemples sont tirés des expériences de l'auteur ou de l'histoire de sa famille et de ses aïeux. Ajoutons que, sur la façon de présenter les choses, sur le style et sur le langage du LN, nous devrions répéter mot à mot ce qui a été dit pour le STR, et nous aurons confirmé notre impression que les deux ouvrages proviennent d'un même auteur. Quiconque les lira attentivement ne manquera pas de penser de même.

Il est curieux cependant que parmi tant de byzantinologues qui ont examiné les deux ouvrages depuis leur découverte en 1881, une minorité seulement osa formuler ce sentiment. C'est que les points d'appui fournis par les deux textes au sujet de la biographie de l'auteur et de sa famille, semblent témoigner que ces deux ouvrages ont été écrits par deux personnes différentes, mais apparentées. Ces mêmes points d'appui (que nous examinerons plus tard) conduisirent Vasiljevskij (qui a découvert les œuvres en question et a été le premier à les étudier sérieusement) à les attribuer, malgré leur ressemblance,

à deux auteurs différents. La plupart de ceux qui les étudièrent se rangèrent dans la suite à cette opinion qui fit autorité, et s'il s'est trouvé parmi eux une minorité¹ qui attribua les deux ouvrages à un même auteur, un demi-siècle durant, personne ne put établir de façon plausible le bien-fondé de ce sentiment.

L'opinion que les deux ouvrages sont du même auteur est aujourd'hui chose prouvée. La démonstration a été faite par G. Buckler² et N. Bănescu³.

Résumons donc auparavant les preuves des deux byzantinologues démontrant l'identité de l'auteur de nos deux ouvrages.

Les preuves de G. Buckler sont les suivantes : chacun des deux livres rend l'action de donner un conseil ou un ordre contraires à la raison par l'expression imagée « donner un poison à boire » (*δηλητήριον πειν*)⁴. Chacun des deux livres recommande de rester modéré envers l'offenseur (*οἱ πταισάντες*), glorifie la rémission des péchés comme « un trait divin » (*θεῖον*) et réproouve la présomption offensante (*ὑβρίζειν*, *ὑβρις*) même envers l'ennemi et les indignes.⁵ Le STR et le LN expliquent les mesures de précautions prises contre les personnes malveillantes au moyen d'expressions synonymes (*οὐκ οἶδας γὰρ τί ὀπίσω σου τεκταίνουσιν* — *οὐ γὰρ οἶδας τί βούλονται οἱ κακοί*).⁶ Chacun des deux insiste sur le caractère suspect des insinuations,⁷ et exprime le dégoût de l'auteur pour les comédiens (*μῖμος*) et les cabotins de la politique (*πολιτικός*).⁸ Toute dignité (*ἀξίωμα*) exige le respect, mais les mérites acquis dépassent en valeur la noblesse que confère la naissance.⁹ Les deux ouvrages soulignent la responsabilité du premier fonctionnaire de l'empereur (*πρῶτος ἀνθρώπος τοῦ*

¹ N. Iorga p. e., *Médailles d'histoire littéraire byzantine*.

I. *Les historiens* : Byzantion 2 (1925), p. 278, note n° 1.

² G. Buckler, *op. cit.*

³ N. Bănescu, *A propos de Kekaumenos* : Byzantion 13 (1938), pp. 129—138, = *Părerii nouă asupra lui Kekaumenos* : Academia Română, Memoriile Secțiunii Istorice, Ser. III, tom. XIX, pp. 273—82, resp. Mem. 20, pp. 1—10.

⁴ STR 50₂₁ ; LN 93₃. Les expressions mises entre parenthèses sont ici et chaque fois par la suite identiques dans les deux ouvrages.

⁵ STR 14₁₄₋₁₅, 15₁₁₋₁₂, 57₉₋₅₈, 58₁₃₋₃₂, 75₁₉₋₂₄ ; LN 93₁₆₋₂₁, 94₄.

⁶ STR 3₁₅₋₁₆ ; LN 100₁₂.

⁷ STR 7₂₁₋₈ ; LN 94₁₋₇.

⁸ STR 8₃₁, 20₁₉, 49₁₉ ; LN 94₁₂₋₁₃, 15₅.

⁹ STR 5₉₋₁₄, 42₁₀₋₁₂, 47₁₋₂, 54₁₈₋₁₉, 59₁ ; LN 94₁₄₋₁₅, 98₂₇₋₉₉₄.

βασιλέως).¹ Tous les deux désapprouvent les abus fiscaux (αὑξήσεις καὶ φανερώσεις).² Tous les deux blâment les faveurs excessives dont jouissent certains étrangers.³ Tous les deux condamnent la rébellion (ἀνταρσία).⁴ Dans chacun des deux traités, il est plusieurs fois fait mention de « Basile (II) né dans la pourpre », et chaque fois que le nom de l'empereur revient, il est accompagné de l'adjectif πορφυρογέννητος; de même l'expression ὁ πορφυρογέννητος αὐτῷ Βασίλειος ὁ βασιλεύς se répète tout entière d'une manière stéréotypée. Les Vlaques du thème « Hellas » figurent dans les deux ouvrages, de même que le Bulgare Delianos et Michel IV. La confiance malencontreuse de ce dernier dans les fonctionnaires de son palais (et plus particulièrement dans son frère Jean), ainsi que sa dernière glorieuse campagne sont rappelées dans chacun des deux ouvrages. Il en est de même pour la mort tragique de Michel V, survenue en 1042, événement qui donne lieu à deux passages dramatiques.⁵ Ça et là, l'empereur est appelé δέσποια ἄγιε; ça et là il est dit que, en tant que commandant de l'armée, il doit être l'idéal de chacun (τύπος καὶ ὑπογραμμὸς πάντων).⁶ L'expression du dégoût de l'auteur pour les flatteurs et de son estime pour les amis sincères et francs se retrouve dans les deux ouvrages,⁷ de même que ses propos sur la nécessité d'avoir des réserves, dans la vie quotidienne et surtout pendant un siège.⁸ Les deux ouvrages citent St Grégoire de Nazianze et ne citent aucun autre Père de l'Église.⁹ Enfin — comme nous le verrons plus loin — les deux ouvrages démontrent la parenté de l'auteur avec la famille thessalienne Nikoulitzas.

Ceux que ces concordances n'auront pas réussi à convaincre que les deux ouvrages sont l'œuvre d'un seul et même auteur, acquerront cette conviction aussitôt qu'ils auront pris connaissance des arguments de N. Bănescu qui possèdent une force probante supérieure à celle même des arguments de G. Buckler. Les preuves de Bănescu sont les suivantes: dans le sens de « supporter: πάσχει », les deux ouvrages utilisent le verbe παρθάνω qui est une formation sur le modèle de μανθάνω, τυγχάνω, λανθάνω, etc.¹⁰ Le verbe ἀγωνίζομαι figure dans chacun des deux

¹ STR 3₁₆₋₂₀; LN 99₂₃₋₂₅.

² STR 70₁₂₋₁₃; LN 98₁₀₋₁₁.

³ STR 17₁₁₋₂₀; LN 95₄₋₉₇₂₇.

⁴ STR 73₂₆₋₂₈; LN 98₃₋₄.

⁵ Voir au sujet de ces personnages et de ces peuples dans les deux ouvrages l'index de l'édition déjà citée.

⁶ STR 65₂₁; 20₂₂₋₂₃; LN 93₉, 96₂₅; 99₂₉.

⁷ STR 19₈₋₁₂; LN 100₂₄₋₁₀₁₂₇.

⁸ STR 36₂₄₋₃₇₁₀, 64₂₉₋₆₆₁₁; LN 100₈₋₁₃.

⁹ STR 52₁₈₋₂₂; LN 100₁₈₋₂₀.

¹⁰ STR 41₂₂; LN 98₆, 103₂₅.

textes dans le sens spécial de « s'efforcer, σπουδάζω ».¹ Un autre verbe fréquemment utilisé dans chacun des deux traités est le verbe εξαλείφω dans le sens de « ἀφανίζω ».² Quand l'auteur veut illustrer ses conseils à l'aide d'exemples, il aime à employer dans chaque ouvrage la formule « je te dirai un autre cas aussi » (εἶπω δέ σοι καὶ ἕτερον)³ de même qu'il accompagne souvent ses conseils de cette expression : « si tu fais ce que je te dis, tu seras en sûreté » (εἰ ποιήσεις τοῦτο [οὕτως δὲ ποιῶν], ἐν ἀσφαλείᾳ ἔσῃ).⁴ Pour exprimer la notion de « sujet », chacun des deux ouvrages emploie l'une des expressions caractéristiques suivantes : ὑπὸ τὴν χεῖράν σου, ὑπὸ σέ.⁵ De telles concordances ne peuvent caractériser le langage et le style que d'une seule personne, de sorte que les preuves apportées par Bănescu dissipent tout doute quant à l'identité de l'auteur du STR et du LN.

LA FAMILLE DE L'AUTEUR

Que si nous voulons faire plus ample connaissance avec sa personne, nous devons partir du fait de cette identité. Dans la suite, nous examinerons tour à tour les passages du STR et du LN ainsi que d'autres sources byzantines apportant certaines précisions au sujet de *la personne de l'auteur* et de *sa famille*.⁶ En possession de ce point de départ fixe, nous tenterons d'éliminer d'une façon rassurante les paradoxes apparents qui contraignirent Vasiljevskij et ses disciples à supposer l'existence de deux auteurs différents, mais apparentés.

Selon les données se rapportant à la famille de l'auteur, les aïeux de celui-ci appartiendraient à deux familles différentes : la famille Kekaumenos et la famille

¹ STR 8^{11, 23, 9³², 10^{7, 13, 12²⁹, 16⁹} etc. ; LN 101³³.}

² STR 21³⁰, 25¹⁰, 41¹⁹ ; LN 99^{15-16, 20}.

³ STR 27¹⁰, 35¹ ; LN 96²⁵, 97¹.

⁴ STR 50¹³, 55²³, 75⁸ ; LN 100²¹, 102²⁸.

⁵ STR 7¹⁷, 79³ ; LN 97²⁹, 103²³, 104⁶.

⁶ La collection la plus complète de ces passages se trouve dans l'article déjà cité de G. Buckler. Nous utiliserons en outre la collection de Vasiljevskij, qui se trouve dans l'introduction (pp. 4—9) de son édition déjà citée ; les données de G. Murnu, *op. cit.*, pp. 38—49 ; les observations de G. Schlumberger dans *L'épopée byzantine à la fin du X^e siècle*, I, Paris 1896, pp. 622—638, ainsi que les passages I/2, pp. 645—6, 660—3, 718—9, 774, 777, 784, II, pp. 75—6, 123, 419 du livre de V. N. Zlatarski, *История на българската държава през средните векове I/2—II*, Sofia, 1927—1934.

Nikoulitzas. Examinons d'abord les membres connus de la branche des Kekaumenos. Kekaumenos I^{er} : dans un passage du STR (26₁₀—27₉), l'auteur rapporte que son grand-père (πάππος μου) remplit jadis, lorsqu'il était encore ennemi de l'empire byzantin, les fonctions de préfet d'un district (παπόρχης) de la Grande Arménie. C'est en cette qualité qu'il s'empara par une ruse de guerre — en trompant le stratège byzantin qui l'occupait — d'une forteresse voisine de sa résidence de Tibion (Tovin, Duwin)¹ et qui appartenait à l'Empire byzantin. Dans ce passage, l'auteur ne nomme pas son grand-père. L'événement, comme nous le verrons plus tard, a dû se passer avant 980. Mais l'auteur fait encore une fois mention de son grand-père.² En cet endroit, Kekaumenos I^{er} est désigné par son nom : « feu mon grand-père, Kekaumenos »³ — dit l'auteur. De cette donnée, il ressort aussi qu'au moment où a été écrit le STR, le grand-père de l'auteur n'était plus en vie. L'écrivain raconte que Kekaumenos I^{er} était déjà au service de Byzance, qu'il était le stratège du thème « Hellas »⁴ et qu'en cette qualité, il fut chargé de défendre la ville de Larissa contre les troupes assiégeantes du tzar bulgare Samuel, qui faisait la guerre à Basile II. Kekaumenos I^{er} s'acquitta de cette tâche avec succès pendant trois ans, repoussant toutes les attaques de l'ennemi, tantôt par la force de ses hommes armés, tantôt au moyen de ruses de guerre. Mais, le siège traînant en longueur, l'empereur donna un nouveau stratège à Hellas⁵ et Samuel, après un nouveau siège de trois ans, parvint à s'emparer de Larissa, maladroitement défendue par le successeur de Kekaumenos I^{er}. A cette époque, Kekaumenos I^{er} se trouvait déjà à Byzance.⁶ Samuel traita avec de grands ménagements la famille Nikoulitzas de

¹ Cette forteresse était peut-être celle de Χελιδόνιον, au sujet de laquelle Skylitzes dit (dans l'édition de Bonne 561₉) qu'elle s'élevait sur une haute cime, non loin de Tibion. Cf. N. Bănescu : Académie Roumaine, Bulletin de la section historique 11 (1924), p. 26, note n° 2.

² STR 65₁₁—66₁₁.

³ ὁ μακαρίτης μου πάππος ὁ Κεκαυμένος.

⁴ τὴν ἀρχὴν ἔχων τῆς Ἑλλάδος.

⁵ ἕτερον στρατηγὸν εἰς Ἑλλάδα.

⁶ ἐν τῇ πόλει ὄντος.

Larissa, dont le chef, Nikoulitzas I^{er}, était, du fait du mariage de leurs enfants, apparenté à Kekaumenos I^{er} (συμπέθερος).

Ces événements peuvent être datés de la façon suivante : selon un passage du LN (96₅₋₂₄) se rapportant à Nikoulitzas I^{er}, celui-ci, en récompense de ses services, fut nommé, par l'empereur Romain II (959—963), père de Basile II, stratège (dux) d'Hellas et commandant des troupes régulières qui y étaient stationnées. Vers la quatrième année de son règne, Basile II, ne voulant pas conférer immédiatement les fonctions de stratège au prince allemand (ou français) Pierre qui venait d'entrer à son service, se borna à le placer à la tête des troupes du thème « Hellas », laissant ainsi à Nikoulitzas I^{er} sa dignité de stratège, et le dédommageant même de la perte de son deuxième titre en le nommant commandant des Vlaques d'Hellas. Nikoulitzas I^{er} était donc encore stratège d'Hellas en 980. Kekaumenos I^{er} ne put ainsi prendre possession de ses fonctions de stratège du thème « Hellas » (avec, pour centre d'activité, la forteresse de Larissa), que vers la fin de 980 ou en 981, succédant directement à Nikoulitzas I^{er}. Le premier siège de Larissa commença donc en 980 au plus tôt, et dura trois ans, jusqu'en 983. L'empereur envoya alors un nouveau stratège qui défendit la forteresse pendant les trois années suivantes, mais ne put empêcher Samuel de l'occuper en 986.¹

Des deux données concernant Kekaumenos I^{er}, tous ceux qui ont étudié la question ont conclu, à l'instar de Vasiljevskij, que Kekaumenos devait être un notable arménien. A cette époque, en effet, à la suite de l'ex-

¹ Ces dates sont celles fournies par Vasiljevskij, dans l'introduction (pp. 4—5) de son édition déjà plusieurs fois citée, et après lui par Schlumberger (*op. cit.*, pp. 637—9), G. Muru (*op. cit.*, p. 39) et G. Buckler (*op. cit.*, p. 10). Zlatarski (*op. cit.*, I/2, p. 645) partant d'une fausse conclusion (étant donné, dit-il, que l'auteur rapporte dans un passage du STR (659—10) les souffrances que les parents de Nikoulitzas eurent à endurer sous Samuel, le stratège qui remplaça Kekaumenos I^{er} fut nécessairement Nikoulitzas I^{er}), fixe le commandement de Kekaumenos I^{er} à 976—979, celui de Nikoulitzas I^{er} à 980—983, enfin la chute de Larissa à 983. Mais Zlatarski oublie que Nikoulitzas I^{er} avait été nommé par Romain II (959—963), et qu'en 980 il était toujours stratège d'Hellas.

pansion arabe d'une part, des conquêtes byzantines d'autre part, un grand nombre de familles seigneuriales arméniennes s'étaient réfugiées dans les parties européennes de l'empire, où elles reçurent des dignités et des titres éminents. Un historien arménien contemporain relate que, vers la fin du X^e siècle, le gouvernement de Byzance établit un groupe important d'Arméniens en Macédoine, avec mission de défendre ce territoire contre les Bulgares.¹ Kekaumenos I^{er} était peut-être au nombre de ces notables arméniens. Il reçut le nom grec de *Κεκαυμένος* « brun, hâlé », traduction de son nom arménien, ou allusion à son teint.² La famille de Kekaumenos I^{er} s'établit définitivement à Larissa entre 980 et 983. C'est au cours de ces années, sans doute, qu'elle entra en relations avec la famille de Nikoulitzas I^{er}, à laquelle elle devint apparentée (*συμπέθερος*) dans la suite par le mariage de leurs enfants. Cette parenté par alliance n'est concevable qu'au cas où un mariage aurait uni le fils de Kekaumenos I^{er} et la fille de Nikoulitzas I^{er}, ou inversement. A cette époque, Kekaumenos I^{er} n'était plus très jeune, puisqu'il avait déjà connu une période de prospérité en Arménie. Kekaumenos I^{er} figure encore deux fois dans nos textes. Seulement ces passages ne se rapportent plus à lui, mais à son fils, Kekaumenos II, père de l'auteur.

La personne de Kekaumenos II apparaît d'abord dans un récit (STR 39₉—40₂) où il s'efforce en vain de détourner son neveu Ioannes Maios, « protospatharios » et stratège, d'un contrat avec le fisc. Il lui déconseille instamment de se charger de la perception des impôts dans la région d'Arabisos, en Arménie. Mais sa cupidité rendit Maios sourd aux sages conseils de son oncle, si bien que lorsque le père de notre auteur le revit, il était enfermé dans les prisons de Constantinople. Il est évident que ce passage (STR 39₁₃) se rapporte au père de l'auteur (*ὁ πατήρ μου*); mais celui-ci, quelques lignes plus bas (STR 39₁₉), parle de la même personne comme de son grand-père (*τοῦ παπποῦ μου*). Cette expression concernant à coup sûr le *ὁ πατήρ μου* mentionné six lignes

¹ Schlumberger, *op. cit.*, I, p. 646.

² Cf. *Μανροκατακαλών - Κεκαυμένος Κατακαλών*.

plus haut, il faut considérer *παπποῦ* comme le génitif du mot *παππᾶς* (qui, dans le vocabulaire enfantin, signifie *πατήρ*) et non comme le génitif de *πάππος* (grand-père).¹ L'accentuation du mot corrobore cette opinion. Cette première donnée se rapporte donc au père de notre écrivain, mais elle ne peut être datée. Il est une deuxième donnée qui semble également concerner Kekaumenos I^{er}, mais qui se rapporte en vérité à Kekaumenos II, père de notre auteur, et à laquelle une date peut être assignée : dans le texte vlaque du STR, dont nous avons déjà donné le résumé, l'auteur dit au sujet de Nikoulitzas III, qui avait été impliqué dans la révolte des Vlaques du thème « Hellas », qu'emprisonné à Amaseia, localité de l'Armeniakon, « il décrit à mon grand-père Kekaumenos² toutes les souffrances qu'il avait eu à endurer dans sa vie » (STR 72₂₁₋₂₂). Cette rébellion eut lieu — comme nous le verrons plus tard — en 1066, et tout le temps compris entre cette date et l'avènement de Romain Diogène (1^{er} janvier 1068), Nikoulitzas III le passa en prison. Ses Mémoires auraient donc été remis au grand-père de l'auteur entre la fin de 1066 et le commencement de 1068. Mais, vérification faite, il apparaît qu'il n'en peut être ainsi. En effet, le grand-père de l'auteur, Kekaumenos I^{er}, avait, en 983, déjà rempli les fonctions de toparque en Arménie, puis celles de stratège à Hellas et passait pour un chef d'armée redoutable et expérimenté, ce qui donne à penser qu'à cette date il n'était plus très jeune. Même s'il avait fait cette brillante carrière dans sa première jeunesse, il devait avoir au moins trente ans, puisqu'il avait déjà en 983 un fils marié ou du moins fiancé. D'autre part, Nikoulitzas ne pouvait écrire à qui que ce fût, d'Amaseia où il était en captivité, avant 83 ans. Mais alors Kekaumenos I^{er} aurait eu au moins 113 ans, ce qui paraît peu vraisemblable. Il faut donc supposer que, dans ce passage (STR 72₂₁), il y a une corruption de texte qui convertit *παππᾶν* en *πάππον*. Le texte original devait être ainsi conçu :

¹ C'est également l'opinion de Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, p. 6 et 39, notes de la documentation critique du texte, et l'opinion de G. Buckler, *op. cit.*, p. 10.

² πρὸς τὸν πάππον μου τὸν Κεκαυμένον.

« il décrit à mon père Kekaumenos toutes les souffrances qu'il avait eu à endurer dans sa vie ». Nous devons donc rapporter cette deuxième donnée aussi au père de notre auteur.¹ Si Kekaumenos II s'était véritablement marié en 983 avec la fille de Nikoulitzas I^{er}, et même s'il n'avait eu à ce moment que 16 ans, il eût été, en 1066, un vieillard de 99 ans. Il est donc probable que, selon une vieille coutume répandue parmi les familles nobles au moyen âge, seulement les fiançailles avaient été célébrées en 983. Les deux ouvrages ne nous apprennent d'ailleurs rien de plus au sujet du père de notre auteur, Kekaumenos II. Étant donné que l'auteur dit « mon grand-père, Kekaumenos » et « mon père, Kekaumenos », nul doute que ceux-ci n'aient été ses ascendants de la ligne paternelle, donc lui-même portait le nom de Kekaumenos. Notre auteur est donc Kekaumenos III. Sur sa personne, nous reviendrons plus tard. Examinons auparavant la ligne maternelle.

Nous rencontrons tout de suite certaines difficultés en ce qui concerne la personne du grand-père maternel. L'auteur évoque dans le STR (28₃₂—29₂₁) une histoire arrivée à son grand-père du côté maternel Demetrios, dit Polemarchios.² Celui-ci était un personnage « dirigeant considérable »³ de la région de Servia, en Bulgarie. A l'époque des combats entre Basile II et Samuel, la forteresse de Servia était défendue par le stratège byzantin Magerinos, secondé par deux taxiarques. Demetrios Polemarchios voulait à tout prix occuper la forteresse que l'on disait imprenable. Il s'aperçut que, chaque jour, Magerinos et ses aides de camp allaient se baigner au pied de la forteresse. Il les attaqua à l'improviste et occupa l'importante forteresse byzantine sans effusion de sang. Une fois la Bulgarie pacifiée, Basile II l'éleva au rang de « patrikios » et de « mystikos ». Selon Schlumberger,⁴ l'occupation de Servia par Demetrios Polemarchios eut lieu avant 986, selon Zlatarski,⁵ en 989. En

¹ Telle est l'explication de Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, p. 6, et celle de G. Buckler, *op. cit.*, p. 11.

² ὁ πρὸς μητρὸς πάππος μου Δημήτριος ὁ Πολεμάρχιος.

³ ἦν ὑπερέχουσα κεφαλή.

⁴ *Op. cit.*, I, p. 639.

⁵ *Op. cit.*, I/2, p. 718.

général, les écrivains compétents tiennent Demetrios Polemarchios pour un Bulgare qui reçut de Basile II victorieux les titres de « patrikios » et de « mystikos » vraisemblablement en 1018¹, en même temps peut-être que le surnom grec de Polemarchios.

Telles sont les seules données que nous possédions au sujet du grand-père maternel de l'auteur. Ce fait est d'autant plus surprenant que, dans le passage du LN plusieurs fois cité (96₅), parlant de Nikoulitzas I^{er}, l'auteur dit « mon grand-père Nikoulitzas »². Si les grands-pères de l'auteur étaient, du côté paternel, Kekaumenos I^{er} et, du côté maternel, Demetrios Polemarchios, quel autre grand-père pouvait-il avoir en la personne de Nikoulitzas I^{er}? Vasiljevskij tenta de résoudre la difficulté³ en identifiant Demetrios Polemarchios avec Nikoulitzas I^{er}. Mais comme l'indication « du côté maternel » ne figure pas à côté du nom de Nikoulitzas, alors qu'elle accompagne celui de Demetrios Polemarchios, Vasiljevskij abandonna la thèse de l'identité et émit l'opinion que l'auteur du STR n'était pas celui du LN, ce dernier étant le petit-fils de Nikoulitzas I^{er} (par la ligne paternelle) et de Demetrios Polemarchios (par la ligne maternelle). Ces deux passages sont, pour la théorie d'un même auteur, la pierre d'achoppement qui, depuis Vasiljevskij, contraignit la plupart des investigateurs à admettre l'existence de deux auteurs différents.

La première savante qui démontra que le STR et le LN provenaient du même auteur, M^{lle} G. Buckler, se heurta également à cet obstacle. Elle tenta de l'éviter en étayant avec force arguments la première hypothèse de Vasiljevskij (qui identifiait Demetrios Polemarchios avec Nikoulitzas), mais elle pensait non à Nikoulitzas I^{er}, mais à Nikoulitzas II. Il existe, en effet, un récit de Skylitzes⁴ et de Zonaras⁵ où il est rapporté que la forteresse de Servia, assiégée par les troupes byzantines, était défendue du côté bulgare par « un certain Nikolaos,

¹ Cf. Schlumberger, *op. cit.*, I, p. 639.

² ὁ πάππος μου ὁ Νικουλιτζᾶς.

³ *Éd. cit.*, introduction, p. 7.

⁴ Édition de Bonne, pp. 452₂₀—453₁₂.

⁵ Édition de Bonne, t. III, pp. 118₃₂—119₁. Cf. pour les deux passages Zlatarski, *op. cit.*, I/2, pp. 718—9.

appelé pour sa petite taille Nikolitzas »¹. Lorsque Basile II pénétra dans la forteresse, faisant Nikolitzas prisonnier, il en expulsa toute la population bulgare, afin d'y installer une garnison byzantine. Cédant à la contrainte, Nikolitzas embrassa le parti de l'empereur et l'accompagna à Constantinople, où il reçut le titre de « patrikios ». Mais peu de temps après, il s'échappa, rejoignit le tzar Samuel et alla assiéger la forteresse de Servia. L'empereur arriva à l'improviste avec ses troupes et mit en fuite les Bulgares qui assiégeaient Servia. Nikolitzas, obligé de battre en retraite avec Samuel, tomba peu après dans une embuscade et fut transporté, chargé de chaînes, à Byzance, où on le jeta en prison. Or, Buckler, s'accrochant à cette double constatation que, d'une part, la localité où Demetrios Polemarchios et Nikolitzas jouèrent un rôle important du côté bulgare, d'autre part, les hostilités avec l'empire byzantin et la dignité de « patrikios » reçue de Basile II sont en rapport de conformité dans les deux ouvrages, identifie Demetrios Polemarchios avec le Nikolitzas de Skylitzes et de Zonaras, c'est-à-dire avec Nikoulitzas II.

Mais cette identification se heurte à de nombreuses difficultés. M^{lle} Buckler se voit contrainte de nier que Demetrios Polemarchios ait été Bulgare et qu'il ait reçu la dignité de « patrikios » de Basile II en 1018, après la pacification définitive de la Bulgarie, le récit de Skylitzes et de Zonaras plaçant la nomination de Nikolitzas entre 1000 et 1003.² Elle est amenée également à supposer que le nom de « Nikolitzas n'était qu'un sobriquet « christianisé » par la suite en Demetrios ». Nikolitzas aurait hérité ce sobriquet de son père et l'aurait légué à son fils etc. Mais la plus grande difficulté reste entière, car si nous ajoutons foi aux arguments de Buckler, le grand-père de l'auteur ne serait plus Nikoulitzas I^{er} — alors que l'auteur le nomme son « πάππος » — mais Nikoulitzas II. Si Buckler avait à bon droit identifié Demetrios Polemarchios avec Nikoulitzas II, Nikoulitzas I^{er} serait l'arrière-grand-père de l'auteur. Or, celui-ci exprime la notion d'arrière-grand-père par le mot

¹ Νικόλαος ὃν Νικολίτζαν ὡς βραχὸν τὴν ἡλικίαν ὀνόμαζον.

² Cf. Zlatarski, *loc. cit.*; Murnu, *op. cit.*, p. 45.

« πρόπαππος » et non par le mot « πάππος ». ¹ Tous ces obstacles nous obligent à rejeter l'identité admise par Buckler. Mais le fait que l'auteur du STR et celui du LN sont une seule et même personne, ne laisse plus de doute. La question se pose donc de nouveau : comment l'auteur pouvait-il avoir trois grands-pères différents? Autrement dit : quel grand-père était ce Nikoulitzas I^{er}, si le grand-père paternel de l'auteur était Kekaumenos I^{er} et si Demetrios Polemarchios était son grand-père du côté maternel?

Il est surprenant qu'aucun des savants qui se sont occupés de la question n'ait encore pensé à la solution pourtant très naturelle que voici : Nikoulitzas I^{er} était le père de la belle-mère de l'auteur. Autrement dit : Kekaumenos II, le père de l'auteur, se serait marié deux fois. Une première fois, très jeune, entre 980 et 983, il s'était marié (ou du moins fiancé, et marié plus tard) avec la fille de Nikoulitzas I^{er}. Des enfants naquirent-ils de ce mariage? Nous n'en savons rien. Mais il est certain que l'auteur, Kekaumenos III, n'est pas né de cette union, mais du deuxième mariage de Kekaumenos II, contracté avec la fille de Demetrios Polemarchios. Étant donné que nos sources ne signalent aucune rupture dans le loyalisme de la famille Kekaumenos envers l'empereur, depuis l'entrée de Kekaumenos I^{er} au service de Basile II jusqu'à l'époque où il écrit ses ouvrages, la deuxième union de Kekaumenos II doit avoir eu lieu en 1018 ou l'une des années suivantes, en tout cas à l'époque où le bulgare Demetrios Polemarchios entra au service de Byzance. Kekaumenos II devait avoir alors au moins 41 ans. Notre auteur, Kekaumenos III, naquit vraisemblablement de cette deuxième union, c'est-à-dire après 1018. Ainsi, les membres de la famille Nikoulitzas n'étaient pas ses consanguins. Ce qui ne l'a pas empêché d'appeler πάππος, c'est-à-dire : grand-père Nikoulitzas I^{er}, beau-père de son père, père de sa belle-mère défunte. Il est également possible, quoique peu vraisemblable, que les deux mariages aient eu lieu dans l'ordre inverse et qu'ainsi la belle-mère de l'auteur ait été la fille de Nikoulitzas I^{er}. Mais

¹ LN 95₂₆.

dans ce cas-là, il faudrait que Kekaumenos II eût été veuf avant 980, de sorte qu'en 1066, il aurait été plus que centenaire. C'est pourquoi l'ordre de succession proposé en premier lieu paraît être le plus vraisemblable.

La supposition suivant laquelle le père de notre auteur se serait deux fois marié, semble être confirmée par un nouveau passage du STR (55₃₀—56₃₀), où l'auteur recommande à son fils de ne pas se remarier, une fois veuf, et cela dans l'intérêt de son propre bonheur comme de celui de ses enfants. L'homme veuf poussé par sa sensualité dans un deuxième mariage reste presque toujours malheureux et néglige ses enfants. « Et que pourrait-il arriver de pire que le cas où chacune des parties aurait des enfants? Disputes, chamailleries du matin au soir, haine réciproque qui ne connaît pas de trêve, querelle perpétuelle... Je pourrais te raconter beaucoup de choses à ce sujet, mais cela suffit, à moins que tu ne veuilles rester sourd à dessein. Je ne te dis qu'une chose : heureux celui qui obéit à tous ces conseils. »¹ A l'origine de ce passage se trouvait sans doute l'expérience acquise par l'auteur dans la maison paternelle.

Résumons maintenant l'histoire de la famille Nikoulitzas. Nous avons dit au sujet de Nikoulitzas I^{er}, le père de la belle-mère de l'auteur, qu'il avait été nommé par Romain II (959—963) « dux », stratège d'Hellas, « après de longs services », et qu'il résidait à Larissa. Le même Romain II fit de lui le « domestikos » à vie des excubites du thème « Hellas ». En 980 cependant, Basile II lui retire le commandement des excubites pour le donner au prince Pierre venu d'Occident. Il est vrai qu'il essaye de se justifier, instituant pour la circonstance un commandement sur les Vlaques d'Hellas, qu'il lui confiera. Mais, au cours de la même année ou de l'année suivante, il le destitue aussi de ses fonctions de stratège, nommant à sa place Kekaumenos I^{er}. A cette époque — même s'il avait été nommé « dux » d'Hellas très jeune, à 30 ans par exemple — Nikoulitzas I^{er} était déjà un homme mûr, ayant dépassé la cinquantaine, et qui avait une fille déjà mariée ou fiancée à Kekaume-

¹ LN 56₂₄—30.

nos II. S'il n'avait pas embrassé jusque-là la cause du tzar Samuel, la double déposition dont Basile II le frappa dut toucher d'une manière sensible cet homme habitué aux hautes dignités. C'est sans doute à cette susceptibilité que l'auteur fait allusion dans le passage 95₄—97₂₇ du LN, où il recommande instamment à l'empereur de ne pas accorder de haute dignité aux étrangers, puisque ceux-ci ne l'ont servi, même dans les bons vieux temps, que pour le logis et l'entretien : qu'il ne traite donc pas ses sujets byzantins de vauriens. Mais il est possible que Nikoulitzas I^{er} se soit déjà rangé plus tôt du côté des Bulgares et que Basile II l'ait destitué de ses hautes fonctions militaires — en le nommant commandant des Vlaques d' Hellas, simple dignité qui ne laissait aucune force armée dans ses mains — justement à cause de ses propensions, qui étaient doublement dangereuses dans un Hellas menacé par Samuel. De toutes façons, la manière dont Samuel traita la famille de Nikoulitzas, et celle dont la famille servit l'Empire, montrent nettement qu'à cette époque, la loyauté des Nikoulitzas était devenue chancelante, à tel point qu'ils finirent par se ranger du côté bulgare. Schlumberger¹ accuse ouvertement Nikoulitzas de trahison, tandis que Murnu² suppose l'existence d'un accord conclu entre Nikoulitzas et Samuel. Mais nos sources sont insuffisantes même à prouver le fait que Nikoulitzas I^{er} vit la chute de Larissa en 986, car on ne rencontre plus dans les livres de Kekaumenos l'expression « mon grand-père Nikoulitzas ». Il est certain toutefois qu'en 986 Samuel occupa Larissa, et que la famille Nikoulitzas, y compris le fils, vécurent encore un certain temps dans la ville. En effet, dans le passage 65₁₀ du STR, l'auteur met son fils en garde contre le sort que subirent jadis à Larissa les parents de Nikoulitzas III.³ Quant au héros principal, qu'il nomme tout simplement Nikoulitzas, c'est le Nikoulitzas de Larissa et celui de la rébellion de 1066. Ainsi le père (γονεύς) de ce dernier, Nikoulitzas II, se trouvait, quoique très jeune encore, dans Larissa

¹ *Op. cit.*, II, p. 222 et 395.

² *Op. cit.*, p. 44.

³ οἱ γόνεις τοῦ Νικουλιτζᾶ εἰς Λάρισσαν.

assiégée. Vers la fin du siècle, les habitants de Larissa eurent encore beaucoup à souffrir de la famine, car le stratège byzantin qui avait succédé à Kekaumenos I^{er}, avait négligé de réunir une quantité suffisante de vivres. Lorsqu'en 986 le tzar Samuel eut réduit par la faim les habitants de Larissa, « il les asservit tous à l'exception des Nikoulitzas : eux seuls purent quitter Larissa librement et émigrer en Bulgarie, sans avoir été molestés et autorisés à emporter toute leur fortune. »¹ Si Nikoulitzas I^{er} avait encore vécu à cette époque, l'auteur l'aurait appelé son grand-père d'une façon claire et nette et ne se serait pas servi d'expressions vagues comme « les parents de Nikoulitzas », « la famille de Nikoulitzas », ce dernier nom désignant Nikoulitzas III. Il en est de même pour les événements suivants dont le héros, encore un Nikoulitzas, fit preuve d'une force, d'une ténacité et d'une endurance si juvéniles qu'il ne peut être question du Nikoulitzas qui était stratège entre 963 et 981, en récompense de ses longs services. Ces événements se rapportent donc à Nikoulitzas II.²

Nous avons vu plus haut que, suivant le récit de Skylitzes et de Zonaras, la forteresse de Servia était défendue contre Basile II, aux environs de 1000 à 1003, par un officier de Samuel nommé Nikolitzas. Après la chute de la forteresse, celui-ci embrassa en apparence le parti de l'empereur qui lui conféra le titre de « patrikios » ; mais peu après, il s'échappa de Byzance pour aller trouver Samuel et prendre part au siège de Larissa par les Bulgares. L'assaut ayant été repoussé, il tomba, pendant la retraite, dans une embuscade dressée par les Byzantins et fut emprisonné à Byzance. Il est difficile d'imaginer de la part de Nikoulitzas I^{er}, qui était alors un vieillard plus que septuagénaire, pareille souplesse et pareille énergie. L'histoire d'ailleurs n'est pas finie : Nikolitzas était, paraît-il, mal gardé dans sa prison, car

¹ STR 66₆₋₉.

² Sur ce point, G. Buckler (*op. cit.*, pp. 12—3) et G. Murnu (*op. cit.*, pp. 45—8) sont tombés d'accord, tandis que Vasiljevskij tenait Nikoulitzas I^{er} même pour le héros des deux événements suivants (*éd. cit.*, introduction, pp. 7—8). Son opinion concorde — à une légère différence près — avec celle de V. N. Zlatarski (*op. cit.*, I/2, p. 718, 744 et 777).

il s'échappa une seconde fois de Byzance et, après la mort d'Ivan Vladislav, dernier tzar d'Okhrida, son nom réapparaît dans l'histoire, en 1018—19, comme celui d'un des chefs du parti bulgare de la résistance nationale. Lorsque, après la victoire du parti des soumis, tous les voïvodes eurent déjà fait leur soumission à l'empereur, Nikolitzas continua la lutte contre Basile II. Il se retira avec une poignée d'hommes dans la contrée montagneuse du Grammos (?). Encerclé par les troupes impériales, il perdit un à un ses hommes, capturés ou séduits. S'apercevant enfin de l'inutilité de la résistance, il se rendit la nuit au camp byzantin pour se soumettre à l'empereur. Mais Basile II se refusa à revoir le « patrikios » infidèle et le fit conduire à Thessalonique, où on l'enferma de nouveau.¹ Ceux qui persistent à croire que même ces événements se rapportent à Nikolitzas I^{er}, oublient qu'il était âgé à cette époque d'au moins 90 ans. Il est donc raisonnable de rapporter tout le récit de Skylitzes et de Zonaras à Nikoulitzas II, fils de Nikoulitzas I^{er}, qui fut élevé — après la chute de Larissa et l'établissement des Nikoulitzas en Bulgarie — à la cour du tzar Samuel, et devint un loyal Bulgare. Nikoulitzas II dut terminer sa vie dans les prisons de Thessalonique, car nos sources ne parlent plus de lui.

Son fils Nikoulitzas III, « protospatharios », fut le héros infortuné de la révolte vlaque d'Hellas. Sur sa carrière, nous reviendrons à l'occasion de la mise en valeur historique des données vlaques fournies par le STR. Donnons-en cependant dès maintenant un résumé. Nikoulitzas III porte tantôt le surnom de « Larissien »², tantôt celui de « Delphinus »³. Le premier surnom s'explique facilement, puisque les sources parlent de la famille Nikoulitzas comme d'une famille de grands propriétaires thessaliens, dont les domaines s'étendaient aux alentours de Larissa. Quant au surnom « Delphinus », il peut être interprété de deux manières : selon Vasiljevskij,⁴ c'était le nom de famille de la mère de Nikoulitzas III, que celle-ci laissa à ses enfants ; selon

¹ Skylitzes, *éd. cit.*, p. 474₆₋₁₃.

² *Λαρισσιαιος* : STR 66₁₉.

³ *Δελφινός* : STR 68₁₈.

⁴ Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, p. 8.

G. Buckler,¹ c'était un attribut, dérivé du nom de la localité où Nikoulitzas avait un domaine. Quoi qu'il en soit, il y a relation entre le surnom et le « Delphinus » dont Alexis I^{er} Comnène traversa les jardins (situés aux environs de Trikala), lors de son voyage de Trikala à Larissa.² Nikoulitzas III avait, en 1066, deux frères et quatre enfants en vie : nous ne connaissons que les noms de ses frères (Théodore, Demetrios) et de ses deux fils (Grégoire et Pancrace), tandis que ceux de ses filles sont inconnus. De l'échec de la révolte, fin 1066, jusqu'à l'avènement de Romain IV Diogène en 1068, Nikoulitzas III demeura enfermé dans les prisons de la ville d'Amaseia dans l'Armeniakon. En 1068, il regagna Larissa où il vécut retiré dans ses terres jusqu'à l'avènement de Michel VII, en 1071. Dès les premiers mois de son règne, le nouveau monarque le nomma à une haute dignité dans la marine de guerre. Au cours de la même année, il éleva son fils Grégoire (Gregorios, Gregoras, qui n'était en 1068, date de l'avènement de Romain Diogène, que simple « spatharokandidatos », au rang de « protospatharios » et augmenta en même temps les appointements de Pancrace. Voilà tout ce que nous savons sur le troisième des Nikoulitzas dont l'auteur dit être parent par alliance.³ Étant donné que la notion de « συμπτέθερος » pouvait signifier à Byzance n'importe quel rapport familial créé par un mariage, nous pourrions lui donner le sens de « compère », puisque Nikoulitzas III était le parent de l'auteur. Cependant, quoiqu'ils n'aient pas été consanguins, l'auteur montre un tel intérêt et une partialité si marquée à l'égard de la famille Nikoulitzas (sur laquelle il était toujours fort bien informé), qu'on est fondé à prendre ledit « συμπτέθερος » à la lettre et à supposer qu'entre les enfants de Kekaumenos III et de Nikoulitzas III un mariage a été conclu. Comme l'auteur, à notre connaissance, n'avait pas de fille, mais trois fils pour le moins, il faut croire que c'est l'un des fils de Kekaumenos III, vraisem-

¹ G. Buckler, *op. cit.*, p. 13.

² *Annae Comnenae porphyrogenitae Alexias* ex rec. A. Reifferscheidii. Lipsiae, 1884. I, p. 169₂₈.

³ ὁ συμπτέθερός μου : STR 71₁₈₋₁₉.

blement l'airé, auquel sont adressés les conseils du STR, qui se maria ou se fiança à l'une des filles de Nikoulitzas III.

LA PERSONNE DE L'AUTEUR

Il ne reste plus qu'à rassembler les différentes données qui pourront servir de point d'appui pour établir la vie de Kekaumenos III, l'auteur des deux ouvrages. L'auteur fait deux fois allusion¹ à la tragédie du détronement et de l'aveuglement de Michel V, le Calaphate, dont il fut témoin. Cet événement eut lieu à Constantinople en 1042. Une autre donnée que nous pouvons également situer dans le temps est l'histoire rapportée par l'auteur au chapitre 97₁₋₂₇ du LN. Nous y apprenons qu'en 1040 une rébellion éclata en Bulgarie sous la conduite de Delianos, et que l'auteur combattit pour l'intégrité de l'Empire aux côtés du prince varègue Harald Haardrade, futur roi de Norvège, qui était alors au service de Byzance. Nous savons aussi (STR 60₁₀₋₂₀) qu'il connaissait personnellement l'évêque Jean de Larissa, du temps où l'auteur exerçait à Hellas des fonctions officielles.² Quand l'auteur exerça-t-il ces fonctions à Hellas, et quelles furent ces fonctions? — On a été incapable jusqu'à ce jour de trouver la réponse à ces questions.

En ce qui concerne la date exacte à laquelle furent écrits les deux ouvrages, nous ne savons rien de précis. Le STR parle en un endroit de l'empereur Romain Diogène comme d'un monarque décédé (*μακαρίτης*: STR 72₂₆₋₂₇). Étant donné que l'empereur mourut en 1071, il est certain que cette partie du moins du STR fut écrite après 1071. Du fait que le dernier empereur mentionné dans l'ouvrage, Michel VII, le Parapinace (1071—1078) n'y figure pas comme «*μακαρίτης*», mais comme «*εὐσεβέστατος*» (STR 73₂₅), certains concluent que le STR fut écrit de son vivant, c'est-à-dire avant 1078. Mais cet argument n'est pas péremptoire, car un des prédécesseurs de l'empereur, Constantin IX, dit Monomaque, est cité également — en deux endroits même (STR 18₁₃,

¹ STR 59₇₋₈ et LN 100₁₃₋₁₆.

² *ἔξουσιάζοντός μου τότε εἰς τὰ μέρη τῆς Ἑλλάδος.*

22₂₇) comme «*εὐσεβέστατος*» et non comme «*μακαρίτης*», terme employé en parlant des empereurs décédés.¹ Or, il existe dans nos textes un point d'appui que personne n'avait encore remarqué : Ioannes Xiphilinos, patriarche de Constantinople entre 1064 et 1075, est cité comme un pontife déjà décédé (STR 72₁₃₋₁₄), ce qui prouve que le STR est d'une date postérieure à 1075. Peut-être a-t-il été écrit avant 1078, mais plus vraisemblablement beaucoup plus tard, sous le règne d'Alexis I^{er} Comnène. Quant à la date du LN, nous pouvons nous appuyer sur cette donnée du texte (95₈) qui parle d'un mercenaire venu d'Angleterre pour entrer au service de Byzance. Etant donné qu'il n'est fait mention nulle part de mercenaires anglais sauf dans les colonnes des «*ἐθνικοί*» de l'armée byzantine, parues en 1081, on est en droit de supposer que le LN fut rédigé, en 1081 ou au cours des années suivantes, à l'intention de l'empereur Alexis I^{er} Comnène, qui venait de monter sur le trône.² Si notre supposition que Kekaumenos III naquit peu après 1018 est reconnue exacte, l'auteur devait avoir de 57 à 63 ans au moment où il écrivait ses ouvrages. Sa conception de la vie, conception mûrie par une longue expérience, comme en témoignent ses deux ouvrages, est bien celle d'un homme de cet âge. Sur l'auteur et sur la date de ses ouvrages, voilà ce que nous pouvons dire en toute prudence, et après examen de la bibliographie qui s'y rapporte. Comme résumé de nos constatations, nous avons dressé ici l'arbre généalogique de l'auteur :

¹ Cf. Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, p. 7 ; G. Buckler, *op. cit.*, p. 10 ; Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica I. Die byzantinischen Quellen der Geschichte der Türkvölker*, Budapest, 1942, p. 201.

² Cf. Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, pp. 8—9 ; A. Vasiliev, *The Anglo-Saxon Immigration to Byzantium* : Annales de l'Institut Kondakov 9 (1937), p. 58 ss. ; Gy. Moravcsik, *op. cit.*, p. 112.

Kekaumenos I^{er}
toparque arménien de Tibion ; stra-
tège du thème « Hellas » de 980
à 983, réside à Larissa ; en 986,
à Byzance.

Nikoulitzas I^{er}
« dux » d'Hellas et « do-
mestikos » des excubites de
963 à 980, archonte des
Vlaques d'Hellas en 980.

Fille de K. I^{er}
mariée à Maios

Kekaumenos II :
1^{ère} femme :
2^{ème} femme : fille
de Demetrios Po-
lemarchios, vers
1018.

Fille de Nikoulitzas II
N. I^{ère} marié à une fille
de la famille Del-
phinas (?) ; défenseur
bulgare de Servia entre
1000/3 ; « patrikios » ;
lutte jusqu'en 1018 du
côté bulgare ; mort à
Thessalonique.

Ioannes Maios
« protospatha-
rios »
et stratège.

Kekaumenos III,
notre auteur. Com-
bat contre la Bul-
garie en 1040 ; en
1042, vit à By-
zance. Fonction-
naire à Hellas.
Ecrit entre 1075
et 1081.

Nikoulitzas Théo- Deme-
III « Del- dore trios
phinias » de
Larissa, « proto-
spatharios »,
commandant des
Vlaques d'Hel-
las en 1066. Em-
prisonné à Ama-
seia de 1066.
Regagne Larissa
en 1068. Officier
de la marine en
1071.

1^{er} 2^{ème} 3^{ème}
Fils Fils Fils
marié à : 1^{er} fille
de N. III.

1^{ère} 2^{ème} Grégoire Pancrace
Fille « spatha- fonction-
rokandi- naire.
datos »,
« protos-
patharios »
à partir
de 1068.

Certains savants sont allés jusqu'à identifier Ke-
kaumenos III avec un des nombreux Kekaumenos dont
il est fait mention dans les autres sources byzantines.
La plupart ont pensé au célèbre Katakalon Kekaumenos,
qui vécut au XI^e siècle.

Voici les étapes les plus importantes de sa brillante carrière :¹ il est né dans le département de Koloneia, en Arménie. En 1038, il conduit en Sicile la division du thème « Armeniakon », sous le haut commandement de Maniakes, en 1040 il défend la ville de Messina avec grand succès. En avril 1042, il défend à Constantinople l'empereur Michel V, le Calaphate, contre la population révoltée. En 1043, il gouverne en qualité de « vestès » le Paristrion et inflige coup sur coup deux défaites aux Russes qui s'étaient aventurés sur le territoire de l'Empire. En 1045, il est nommé « dux » d'Ibérie et commandant d'Ani. En 1047, il défend à Constantinople Constantin IX contre l'insurrection de Léon Tornikes ; puis, de retour en Asie, triomphe par deux fois des Seldjoukides. En 1049, l'empereur le charge d'une expédition contre les Petchénègues et le nomme commandant des troupes d'Orient. En 1050, alors que Nikephoros Rhaiktor ajournait constamment l'assaut décisif contre les Petchénègues, Katakalon, grièvement blessé dans une bataille perdue, ne dut son salut qu'aux soins d'un guerrier ennemi. Il resta vraisemblablement le captif des Petchénègues jusqu'à la conclusion de la paix en 1053. En 1056, il remplit les fonctions de « magistros » et de « dux » d'Antioche ; mais Michel VI, le Stratiotique, le destitue de son poste qu'il confie à un de ses propres cousins. En 1057, n'ayant pas reçu le rang de « proedros », avec plusieurs notables byzantins il trame un complot contre l'empereur. Les conspirateurs le désignent comme successeur de Michel, mais il cède le trône à Isaac Comnène. Son nom ne réapparaît qu'en 1094, à l'occasion de la conspiration de Diogène contre Alexis I^{er} Comnène ; pour participation au complot, il est jeté en prison et condamné à être privé de la vue. Bănescu suppose que de 1057 à 1094, il a vécu retiré.

Tout d'abord, à la suite de Vasiljevskij, la plupart des savants ont cherché à placer Katakalon Kekaumenos dans la famille de l'auteur. D'après Vasiljevskij, seules les données allant de 1041 à 1057 se rapportent à Katakalon ; aussi fut-il tenté de l'identifier avec Kekaumenos II.² Mais il rejeta cette hypothèse, en se disant que l'auteur n'aurait pas passé sous silence les glorieux exploits de son père, et cela d'autant moins que les faits d'armes de Katakalon étaient particulièrement aptes à éclairer ses conseils militaires. Selon Vasiljevskij, Katakalon Kekaumenos était tout au plus un parent éloigné de l'auteur. Schlum-

¹ Puisant aux sources byzantines, plus particulièrement aux données de Skylitzes, N. Bănescu esquissa une étude réussie sur sa carrière : *Un duc byzantin du XI^e siècle : Katakalon Kekaumenos* : Académie Roumaine. Bulletin de la section historique 11 (1924), pp. 25—36.

² *Ed. cit.*, introduction, p. 6.

berger¹ rejette catégoriquement toute parenté, même éloignée. N. Bănescu,² qui pensa même pouvoir affirmer l'identification avec Kekaumenos I^{er}, aboutit au même résultat négatif. Le premier savant qui tenta d'identifier Katakalon avec notre auteur, C. Neumann,³ se vit contraint de rejeter cette hypothèse même avant toute étude approfondie. Tout dernièrement, G. Buckler s'efforça à son tour, dans une étude minutieuse,⁴ de démontrer la légitimité de cette identification. Se plaçant, avec une imagination fort ingénieuse, dans le rôle et la façon de penser de Katakalon, il tire de nos deux sources quantité de subtils détails qui rendraient probable la concordance des données concernant les carrières de Kekaumenos III et de Katakalon, l'accord des lieux et des personnes apparaissant d'une part dans le STR et le LN, d'autre part, dans la vie du célèbre duc byzantin, l'identité enfin des sentiments et des idées caractéristiques de notre auteur avec la conception générale de Katakalon, si elles avaient, pour les appuyer, un seul argument convaincant. Car le grand défaut de cette subtile démonstration, fondée sur la multitude des détails, est de ne pouvoir tirer des données actuellement connues aucun argument péremptoire qui nous contraigne à reconnaître la justesse d'une telle identification. N. Bănescu⁵ tenta de réfuter les arguments de G. Buckler. Mais il ne put apporter qu'un seul argument pour démontrer l'impossibilité d'identifier Kekaumenos III avec Katakalon. Selon lui, c'est par erreur que l'auteur désigne Konstantinos Rhaïktor comme le commandant des troupes byzantines dans la bataille de Diakéné, celle-ci ayant été livrée aux Petchénègues — comme le prouve Skylitzes — par Nikephoros Rhaïktor. Or, toujours selon Bănescu, Katakalon, qui avait pris part à la bataille, ne pouvait tomber dans pareille erreur. Notre auteur ne pouvait donc être identique avec Katakalon. G. Buckler⁶ tenta de réfuter sur-le-champ ce contre-argument, en s'efforçant de prouver que l'auteur avait rendu compte non de la bataille de Diakéné, mais de la bataille de Diambolis, qui fut livrée effectivement par Konstantinos Rhaïktor aux Petchénègues. En réalité, il n'y a que P. Orgels⁷ qui réussit à rejeter le contre-argument de Bănescu que l'on avait cru décisif. P. Orgels démontra en

¹ *Op. cit.*, I, p. 626.

² *Op. cit.*, pp. 26—9.

³ *Die Weltstellung des byzantinischen Reiches vor den Kreuzzügen*. Leipzig, 1894, p. 47, note n° 2.

⁴ *Op. cit.*, pp. 15—26.

⁵ *A propos de Kekaumenos: Byzantion* 13 (1938), pp. 129—38.

⁶ *Can Cecaumenus be the author of the Strategikon? Byzantion* 13 (1938), pp. 139—41.

⁷ *Kekaumenos et la guerre petchénègue: Byzantion* 13 (1938), pp. 402—408.

effet, après avoir éclairé, à la lumière des sources orientales, la chronologie de l'époque, que l'auteur parle effectivement de la bataille de Diambolis et qu'ainsi il ne s'est pas trompé sur la personne du commandant byzantin.

La question en est actuellement à ce point que l'identification de Kekaumenos III avec Katakalon Kekau-
menos n'est pas impossible. Au sujet des arguments de G. Buckler, c'est tout juste si nous pouvons dire qu'il réussit à démontrer la simple possibilité de cette identification. Mais contre celle-ci plaident deux arguments de poids, primo : le nom de Katakalon ne figure nulle part sur l'arbre généalogique dressé d'après les données du STR et du LN, secundo : l'auteur ne relate point les hauts faits de guerre de Katakalon, quoiqu'ils soient exceptionnellement aptes à illustrer ses conseils stratégiques. Ainsi nos connaissances actuelles ne nous permettent pas d'identifier l'auteur avec Katakalon Kekau-
menos. On est donc contraint, en ce qui concerne l'emploi des deux sources pour éclairer la personne de l'auteur, à ne s'appuyer que sur des faits prudemment analysés, comme ceux qui nous ont servi de base pour dresser l'arbre généalogique de Kekaumenos III.

Une fois les questions fondamentales éclaircies, nous pouvons passer à l'utilisation de nos données sur l'histoire des Roumains. A cet effet, nous rassemblerons d'abord toutes les données du STR et du LN se rapportant aux territoires occupés par les Vlaques au cours des X^e et XI^e siècles ainsi que les indications relatives à leur manière de vivre, à leur situation sociale et économique ou à leur histoire extérieure. Cela fait, nous passerons à la mise en valeur des traces « préhistoriques » des Vlaques. Nous examinerons dans quelle mesure les données de nos deux ouvrages sont conformes à l'aspect général du peuple vlaque aux X^e et XI^e siècles tel qu'il est présenté par les autres sources. Finalement, nous vérifierons les sources où l'auteur puise ses données vlaques, afin d'établir les limites en deçà desquelles elles pourront être considérées comme authentiques. La condition préalable de cet examen sera de résumer tout ce que les autres sources contemporaines rapportent sur l'histoire des Vlaques aux dixième et onzième siècles.

LES VLAQUES AUX DIXIÈME ET ONZIÈME SIÈCLES

La première apparition bien établie des Vlaques est reliée à un événement qui peut être placé en 976.¹ L'histoire byzantine de Ioannes Skylitzes (mort après 1092) rapporte qu'un des frères du tzar bulgare Samuel avait été assassiné « entre Kastoria, Prespa et le lieu nommé « Beaux-Chênes » par certains charretiers vlaques. »² Cet événement, ainsi que les Vlaques qui y participèrent, doivent être placés dans la partie sud du thème byzantin « Bulgaria », qui s'étendait entre les lacs Kastoria et Prespa (d'où le nom des localités), dans la région du cours supérieur de la Vistritsa, qui prend sa source dans la planina-Nerečka. L'expression « charretiers vlaques » (= *Βλάχοι ὀδίται*) est expliquée par une analogie avec ce que nous voyons en Serbie deux siècles plus tard. Les *kjelators* (~ *călător* dans le roumain d'aujourd'hui = 'voyageur's, en grec : « ὀδίται ») qui figurent vers la fin du XII^e siècle dans les chartes des monarques serbes, étaient des pâtres nomades et des rouliers. C'est à un groupe de Vlaques de la sorte que doit être rapporté le récit de Skylitzes.³

¹ Dans cette récapitulation, il n'a été fait usage que de sources historiques reconnues authentiques. On a écarté d'avance des sources comme la chronique « Nestor », dont les données ne se rapportent pas aux Vlaques (Cf. l'article de Šachmatov paru dans le n° 54, 31 (1918) de l'Известия таврической ученой архивной комиссии, pp. 235—240) ainsi que les *Gesta Hungarorum* d'Anonymus, qui confondent la situation de 1200 avec l'histoire du IX^e siècle.

² *Georgius Cedrenus Ioannis Skylitzae ope ab I. Bekkero suppletus et emendatus* II. Bonnae, 1839, p. 436¹⁴⁻¹⁵ : ... ἀναγορευθεὶς μέσον Καστορίας καὶ Πρέσπας καὶ τὰς λεγομένας Καλάς δρυὸς παρὰ τινῶν Βλαχῶν ὀδιτῶν ... On attribue souvent à tort cette indication à Georgios Kedrenos.

³ Cf. N. Iorga, *Notele unui istoric cu privire la evenimentele din Balcani* : Analele Academiei Române. Memoriile Secțiunii Istorice 35 (1913), p. 133 ; du même : *Geschichte des rumänischen Volkes im Rahmen seiner Staatsbildungen* I. Gotha, 1905, p. 93 ; du même : *Histoire des Roumains de la péninsule des Balkans* (Albanie, Macédoine, Épire, Thessalie, etc.), Bucarest, 1919, pp. 7—8 ; du même : *Histoire des Roumains et de la romanité orientale* III. Paris, 1937, p. 8 ; G. Murnu, *op. cit.*, pp. 8—14 ; Cf. L. Makkai : *Balkáni és magyar elemek a magyarországi román társadalomfejlődésben* (Éléments balcaniques et hongrois dans l'évolution sociale des Roumains de Hongrie). Hitel I (1940—41), pp. 149 et 157—8.

Après la soumission définitive de la Bulgarie, Basile II détermina de nouveau, en 1020, dans un « sigillion », les territoires qui étaient soumis à l'autorité ecclésiastique de l'archevêque d'Okhrida. Après avoir énuméré les différents diocèses qui étaient placés sous la juridiction du pontife bulgare, l'empereur ajoute, pour plus de sûreté : « Nous ordonnons que son pouvoir et son autorité s'étendent de même sur tous les évêchés que l'on aurait omis d'énumérer et qui se trouvent également à l'intérieur des frontières bulgares... et qu'il perçoive le denier du culte de chacun d'eux, de même que des Vlaques qui vivent répandus dans toute la Bulgarie, et des Turcs des environs de la Vardar qui se trouvent en deçà des frontières bulgares... »¹ La localisation de cette donnée est relativement difficile, car le « sigillion » place sous l'autorité de l'archevêque d'Ochride tout le territoire qui composait jadis l'empire des tzars Pierre et Samuel. Les frontières de cet immense territoire sont : à l'ouest, la ligne Drina—Adria ; au sud, la ligne Janina—Larissa ; au nord, le Danube ; à l'est, la côte de la mer Noire entre les Bouches du Danube et Varna, laquelle se détourne sur la ligne des Balkans, et continue la frontière méridionale pour aboutir à l'ancienne frontière bulgare qui vire vers Salonique. Si nous prenons à la lettre les données de la charte, il est impossible de localiser de plus près les Vlaques de Bulgarie. Mais il y a une autre possibilité d'interprétation plus proche — vraisemblablement — de la situation effective. N. Bănescu démontre en effet² que « Βουλγαρία » ne désignait chez les Byzantins que telle partie de cet immense territoire, où s'était constitué, à la suite des conquêtes de Basile II, le thème nommé « Bulgaria ».

¹ Éd. de H. Gelzer, BZ. 2 (1893), p. 46₆₋₂₃. Cf. F. Dölger, *Regesten der Kaiserurkunden des oströmischen Reiches*. 1. Teil, München u. Berlin, 1924, p. 104 : n° 807.

² N. Bănescu, *Changements politiques dans les Balkans après la conquête de l'Empire bulgare de Samuel (1018)*. *Nouveaux duchés byzantins : Bulgarie et Paristrion* : Académie Roumaine, Bulletin de la section historique 10 (1923), pp. 49—57. Cf. aussi N. Iorga, *Histoire des Roumains et de la romanité orientale* III, p. 77 et G. Murnu, *op. cit.*, pp. 50—2, qui avaient déjà pensé à rapporter cette donnée aux Vlaques de la Thessalie et de la Thrace.

Celui-ci était délimité au nord par le thème « Belgrade—Sirmion » ; au nord-est par le thème « Paristrion » (qui s'étendait entre le Danube et la chaîne des Balkans) ; à l'est par le thème « Makedonia » ; au sud-est par le thème de Thessalonique ; au sud-ouest par le thème « Nikopolis » ; à l'ouest, enfin, par le thème « Illyricon » ou « Dyrrhachion ». Le « dux » de toute la Bulgarie (δοῦξ πάσης Βουλγαρίας) résidait à Skoplje et avait sous ses ordres les stratèges de Stroumitza, Prilep, Prizren, Okhrida, Kastoria, Štip, Niš et Serdika. C'est dans la partie sud-ouest de ce territoire très étendu — là où déjà Skylitzes les situa — que nous devons nous représenter les Vlaques mentionnés dans le « sigillion ». L'incertitude qui règne sur le lieu de leur demeure (« les Vlaques qui vivent répandus dans toute la Bulgarie ») et le fait qu'ils ne dépendaient d'aucun diocèse, témoignent également qu'ils menaient la vie des pâtres nomades. Ils sont les premiers à payer le « kanonikon », nouvel impôt que jusque-là on ne percevait pas des laïcs. A en croire certaines analogies de l'époque et d'autres qui sont de dates postérieures, les Vlaques étaient frappés de l'impôt sur la famille (καπνικόν) et de la dîme sur les animaux nommée « δεκατεία » qui était due pour les ovidés et les porcs.¹

D'après une donnée des Annales de Bari, une troupe de Vlaques prit part dans l'armée byzantine de Basile II à la campagne de Sicile, en 1025. Du point de vue géographique, cette donnée laisse tout juste supposer que les Vlaques en question habitaient le territoire de l'Empire Byzantin, c'est-à-dire la péninsule des Balkans. C'est d'ailleurs la première allusion faite aux obligations militaires des Vlaques, allusion qui se répétera par la suite à plusieurs reprises.² Anne Com-

¹ D. A. Xanalatos, *Beiträge zur Wirtschafts- und Sozialgeschichte Makedoniens im Mittelalter, hauptsächlich auf Grund der Briefe des Erzbischofs von Achrida* (dissertation), München, 1937, p. 38 et 41—2.

² MGH. V, p. 53 : ... hoc anno descendit ... in Italiam cum exercitu magno i. e. Russorum, Guandalorum, Turcorum, Burgarorum, Vlachorum, Macedonum aliorumque ut caperet Siciliam. Cf. G. Murnu, *op. cit.*, pp. 52—3, N. Iorga, *op. cit.*, III, p. 78 ; C. C. Giurescu, *Istoria Românilor* I. București, 1935, p. 290.

nène rapporte que son père, partant, en 1083, pour la guerre contre Bohémond, longea sur son chemin les murs de Larissa, franchit le mont Kellia dans le voisinage, puis, laissant la grand route à sa droite, franchit une autre montagne nommée Kissavo, pour atteindre, à proximité d'Androneia, un village vlaque du nom d'Ezeva. De là, il se rendit à Plavitza, où il établit son camp sur le bord du fleuve. Continuant sa route, il traversa les jardins de Delphinas et arriva à Trikala.¹ C'est donc sur la route de Trikala à Larissa, qui coupe la partie de l'ancienne Thessalie appartenant au thème « Hellas », non loin des domaines de la famille Delphinas (= Nikoulitzas), que nous rencontrons un établissement vlaque. Anne Comnène rapporte plus loin qu'au début du printemps de 1091, Alexis Comnène donna l'ordre à son « kaisar » Nikephoros Melissenos de recruter des soldats et de « rassembler le plus grand nombre possible de recrues parmi les Bulgares ainsi que parmi ceux qui choisirent la vie nomade (et que la langue populaire désigne sous le nom de Vlaques) ».² Cette fois encore, il s'agit de Vlaques menant la vie nomade des pâtres. Établir le lieu de leur demeure est chose difficile, car nous ne savons pas quels territoires étaient placés sous l'autorité de Nikephoros Melissenos. Étant donné que l'empereur avait désigné la ville d'Ainos (aux bouches de la Maritza) comme centre de regroupement des troupes, il est sans doute question des Vlaques du thème « Makedonia », qui couraient les chemins entre la vallée de la Maritza

¹ Anne Comnène, *éd. cit.*, I, p. 169₁₉₋₂₈. Cf. pour la topographie F. Chalandon, *Les Comnène. Études sur l'empire byzantin aux XI^e et XII^e siècles. I. Essai sur le règne d'Alexis I^{er} Comnène (1081—1118)*. Paris, 1900, p. 89. Le nom du village vlaque que N. Iorga voulait changer par force en Τζοβάν, pour le faire concorder avec le mot roumain *ciobanii* « pasteurs » (*op. cit.*, III, p. 79, note n° 2), a été analysé d'une façon rassurante par P. Mutafčiev, *Bulgares et Roumains dans l'histoire des pays danubiens*. Sofia, 1932, p. 245, note n° 1 et M. Vasmer, *Die Slaven in Griechenland*, Berlin, 1941, p. 216 qui le font dériver du slave. Le fleuve en question est vraisemblablement le Salambrias.

² *Éd. cit.*, II, p. 8₁₁₋₁₃. Cf. F. Dölger, *Regesten*, 2. Teil, p. 40, n° 1158.

et les Monts Balkaniques.¹ Une troisième fois, Anne Comnène fait mention des Vlaques en parlant de la campagne d'Alexis contre les Coumans en 1095. Un notable vlaque nommé Pudilos rapporte à l'empereur, qui campait près d'Anchialos, au pied du prolongement oriental des Monts Balkaniques, que les Coumans viennent de passer le Danube.² En même temps, les Vlaques leur montrent les sentiers de montagnes par lesquels ils peuvent traverser les passes des Monts Balkaniques sans se heurter aux sentinelles byzantines.³ Le théâtre des événements prouve clairement dans les deux cas qu'il s'agit des Vlaques des Monts Balkaniques.⁴

Voilà — en quelques pages — tout ce que nous saurions par les sources écrites de l'histoire des Vlaques aux X^e et XI^e siècles, si nous n'avions à notre disposition les deux ouvrages de Kekaumenos. Trois territoires se dégagent clairement de ces données, sur chacun desquels les Vlaques vécurent vraisemblablement en masses compactes : 1) La région montagneuse du sud-ouest du thème byzantin « Bulgaria » : le mont Grammos, la planina-Nerečka, peut-être aussi le mont Bistra et le massif du Šar-dag ; 2) Dans la partie septentrionale du thème « Hellas », la vallée du fleuve Salambrias et les montagnes environnantes (nous pensons notamment au Pinde et au mont Zigos) ; 3) La vallée supérieure du fleuve Maritza et les Monts Balkaniques. Les données fournies par les sources postérieures complètent naturellement cette image ; mais, pour l'instant, nous ne pouvons pas en tenir compte. En face de ces constatations, nous devons aligner les différentes données fournies par les passages vlaques des œuvres de Kekaumenos.

¹ C'est également le point de départ de F. Chalandon, *op. cit.*, I, p. 132, qui confond cependant plus loin les Vlaques avec les Turcs vardiarotes.

² *Éd. cit.*, II, p. 61²⁹⁻³¹.

³ *Éd. cit.*, II, p. 62²³⁻²⁹.

⁴ Cf. W. Tomaschek, *Zur Kunde der Hämus-Halbinsel*, Sitzungsber. d. phil.-hist. cl. der Kais. Akad. d. Wiss. 99 (1882), Wien, p. 484 ; F. Chalandon, *op. cit.*, I, p. 153 ; P. Mutafčiev, *op. cit.*, pp. 355—6.

Nous aurons vite fait de mettre en valeur le passage du LN du point de vue historique. Il apparaît clairement dans le texte que Basile II adressa à Nikoulitzas I^{er}, stratège du thème « Hellas » et commandant des troupes régulières qui y étaient stationnées, une lettre dans laquelle il lui annonce qu'il vient de nommer chef des troupes de l'« Hellas » un cousin du roi de France (ou d'Allemagne) entré à son service, mais qu'en revanche, il lui conférerait le titre d'archonte des Vlaques du même thème. Qu'apprenons-nous au sujet des Vlaques? D'abord qu'ils vivaient en grand nombre dans l'Hellas en 980. Par le thème « Hellas », nous devons comprendre à cette époque l'Attique, la Béotie, la Phocide, les deux Locrides et l'Ainis antique, ainsi que la majeure partie de la Thessalie, depuis les monts du Pinde jusqu'à la vallée de Tempé et l'île d'Eubée.¹ Le chef-lieu du thème était Larissa, à proximité de la frontière septentrionale. L'antique Acarnanie, l'Étolie et l'Épire ne faisaient plus partie du thème « Hellas », mais composaient sur sa frontière occidentale le thème « Nikopolis ». Les Vlaques du thème « Hellas » qui firent leur apparition en 980, doivent être cherchés sur le territoire délimité ci-dessus. L'examen de la situation de 1066 projettera ensuite une lumière plus vive sur l'endroit exact de leur demeure. Les Vlaques, peuple de pasteurs, s'étaient sans doute retirés dans les Monts du Pinde, qui constituent un prolongement de la chaîne de montagnes située au sud-ouest du thème « Bulgaria ». De cette même donnée nous pouvons déduire que l'établissement en masse des Vlaques dans le thème « Hellas » était déjà un fait accompli en 980, de sorte que leur immigration dut avoir lieu dans la première moitié du dixième siècle, ou vers la fin du neuvième. Du titre de « chef des Vlaques de l'Hellas », certains savants extrémistes ont déduit que les Vlaques de l'Hellas devaient jouir d'une sorte d'autonomie nationale qui se forma peut-être sous la domination bulgare et que les Byzantins auraient reconnue après la conquête de ces terri-

¹ Cf. Vasiljevskij, *éd. cit.*, introduction, p. 4; G. Muru, *op. cit.*, pp. 18—9.

toires.¹ Mais notre source démontre nettement que c'est Basile II qui créa ce titre, lorsqu'il destitua Nikoulitzas I^{er} successivement de ses importantes charges militaires : d'abord du commandement des troupes régulières de l'Hellas, ensuite du gouvernement du thème. Quel que fût le motif qui conduisit l'empereur à cette décision (le soupçon d'infidélité qu'il nourrissait contre Nikoulitzas ou le désir de voir la défense d'un thème menacé par les Bulgares entre des mains plus jeunes), il est certain que le poste d'archonte des Vlaques n'était qu'une sorte de compensation instituée *ad hoc* et d'autre part un titre *sine cura*. Il n'existe, en effet, aucune trace d'une unité autonome vlaque et même le titre d'archonte des Vlaques de l'Hellas n'aura qu'une existence éphémère, puisque Nikoulitzas III ne porte déjà plus ce titre en 1066 et figure tout simplement comme stratège de l'Hellas. Pareil titre ne réapparaîtra qu'au XIV^e siècle, lorsque Ioannes Kantakuzenos appellera Ioannes Angelos « chef des villes et des villages de Valachie ». ² Quant à ceux qui interprètent le titre de Nikoulitzas I^{er} comme un commandement militaire et supposent l'existence d'une division spéciale composée des Vlaques de l'Hellas, ³ ceux-là se sont engagés sur une fausse route. L'armée byzantine possédait en effet des divisions entières composées de mercenaires étrangers (*ἐθνικοί*) et placées sous des commandements spéciaux. Mais les Vlaques comptaient tout aussi peu que les Bulgares pour des « *ἐθνικοί* ». Vlaques et Bulgares, en tant que population autochtone du thème, étaient tenus de combattre dans l'armée régulière qui était recrutée sur place, comme nous l'avons vu en Macédoine à propos d'Alexis Comnène. L'armée du thème était toujours commandée par son stratège. S'il est vrai que les Vlaques paraissent à plusieurs reprises dans l'armée byzantine,

¹ G. Murnu, *op. cit.*, p. 18, 25 ; N. Bănescu, *Ein ethnographisches Problem am Unterlauf der Donau aus dem XI. Jahrhundert* ; Byzantion 6 (1931), p. 306.

² Éd. de Bonne, II, p. 320₂₋₃. Cf. F. Chalandon, *op. cit.*, I, p. 85, note n° 2, qui conclut des données du X^e et du XIV^e siècle, sans aucun fondement, que cette dignité existait au cours des siècles sans discontinuation aucune.

³ C'est également l'opinion de Schlumberger, *op. cit.*, I, p. 636.

c'est toujours en qualité d'éléments réguliers, recrutés dans leur thème en vertu du service militaire obligatoire, et non en tant que détachements indépendants d'« ἐθνικολί ».¹

Passant à la mise en valeur historique du passage du STR, relatif aux Vlaques, essayons d'abord de débrouiller la chronologie de la révolte de 1066, car celle-ci est extrêmement importante du point de vue de leur histoire extérieure. Le récit de la révolte commence ainsi : Nikoulitzas III, « protospatharios » et stratège du thème « Hellas » se rend à la cour de Constantinople pour faire un rapport à « feu l'empereur Ducas » sur la révolte qui se prépare dans son thème. L'empereur en question est certainement Constantin X Ducas (1059—1067) ; ainsi le « terminus ante quem » des préparatifs de la révolte est l'année 1067. Heureusement, le commencement des événements peut être daté avec l'exactitude nécessaire. En effet, l'empereur l'ayant empêché d'exposer les causes de la révolte, Nikoulitzas III harcèle « durant de nombreux jours » le substitut archiépiscopal Georgios Korinthios, afin d'amener celui-ci à s'entretenir de la révolte en tête à tête avec l'empereur. N'ayant reçu un mois durant que de vaines promesses et découragé par l'insuccès de ses démarches, il s'apprête déjà à repartir pour l'Hellas. C'est alors qu'une comète apparaît dans le ciel. (L'apparition de l'astre errant, dont Michael Attaleiates,² Skylitzes³ et Zonaras⁴ se souviennent de la même façon, doit être fixée au mois de mai 1066.) En même temps, des nouvelles arrivent à Constantinople sur les préparatifs de guerre de Robert Guiscard (qui eurent certainement lieu à cette époque, puisque Chalandon va jusqu'à supposer un rapport entre la politique agressive de Robert Guiscard et l'agitation vlaque dans l'Hellas.⁵ Nous verrons plus tard que le mécontentement des Vlaques doit être attribué à de tout autres motifs). A Byzance, Nikoulitzas observe la comète et entend, avec une

¹ G. Murnu prouve également que la thèse de Schlumberger est erronée, *op. cit.*, p. 18, note n° 1.

² Éd. de Bonne, pp. 91₁₇—92₂.

³ Éd. cit., p. 658₈₋₁₄.

⁴ Éd. cit., III, p. 680₅₋₁₀.

⁵ *Op. cit.*, I, pp. 60 et 85—6.

grande anxiété les nouvelles qui courent sur Guiscard. Aussitôt rentré à Larissa, il fait part à l'empereur de ses dernières observations sur les préparatifs de la révolte, dans un rapport écrit, auquel il ne reçoit aucune réponse. Les fils de la révolte menaient à Larissa, où les conjurés trouvaient un appui dans les Vlaques et les Trikaliens. Nikoulitzas, n'ayant pas une entière confiance en son armée et redoutant les reproches « charitables » que l'empereur ne manquerait pas de lui adresser, n'ose faire exécuter les principaux meneurs. Retiré dans sa maison, il se borne à faire observer, par des espions à sa solde, la suite des événements. D'autre part, les conspirateurs n'osent, eux non plus, attenter à sa vie, car ils craignent la force militaire du stratège. Finalement, deux de leurs délégués (Ioannes Gremianetes, « apoprothospatharios » qui — à en juger par son nom et sa fonction — était un Grec entré au service de Byzance, et Gregorios Bambakas, dont la nationalité est inconnue) viennent lui dévoiler leurs projets et tenter de le gagner à leur cause. Nikoulitzas fait semblant de se ranger de leur côté, mais avec la bonne intention d'arrêter, s'il en était temps encore, la rébellion ouverte. Le lieu de réunion des révoltés était la maison du Vlaque larissien Beriboos.¹

Lorsque les Vlaques apprennent le ralliement du stratège, ils veulent, dans leur grande joie, aller le trouver; mais Nikoulitzas, les devançant, paraît au milieu d'eux. Ils le saluent comme leur père, leur seigneur et le chef du complot, et lui jurent obéissance. Nikoulitzas avait élaboré un projet adroit pour apaiser les révoltés qui étaient occupés à deux travaux différents. Il allait non seulement les menacer de la colère de Dieu et de l'empereur, mais tirer de leur genre de vie un argument qu'il tournerait contre eux. Devant les agriculteurs, il argumente de la nécessité de moissonner dans le calme, ce que la révolte rendrait impossible. (Nous apprenons ici que les événements se passent en juin 1066.)

¹ L'usage de la langue observé chez notre auteur laisse penser au nominatif de « Βερυβόης », dans lequel nous reconnaissons le nom slave (du sud) de « Berivoj ». Cf. Skylitzes, *éd. cit.*, p. 484₁₂; N. Iorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*, I, p. 94; du même: *Histoire des Roumains* III, p. 11, 13. — (Beriboos est le premier Vlaque dont l'histoire a retenu le nom.)

Devant les Vlaques présents, il parle du danger qui les menacerait de la part des habitants demeurés fidèles, lesquels pilleraient leurs familles et leurs troupeaux dans les montagnes de la Bulgarie, si eux, dans l'Hellas, se livraient à la rébellion. Les Vlaques renoncent immédiatement à leur projet. Mais une fois Nikoulitzas parti, les Larisiens les excitent de nouveau, eux et les Bulgares, à la révolte, leur insinuant qu'il y avait lieu de se méfier de Nikoulitzas, qui pouvait maintenant les trahir et attirer sur eux la colère de l'empereur. La foule des révoltés voulant déjà recourir aux grands moyens pour l'intimider, Nikoulitzas accepte apparemment de se mettre à leur tête et ne songe plus qu'à deux choses : gagner du temps et épargner la population de Larissa et des environs. C'est pourquoi, suivi des révoltés, il se rend d'abord sous les murs de Pharsale, puis se retire vers le nord-ouest, dans la direction du fleuve Pleres, où il accroît ses troupes de nouveaux éléments recrutés parmi les Vlaques et les Bulgares de la région. A un détachement il donne l'ordre de démanteler la forteresse de Kitros. Pour plus de sûreté, il adresse une nouvelle lettre à l'empereur, lui annonçant que la révolte a éclaté et que les révoltés l'ont placé à leur tête, mais que ce fait est favorable à ses projets, puisqu'il lui donne les moyens d'apaiser les rebelles, si l'empereur consent à annuler les augmentations d'impôts. Mais la réponse de l'empereur, qui accordait enfin la remise des impôts et une amnistie générale, arrive trop tard. Nikoulitzas, s'étant dirigé vers le nord, a vite fait d'encercler Servia. Il n'a pas l'intention d'assiéger la forteresse, mais les parjures et l'attitude impertinente de la garnison le forcent à occuper Servia après un siège de trois jours. C'est alors que lui parvient la lettre de l'empereur accordant non seulement la remise des impôts et l'amnistie, mais contenant aussi la promesse de hautes fonctions offertes à Nikoulitzas. L'empereur avait même joint à sa lettre une icône, sans doute pour que les insurgés prêtassent serment sur elle. Nikoulitzas, ayant rassemblé les révoltés, expose devant eux l'icône de l'empereur et donne lecture de son serment. Mais le peuple veut continuer la lutte. Sur quoi Nikoulitzas fait arrêter les principaux meneurs : un certain Sthlabotas (= Slavota) Karma-

lakes (qui est le deuxième Vlaque dont l'histoire a conservé le nom) et le Larissien Theodoros Skribon Petastos (qui semble être un Grec). La foule, croyant que ses chefs allaient être exécutés, demande grâce pour eux et jure de se soumettre. Nikoulitzas gracie les deux captifs; puis, accompagné des dirigeants vlaques et larissiens apaisés, il se rend à Peteriskos, chez Andronikos Philokales, «*katapano*» du thème «*Bulgaria*» qui s'était interposé entre l'empereur et lui. (Ces événements remplissent au moins les mois de juillet et d'août.) Après quoi, Nikoulitzas se rend à Byzance, toujours accompagné des instigateurs vlaques et larissiens, et passe quatre mois à attendre avec eux la décision de l'empereur. Celui-ci voudrait être délié de son serment, aussi envoie-t-il Nikoulitzas en audience chez le patriarche Ioannes Xiphilinos (1064—1075). Mais celui-ci juge Nikoulitzas et ses compagnons innocents et déclare que le serment d'amnistie de l'empereur est toujours valide. Constantin, irrité par cette décision, fait alors enfermer Nikoulitzas dans une forteresse du thème «*Armeniakon*», la forteresse d'Amaseia.¹

Voyons maintenant ce que nous apprend l'histoire de la révolte sur les lieux habités par les Vlaques en 1066 et sur leur histoire extérieure. Au cours du récit, nous faisons connaissance avec trois classes de Vlaques: 1) les pâtres nomades, 2) les agriculteurs, 3) les citadins. C'est aux délibérations de Larissa que nous rencontrons les représentants de la première classe. De leurs rangs sortiront les conspirateurs vlaques dont les familles et les troupeaux couraient en juin, au moment de la réunion, les sentiers des monts de Bulgarie. L'écrivain ajoute ici à titre d'explication: «*Car ils (les Vlaques) ont l'habitude caractéristique de passer l'été avec toutes leurs familles et leurs troupeaux, du mois d'avril au mois de septembre, dans des régions plus froides, sur les*

¹ Ces événements se déroulent vers la fin de 1066. Sur le sort des compagnons de Nikoulitzas, nous ne savons rien. Quant à notre héros, il quitte la prison d'Amaseia en janvier 1068, après y avoir écrit ses mémoires qu'il envoie à Kekaumenos II, époux de sa tante, afin de l'amener à intervenir auprès de l'empereur. La suite de l'histoire de Nikoulitzas ne contient plus de données vlaques.

hautes montagnes.» Ce passage est la première preuve authentique de la transhumance caractéristique des Vlaques de cette époque. Dans le cas présent, nous devons imaginer que les Vlaques passaient l'hiver, d'octobre à mars, sur le versant oriental des coteaux du Pinde, peut-être aussi sur le bord occidental de la plaine thessalienne. Ils se mettaient en route avant l'arrivée des grandes chaleurs qui desséchaient les pacages bas situés, et remontaient les hauts pâturages des monts du Pinde, avançant toujours vers le nord. Au mois de juin, ils dépassaient les monts du thème « Hellas » et défilaient le long des monts du Grammos, de la Nerečka-planina et des monts du Bistra, pour arriver enfin aux alpages du massif de la Šar-dag, situés profondément à l'intérieur du thème « Bulgaria ». Dès lors, on comprend aisément la peur des Vlaques que la population restée fidèle et l'armée du thème « Bulgaria » ne vissent piller leurs familles et leurs troupeaux sur l'ordre d'Andronikos Philokales, « katepano » du thème « Bulgaria », tandis que les hommes se soulèveraient dans l'Hellas. L'automne venu, les pâtres ramenaient leurs troupeaux par les mêmes chemins et descendaient dans leurs quartiers d'hiver au bord des monts du Pinde et du bassin thessalien. Naturellement, les hommes faisaient aussi chaque année ce chemin, et ce n'est que pendant l'été de 1066, à cause de la rébellion projetée, que certains d'entre eux étaient restés en arrière et s'étaient rendus aux délibérations de Larissa.

Les représentants de la deuxième classe, c'est-à-dire celle des agriculteurs vlaques, n'assistèrent pas à la réunion de Larissa. Les paysans que Nikoulitzas avait tenté de désarmer en arguant de la nécessité de moissonner dans le calme, devaient être les agriculteurs grecs et bulgares des environs de Larissa. En effet, le texte laisse clairement apparaître que ce n'est qu'après avoir traité avec ces derniers que Nikoulitzas se tourna vers les Vlaques. D'ailleurs, les arguments qu'il fait valoir devant eux ne pouvaient exercer une influence que sur des Vlaques menant la vie des pâtres nomades que nous avons décrite plus haut. Le groupe des agriculteurs vlaques n'apparaît que dans la suite de notre récit. L'auteur rapporte que Nikoulitzas, ayant décidé de se mettre à

la tête des révoltés, quitta Larissa, suivi de ses troupes, et se dirigea vers Pharsale et le fleuve Pleres. Le Pleres divise en deux parties la grande plaine qui s'étend le long du cours d'eau et qui est habitée par de nombreux Vlaques. Il établit son camp au bord du fleuve et réunit autour de lui les Vlaques et les Bulgares qui habitaient la région et qui vinrent à lui en grande foule. Nikoulitzas s'était tout d'abord dirigé sur Pharsale, suivi des révoltés. Cette ville est sans aucun doute identique avec la Pharsale moderne et l'antique Pharsalos. Étant donné que Pharsale est située à proximité du cours supérieur de l'antique Apidanos,¹ G. Murnu n'hésita pas à identifier le Pleres avec l'antique Apidanos.² Mais contre cette identification se dressent d'évidentes difficultés géographiques et linguistiques. Étant donné que Nikoulitzas avait déclenché son offensive du Pleres vers le nord, dans la direction du thème «Bulgaria», envoyant une partie de son armée au démantèlement de la forteresse de Kitros (l'antique Pydna) située sur le rivage de la baie de Salonique, et se dirigeant à la tête de l'autre contre Servia, vraisemblablement par la vallée de la Vistritsa, nous devons supposer que le point de départ de cette double opération se trouvait plus au nord de Pharsale. Et nous trouvons véritablement à cette hauteur un fleuve auquel la description de l'auteur s'applique parfaitement, et dont le nom permet mieux l'identification avec le Pleres (prononcez : *pliris*, acc. *tom blirin* = τὸν Πλήριν). Il s'agit de l'antique Kuralios, connu aujourd'hui sous le nom de *Bliuri* (Μπλεούρης), qui prend sa source sur le Pinde et qui est un affluent de gauche du Salambrias (l'antique Peneios). J. L. Pič³ avait déjà identifié le Pleres de Kekaumenos avec cet affluent. Cette identification est de beaucoup plus acceptable, non seulement du point de vue étymologique, mais aussi du point de vue stratégique et géographique. Le fleuve est proche de la ligne Larissa-Trikala,

¹ Nommé aujourd'hui en turc : Tabakhané-su, en grec : Phersalitiko.

² *Op. cit.*, p. 58 et 92.

³ *Zur rumänisch-ungarischen Streitfrage. Skizzen zur ältesten Geschichte der Rumänen, Ungarn und Slaven.* Leipzig, 1886, p. 31.

sur le parcours de laquelle Alexis I^{er} Comnène avait traversé le village vlaque d'Ezeva et les jardins de Delphinas (Nikoulitzas). C'est donc dans la plaine qui s'étend sur les deux rives du Bliuri que vivaient les Vlaques et les Bulgares, qui ne pouvaient être qu'agriculteurs, puisque le texte les fait figurer comme des masses établies et habitant toute l'année au même endroit. Sans doute faisaient-ils partie auparavant des Vlaques du Pinde ; mais, les guerres bulgares ayant dépeuplé la plaine thessalienne, ils étaient descendus s'y établir et s'étaient adonnés à ce nouveau travail qu'était pour eux l'agriculture.¹

Parmi les Vlaques citadins, qui constituent la troisième classe, un seul apparaît dans notre récit : Berivoj, dans la maison duquel à Larissa les révoltés tenaient leurs réunions. Ce Berivoj représente déjà le troisième degré de l'établissement vlaque, et prouve que certains agriculteurs vlaques étaient déjà parvenus au niveau de la vie urbaine. Ne concluons pas toutefois du conseil donné par l'auteur de ne pas laisser pénétrer les enfants et les femmes vlaques à l'intérieur des forteresses, que l'établissement des Vlaques dans les villes ait été chose commune. S'ils voulaient y placer leurs familles, c'était pour les préserver des rigueurs de la guerre ou encore — et c'est là l'avis de notre auteur — pour s'infiltrer dans la forteresse, afin de la glisser plus tard aux mains de l'ennemi.

Certains historiens se sont efforcés de donner à cette révolte un caractère national vlaque, attribuant une « autonomie nationale » aux Vlaques de l'Hellas et faisant même de Nikoulitzas III un seigneur vlaque. G. Murnu, analysant longuement la conduite des trois Nikoulitzas du point de vue psychologique, s'ingénie à prouver ainsi leur origine vlaque.² Comme argument étymologique, il invoque la mutation phonétique de l'*o* en *ou* dans les noms Nikolitzas~Nikoulitzas, ce qui serait « un trait caractéristique de la langue roumaine ».³ Iorga⁴ ramène déjà le nom de Nikoulitzas au « nom

¹ Cf. G. Murnu, *op. cit.*, pp. 55, 58—61.

² *Op. cit.*, pp. 110—20.

³ *Op. cit.*, p. 110, note n° 1.

⁴ *Histoire des Roumains et de la romanité orientale*, III, p. 13.

spécifiquement roumain » de « Niculce »¹ et, sans autre forme de procès, le traite de vlaque.² Même selon C. C. Giurescu, « Nikoulitzas I^{er} semble être Vlaque ».³ Mais l'examen des faits s'oppose nettement à de pareilles tentatives. Quiconque lit attentivement le texte de la révolte, déduira du texte même qu'il ne s'agit pas là d'une action spécialement vlaque. Les trois éléments de la population de l'Hellas avaient pris une part égale à la rébellion : Grecs, Vlaques et Bulgares, nettement différenciés les uns des autres par l'auteur. A la cour, ce ne sont pas les préparatifs de révolte de la « communauté vlaque » que Nikoulitzas tente d'exposer à l'empereur, mais bien ceux de toute la population du thème dont l'administration lui avait été confiée. Les Larissiens avaient tramé la révolte en compagnie des Vlaques et des Trikaliens. Leurs délégués (l'« apoprotopatharios » qui portait le nom grec de Ioannes Gremianetes et Gregorios Bambakas) annoncèrent aux Vlaques réunis dans la maison de Berivoj le ralliement de Nikoulitzas. Mais à cette réunion les Vlaques n'étaient pas seuls présents. Nikoulitzas ne leur adressa la parole qu'après avoir traité avec les agriculteurs. Après son départ, les Larissiens excitèrent de nouveau contre l'empereur les Vlaques et les Bulgares déjà apaisés. Dans le camp situé sur la rive du Pleres, « les Vlaques et les Bulgares qui vivaient à proximité » se joignirent à Nikoulitzas. La rébellion apaisée, parmi les meneurs arrêtés, Slavota Karmalakes représente les révoltés vlaques, tandis que Theodoros Skribon Patastos représente les Larissiens. Ce sont de même des notabilités vlaques et larissiennes qui accompagnent Nikoulitzas dans la capitale. Sous le nom de Larissiens et de Trikaliens, il faut comprendre d'une manière générale la population grecque de ces deux villes, car l'auteur désigne toujours les Vlaques et les Bulgares par leur nom national.⁴

¹ *Geschichte d. rumänischen Volkes*, I, p. 94. Iorga se contente ici de ramener Nikoulitzas à Nicolita.

² *La vie de province dans l'Empire byzantin : Études byzantines*, II, Bucarest, 1940, p. 159, etc.

³ *Op. cit.*, I, p. 290.

⁴ G. Murnu, *op. cit.*, p. 87, 92, note n° 1 ; P. Mutafčiev, *op. cit.*, pp. 212—3.

Quant aux motifs qui amenèrent les trois éléments séditieux à la révolte, ce n'est pas une étonnante harmonie de leurs sentiments nationaux, mais des raisons économiques sur lesquelles on ne saurait se méprendre et au centre desquelles se trouvait la politique financière de Constantin X Ducas, dont la cupidité et l'avarice étaient universellement connues.¹ Afin de remplir le trésor impérial épuisé par l'entretien de l'innombrable armée des bureaucrates, le luxe de la cour, les larges subventions données à l'Église et les présents que l'empereur était contraint d'offrir aux monarques étrangers, Byzance avait eu recours à de « fortes augmentations d'impôts ». Nikoulitzas III les considérait comme les vrais causes de la révolte. Il avait voulu exposer personnellement la situation à l'empereur, mais celui-ci l'avait arrêté net.² Du bord du Pleres, Nikoulitzas avait également écrit d'une façon très claire que « si l'empereur voulait l'écouter et abroger les élévations d'impôts et les sommations » dont l'Hellas était l'objet, il pourrait encore apaiser la révolte. Un passage du LN (98₁₀₋₁₄) souligne de même l'effet séditieux que la politique fiscale de l'empereur avait produit parmi les masses populaires : « Tes provinces ne te seront fidèles que si les augmentations d'impôts, les ordonnances fiscales, les anciennes taxes rétablies sous une autre forme ne se suivent pas semaine après semaine ; elles ne te serviront de bon cœur qu'à condition que les impôts soient proportionnés à leurs moyens. » Il semble que les élévations d'impôts aient pareillement frappé et révolté citadins, agriculteurs et pâtres nomades. Des analogies de l'époque et des temps postérieurs nous aident à connaître de quelles sortes d'impôts il pouvait s'agir. Les agriculteurs étaient frappés entre autres par l'impôt foncier (*δημόσιον*), par la taxe familiale (*καπνικόν*), par la « *συνωνή* » (vente forcée de produits au compte de l'État), par l'impôt sur les bêtes de trait (*ζευγολόγιον*) et par la dîme obligatoire

¹ Cf. G. Murnu, *op. cit.*, pp. 76—80 (portrait de Constantin X), et G. Ostrogorsky, *Geschichte des byzantinischen Staates*, München, 1940, p. 241.

² Ce même Constantin X avait refusé nécessaire l'argent pour recruter une armée en 1064, lors de la grande invasion des Ouzes.

sur les animaux domestiques (*δεκατώσις*). Les pâtres éleveurs de bestiaux payaient l'impôt à des titres divers.¹ Nous pouvons supposer que, dans le cas présent, Constantin X Ducas exigeait en espèces les impôts que Basile II percevait en nature, conformément aux conditions de la vie bulgare. Voilà de quoi semble témoigner l'expression « fortes augmentations d'impôts »², le nombre de nomismas (des impôts).³ Ainsi la révolte de l'Hellas n'était nullement un mouvement national engendré par le sentiment de « l'autonomie nationale vlaque », mais une commune révolte des populations grecque, bulgare et vlaque du thème provoquée par une politique fiscale frappant également chacune des nationalités. De ce que l'auteur parle des notabilités (*πρόκριτοι*) des Vlaques, on ne peut déduire qu'ils aient eu une « autonomie nationale », d'autant moins que l'auteur parle de la même façon des « πρόκριτοι » Grecs de Larissa. Sous le nom de « πρόκριτοι », nous devons entendre les meneurs grecs et vlaques, les chefs occasionnels de la révolte, et non, comme le firent Murnu et Iorga,⁴ des « tchelniks » vlaques, « les dirigeants du peuple autonome ». Notre auteur remarque en effet, non pas en parlant des Vlaques, mais à propos d'un des généraux bulgares de Delianos, que le mot « *τζελνίκος* » signifiait en bulgare : chef d'armée.⁵

¹ Dîme sur les animaux = « *δεκατεία, δόσις προβάτων* », taxe sur le cheptel = « *μανδρατικόν* », taxe sur les pâturages = « *ἐννόμιον* », impôt de transhumance après le passage des troupeaux = « *ποριατικόν* » etc. Cf. p. 131, note n° 1, F. Dölger, *Beiträge zur byzantinischen Finanzverwaltung, besonders des 10. u. 11. Jahrh.*, Byzantinisches Archiv 9, Leipzig-Berlin, 1927, pp. 51—9 et les analogies d'une charte de la fin du XII^e siècle : *Archives de l'Athos, publiées sous la dir. de Gabriel Millet. I. Actes de Lavra. Édition diplomatique et critique* par G. Rouillard et P. Collomp, T. I, Paris, 1937, pp. 121—7. Cf. aussi G. Rouillard, *La dîme des bergers valaques sous Alexis Comnène : Mélanges offerts à M. N. Iorga* . . . Paris, 1933, pp. 77—86 et F. Dölger (rectifications), *Zur Textgestaltung der Lavra-Urkunden und zu ihrer geschichtlichen Auswertung* : BZ. 39 (1939), pp. 25, 26, 34—5, 44, 47, 57.

² Mot à mot : « fortes augmentations dans la somme ».

³ Cf. G. Murnu, *op. cit.*, pp. 80—2.

⁴ G. Murnu, *op. cit.*, pp. 69—72 ; N. Iorga, *Histoire des Roumains de la péninsule des Balkans*, p. 10.

⁵ STR 28₉₋₁₄.

Rien ne prouve non plus que la famille Nikoulitzas ait été vlaque. Le suffixe « *-ιτζης, -ιτζας* » est une désinence diminutive slave, qui a passé au moyen âge dans la langue grecque et qui est restée fort répandue depuis.¹ Qui songerait à considérer comme Vlaque l'historien Skylitzes ou l'eunuque Nikephoros, le fameux ministre des finances de Michel VII, le Parapinace, que l'on avait affublé du sobriquet de Nikephoritzes à cause de sa petite taille, pour la seule raison que leur nom se termine en *-itzes*? Nous avons entendu Skylitzes dire au sujet de Nikoulitzas II que son nom véritable était Nikolaos et qu'il avait reçu le sobriquet de Nikolitzas à cause de sa petite taille. Le suffixe *-itza* est tellement répandu dans la langue grecque et dans toutes les langues slaves qu'il est absurde de considérer quelqu'un comme Roumain à cause de ce seul suffixe.² Pour ce qui est de la mutation phonétique de *ou* en *o* dans les formes *Nikoulitzas~Nikolitzas*, on ne peut non plus prétendre que la forme en *ou* soit une « formation spécifiquement roumaine » et que la forme en *o* ne soit que l'hellénisation de cette dernière. Nous pourrions citer des pages entières d'exemples prouvant que le changement phonétique *o~ou* était chose commune dans l'évolution de la langue grecque du moyen âge.³ Le phénomène dialectal de l'apparition du son *ou* à la place du son *o* était tout à fait ordinaire et se manifestait notamment dans le nord de la Grèce, par exemple dans le thème « Hellas ». Mais le raisonnement psychologique des historiens roumains croule de la même façon. De la double déposition de Nikoulitzas I^{er}, des aspirations bulgares de Nikoulitzas II, des ménagements dont usa Samuel envers la famille, il ne s'ensuit pas qu'il aient été Vlaques. V. N. Zlatarski s'est efforcé, du moins, de prouver, en se basant sur les mêmes faits et avec une force probante bien supérieure, que Nikoulitzas était « d'origine slave », c'est-

¹ Cf. H. Moritz, *Die Zunamen bei den byzantinischen Historikern und Chronisten*, I—II, Progr. Landshut, 1896/7—1897/8, I, pp. 26, 52—3, II, pp. 8—11, et M. Vasmer, *op. cit.*, p. 8, 265, 304.

² Cf. P. Mutafčiev, *op. cit.*, p. 214.

³ Cf. M. Gyóni, *A magyar nyelv görög feljegyzéses szórványemlékei* [Les souvenirs sporadiques de la langue hongroise dans les textes grecs], Magyar-Görög Tanulmányok, n° 24, Budapest, 1943, pp. 161—3.

à-dire Bulgare.¹ Le fait que Nikoulitzas I^{er} avait été nommé en dédommagement de ses anciens titres « archonte des Vlaques de l'Hellas » ne prouve pas plus son origine vlaque que ne la prouvera quatre siècles plus tard le titre de « chef des villes et des villages de Valachie » conféré à Ioannes Angelos. Il est d'ailleurs peu vraisemblable du point de vue psychologique que notre auteur, s'il avait cru son parent Nikoulitzas III d'origine vlaque, eût poursuivi son espèce d'une haine aussi marquée qu'il le fait à la fin du passage. Il ne pouvait avoir le souvenir le plus vague de son origine étrangère (peut-être bulgare), puisqu'il invoque justement l'exemple de Nikoulitzas I^{er} pour prouver que l'empereur n'avait pas le droit de blesser les susceptibilités des Byzantins en favorisant les étrangers.

Nous sommes plus près de la vérité en admettant que les Nikoulitzas étaient une ancienne famille thessalienne de propriétaires terriens. Leurs immenses domaines, qui s'étendaient sur la ligne Larissa-Trikala, étaient habités à la fois par des Grecs, des Bulgares et des Vlaques. L'influence que leur conférait l'étendue de leur propriété avait amené Samuel et Basile II à les traiter avec ménagement et à s'efforcer de gagner leur loyalisme. Le fait que Nikoulitzas II devint un héros national bulgare doit être attribué à ce qu'il était entré très jeune à la cour du tzar Samuel et que l'influence de celle-ci l'avait accompagné tout le long de sa vie.

«L'HISTOIRE PRIMITIVE» DES VLAQUES

Il me semble avoir réussi, au cours de ces pages, à mettre impartialement en valeur, du point de vue de l'histoire des Roumains, les deux passages de Kekau-
menos se rapportant aux Vlaques de l'Hellas. Le tableau ainsi obtenu ne deviendra complet qu'après l'utilisation des données de siècles plus rapprochés, mais cela n'est plus notre tâche. L'utilisation historique des passages de Kekau-
menos ne s'est heurtée jusqu'ici à aucune difficulté sérieuse, parce que de nombreux savants, dont l'opinion ne diffère guère que dans les nuances, en avai-

¹ *Op. cit.*, I/2, p. 662.

ent déjà épuisé la matière. C'est une tâche bien plus intéressante, mais aussi bien plus ardue, de mettre en valeur le passage du STR se rapportant à la « pré-histoire » des Vlaques. Ce passage fait partie du portrait des Vlaques de l'Hellas. Celui-ci n'étant nullement flatteur, de nombreux historiens ont cherché les raisons qui ont pu influencer le jugement de l'auteur. Contentons-nous de rappeler ici l'animadversion du propriétaire foncier contre les pâtres nomades qui ravagent, en les traversant, ses champs soigneusement cultivés. Ou bien songeons à la colère que nourrissait Kekaumenos contre les Vlaques qui avaient mêlé son parent Nikoulitzas III à des complications si suspectes que lui-même avait eu de la peine à le disculper par des propos conciliants. L'auteur met son fils en garde contre les Vlaques parjures exactement comme il l'avait mis en garde plus haut contre les champignons vénéneux, contre un second mariage ou les comédiens, engeance détestable. Le trait principal des Vlaques — qu'il montre à son fils comme un peuple dangereux — est l'infidélité. Pour l'en convaincre, il lui raconte une histoire. Les Vlaques « n'ont jamais tenu leur parole envers qui que ce soit, même envers les anciens empereurs romains. Lorsque Trajan les eut dispersés, puis vaincus, ils furent tous faits prisonniers et personne, pas même leur empereur Décébal, n'échappa au massacre général qui suivit : sa tête fut fixée à l'extrémité d'une lance que l'on planta dans la ville des Romains. En effet, ceux-là (les Vlaques) sont les soi-disant Daces et Bessiens (Bessoi). Ils habitaient auparavant à proximité du Danube et du Saos, que nous appelons aujourd'hui Savas (Save), là où les Serbes demeurent actuellement, retranchés dans leurs positions fortifiées et imprenables. Se fiant à celles-ci, en même temps qu'ils feignaient l'amitié et la soumission envers les anciens empereurs romains, ils sortaient de leurs fortifications et pillaient les provinces romaines. C'est pourquoi les empereurs, exaspérés, les décimèrent. Les survivants quittèrent la région, les uns se dispersèrent dans toute l'Épire et la Macédoine, le plus grand nombre s'établit dans l'Hellas. »

Voilà donc le passage qui passe pour être le premier texte de la littérature universelle exprimant l'idée de

l'identité daco-roumaine, mais qui témoigne en même temps de l'identité roumano-bessienne. Aussi comprend-on pourquoi l'attention des savants se porta immédiatement sur cette brève « préhistoire des Roumains » du XI^e siècle, qui semblait soutenir à la fois les adeptes de la continuité daco-roumaine au nord du Danube et ceux qui faisaient remonter les Roumains aux peuples balkaniques romanisés, notamment aux Bessiens.

W. Tomaschek¹ — bien qu'il eût vite discerné la véritable nature des indications de Kekaumenos et désigné même leur source — voulut tirer parti de ce passage comme d'un argument pour sa théorie bessienne. Selon lui, les Daces et les Bessiens mentionnés ensemble dans le texte ne pouvaient appartenir qu'à la population des provinces Dacia rispensis, Dacia mediterranea, Dardania et Moesia superior, à supposer que celles-ci aient admis par elles les Daces romanisés de la Dacie trajane. Mais pour lui, ce sont les Bessiens qui sont au premier plan. Il démontre que l'émigration les avait conduits de la partie thracienne de la presqu'île sur le territoire de la Dardanie. Le témoignage de Kekaumenos prouve justement que le souvenir des Bessiens romanisés n'avait pas disparu. Ils furent sans doute les ancêtres des Vlaques de l'Hémos et du Rhodope, ainsi que des Vlaques du Pinde entraînés plus tard vers le sud, tandis que les Istro-Roumains, les Vlaques de Dalmatie et du Danube sont les descendants des Daces romanisés des provinces auréliennes.

Suivant J. L. Pič², l'auteur devait connaître à fond les traditions des Vlaques du Pinde. Mais ce n'est pas à l'école ni dans livres d'histoire qu'il apprit à connaître l'origine des Vlaques, c'est tout simplement le témoignage oral des Vlaques du Pinde qu'il avait noté en toute naïveté. Pič suppose que les Vlaques du Pinde avaient conservé les traditions de la guerre de Décébal contre les légions de Trajan, de même que celle de leur patrie danubienne de jadis. La différence entre la Dacie conquise par Trajan et celle colonisée par Aurélien s'était, avec le temps, naturellement estompée dans le souvenir du peuple ; ses légendes n'avaient perpétué que le souvenir de la Dacie aurélienne, ou tout simplement de l'ancienne patrie danubienne. Mais dans sa subconscience vivait encore le souvenir d'une catastrophe qui le contraignit jadis à fuir loin au sud du Danube. Pour le peuple, oubliant les grandes invasions, le souvenir de cette catastrophe demeurait lié à la conquête de Trajan. Ainsi Pič fait remonter les Daco-roumains aux colons ro-

¹ *Zur Kunde der Hämus-Halbinsel* : Sitzungsber. d. phil.-hist. Cl. d. kais. Akad. d. Wiss., 99. Bd. Wien, 1882, pp. 492—8.

² *Op. cit.*, pp. 30—8.

ainsi et aux Daces romanisés de la Dacie trajane, alors que les Roumains de la péninsule des Balkans seraient — selon lui — les descendants des colons et des Daces romanisés de la Dacie aurélienne, ainsi que des fragments romanisés d'un peuple thrace, les Bessiens. Suivant A. D. Xenopol¹, qui cite avec Tomaschek la source littéraire du passage, le texte en question — quoique confus au point de ne pas être utilisable — conserve le souvenir d'une migration des Vlaques (« ou Daces ») du nord vers le sud, texte que l'on pourrait aisément tourner contre les théories de Rösler et de Tomaschek. Pourquoi les Daces attaqués par les Romains se seraient-ils réfugiés dans l'endroit précis d'où venait l'offensive? Le passage en question conserve donc le souvenir d'une migration roumaine se dirigeant vers le sud et qui eut lieu plus tard. Suivant D. Onciul², Kekaumenos distingue dans son ouvrage deux branches du peuple roumain : les Roumains de la Dacie trajane qu'il appelle Daces et les Roumains de la péninsule des Balkans qu'il appelle Bessiens. Il faut donc séparer les deux branches figurant dans son récit. Lorsqu'il relate la guerre de Trajan et les Daces, c'est certainement de la Dacie trajane qu'il parle. Quoiqu'il connût ces choses par la littérature historique, l'identification des Daces avec les Vlaques ne peut reposer chez lui que sur une obscure tradition populaire concernant l'origine des Dacoroumains. Cette tradition nationale, il avait pu la connaître par le canal des contacts familiaux avec les Vlaques et les Bulgares. Mais en tant qu'ennemi des Vlaques et Byzantin fier de sa mentalité romaine, il déforme leurs traditions nationales et, au lieu de les faire remonter aux colons romains de la Dacie trajane, il prétend qu'ils sont les descendants directs des Daces. Ce sont donc les Roumains vivant jadis sur la rive gauche du Danube, sur le territoire de l'ancienne Dacie trajane, qui sont désignés sous le nom de Vlaques-Daces, tandis que les Vlaques-Bessiens, habitants primitifs romanisés de l'Hémus, seraient — selon lui — les Vlaques de la péninsule des Balkans.

B. P. Hasdeu³ interprète les indications « préhistoriques » de Kekaumenos de la façon suivante : les Roumains étaient venus d'une région proche de la Save, s'établir là où ils demeuraient au temps de Kekaumenos, c'est-à-

¹ A. D. Xenopol, *Teoria lui Rösler. Studii asupra stăruinței Românilor în Dacia Traiană*. Iași, 1884, pp. 68—9 et (du même), *Une énigme historique. Les Roumains au moyen âge*. Paris, 1885, pp. 54—5.

² *Teoria lui Rösler* : *Convorbiri Literare* 19 (1885), pp. 270—3 et *Zur Geschichte der Rumänen in Maramarosch* : *Romänische Revue* 6 (1890), pp. 96—7.

³ *Strat și substrat. Etymologicum Magnum Romaniae. Dicționarul limbei istorice și poporane a Românilor*. T. III, Fasc. I, București, 1893, pp. XXXI—XXXIII.

dire non de la Dacie, mais de la Pannonie. Or, Kekaumenos, ne connaissant pas ceux qui avaient chassé les Roumains de Pannonie, attribua cette expulsion aux « anciens empereurs romains ». Mais par là, Kekaumenos se perd dans deux contradictions : 1) il est invraisemblable que les « anciens empereurs » aient chassé les Roumains de Pannonie précisément vers le centre de leur empire ; 2) il est impossible de trouver des Roumains dans l'Hellas sous le règne des « anciens empereurs romains ». Selon Hasdeu, ce passage de Kekaumenos ne devient compréhensible que si l'on admet que les Roumains ont été chassés de Pannonie par une attaque des Hongrois.

Quant à S. Mangiuca¹, il conçoit la « préhistoire vlaque » du STR de la façon suivante : avant le XI^e siècle, un certain peuple vlaque vivait dans la péninsule des Balkans, au sud du Danube et de la Save, en Serbie et en Bosnie. Ces Vlaques doivent être considérés comme les descendants des Geta-Daces et des Bessiens, qui vivaient au nord du Danube, puisque Décébal figure comme un monarque vlaque. Les Vlaques habitaient dans les montagnes, au sud du Danube et de la Save, retranchés dans des fortifications d'où ils ne sortaient que pour piller l'empire byzantin. Aussi les empereurs byzantins les dispersèrent-ils et un de leurs groupes émigra vers le sud. Mangiuca déduit des données de Presbyter Diocleas et de traces vlaques en Serbie qu'il existait dans la péninsule des Balkans (sur le territoire environ de la Bosnie, de l'Herzégovine, de la Dalmatie et de la Serbie du sud-ouest) une « provincia Latinorum ». Les habitants chrétiens de celle-ci, nommés Romani, Nigri Latini et Morovlachi s'étaient retirés dans les fortifications de montagnes. Selon lui, ce n'est point la Dacie trajane, mais cette « provincia Vlachorum » que Kekaumenos aurait décrite. L'attaque des empereurs byzantins contre les « Latins » de cette province dut avoir lieu après 732, à la suite des querelles survenues entre le pape Grégoire III et l'empereur Léon III. Sous la dénomination « Bisseni ~ Bessi » apparaissant dans la chronique de Thuróczi, Mangiuca entend les Bessiens habitant au sud du Danube et de la Save, qui étaient identiques — même selon Kekaumenos — avec les Vlaques. Ainsi les « Bessi » qui figurent comme « hospites » du prince Géza et de saint Étienne, de même que ceux que combattit saint Ladislav et enfin les maîtres de la « silva Bissenorum » seraient également des Vlaques (!) et ainsi de suite . . .

¹ Die « Vlachen » des Kekaumenos, byzantinischen Geschichtschreibers d. 11. Jahrhunderts, und die « Provincia Latinorum » id est Moro-Vlachorum des Diokleates aus dem 12. Jahrhundert. (Eine ethnologische Untersuchung): Romänische Revue 5 (1889), pp. 178—85.

Loin d'avoir voulu résumer toute la littérature se rapportant à la « préhistoire vlaque » de Kekaumenos, nous nous sommes bornés à montrer les répercussions produites par cette nouvelle donnée dans la polémique sur l'origine des Roumains. Il apparaît qu'un certain nombre de controversistes interprètent les indications de Kekaumenos comme une tradition encore vivante au XI^e siècle et transmise de bouche en bouche parmi le peuple vlaque.

L'opinion de ces historiens nous incite à examiner à quelles sources l'auteur a puisé ses informations sur les Vlaques. Il est surprenant, à première vue, de constater que le groupe le plus nombreux des sources de Kekaumenos est composé de chartes. Dans le passage vlaque du LN, l'auteur reproduit mot à mot la lettre de Basile II adressée (*ἐγράψεν*) à Nikoulitzas I^{er}, dans laquelle il nomme celui-ci « commandant des Vlaques de l'Hellas ». Dans cette lettre officielle, l'empereur se reporte lui-même au « χρυσόβουλλον » par lequel Romain II avait appris à Nikoulitzas I^{er} sa nomination de « domestikos » des excubites de l'Hellas. Notre auteur se rappelle également le même acte aux termes duquel Nikoulitzas I^{er} était revêtu de la dignité de « dux » (stratège) de l'Hellas à perpétuité. Cet acte a dû être émis sous le règne de Romain II, c'est-à-dire du 10 novembre 959 au 15 mars 963. La citation, littérale par endroits, des deux documents nous autorise à supposer qu'ils se trouvaient parmi les archives de la famille Nikoulitzas et que l'auteur les a utilisés directement. Dans le passage vlaque du STR, il est fait mention de trois chartes impériales : Nikoulitzas III reçut la première, émise par Constantin X, probablement en août 1066, après la prise de Servia. Dans ce serment (*ὄρκος*), auquel Constantin avait joint une icône (*εἰκών*), l'empereur assurait à Nikoulitzas impunité complète et même donation de hautes charges à la cour, s'il se soumettait. Cet acte avait été remis à Nikoulitzas par le « katepano » du thème « Bulgaria » voisin, nommé Andronikos Philokales. C'est ce même serment que Constantin voulut faire annihiler par le patriarche Ioannes

Xiphilinos. Les deux chartes suivantes furent établies sur l'ordre de Romain IV Diogène, peu après son avènement, le 1^{er} janvier 1068. La première est adressée (*ἔγραψεν*) au « protosynkellos » et préteur de l'Armeniakon Georgios Korinthios (qui avait rempli, selon cette même source, d'importantes fonctions à la cour de Constantin X) et lui ordonne de ne point retenir Nikoulitzas, libéré d'Amaseia, en route vers la capitale. La deuxième est adressée (*ἔγραψεν*) à Nikoulitzas lui-même et l'empereur l'y invite à venir le trouver dans la capitale pour bénéficier de ses bienfaits.¹ Ces trois dernières chartes sont insérées — en majeure partie littéralement — dans le mémoire que Nikoulitzas III avait envoyé d'Amaseia au père de notre auteur, Kekaumenos II. Ce mémoire se trouvait donc dans les archives de la famille Kekaumenos. Nous avons déjà dit en passant² qu'il avait servi de base à la rédaction de l'histoire de la rébellion des Vlaques dans le STR, et cela de telle façon que l'auteur, transcrivant par endroits mot à mot le texte de Nikoulitzas III, y avait oublié des formes de la première personne. La concordance des textes montre clairement que Kekaumenos a utilisé ce mémoire comme source de la plus grande partie du passage vlaque du STR.³ Nous pouvons donc dire que les données fournies par ces deux passages au sujet de l'histoire des Roumains reposent sur des sources de toute première authenticité.

L'établissement *des sources de la partie « préhistorique »* est bien moins facile. Le portrait des Vlaques qui encadre cette partie semble entièrement subjectif, et présente — de même que celui du rabbin Benjamin de Tudela paru un siècle plus tard — le caractère d'une connaissance personnelle. Nous savons que notre auteur avait rempli des fonctions officielles dans l'Hellas, où son grand-père avait été stratège, et que la famille de sa belle-mère — les Nikoulitzas — habitait déjà Larissa de-

¹ V. pour les cinq chartes impériales F. Dölger, *Regesten*, 1. Teil, p. 89 : N° 693 ; p. 98 : N° 766 ; 2. Teil, p. 15 : N° 956, p. 16 : N° 968 et 969.

² V. encore appendice dans l'éd. hongroise de mon étude p. 74, note n° 1.

³ Du commencement du récit à l'envoi du mémoire à Kekaumenos II = 66₁₉—72₂₂.

puis plus de quatre générations. Kekaumenos pouvait donc fort bien connaître les Vlaques de l'Hellas, soit par expérience personnelle, soit par le canal des traditions familiales. S'il existait à la fin du XI^e siècle parmi les Vlaques une tradition populaire concernant leur origine, notre auteur devait très vraisemblablement la connaître. Nous devons donc examiner si la « préhistoire vlaque » de Kekaumenos est véritablement la reproduction d'une tradition vlaque, ou si elle a passé dans son ouvrage par une autre voie. Un certain nombre de ceux qui ont étudié la question ont été amenés — comme nous l'avons vu — à supposer l'utilisation d'une tradition populaire vlaque pour retracer l'origine des Roumains, parce qu'ils ont trouvé chez un auteur autodidacte et n'ayant pas — de son propre aveu — « fréquenté l'école de la civilisation hellénique », un assez long récit tiré de l'époque de l'Empire romain, et la science moderne a établi une liaison entre les personnages et peuples mentionnés dans cet ouvrage et les ancêtres des Vlaques.

Le simple fait de découvrir chez un auteur autodidacte et doué d'un grand sens pratique un fragment de l'histoire romaine est peut-être surprenant, mais non sans précédent ; sa raison d'être et son origine ne doivent pas être cherchées immédiatement dans la tradition populaire des Vlaques. Qu'il me soit permis de justifier cette affirmation par une légère digression. Lorsque, dans le LN, l'auteur donne à l'empereur le conseil de ne tolérer de flatterie de la part de personne, mais de se faire des amis osant le critiquer franchement, il éclaire ce conseil à l'aide de l'exemple suivant (100₂₅—101₁₃) :

« Je citerai à Votre Majesté un exemple à ce sujet : l'empereur Auguste était un homme emporté, inflexible et lascif, mais qui possédait un certain bon sens naturel et qui se dit un jour : « — J'ai besoin à tout prix d'un éducateur. » Il envoya donc chercher à Alexandrie avec un grand respect un certain Athénodore qui était très pauvre et vivait dans la détresse, mais était un homme sage et fort intelligent. Il le fit donc amener dans son palais, car les gens de sa cour assuraient qu'il était un grand sage et un homme bienveillant, et lui adressant la parole : « — Sais-tu, Athénodore, lui dit-il, pourquoi l'on t'a amené ici avec un si grand respect? » L'autre répondit qu'il n'en savait rien. « — Je suis l'esclave — continua l'empereur — de passions qui sont incompatibles avec ma dignité. Et comme

j'ai entendu dire que tu étais un honnête homme dans tes conseils comme dans tes actions j'ai voulu te gagner comme ami et comme conseiller ; si tu t'aperçois que je me livre à de mauvaises actions, blâme-moi en tête à tête. Et si je ne m'amende pas, blâme-moi publiquement.» Athénodore répliqua : « — Ne détourne pas tes yeux de moi, très puissant Seigneur, et ne me méprise pas si je te blâme ; et ainsi je deviendrai le médecin de ton mal. » Jour après jour, il le tançait, le morigénait jusqu'à ce que l'empereur fut devenu un homme vertueux. Alors Athénodore lui demanda l'autorisation de rentrer dans son pays natal, mais l'empereur lui dit : « — Mon cher ami, je suis encore loin de la perfection. » — L'auteur raconte plus loin qu'après la mort d'Athénodore, l'empereur Auguste choisit Avgaros, roi d'Edesse, pour son ami éducateur.

Si surprenant que puisse paraître le récit de ce potin sur Auguste dans un ouvrage stabilisé aux X^e ou XI^e siècles d'un auteur autodidacte, personne ne s'avisera de penser que ce potin ait été conservé par la tradition nationale romaine des Vlaques et que l'auteur l'ait recueilli parmi eux, uniquement parce que ce potin est un souvenir de l'époque des empereurs romains. On cherchera plutôt la voie littéraire par laquelle l'anecdote parvint à l'auteur. Étant donné le degré de civilisation de ce Byzantin, on ne peut supposer chez lui la connaissance du latin. Nous devons donc limiter nos recherches à la littérature grecque, plus particulièrement aux œuvres historiques de la littérature byzantine. La question devra être ainsi posée : quelles sont les œuvres historiques de la littérature byzantine par lesquelles notre auteur a pu connaître l'histoire des empereurs romains ? Restant dans le cadre de cette bibliographie, on établira facilement que le cas d'Auguste et d'Athénodore était un des thèmes favoris de la littérature byzantine contemporaine, qui revenait, tantôt ici, tantôt là, chez la plupart des historiens. A vrai dire, trois petites historiettes circulaient sur Auguste et Athénodore : 1) Auguste avait l'habitude de se faire amener des femmes dans une chaise à porteurs scellée. Athénodore se fait un jour enfermer dans la chaise et, arrivé dans la chambre à coucher d'Auguste, en saute, une épée nue à la main. Il fait promettre à l'empereur terrifié qu'il se corrigera de cette habitude. 2) Auguste fait au sénat l'éloge d'Athénodore qui l'a corrigé de ses mauvaises manières. 3) Auguste ne consent pas qu'Athé-

nodore rentre chez lui, car il se sent encore imparfait. Ces trois petites historiettes se retrouvent soit séparément, soit à deux, soit toutes ensemble chez les écrivains byzantins suivants : époque d'avant Kekaumenos : la collection d'*excerpta* de Constantin Porphyrogénète, rédigée entre 945 et 959,¹ l'*Épitomé* de Léon Grammatikos, arrêté en 1013² ; l'œuvre historique de Georgios Kedrenos, écrite après 1057³ ; finalement, l'abrégé de l'histoire romaine de Dion Cassius, rédigé à l'instigation de Michel VII, le Parapinace (1071—1078) par Ioannes Xiphilinos, religieux de Constantinople, neveu du patriarche portant le même nom.⁴ Époque postérieure à Kekaumenos : l'*Ἐπιτομή ἱστοριῶν* de Ioannes Zonaras, écrit peu après 1118⁵ et la chronique rimée de Constantin Manasses, composée avant 1187⁶.

Pour démontrer combien l'histoire d'Auguste et d'Athénodore relatée par Kekaumenos dans le LN se mo-

¹ Dans les *Excerpta Planudea*, est racontée la troisième historiette, retrouvable de même chez *Dion Cassius*, dans l'édition de Dindorf (Leipzig, 1863) V, p. 234₇₋₁₅. Dans le texte des *Excerpta Salmasiana*, les trois récits sont fondus ensemble, voir l'édition de J. A. Cramer, *Anecdota Graeca e codd. manuscriptis bibliothecae regiae Parisiensis*, II (Oxonii, 1839), pp. 394₁₁—395₃. Le même texte réimprimé est facilement accessible dans l'édition de Dion Cassius rédigée par Boissevain, *Cassii Dionis Cocceiani Historiarum Romanarum quae supersunt*, ed. U. Ph. Boissevain, vol. III (Berolini, 1901), p. 764.

² *Leonis grammatici chronographia*, ex rec. I. Bekkeri, Bonnae, 1842, pp. 56₁₀—57₁. Ici figurent les récits nos 2 et 3.

³ *Georgius Cedrenus Ioannis Scylitzae ope* ab I. Bekkero *suppletus et emendatus* I. Bonnae, 1838, pp. 302₁₅—303₂₀. Ici, les trois récits sont fondus en un seul.

⁴ Voir l'édition de Dion Cassius rédigée par Boissevain, III, p. 546, où le texte de l'abrégé de Xiphilinos est une réédition du texte paru dans le vol. V de l'éd. de l'œuvre de Dion Cassius par Dindorf. (V. V, pp. 122₃₂—123₁₂). On y retrouve la quintessence de la première historiette.

⁵ Éd. de Bonne, II, pp. 430₁₀—431₉. On y trouve également la première historiette.

⁶ *Constantini Manassis breviarium historiae metricum*, rec. I. Bekkerus. Bonnae, 1837, pp. 82₁₈₇₁—83₁₉₀₉. Dans cet ouvrage, les trois récits figurent ensemble. En dehors des écrivains mentionnés plus haut, on trouve deux allusions très brèves au rôle d'Athénodore auprès d'Auguste chez *Zosimos*, auteur du V^e siècle, éd. de Bonne, p. 12₁₅₋₁₇ et dans le *Lexique de Suidas* (X^e siècle), edd. Th. Gaisford—G. Bernhardt. Halis et Brunsvigae, 1853, I, col. 140₂₁—142₇.

dèle — même dans l'expression — sur la littérature byzantine contemporaine, nous donnons ici la traduction des variantes que l'on trouve dans Léon Grammatikos et Georgios Kedrenos. Léon Grammatikos raconte l'histoire de la façon suivante¹ : « L'empereur avait toujours à ses côtés le très sage Alexandrin Athénodore, chargé de corriger son maître en le réprimandant de ses actions blâmables. L'empereur avait l'habitude de faire l'éloge d'Athénodore au Sénat, où il déclarait qu'après avoir mené une vie exécrationnelle, il s'était amendé grâce à Athénodore. Or celui-ci, devenu vieux, pria l'empereur de le laisser retourner dans son pays natal, le Kaisar étant d'ailleurs déjà parfaitement sage dans ses paroles et dans ses actes. Au moment de partir, il embrassa l'empereur et, se penchant à son oreille, l'exhorta à ne jamais donner d'ordres, lorsqu'il serait en colère, avant d'avoir récité mentalement les vingt-quatre lettres de l'alphabet. Car il savait que l'empereur était colérique et d'esprit versatile. Celui-ci, l'ayant écouté, lui dit : « — Tu as bien fait de me rappeler que je n'étais pas encore parfait : aussi ne puis-je te laisser rentrer dans ton pays natal. » Kedrenos raconte la même histoire dans les termes suivants² : « Il avait toujours à ses côtés le très sage Alexandrin Athénodore. Or il s'amourachait facilement des femmes des autres, et il se trouvait des maris complaisants qui l'aidaient à satisfaire ses indignes caprices. Chaque fois, en effet, qu'un sénateur ayant une belle femme se présentait chez lui, l'empereur lui envoyait sa bague, le priant de faire monter sa femme dans une chaise à porteurs, de sceller la porte de celle-ci, puis de lui renvoyer sa bague. Il accueillait la femme arrivée dans la chaise à porteurs, forniquait avec elle, puis, scellant de nouveau la chaise à porteurs, la renvoyait. C'est ce qui arriva un jour à un sénateur, qui n'osait pas ne pas acquiescer au désir de l'empereur, mais se plaignait amèrement de son infortune. Athénodore, ayant eu affaire chez le couple qui commença à se lamenter devant lui, s'enquit de la raison de ses doléances et, ayant été mis au courant, s'enferma lui-même, muni d'une épée, dans la chaise à porteurs, la fit sceller et transporter chez l'empereur. Celui-ci, ayant ouvert la portière de la chaise où il croyait trouver la femme du sénateur, en vit surgir Athénodore, l'épée nue à la main, et fut tellement effrayé que, remis de son effroi, il assura à Athénodore, sous la foi de serments solennels, qu'il rompait avec sa vie déréglée. L'empereur aimait Athénodore de tout son cœur ; aussi, dans les réunions du Sénat, le loua-t-il à maintes reprises, ajoutant que lui-même, qui avait mené auparavant une vie détestable, s'était corrigé sous l'influence d'Athénodore. Celui-ci, devenu vieux, lui demanda un jour de pouvoir rentrer

¹ *Loc. cit.*

² *Loc. cit.*

dans son pays natal, affirmant que le Kaisar était déjà parfaitement sage dans ses paroles comme dans ses actes. Le Kaisar ne consentit qu'à regret à le laisser partir. Mais, au moment de prendre congé, Athénodore embrassa l'empereur et, se penchant à son oreille, lui conseilla de ne jamais donner d'ordres, lorsqu'il serait en colère, avant d'avoir récité mentalement les vingt-quatre lettres de l'alphabet. Il savait, en effet, que l'empereur était colérique et d'esprit versatile. Celui-ci, l'ayant écouté, lui dit : « — Tu as bien fait de me rappeler que je n'étais pas encore parfait et que j'avais encore besoin de tes conseils. Aussi ne pourrai-je te permettre avant un certain temps de rentrer dans ta patrie. »

Si l'on compare les deux variantes de l'anecdote (qui figurent déjà dans la collection d'*excerpta* de Constantin), on est immédiatement frappé par la concordance du contenu et du style, et surtout par l'accord littéral de certaines parties. Mais il apparaît aussi que dans Kekaumenos l'histoire a été remaniée. Le premier récit a été supprimé par respect sans doute pour l'empereur, dont cette histoire concernant un de ses prédécesseurs, eût blessé la dignité. En revanche, les antécédents et l'arrivée d'Athénodore à la cour d'Auguste sont plus longuement traités. De toutes façons, l'histoire démontre clairement que Kekaumenos l'avait tirée de la lecture (texte grec) des historiens byzantins. A cause de la diffusion même de l'histoire et des changements qui y ont été apportés, il est difficile de déterminer d'une manière positive à quel auteur Kekaumenos l'a empruntée. Si je me suis attardé un peu longuement à cette histoire, c'est pour prouver qu'il serait erroné de se reporter immédiatement à la tradition nationale romaine conservée par les Vlaques pour expliquer la présence, dans notre auteur, d'un fragment de l'histoire romaine. Mais j'ai voulu désigner en même temps la partie de la littérature byzantine où nous aurons à chercher la source de notre « préhistoire vlaque ».

Si nous remontons le cours de la littérature grecque pour trouver la source originale des trois récits concernant Auguste et Athénodore, nous trouvons la partie essentielle du premier dans le « *Ῥωμαϊκὴ ἱστορία* » de Dion Cassius Cocceianus (155—229) sous la forme suivante : ¹

¹ Boissevain, *éd. cit.*, vol. II, pp. 553₂₄—554₃.

« Chacun pouvait aisément aborder l'empereur défunt, et nombreux sont ceux qu'il aida dans des difficultés financières ; il honorait ses amis d'une réelle estime et était heureux de les entendre lui parler franchement. C'est ce que prouve aussi le cas d'Athénodore, que l'on porta un jour dans sa chambre à coucher, enfermé, comme une femme, dans une chaise à porteurs et qui en sortit, brandissant une épée nue et criant : « — N'as-tu pas peur que quelqu'un entre ainsi chez toi et te tue ? » Auguste, au lieu de se fâcher, lui en resta reconnaissant. »

Xiphilinos, qui écrivait dans le dernier tiers du XI^e siècle, rapporte ce récit littéralement dans l'abrégé de l'œuvre de Dion Cassius, dont le texte est ici la fidèle copie de l'original.¹ L'essentiel du deuxième récit remonte également à l'ouvrage de Dion Cassius, mais sous une nouvelle forme, car c'est Mécène, et non pas Auguste, qui fait au Sénat l'éloge d'Athénodore, dans un discours adressé à l'empereur où, répétant le mot de ce dernier, il nomme Athénodore l'incarnation de la *καλοκαγαθία*.² Le troisième récit remonte en dernier lieu à un passage des Œuvres Morales de Plutarque³ (46—120), où l'on trouve l'histoire sous cette forme :

« Le philosophe Athénodore lui ayant demandé de le laisser rentrer chez lui à cause de son âge avancé, l'empereur donna son assentiment. Mais lorsque Athénodore vint prendre congé et l'embrassa en lui disant : « — Lorsque tu te mets en colère, Kaisar, ne dis rien et ne fais rien avant d'avoir récité mentalement les vingt-quatre lettres de l'alphabet », Auguste lui prit la main et dit : « — J'ai encore besoin de ta présence. » Et il le garda auprès de lui encore pendant une année entière, disant : « — Le silence a aussi sa valeur et surtout ne comporte pas de danger. »

La réunion des trois récits et les modifications qui y ont été apportées durent avoir lieu au début de l'époque byzantine, car les trois histoires apparaissent déjà dans

¹ V. Boissevain, *éd. cit.*, vol. III, p. 546.

² *Éd. cit.*, II, p. 407¹⁷⁻²⁰.

³ Plus précisément dans le *Regum et imperatorum apophthegmata*, *éd. des Œuvres Morales* rédigée par G. N. Bernardakis (Lipsiae, 1889), II, p. 97¹⁴⁻²².

les *excerpta* de Constantin comme un seul récit uni et cohérent.¹

Cette analogie nous indique le chemin à suivre pour trouver la source originale du récit de Kekau-
menos concernant les Daces, Décébal et Trajan. Ce chemin n'est pas celui de la « tradition nationale », qui vivait au XI^e siècle sur les lèvres des Vlaques de l'Hellas, mais celui de la littérature historique byzantine relative à l'époque de l'empire romain. C'est un fait connu que les historiens byzantins tirèrent principalement leur connaissance de l'empire romain, soit directement soit indirectement, de l'histoire romaine de Dion Cassius.² Déjà au début de l'ère byzantine, une façon caractéristique de traiter l'histoire de cette époque commençait à prendre forme, utilisant principalement l'œuvre de Dion Cassius et même la continuant. L'auteur de cette nouvelle conception est habituellement nommé *Anonymus post Dionem*. Et si l'œuvre des chroniqueurs byzantins fourmille de fragments tirés de Dion Cassius, c'est à la large utilisation des ouvrages d'*Anonymus* qu'il faut l'attribuer. Les œuvres de Petros Patrikios et de Ioannes Antiocheus, qui vivaient respectivement aux VI^e et VII^e siècles et dont les travaux marquant le début de la littérature byzantine ne subsistent que dans les fragments de la collection d'*excerpta* de Constantin, témoignent même ainsi de l'ample usage fait de l'œuvre de Dion Cassius.

¹ Dans la réunion des récits de l'anecdote d'Auguste et d'Athénodore et l'éclaircissement de leur origine, U. Ph. Boissevain, l'excellent éditeur des œuvres de Dion Cassius, a fait un travail de pionnier. C'est au cours du rétablissement du texte de Dion Cassius et de la réunion des fragments retrouvés plus tard que ces trois historiettes attirèrent son attention. Il réunit les passages où ces trois récits étaient répétés, mais le texte de Kekaumenos semble avoir échappé à son attention. V. sa collection dans la documentation critique du passage cité du texte de Dion Cassius, ainsi que les pages XVII—XXI (notamment page XX) du vol. II, *éd. cit.*

² Cf. pour ce qui suit les observations de U. Ph. Boissevain, *éd. cit.*, II, pp. XVII—XIX et III, p. IX ; en ce qui concerne la vie et l'œuvre de Dion Cassius, voir Christ—Schmid—Stählin, *Geschichte der griechischen Literatur*, II, 2, München, 1924^e, pp. 795—9.

L'Historia Augusta byzantine¹ s'inspire également — quoique indirectement — de l'œuvre de Dion Cassius. Elle montre d'ailleurs une parenté très marquée avec l'ouvrage de Petros Patrikios, qui puisa vraisemblablement à la même source (qui est peut-être l'œuvre d'Anonymus post Dionem). Aussi comprend-on pourquoi les fragments de l'histoire romaine de Dion Cassius figurent en si grand nombre dans les collections d'excerpta répandues à Byzance au temps de Kekaumenos. Je ne rappellerai que quelques-unes de celles-ci. Dans le cod. Seguerianus sive Coislinianus Paris. n. 345 datant du XI^e siècle, se trouve une œuvre syntaxique intitulée « *Περὶ συντάξεως* », qui contient 137 fragments dioniens.² Deux codes³ d'un florilège attribué au confesseur St Maxime et qui renferme de nombreux excerpta dioniens, datent certainement du XI^e siècle. Les *Fragmenta Parisina* qui proviennent également d'un code du XI^e siècle contiennent un nombre important de fragments dioniens.⁴ Un autre code datant du X^e ou du XI^e siècle et qui appartient au groupe « *Περὶ γνωμῶν* » de la collection d'*excerpta* de Constantin, le code Vatic. gr. 73, conserve 161 fragments dioniens et un grand nombre de fragments de l'Anonymus post Dionem.⁵ Dans le code Peirescianus, qui date également du X^e ou du XI^e siècle et fait partie de la collection « *Περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας* », on trouve actuellement 416 fragments dioniens, mais il en contenait jadis 460.⁶ Si, pour terminer, nous tenons également compte des codes de l'histoire romaine de Dion Cassius subsistant encore de nos jours, nous trouvons parmi eux deux codes⁷ que les lecteurs byzantins pou-

¹ Représentée aujourd'hui par certains fragments de l'*Excerpta Salmasiana*, par les historiens Léon Grammatikos, Georgios Kedrenos, Konstantinos Manasses, Georgios Monachos, par la Synopse de Sathas, ainsi que par les parties correspondantes du cod. Paris. suppl. gr. 607 A, du cod. Paris. n. 1712 et du cod. Vatic. 163.

² Cf. Boissevain, *éd. cit.*, I, pp. LIV—LVIII.

³ Cod. Barber. 1 n. 158 cod. 365 B et cod. Paris. n. 926 = cod. Reg. 2382 = Cod. Colbert. 1527. *Ibid.*, pp. XLI—LIV.

⁴ *Ibid.*, pp. XXXV—XLI.

⁵ *Ibid.*, pp. XVI—XXI.

⁶ *Ibid.*, pp. VI—XVI.

⁷ Cod. Laurentianus sive Mediceus plut. 70 n. 8 et cod. Marcianus sive Venetus n. 395.

vaiant déjà feuilleter au XI^e siècle. Aucun des deux codes n'est resté intact : le récit des guerres daces de Trajan manque dans tous les deux, car la fin fait entièrement défaut. Mais il existait à Byzance au XI^e siècle un manuscrit de Dion Cassius resté intact et *in extenso*, sur lequel nous reviendrons plus tard. Ajoutons que l'œuvre de Dion Cassius, après avoir été abondamment utilisée par les auteurs des collections d'excerpta de Constantin, a connu au temps de Kekaumenos un second essor dans la littérature historique du Bas-Empire. Le religieux byzantin Ioannes Xiphilinos (que nous avons déjà cité), cousin du patriarche Ioannes Xiphilinos qui avait pris la défense de Nikoulitzas III devant l'empereur, rédigea, entre 1071 et 1078, à l'instigation de Michel VII Ducas, le Parapinace, un abrégé, fort répandu et répondant aux exigences de l'époque, des livres alors accessibles (livres 36—80) de Dion Cassius.¹ Cet abrégé devait déjà être terminé au moment de la composition du STR, c'est-à-dire vraisemblablement sous le règne d'Alexis I^{er} Comnène (1081—1118), mais en tous cas après 1075. Le culte renaissant de Dion Cassius continua à survivre dans l'œuvre de l'historien byzantin Ioannes Zonaras qui, dans son ouvrage intitulé « *Ἐπιτομή ἱστοριῶν* », rapporte l'histoire de l'Empire romain principalement d'après Dion Cassius, utilisant son texte jusqu'à la mort de Domitien (livre 68) et à partir de là (pour la matière des livres 68—80) celui de l'abrégé de Xiphilinos.²

Il n'est plus surprenant, dans cet état de choses, que W. Tomaschek, qui possédait une rare érudition dans la littérature grecque, ait à première vue résolu l'énigme de la source de la « préhistoire vlaque » de Kekaumenos. Déjà en 1882, il écrivait ce qui suit :³ « Quoique son

¹ Cf. K. Krumbacher, *Geschichte der byzantinischen Literatur*. München, 1897², pp. 369—70 ; Christ—Schmid—Stählin, *Geschichte der griechischen Literatur* II, 2. München, 1924⁶, p. 797. Krumbacher pensait à tort que Xiphilinos n'avait pas résumé le texte de Dion Cassius, mais qu'il avait employé un extrait de ce dernier. Cette supposition a été maintes fois réfutée depuis. Cf. Boissevain, *éd. cit.* II, p. XXVI, note n^o 1.

² Cf. les observations de la documentation critique de Boissevain, *éd. cit.* III, p. 187 et 470, ainsi que Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica* I, p. 197.

³ *Op. cit.*, p. 493—4.

cercle visuel (il s'agit de Kekaumenos) ne s'étende nullement au delà d'un niveau tout à fait populaire — ce dont témoigne chaque ligne de ses sincères, mais naïfs *Mémoires* — il connaît cependant Dion Cassius, ou tout au moins l'abrégé de Xiphilinos, et mêle à ses propos concernant l'origine et la patrie primitive des Vlaques, des réminiscences de l'ère romaine ; parlant de Trajan et de Décébal, et en même temps de l'ancienne Dacie, il amalgame le peu qu'il entrevoit par lui-même et ce qu'il sait de bonne source avec la tradition érudite. Il est nécessaire de faire cette observation au préalable, pour être à même de distinguer dans son bref exposé ce qui est précieux et essentiel de ce qui est adjonction personnelle ou réminiscence littéraire.» Reproduisant ensuite le passage « préhistorique » de Kekaumenos jusqu'au passage où il est dit que la tête de Décébal, plantée sur une lance, fut envoyée à Rome, il remarque encore une fois : « Ici se termine la réminiscence de Dion Cassius ». Tomaschek a commis toutefois trois omissions : 1) il a oublié de prouver que le passage en question n'est véritablement qu'un ornement littéraire emprunté à Dion Cassius ou à l'*Épitomé* de Xiphilinos ; 2) il a omis d'expliquer les raisons de l'identification des Vlaques avec les Daces et les Bessiens (en se rapportant aux secrets d'ateliers des byzantins pour archaïser les noms de peuples) ; 3) il critique non sans parti pris pour sa théorie bessienne le compte rendu de Kekaumenos : voulant l'utiliser à ses fins, il n'eut pas le cœur de tirer de sa pénétrante découverte les conclusions finales, fatales en effet du point de vue de la valeur et de l'utilité dudit passage. Ces trois omissions eurent pour effet d'inciter les nouveaux investigateurs — exception faite de quelques-uns qui rappelèrent obligatoirement l'origine dionienne du passage — à faire remonter celui-ci à la « tradition populaire vlaque » et à l'utiliser comme une source historique authentique dans la polémique relative à l'origine des Vlaques. Par suite de ces omissions, il en est encore ainsi aujourd'hui, en 1943. En effet, un savant roumain, M. Th. Capidan s'efforce, dans un article récemment paru,¹

¹ *Simbioza Albano-Româna și continuitatea Românilor în Dacia* : Revista Fundațiilor Regale 10 (1943), pp. 243—70.

d'utiliser ledit passage de Kekaumenos pour prouver que telle partie du romanisme balkanique, restée la plus importante après le démembrement provoqué par l'invasion des Slaves dans les Balkans, au sud du Danube, avait servi de trait d'union entre les (prétendus) Roumains de la Dacie (c'est-à-dire de la rive gauche du Danube) et les Roumains des Balkans. Capidan tient le passage en question pour une « preuve historique » qui justifie ses affirmations. Il fait valoir d'autre part une constatation d'un de nos meilleurs romanisants, constatation reconnue juste et se rapportant audit passage, pour blâmer les savants hongrois. Ceux-ci, dit-il, au moment-même où toutes les « preuves historiques » de la continuité des Roumains en Dacie se trouvent en nos mains, « taxent de fantaisistes les écrivains qui nous les ont léguées ».¹

Le fait que d'aucuns se prévalent si superficiellement dudit passage de Kekaumenos pour résoudre le problème de l'origine des Roumains (méthode qui rappelle singulièrement l'argumentation de certains savants à la fin du siècle dernier) nous impose le devoir de terminer la tâche que Tomaschek a laissé inachevée. Il apparaîtra ainsi si le passage du STR en question est véritablement une « preuve historique » de l'existence d'une liaison entre les Roumains vivant (soi-disant) sur les deux bords du Danube et prouvant la continuité roumaine en Dacie, ou si nous devons nous ranger à une autre opinion.

Nous prouverons d'abord que Kekaumenos n'a pas puisé ses propos concernant les Daces, Décébal et Trajan dans une tradition populaire vlaque, mais qu'il les a empruntés — ainsi que l'a affirmé Tomaschek — soit directement soit indirectement à l'œuvre de Dion Cassius. Jetons un nouveau coup d'œil sur le texte. Suivant notre auteur, « les Vlaques n'ont jamais tenu leur parole envers qui que ce soit, même envers les anciens empereurs romains. Lorsque Trajan les eut dispersés, puis vaincus, ils furent faits prisonniers et personne, pas même leur empereur nommé Dekebalos, ne réchappa au massacre qui suivit : sa tête fut fixée à l'extrémité d'une lance

¹ *Op. cit.*, pp. 258—9.

et plantée au milieu de la ville des Romains.¹ Si nous examinons à présent les monuments de la littérature byzantine subsistant encore actuellement, nous ne retrouvons le récit de la guerre de Trajan et de Décébal et celui de la défaite des Daces sous une forme cohérente que dans les trois ouvrages suivants (en dehors du STR) : l'abrégé de Dion Cassius rédigé entre 1071 et 1078 par Ioannes Xiphilinos², l'ouvrage historique de Ioannes Zonaras qui commença à écrire après 1118³ et le poème didactique de Ioannes Tzetzes « *Βίβλος ιστοριῶν* » rédigé entre 1144 et 1170 et connu sous le titre de *Chiliades*.⁴ Xiphilinos avait tiré la matière de son récit — selon la nature même de la chose — directement de l'histoire romaine de Dion Cassius, d'où il a extrait les chapitres 4 à 14 du livre 68 qui subsistait encore à l'époque, mais disparut peu de temps après. Nous avons vu plus haut que déjà Zonaras (qui écrivait après 1118) n'avait pu connaître le contenu du livre 68 que grâce à l'abrégé de Xiphilinos. Ainsi le dernier quart de l'œuvre de Dion Cassius était déjà rare lorsque Xiphilinos rédigea son *Épitomé* ; peut-être est-ce au dernier moment qu'il en transmit le contenu à la littérature postérieure. Toutefois, il n'est pas exclu — quoique peu vraisemblable — que ce livre de Dion Cassius traitant des guerres daces de Trajan ait encore existé au temps de Kekaumenos, qui ne prit la plume que quelques années après Xiphilinos. En un mot, parmi les sources qui rapportaient en entier le récit des guerres daces de Trajan, deux seulement peuvent entrer en ligne de compte du point de vue du STR : l'abrégé de Xiphilinos et l'original de Dion Cassius. Mais il faut aussi compter avec les fragments de Dion Cassius qui étaient déjà très répandus dans la littérature byzantine au temps de Kekaumenos. Ces fragments appartiennent en partie à la collection d'*excerpta* de Con-

¹ καὶ τὴν κεφαλὴν ἐπὶ δόρατος ἀναστειθέντος ἐν μέσῃ τῇ πόλει Ῥωμαίων.

² Le texte le plus soigné a paru dans l'édition de Dion Cassius rédigée par U. Ph. Boissevain, III, pp. 641³⁰—644¹⁴.

³ *Édici. t.*, II, pp. 508¹⁸—510²⁰.

⁴ *Ioannis Tzetzae historiarum variarum Chiliades, graecae* ed. Th. Kiesslingius. Lipsiae, 1896, 2, pp. 61—81.

stantin¹, en partie au *Lexique de Suidas* rédigé vers l'an 1000² et à un ouvrage du XI^e siècle également cité, le « *Περὶ συντάξεως* ». Tous ces fragments ont été tirés, soit directement soit indirectement, du texte de Dion Cassius. U. Ph. Boissevain, l'excellent éditeur de l'œuvre de Dion Cassius, se vit également contraint d'utiliser les sources énumérées ci-dessus pour rétablir le texte des chapitres 4 à 14 du livre 68, chapitres concernant les guerres daces de Trajan.³

Sans reproduire ici les 10 pages du texte rétabli de Dion Cassius ou les 3 pages et demie de l'abrégé de Xiphilinos, nous pouvons faire valoir des preuves absolument concluantes en ce qui concerne l'origine du récit de Kekaumenos. La première de celles-ci serait, à elle seule, largement suffisante. Dans toute la littérature grecque parue jusqu'au temps de Kekaumenos, il ne se trouve que deux ouvrages où figure cette phase ultime de la guerre dace de Trajan : le transport à Rome de la tête de Décébal. Dans le texte de Dion Cassius rétabli d'après Xiphilinos, l'événement est relaté de la façon suivante : « *καὶ ἡ κεφαλὴ αὐτοῦ ἐς τὴν Ῥώμην ἀπεκομίσθη*⁴ »; dans le texte de Xiphilinos, il est rapporté — naturellement — dans les mêmes termes : « *καὶ ἡ κεφαλὴ αὐτοῦ ἐς τὴν Ῥώμην ἀπεκομίσθη*⁵ »; dans le texte de Kekaumenos, nous lisons : « *καὶ τὴν κεφαλὴν ἐπὶ δόρατος ἀναρτηθέντος ἐν μέσῃ τῇ πόλει Ῥωμαίων* ». Cette comparaison me semble suffisamment persuasive pour prouver que Kekaumenos n'a pas puisé ce récit dans une « tradition populaire » conservée par les Vlaques de l'Hellas, mais, soit directement soit indirectement, dans Dion Cassius. Si nous ne pouvons établir avec précision auquel des deux textes Kekaumenos a emprunté cette phrase, c'est que les textes actuellement à notre disposition sont insuffisants.

¹ 2 à la collection « *Περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας* », 3 à la collection « *Περὶ προέσεων ἔθνικῶν πρὸς Ῥωμαίους* » et 2, par l'intermédiaire de Petros Patrikios, aussi aux « *Excerpta de legationibus* ».

² S. v. ἀμβλύνω, ἤμαζεν, καθήρει, λαμπάδιον, μήθ' ὑπὸ νεότητος, πονεῖσθαι.

³ *Éd. cit.*, III, pp. 191₁₁—201₉. Cf. également la documentation critique.

⁴ *Éd. cit.*, III, p. 200₂₃—24.

⁵ *Éd. cit.*, III, p. 644₂.

Mais il est aussi possible, probable même, qu'il existait dans quelque collection d'*excerpta* de Constantin un résumé de la guerre de Trajan et de Décébal que Kekau-
 menos a pu connaître (et utiliser), mais qui a disparu depuis. Il est, en effet, dans le texte de Kekau-
 menos une expression qui appartient au langage des *excerpta* de Constantin. L'auteur dit au sujet de Décébal qu'il était
 « l'empereur » des Daces¹. Or, ni le texte rétabli de Dion Cassius, ni celui de Xiphilinos n'usent de ce titre pour
 indiquer la dignité de Décébal. En revanche, dans les fragments *Excerpta Ursiniana* 49 et *Exc. Urs.* 14, (1-2)², dans
 l'*Excerpta Vat.* 284 (3), ainsi que dans un fragment de Petros Patrikios (4), nous trouvons les textes suivants :
 (1) ὁ Δεκεβάλος ὁ τῶν Δακῶν βασιλεύς, (2) τὸν Δεκέβαλον
 τὸν Δακῶν βασιλέα, (3) τῷ Δεκεβάλῳ τῷ Δακῶν βασιλεῖ,
 (4) Δεκέβαλος ὁ Δακῶν βασιλεύς.³ Quelle que soit la façon dont
 l'emprunt a eu lieu, il reste que cette partie du récit passa
 de Dion Cassius dans l'œuvre de Kekau-
 menos par la voie littéraire. Nous avons déjà observé dans le cas d'Athé-
 nodore ce fait que l'auteur modifie suivant ses desseins
 la matière de son ouvrage.

L'ERREUR GÉOGRAPHIQUE DE KEKAUMENOS

Personne ne mettra en doute que les événements
 que Kekau-
 menos puise à cette source (la défaite des
 Daces par Trajan, leur captivité, la mort de Décébal)
 ne se soient déroulés dans la Dacie trajane que les Ro-
 mains commençaient justement à coloniser. Je vou-
 drais prouver dans ce qui suit que Kekau-
 menos a em-
 prunté ces indications à la source dont il se servait, sans
 même savoir où se trouvait la Dacie trajane. Continuons
 à examiner le texte de Kekau-
 menos : « En effet, dit-il,
 ceux-là (les Vlaques) sont les soi-disant Daces et Bessiens.
 Ils habitaient auparavant à proximité du Danube et du
 Saos⁴, que nous nommons actuellement Savas (Save), là
 où les Serbes demeurent aujourd'hui, (retranchés) dans

¹ τοῦ βασιλέως αὐτῶν sc. τῶν Δακῶν, respectivement Βλάχων.

² Qui appartiennent à la collection d'*excerpta* de Constantin intitulée « Περὶ πρῆσβεων ἐθνικῶν πρὸς Ῥωμαίους ».

³ *Éd. cit.*, III, p. 170₁₃, 172₁, 173₁₀ et 198 (documentation critique).

⁴ πλησίον τοῦ Δανουβίου ποταμοῦ καὶ τοῦ Σάου.

des positions fortifiées et inaccessibles¹. Se fiant à celles-ci, en même temps qu'ils simulaient l'amitié et la soumission envers les anciens empereurs romains, ils sortaient de leurs fortifications (τῶν ὀχυρωμάτων) et pillaient les provinces romaines. C'est pourquoi, indignés — comme je l'ai dit (ὡς εἴρηται) — ils (les empereurs romains) les décimèrent. Sur quoi les survivants quittèrent la région, les uns se dispersèrent dans toute l'Épire et la Macédoine, tandis que les autres — la majorité — s'établirent dans l'Hellas.» Jetons un coup d'œil sur l'enchaînement des idées dans le récit : Kekaumenos commence par dessiner un portrait des Vlaques. Il souligne leur inconstance, leur infidélité, la fausseté de leurs serments. Pour éclairer ce trait, il cite un exemple : les Vlaques n'ont jamais tenu leur parole, même envers les anciens empereurs romains. Pour les punir, Trajan organisa contre eux une expédition, les écrasa et fit exposer à Rome la tête de leur « empereur » Décébal, pour faire un exemple. Après avoir relaté ces événements perpétués dans la littérature byzantine, l'auteur s'avise d'une objection que pourraient faire les lecteurs : tout cela est vrai, mais cela est advenu non aux Vlaques, mais aux Daces. Il sent que l'exemple dont il se sert pour illustrer l'infidélité, ne sera juste et ne produira d'effet que s'il identifie les Vlaques avec les Daces. Aussi s'empresse-t-il d'intercaler dans le texte, en guise d'explication : « En effet, ceux-là (les Vlaques) sont les soi-disant Daces et Bessiens ». Et il se hâte de préciser le lieu où ces antiques événements : le parjure des Vlaques et leur défaite par l'expédition punitive de Trajan, conséquence de leur parjure, se déroulèrent. « A proximité du Danube et de la Save » — dit Kekaumenos, mais il pense manifestement à la région située au sud de ces fleuves, puisqu'il précise : « là où les Serbes demeurent actuellement ». Mais, selon les chroniques byzantines du XI^e siècle, les Serbes habitaient alors le territoire limité à l'ouest par la Morava et l'Ibar, au nord par le Drin, et à l'est par la Drina, c'est-à-dire le territoire indiqué sur la carte géographique sous les noms byzantins de Rascia et de Zeta. C'est de ce terri-

¹ ἐν ὀχυροῖς καὶ δυσβάτοις τόποις.

toire qu'émigrèrent — selon Kekaumenos — dans l'Hellas, en Épire et en Macédoine les Vlaques « Daces et Bessiens », dispersés par l'expédition punitive de Trajan.

Certains savants furent d'avis qu'il fallait distinguer deux étapes dans le récit de Kekaumenos ; les ancêtres des Vlaques avaient d'abord émigré de la Dacie trajane dans la région située au sud du Danube et de la Save, et, de là, s'étaient dispersés vers le sud, sur le territoire byzantin. Mais le texte même prouve qu'il n'en est rien. L'infidélité des Daces envers les anciens empereurs romains consistait à piller leurs provinces, tout en feignant la soumission. Indignés de cette façon d'agir, les empereurs — « comme je l'ai dit » (*ὡς εἴρηται*) — les décimèrent. La proposition « comme je l'ai dit » ne peut se rapporter qu'à la guerre d'extermination de Trajan rapportée quelques lignes plus haut. La simulation de la soumission et le pillage simultané des provinces romaines, c'est-à-dire la preuve de l'infidélité, devaient naturellement précéder le châtement, comme la cause précède l'effet. Ainsi, tout ce que Kekaumenos raconte dans la deuxième partie de son récit se rapporte aux événements antérieurs et à ceux de la guerre de Trajan. Mais en dehors du renvoi « comme je l'ai dit » et de la cohérence logique, de nombreux critères fournis par le texte viennent également corroborer ce fait. Suivant la description de Kekaumenos, les positions des Daces étaient situées « en des endroits fortifiés et inaccessibles »¹, parsemés de véritables fortifications (*ὄχυράματα*). Chez Dion Cassius (soit dans le texte original, soit dans l'abrégé de Xiphilinos, soit encore dans les *excerpta* de Constantin), Kekaumenos avait pu lire qu'il s'agissait de fortifications (*ἐρύματα*) construites en Dacie lors de la guerre de Trajan, de montagnes défendues par de solides remparts², de sommets inaccessibles ou ne pouvant être occupés qu'au prix de très grands dangers³. C'est donc à ce texte que l'auteur emprunte les expressions dont il use pour décrire les positions des Daces, ce qui prouve que Kekaumenos a appliqué à des régions situées au sud du

¹ ἐν ὄχυροῖς καὶ δυσβάτοις τόποις.

² ὄρη ἐντετειχισμένα.

³ ἐς τὰ ἄκρα ἀναβῆναι, λόφους ἐκ λόφων μετὰ κινδύνων καταλαμβάνων.

Danube et de la Save des indications qui se rapportaient au territoire et à la population de la Dacie trajane.¹

Voici encore de nouvelles preuves : Kekaumenos évoque les parjures commis par les Daces envers « les anciens empereurs romains », donc envers plusieurs empereurs romains, et mentionne le pillage perpétré dans ces provinces. A ce sujet, il avait pu lire dans le texte original de Dion Cassius (dans celui de Xiphilinos ou encore dans les excerpts de Constantin) les passages suivants : Les Daces poursuivaient déjà au temps de César et d'Antoine une politique fallacieuse et pactisaient avec chacun des rivaux.² L'an 10 avant J.-C., traversant le Danube gelé, ils envahirent et pillèrent la Pannonie.³ Aussi l'empereur Domitien se vit-il contraint de leur faire la guerre.⁴ Décébal s'engagea alors à maintenir la paix avec Domitien ; mais plus tard, il exigea des Romains un tribut pour la paix déjà promise.⁵ Trajan leur fit la guerre pour les mêmes raisons.⁶ Décébal lui avait demandé par ses ambassadeurs une audience personnelle et promis une entière soumission ; mais, plus tard, il refusa de recevoir les délégués de l'empereur.⁷ Pour se tirer d'une mauvaise passe, il demanda de nouveau la paix à Trajan, et lui promit tout, « non pas qu'il voulût respecter les clauses de la paix, mais uniquement pour reprendre haleine ». ⁸ Après la première campagne de Trajan, le sénat derechef déclara Décébal ennemi de Rome, car il avait enfreint toutes les conditions du traité.⁹ Au cours de la nouvelle guerre, Décébal tenta de faire assassiner Trajan par un sicaire.¹⁰ Voilà les passages qui ont pu susciter chez Kekaumenos l'idée de l'infidélité classique des Vlaques, le tableau de leur combat avec les anciens empereurs romains, le récit de leurs pillages

¹ Dion Cassius, *éd. cit.*, III, p. 194₁₈, 20-24, 195₁₀₋₁₁ et documentation critique.

² *Éd. cit.*, II, p. 373₂₉₋₃₃.

³ *Éd. cit.*, II, p. 475₂₆₋₂₇.

⁴ *Ibid.*, III, p. 170₁₁₋₁₇₆.

⁵ *Ibid.*, III, p. 172₁₋₆.

⁶ *Ibid.*, III, p. 191₁₂.

⁷ *Ibid.*, III, p. 194₁₋₁₆.

⁸ *Ibid.*, III, pp. 194₂₇-195₉.

⁹ *Ibid.*, III, p. 197₄₋₁₂.

¹⁰ *Ibid.*, III, pp. 197₂₁-198₁.

et de leur défaite par l'expédition punitive de Trajan. Mais Kekaumenos a pu aussi utiliser tel ou tel excerptum de la collection «Περὶ ἀρετῆς καὶ κακίας», qui rapportait d'une façon succincte l'infamie des Daces.

Voilà des preuves qui démontrent, à notre avis, d'une façon évidente que Kekaumenos localisait tout ce qu'il avait lu dans Cassius ou dans un de ses disciples au sujet des guerres daces de Domitien et de Trajan ainsi que des exploits des Daces vivant en Dacie trajane, dans la région située au sud du Danube et de la Save, et qu'il situait même ladite Dacie trajane dans la région de la Serbie d'antan. Il croyait donc que les Daces de Décébal avaient jadis vécu dans la Serbie de son temps et que c'était de là que la guerre de Trajan les avait chassés vers l'Épire, vers la Macédoine et surtout vers l'Hellas.

Aussi la question se pose-t-elle : quelles circonstances ont pu provoquer chez Kekaumenos cette erreur géographique? C'est un fait incontestable que tout ce que Kekaumenos rapporte dans sa « préhistoire » sur les exploits des Vlaques à l'époque dace, n'est qu'un élément littéraire emprunté directement ou indirectement à Dion Cassius. Supposons toutefois, afin d'expliquer son erreur, que Kekaumenos ait cru connaître la patrie d'origine des Vlaques. Mais ni lui ni aucun historien byzantin, ni même les sources étrangères contemporaines ne connaissent jusqu'à la seconde moitié du XII^e siècle d'autres Vlaques que ceux de la péninsule des Balkans (notamment les ancêtres des Arumuns (makedo-roumains et des Roumains de Meglen actuels) et ceux, disparus depuis, des monts Balkans. En effet, la première donnée qui puisse démontrer d'une façon plausible la présence de Vlaques au nord du Danube, n'apparaît que dans un ouvrage de Niketas Choniates composé entre 1204 et 1206, à propos d'un événement qui s'est passé en 1164 ; encore s'agit-il de Vlaques venus selon toute vraisemblance de la rive droite du Danube, c'est-à-dire du territoire byzantin, pour y faire pâître leurs troupeaux.¹ Kekaumenos lui-

¹ *Nicetae Choniatae historia*, rec. I. Bekker, Bonnae, 1835, p. 171₅—10. Cf. M. Gyóni, *A paristrioni »államalakulatok« etnikai jellege*, [Le caractère ethnique des formations de l'État dans le Paristrion] Budapest, 1942, p. 86.

même ne mentionne que les Vlaques de l'Hellas, de l'Épire et de la Macédoine, c'est-à-dire les Vlaques qui avaient émigré de leur ancienne patrie, la Serbie de son temps, pour s'établir dans une nouvelle région. Si Kekaumenos savait que la patrie d'origine des Vlaques s'étendait sur la péninsule des Balkans, au sud du Danube et de la Save, nous pourrions expliquer ainsi — et ce n'est qu'ainsi que nous pourrions l'expliquer — pourquoi il situe à cet endroit la Dacie trajane. La confiance placée par les savants roumains dans la justesse (ainsi conçue) des indications de Kekaumenos, deviendrait à ce titre l'argument le plus efficace contre leur théorie de la continuité daco-roumaine. Car le territoire désigné par Kekaumenos comme étant la patrie d'origine des Vlaques confine sur toute la longueur de sa frontière méridionale au pays d'origine albanais dont G. Stadtmüller délimita récemment le territoire.¹ Cette preuve en mains, nous pourrions démontrer sur-le-champ à l'aide de la science historique ce que prouvait déjà l'étymologie : la symbiose albano-vlaque. Nous pourrions invoquer les traces découvertes dans la Serbie médiévale tout comme dans la Serbie de nos jours, ou alléguer ce fait que le territoire du pays d'origine roumain, ainsi qu'il a été établi par les praticiens objectifs de la préhistoire roumaine², confine au territoire du même pays d'origine roumaine ainsi que le délimita Kekaumenos. Si nous considérons donc ce passage de Kekaumenos comme une donnée historique authentique, nous pourrions dire aux préconisateurs de la continuité roumaine en Dacie : Et voilà ! la première donnée historique concernant le pays d'origine roumain situe celui-ci approximativement au même endroit que les savants qui certifient la migration des Vlaques des Balkans vers le nord et contredisent la théorie de leur continuité en Dacie. Mais la démonstration que la première patrie des Roumains s'étendait sur la péninsule des Balkans n'est plus réduite au témoignage de « preuves historiques » aussi mal fondées que l'est la « préhistoire » de Kekaumenos.

¹ *Forschungen zur albanesischen Frühgeschichte* : AECO. 7 (1941), pp. 1—196.

² V., par exemple L. Gáldi—L. Makkai, *Geschichte der Rumänen*. Budapest, 1942, carte n° 1, p. 29.

Il est d'ailleurs, dans la littérature byzantine, une donnée d'après laquelle il n'est pas à présumer que Kekaumenos ait eu la moindre connaissance du pays d'origine des Vlaques. Cette même donnée nous oblige à croire que Kekaumenos avait tout simplement confondu, par suite de son ignorance et de la précarité de ses notions historiques et géographiques, la Dacie aurélienne avec la Dacie trajane. En effet, alors que la plupart des auteurs byzantins, comme Georgios Synkellos (m. en 810/1)¹ et l'auteur du Lexique de Suidas² terminé vers l'an 1000, distinguent nettement les deux Dacies l'une de l'autre, un auteur du VI^e siècle, Ioannes Malalas, décrit déjà les deux provinces romaines de façon à induire nécessairement en erreur un lecteur autodidacte comme Kekaumenos. Il dit d'abord au sujet de Trajan qu'il a créé la province de Mésopotamie en la détachant de l'Osdroene, et fait de la ville d'Amida sa capitale. « Mais il créa aussi une autre province le long du Danube et la nomma Dacie riveraine ». Plus loin, il ajoute : « Ce même empereur a créé encore deux nouvelles provinces au delà du Danube, dans les régions occidentales. Elles reçurent le nom de première et de deuxième Dacie. »³ Et voici ce qu'il écrit sur la Dacie aurélienne : « Ce même Aurélien fonda la province riveraine de la

¹ Éd. de Bonne, I, pp. 721₂₂—722₂ : « Laissant la Dacie de Trajan aux mains des Barbares, il établit hommes et femmes dans la partie centrale de la Mysie, qui entourait celle-là de deux côtés, et nomma ce nouveau territoire Dacie centrale. » Cette information provient sans aucun doute de la littérature historique latine — par l'intermédiaire de quelque œuvre littéraire.

² Éd. cit., I, col. 1164₄₋₁₃ : « La Dacie est une province. Trajan la colonisa, dans les régions qui s'étendent au delà de l'Istros. Aurélien la perdit plus tard, car, après la ruine des provinces des Illyriens et des Mysiens, il avait jugé impossible de défendre cette province située sur l'autre rive et entourée de fleuves. Il la fit donc évacuer par les habitants romains, leur faisant quitter les villes et les cultures, et établit les colons au centre de la Mysie à laquelle il donna ensuite le nom de Dacie. Celle-ci s'étend aujourd'hui entre les deux Mysies qu'elle sépare l'une de l'autre ». Ce récit est la traduction grecque du Bréviaire d'Eutrope.

³ *Ioannis Malalae Chronographia*, rec. L. Dindorf. Bonnae, 1831, pp. 274₂₀—275₂ et 277₁₂₋₁₄.

Dacie (de la Dacie riveraine), qui s'étendait à proximité du Danube¹. Le non-initié pouvait déjà confondre facilement chez Malalas la « Δακία παραποταμία » de Trajan avec la « Δακία παραποταμία » d'Aurélien, même s'il connaissait les deux données. La localisation des deux Dacies dans les « régions occidentales » le poussait également à cette confusion. Que sera-ce donc quand un profane qui a trouvé chez Dion Cassius ou dans un de ses compilateurs une donnée sur les Daces ou sur la Dacie, cherchera à se renseigner à leur sujet dans la littérature byzantine ! Déjà Dion Cassius et son cercle ont à maintes reprises fait un rapprochement entre le Danube d'une part et les Daces et la Dacie de l'autre.² Comment l'homme médiéval insuffisamment renseigné en géographie aurait-il pu se faire à ce sujet des idées autres que celles de Kekaumenos ? Il suffisait que celui-ci tombât une seule fois, au cours de ses investigations, sur une donnée concernant la Dacie aurélienne pour que l'erreur fût aussitôt commise. Comparons seulement les expressions de Kekaumenos et de Malalas³, et il apparaît immédiatement que Kekaumenos a dû trébûcher sur une fausse donnée de ce genre, lors de ses « recherches » sur la situation de la Dacie trajane. Ainsi notre auteur a pris la Dacie aurélienne pour la Dacie trajane et a même déplacé la première, en raison de son ignorance géographique et trompé peut-être par une expression du genre de « dans les régions occidentales » que nous avons rencontrée plus haut, plus vers l'ouest, à l'endroit où s'étendait l'antique Moesia (Mysie) superior, la Serbie d'alors. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons expliquer comment la Save a pu trouver place dans cette description. D'ailleurs les méprises géographiques de ce genre et d'autres, beaucoup plus funestes encore, abondaient chez les écrivains du moyen âge, fussent-ils grecs ou latins, moins ou plus érudits que notre auteur. Nous en verrons tout à l'heure un exemple.

¹ Ὁ δὲ αὐτὸς Ἀδρηλιανὸς καὶ Δακίαν ἐποίησεν ἐπαρχίαν τὴν παραποταμίαν, πλησίον οὖσαν τοῦ Δανουβίου ποταμοῦ. *Éd. cit.*, p. 301.

² Dion Cassius, *éd. cit.*, II, p. 373₂₄₋₂₉, 475₂₆₋₂₇, III, p. 193₁₁₋₁₂, 199₁₀—200₁₂, etc.

³ πλησίον τοῦ Δανουβίου ποταμοῦ καὶ τοῦ Σιάου ἐτ πλησίον... τοῦ Δανουβίου ποταμοῦ.

De nouveau, nous pourrions citer W. Tomaschek, comme argument d'autorité, car il interprète ce passage de Kekaumenos de la même façon que nous ; mais, cette fois encore, il oublie de prouver le bien-fondé des résultats obtenus par lui et d'en tirer les conclusions finales. Voici ce qu'il écrit : « Les partisans de la continuité ne pourront jamais se réclamer de la susdite combinaison littéraire, qui repose visiblement sur la confusion d'une province aurélienne avec une province trajane, comme d'un témoignage historique conforme à leur opinion. »¹ Nous avons vu qu'à son optimisme non seulement certains de ses contemporains, mais plus d'un adepte de la continuité vivant de nos jours ont infligé un radical démenti.

Après avoir démontré que le passage « préhistorique » de Kekaumenos a sa source non dans une « tradition nationale » conservée par le peuple vlaque de l'Hellas, ou dans d'autres connaissances acquises de la même façon, mais dans un motif ornemental littéraire modifié ensuite par une confusion géographique, il nous reste encore à rechercher pour quelles raisons l'auteur a voulu identifier les Vlaques justement avec les Daces et les Bessiens. Il apparaît tout de suite que le phénomène est loin d'être assez rare pour autoriser qui que ce soit à le faire remonter à la tradition populaire, empreinte de la mentalité romaine, des Vlaques de l'Hellas, ou à en forger un argument devant soutenir la théorie dacoroumaine. La littérature byzantine est caractérisée en général par la tendance à renouveler le style antique.² De cette tendance naquit une habitude spécifiquement byzantine, qui consistait à donner des noms anciens aux peuples contemporains. Cette habitude se retrouve d'ailleurs aussi dans la littérature latine du moyen âge. Les écrivains érudits, ceux qui ne perdaient pas de vue

¹ *Op. cit.*, p. 494.

² L'exposé qui suit sur l'archaïsation byzantine des noms de peuple repose sur les ouvrages suivants : Gy. Moravcsik, *Byzantinoturcica* II, pp. 25—9, 33—4 ; M. Gyóni, *Le caractère ethnique des formations de l'État dans le Paristrion*, pp. 1—5 ; du même : *Magyarország és a magyarság a bizánci források tükrében* [La Hongrie et les Hongrois dans le miroir des sources byzantines]. *Études Hungaro-Grecques*, n° 17. Budapest, 1938, pp. 37—40.

certaines exigences littéraires, aimaient, surtout du point de vue de la pureté du style, à remplacer les noms des peuples barbares vivant à leur époque par ceux d'autres nations de l'antiquité que l'œuvre des classiques grecs avait rendues moins vulgaires aux yeux du public. Autrement dit : ils aimaient à identifier les peuples de l'époque byzantine avec les peuples anciens. Ces identifications sont fondées la plupart du temps sur l'identité du lieu de résidence ou de la position géographique, ou encore sur la ressemblance du caractère national et ethnographique des deux peuples. Non seulement les auteurs byzantins aimaient à emprunter à l'antiquité ses types ethnographiques, mais encore à considérer les peuples de leur temps comme identiques avec ceux dont parlent les auteurs anciens, principalement Hérodote. Sous ce rapport, deux contemporains de Kekaumenos, Michael Psellos et Anne Comnène, avaient fondé une véritable école littéraire. Cette école avait pour principe de ne nommer aucun peuple contemporain par son nom « barbare ».

Il va sans dire que ces identifications, faites en considération de points de vue géographiques ou ethnographiques, mirent au jour plus d'une curiosité littéraire. Les formes archaïsées du nom de certains peuples portent encore l'empreinte de la fausseté de ces combinaisons pseudo-scientifiques. Zosimos par exemple, lorsqu'il cherche à identifier les Huns avec un peuple ancien, hésite entre les Scythes royaux et les « *Σκυθῶναι* » d'Hérodote. Pour montrer combien et quelles sortes d'incertitudes cette manie de l'archaïsation a provoquées, il suffit de rappeler le cas de Laonikos Chalkokondyles qui, parlant du nom et de l'origine des Magyars, déclarait : « Certains disent qu'ils étaient jadis des Gètes (*Γῆται*), qu'ils habitaient au pied des monts Balkans et n'émigrèrent pour aller occuper leur territoire actuel (la Hongrie) qu'après avoir été vaincus par les Scythes; d'autres affirment que les Magyars étaient des Daces (*Δάκες*). Pour ma part, je ne saurais dire d'où vient cette nation ». Voici un autre cas qui prouve à quel point cette manie d'identifier des peuples vivant à plusieurs siècles de distance est arbitraire et dérisoire : Nikephoros Gregoras, le célèbre auteur byzantin dit, dans un passage où il identifie les Mongols avec les Scythes, ce qui suit : « Ils

connaissent certainement leur propre nom dans leur langue natale. Mais ceux qui les désignent à l'aide de noms helléniques les appellent... tantôt de tel nom, tantôt de tel autre nom, chacun suivant sa convenance ». Ces exemples prouvent d'une façon évidente combien il est absurde d'user de noms archaïsés comme points de départ pour certaines recherches préhistoriques.¹

Dans un tel état des choses, nous comprenons mieux pourquoi Kekaumenos a voulu identifier les Vlaques des Balkans avec les Daces et les Bessiens. Notre auteur, qui souligne avec modestie le caractère réaliste et pratique de son œuvre et avoue humblement son inexpérience dans la brillante « παιδεία » hellénique, ne désigne que rarement les peuples par des noms archaïsés. Mais, cette fois-ci, le splendide rapprochement que lui suggéraient ses lectures finit par l'éblouir et lui faire envier les lauriers de Psellos. Il voulait mettre son fils en garde contre le danger que représentait la déloyauté des Vlaques. Nous avons vu combien il aimait à expliquer ses pensées, ses conseils, les idées morales même qu'il discute dans le STR, à l'aide d'exemples brefs et pratiques. Lorsqu'il recommande à l'empereur de se faire des amis qui osent le critiquer librement, il évoque le cas d'Auguste et d'Athénodore, qu'il tire de Dion Cassius. Lorsqu'il met son fils en garde contre l'infidélité des Vlaques, il rapporte non seulement les tristes événements de la révolte de l'Hellas dont son parent Nikoulitzas III fut le héros passif, mais encore telle histoire qu'il avait lue sur un autre peuple incarnant aux yeux des Byzantins l'ἀπιστία : les Daces. Peut-être était-ce aussi pour imposer à son fils qui acquerrait plus tard une érudition supérieure à la sienne ; mais c'était surtout pour prouver, en insérant ce bel exemple dans le récit, qu'il s'entendait également, comme un disciple de Psellos, à l'archaïsation des noms de peuples. Il identifie donc les Vlaques avec les Daces. Ce n'est pas sa faute si ses con-

¹ Les Hongrois p. e. seraient vraiment embarrassés s'ils n'avaient d'autres sources à leur disposition sur l'origine du peuple hongrois que cette série de noms archaïsés dont les auteurs byzantins se servaient pour désigner cette nation : Γέται, Γήπαιδες, Λάκες, Μυσοί, Ούννοι, Παίονες, Σαυρομάται, Σκίθαι et Τοῦροισι.

naissances géographiques anciennes sont insuffisantes ou s'il nous parle de la dispersion des Vlaques-Daces par Trajan en Dacie aurélienne, alors que cette dispersion a eu lieu en Dacie trajane.

De telles méprises arrivèrent même au grand polygraphe byzantin du XII^e siècle, l'humaniste Ioannes Tzetzes, qui possédait pourtant une connaissance approfondie de la littérature classique. Alors que ses contemporains, comme Kinnamos et Niketas Choniates, savaient exactement où était située la Hongrie, Tzetzes place celle-ci dans les Balkans. L'erreur s'explique du fait qu'en recopiant et en versifiant un récit de la Géographie de Claudius Ptolemaios, qui concernait la Mysie, il avait identifié celle-ci avec la Hongrie. Il ajoute même à titre d'explication que chaque fois qu'il fera mention des Mysiens, ce sont les Hongrois que l'on devra entendre sous ce nom. Exemple caractéristique de l'archaïsation des noms de pays et de peuples sur la base de l'identité de leur patrie supposée.¹ Mais aussi aucun historien hongrois ne se prévalut de cette erreur pour affirmer que ses ancêtres avaient jadis vécu sur le territoire de la Mysie. Si nous regardons l'archaïsme de Kekaumenos à travers le prisme de pareils exemples, il apparaît que son idée n'avait rien de bien surprenant, puisqu'elle identifiait les perfides Vlaques des Balkans avec les non moins perfides Daces de Décébal, que l'auteur situait également dans les Balkans. Son identification repose donc — comme la plupart des autres — sur la concordance (supposée) de la région habitée par les deux peuples. L'ouvrage qu'il aimait à feuilleter, le livre de Dion Cassius ou d'un de ses adeptes, lui avait fait connaître les Bessiens — qu'il fait entrer à titre accessoire dans son identification — comme un peuple balkanique contre lequel Rome avait longuement guerroyé.²

Ce ne serait pas une tâche très instructive que de rechercher comment les Bessiens avaient pu être mêlés à cet unique passage archaïsé par Kekaumenos. Avgar, roi d'Édesse, que les sources byzantines représentent

¹ *Ibid.*, p. 26.

² Dion Cassius, *éd. cit.*, II, p. 228₆₋₁₈, 376₂₅₋₂₉, 460₈₋₁₂, 474₁₋₁₇.

habituellement comme un contemporain de Jésus-Christ, ne parut vraisemblablement dans le récit du STR que par une inadvertance de l'auteur, dont le doigt, qui suivait un passage de l'Historia Augusta byzantine, avait dû glisser sur un texte tout à fait différent. Il est entièrement faux de conclure de l'identification vlacobessienne de Kekaumenos qu'il connaissait déjà tels détails de l'évolution du romanisme balkanique qui ne furent que récemment mis au jour par les recherches historiques et linguistiques. L'on peut supposer sans grand risque de se tromper que Kekaumenos ne savait pas le latin. Aussi ne pouvait-il reconnaître la langue néo-latine dans le langage des Vlaques de l'Hellas, ainsi que l'avaient fait Kinnamos, homme de grande culture et légat du pape Innocent III, pour celui des Vlaques des Balkans ou les humanistes du XV^e siècle pour celui des Roumains de la Transylvanie. Dans ces deux derniers cas, l'homophonie de la langue vlaque et de la langue latine avait effectivement donné lieu à une hypothèse de l'origine romano-roumaine. Mais notre auteur ne pouvait être guidé par de telles découvertes, puisqu'il ne parlait pas le latin. Kekaumenos n'établit d'ailleurs aucune connexion créée par le croisement ou la parenté entre les deux peuples d'une part et les Romains de l'autre. Au contraire, il fait figurer les premiers comme les ennemis des seconds qui les avaient en partie exterminés, en partie chassés du nord de la péninsule des Balkans vers le sud, mais ne s'étaient jamais établis parmi eux. La seule preuve « préhistorique » que nous pouvons dégager de ce passage de Kekaumenos montre qu'il connaissait déjà à la fin du XI^e siècle non seulement les Vlaques de l'Hellas (ancêtres d'une partie des Arumuns d'aujourd'hui), mais encore — quoique superficiellement — les Vlaques de la Macédoine et de l'Épire (c'est-à-dire les ancêtres de l'autre partie des Arumuns). Nous avons vu que les Vlaques de la Macédoine avaient également fait leur apparition chez Anne Comnène, alors que la patrie des Vlaque de l'Hellas et de l'Épire figurera chez les auteurs byzantins respectivement sous le nom de « *Μεγάλη Βλαχία* » et de « *Ἄνωβλαχία* ».

Récapitulant notre étude, nous devons dire que tout ce qui, dans les ouvrages de Kekaumenos, repose sur des

chartes de famille ou sur les mémoires de Nikoulitzas III, parent de l'auteur, représente du point de vue de l'histoire médiévale des Vlaques une précieuse donnée historique. D'autre part, la partie « préhistorique », conçue sur la base d'œuvres classiques et modifiée ensuite selon l'archaïsation en usage à Byzance, ne possède aucune force probante du point de vue historique. Quant à la connexion établie entre le peuple vlaque et deux autres peuples — que certains érudits se plaisent à considérer, sous une forme romanisée, comme les ancêtres des Vlaques, elle repose tout aussi bien sur le jeu du hasard que l'entière (ou approximative) coïncidence du territoire du pays d'origine vlaque, tel qu'il a été désigné par Kekaumenos et tel que le situent les savants travaillant par déductions scientifiques. Le passage « préhistorique » de Kekaumenos ne prouve irréfutablement qu'une seule chose : le premier écrivain ayant traité la question de l'identité dacoroumaine connaissait les Vlaques, à la fin du XI^e siècle, comme un peuple habitant originellement la péninsule des Balkans et ne pouvait même pas imaginer qu'ils fussent venus d'ailleurs. On ne saurait donc s'obstiner à faire valoir ce passage de Kekaumenos comme une preuve de la théorie de la continuité roumaine en Dacie, et cela d'autant moins qu'il est impossible de trouver une seule preuve qui témoigne de la présence des Vlaques sur la rive gauche du Danube avant la deuxième partie du XII^e siècle.

MATHIAS GYÓNI

L'EUROPE DE PROUDHON

En nous bornant dans nos recherches à ces idées prudhoniennes qui se rapportent à la reconstruction de l'Europe¹, nous avons eu l'occasion de relever par la force des choses, en maints endroits, des opinions concernant plus spécialement le problème hongrois, ainsi que de lire le nom de Kossuth, représentant véritable des aspirations de son pays. Bien entendu, Proudhon s'est intéressé surtout à ce qui touche la France et sur ce tableau français il aperçoit au premier plan « le peuple ». Il attribue moins d'importance à la politique proprement dite qu'aux questions sociales. Il n'arrive donc ainsi à la politique étrangère que par un détour, en étudiant les moyens économiques et techniques aptes à secourir les masses. Bref, il voit l'Europe à travers les lunettes d'un Français de la rue, qui est aussi un adepte d'Adam Smith.

Mais ce théoricien débordant d'idées et qui se plaît à ériger des systèmes hardis, ne peut s'abstenir, en politique, de vouloir faire le *leader*. « Je travaille à populariser la métaphysique en la mettant en action », écrit-il à son ami Ackermann le 4 octobre 1844. Il doit frapper la corde polémique et, cédant à l'actualité, accepter parfois à la hâte un terrain de combat, formuler

¹ Nous eussions préféré mettre en tête de notre étude le titre Proudhon et Kossuth. Malheureusement les documents nécessaires pour élargir notre enquête, qui pourtant devrait être menée un jour à bon terme, nous faisaient défaut. Il nous aurait fallu nous rendre à Paris, pour consulter des opuscules introuvables ailleurs, pour fouiller dans les archives, pour nous entretenir avec les « purs » qui ont sinon rencontré le maître, du moins connu ses disciples et paraissent par conséquent autorisés à interpréter sa pensée: un pèlerinage, qui en ce moment, est à peu près impossible à entreprendre.

ses messages dans un article de journal bâclé en quelques heures. Cela étant, s'étonnera-t-on qu'il ne soit pas toujours solidement renseigné? Il est inévitable aussi que, forcé d'agir continuellement, il se contredise parfois. D'autre part, dans sa longue carrière, pendant les trente ans qu'il passa dans la mêlée, ses idées évolueront. Lui-même, il se singularisera de plus en plus, participera aux frondes, glissera vers la marge du principal courant socialiste, fera de l'opposition aux dogmes du parti.

La position à part de ce « Méphistophélès de la démocratie » — il fut ainsi apostrophé par Mazzini — se montre aussi dans le fait que, différant en ceci de ses compatriotes et des hommes de gauche d'un peu partout pour qui le traité de Vienne constituait, avec le soir de Waterloo, la rentrée des Bourbons, le pacte de la Sainte-Alliance, une série d'humiliations, qu'ils n'évoquaient pas volontiers, Pierre-Joseph Proudhon ne songe point à cacher son admiration, sa vénération presque pour cet instrument de 1815. Le nom de Vienne avait pour lui la portée d'un symbole. N'est-ce pas dans la ville impériale que les bases de l'Europe moderne et viable furent jetées? Et ne faut-il pas chercher les raisons du malaise dont souffre l'humanité dans les tristes manœuvres par lesquelles des gouvernements malhonnêtes et certaines factions manquant d'intelligence ont essayé de saper ces bases? Proudhon recourt au traité de Vienne comme un théologien aux livres canoniques, il y cherche une autorité extra-temporelle qui réponde à ses doutes. En polémisant avec les paroles de Napoléon III : « Les traités de 1815 sont déchirés », il consacre non seulement une brochure épaisse à les réfuter,¹ mais il revient à cette déclaration *ex cathedra* en maint autre endroit de ses écrits. Il s'efforce de dégager les principes qui émanent des traités. Il en voit deux : l'un est l'équilibre à garder entre les hautes parties contractantes, l'autre est d'ordre interne et promet aux peuples les libertés constitutionnelles de la part des empereurs et des rois.

Mais bientôt, à ces principes proclamés à Vienne, on en opposa d'autres « plus en rapport avec les ima-

¹ *Si les Traités de 1815 ont cessé d'exister?* Nouvelle éd. 1868.

ginations, plus attrayants dans leur matérialisme » : c'est d'une part le principe des nationalités, en second lieu le principe des frontières naturelles.¹

Une délimitation des États « tracée à priori par la géographie et par les nationalités » doit pourtant compter « parmi les préjugés les plus dangereux et malheureusement les plus en vogue ». ² Comment ne voit-on pas que « le principe des frontières naturelles est en contradiction avec son objet qui est la nationalité et avec sa fin qui est la paix ». ³ Comment les hommes de bonne volonté ne comprennent-ils pas que les « reconstitutions des nationalités ne sont au fond qu'une rétrogradation et dans la forme un bilboquet à l'aide duquel un parti d'intrigants s'efforce de faire diversion à la révolution sociale » ? ⁴ Cette préoccupation « pour les nationalités montre le mieux combien faible encore est l'intelligence de la Révolution . . . elle accuse dans la démocratie européenne sans cesse occupée de régir la balance des nationalités, une fidélité opiniâtre aux traditions du despotisme, un penchant redoutable à la contre-révolution ». ⁵

Une des meilleures choses que firent les traités de Vienne, continuant en ceci l'œuvre de Westphalie, ce fut justement « l'entrecroisement des races provenant des irrégularités des découpures géographiques. Il n'était point mal pour la fraternité des nations qu'il y eût en France des Flamands, des Allemands, des Italiens et des Basques ; il aurait été encore mieux qu'il y eût eu des Français en Prusse » — des Huguenots sans doute — « en Savoie, au Piémont, en Angleterre » — des Huguenots ? des Normands ? des émigrés ? — « La division des peuples slaves entre trois ou quatre puissances, nécessaire d'ailleurs à l'équilibre européen, pouvait, aussi au point de vue de la civilisation générale, passer pour excellente. Ces exceptions et d'autres au principe de la nationalité se légitimaient par de hautes considérations. Elles apprenaient aux peuples que la Justice » — un mot qui reviendra souvent par la suite — « est au-dessus de la langue, du culte et de la figure » — nous dirions : race — Car « ce qui fait la patrie bien plus que tous les accidents du sol et les variétés des races, c'est le Droit ». ⁶

¹ *Ibid.* p. 280.

² *France et Rhin*, 1867. p. 5.

³ *Ibid.*, titre du second chapitre.

⁴ Correspondance de Proudhon (éd. sous la direction de C. Bouglé et H. Moysset. Paris, 1923), t. XI. p. 23. — Lettre datée du 27 avril 1861.

⁵ *Idée Générale de la Révolution*. 1851. p. 332.

⁶ *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*, 1858. p. 322.

Ces arguments d'ordre plutôt théorique ne suffisent pas à Proudhon. Pour appuyer sa thèse qui sent l'hérésie, pour l'excuser, il ne tardera pas à nous offrir des considérations d'un autre caractère, fruit de ses méditations sur les événements contemporains. Les crises en Pologne, en Italie, en Hongrie lui fournissent de magnifiques occasions de réfléchir et de saper les axiomes les plus solides des politiciens de sa génération.

Proudhon a beau être un lecteur des philosophes idéalistes, il restera jusqu'au bout un paysan auvergnat, sagace, méticuleux et réaliste. Il ne se laisse pas bernier par des phrases, séduire par les idoles du jour. Il veut voir clair dans cette question de Pologne. Il accuse les libéraux d'avoir, par leur politique, reculé de cinquante ans la solution du problème polonais — aussi bien que du problème hongrois. Car, dans cette malencontreuse histoire, les torts ne sont pas tous du côté des Russes. Le partage de la Pologne n'est pas dû uniquement à la rapacité de ses voisins. La Révolution qui a sauvé la France n'a pas passé par là.

« La terre n'arriva donc jamais aux paysans » constate Proudhon, « sociologue avant la lettre ». ¹ Le paysan, « malgré les plus belles garanties légales, reste toujours misérable et déshérité ». ² Et, continuant à insister sur le point névralgique : « La dissolution politique de la Pologne était admise comme un fait sans remède, attendu que la force de l'État résidait tout entière dans l'aristocratie et que, cette aristocratie dissoute, il n'y avait pas au-dessous d'elle de classe avec laquelle on pût reformer un État ». ³ A un autre endroit, dans une lettre adressée à Lucien Jottrand, il hasarde l'affirmation : « La race slave ne supporte pas la carte. » ⁴ Les malheurs qui ont terrassé la Pologne ne furent pas immérités. Mais ressuscitera-t-elle jamais ? « Pas plus qu'on ne fait un homme avec des fragments de cadavre, un État ne se fonde de toutes pièces, arbitrairement. » ⁵ L'analogie est ingénieuse, mais nous constatons que les prophètes se trompent parfois.

¹ L'expression est de M. Bouglé.

² Corresp. t. XII. p. 317. — Lettre à M. Grandclément le 28 février 1863.

³ *La Guerre et la Paix*, 1861, p. 169.

⁴ Corresp. t. XIII. p. 65. — Lettre datée du 14 décembre 1863.

⁵ Corresp. t. XIV. p. 118. — Lettre à F. Delhaisse du 23 novembre 1864.

La cause polonaise évoqua des souvenirs communs, fit frémir les sensibilités romantiques, mais ne touchait à aucun intérêt vital de la France. Elle différait bien en cela des deux autres questions à l'ordre du jour. De la première Proudhon était loin de deviner l'importance. S'éteignant au cours de l'année qui précéda Sadova, il ne pouvait se méfier outre mesure de Bismarck. Pourquoi aussi craindre l'Allemand, cet idéologue inoffensif, cet « abstrait » ?¹

En revanche, la question italienne sollicita toute son attention. Il a beau assurer à son ami Dufraise :

« L'Italie ne fera jamais une seule et même nationalité. Vouloir lui imposer ce système, c'est la mettre sur le lit de Procruste et sacrifier son repos à une utopie », mais lui-même ne semble pas très convaincu.

Il tient à envisager les difficultés qui surgiront en face d'une *Italia Unita* ; désavantages pour la France dont l'industrie subira la concurrence de celle de la péninsule, dont le trafic maritime périlitera ; car les voyageurs à destination du Levant ne s'embarqueront plus à Marseille, mais à Gênes, voire à Bari, etc. ; désavantages pour l'Europe : la paix sera mise en danger.

« L'unité italienne signifierait la France au Rhin, la Russie à Constantinople, l'Autriche à la mer Noire ».² Ce sera une maigre consolation que « la nationalité italienne appartiendra au premier occupant ».³ Il se peut d'ailleurs qu'il naisse là-bas « quelques hommes, un Richelieu, un Colbert, un Condé » et l'Italie « en moins d'une génération... prend place parmi les grands empires et son influence peut devenir, mais aux dépens de sa félicité intérieure, formidable en Europe ».⁴ Était-ce cela que Napoléon III, en prêtant ses armées à l'unification de la péninsule, voulait atteindre ?

Qu'il ne compte surtout pas sur la reconnaissance de l'Italie ! Le cas échéant, elle ne manquerait pas de mettre

¹ Corresp. t. IV. p. 263. — Lettre à Mazzini, datée de la prison de Sainte-Pélagie, mars 1852. Dans cette missive, l'Anglais est « pudibond », l'Américain « insolent » et le Hongrois « féodal ».

² Corresp. t. III. p. 289. — Lettre datée du 2 juin 1850.

³ *Si les Traités* etc. p. 280.

⁴ *Du Principe Fédératif*. Paris, 1863, p. 128.

son intérêt au-dessus de sa gratitude ; elle n'oubliera pas l'annexion de la Savoie et de Nice. Non moins maladroits sont les démagogues de gauche qui, en applaudissant Mazzini, ne font que le jeu de Sa Majesté Piémontaise.

La question italienne s'enchevêtrait donc la question hongroise, les noms de Kossuth et de Mazzini, de Klapka et de Garibaldi allaient de pair. Hérétique jusqu'au bout, Proudhon ne manifeste pas *un faible excessif* pour la cause de la Hongrie. Des mots comme magnats quand il parle des Hongrois, que d'ailleurs dans ses écrits ultérieurs il se plaît à désigner sous le vocable de « magyars », reviennent constamment sous sa plume, ainsi que l'épithète d'« avocat » quand il parle de Kossuth. Faut-il découvrir dans ces trucs de style folliculaire l'influence de suggestions slavophiles ? Proudhon a connu Bakounine et Herzen, ce dernier était même commanditaire de la *Voix du Peuple*. Mais ni l'un ni l'autre n'étaient parmi les adversaires de la Hongrie. Quant aux Polonais que Proudhon eût pu connaître, des émigrés comme Wronsky ou Mickieviz, il n'est guère probable non plus qu'ils eussent servi de délateurs. Soulignons d'ailleurs que Pierre-Joseph ne s'arrêta jamais longtemps, que nous sachions, à pérorer sur une oppression qu'auraient exercée les Hongrois ou sur des chicanes dont ils auraient harcelé les Slaves. S'il met en présence les « magyars » et les minorités — pour employer un terme qui n'aura sa vogue que plus tard — c'est sur le terrain des revendications d'ordre politique. Ce ne sont pas les ambitions slaves qui sont la riposte aux aspirations hongroises, c'est le droit de vivre de l'Empire, de la *Gesamtm monarchie*. Il nous faut donc croire que c'est la propagande autrichienne qui déteignit sur les opinions de Proudhon.

Elle était déjà bien ancienne à cette époque. Sans vouloir remonter aux temps des Rákóczi et des Thököly, notons qu'elle fut attisée par des pamphlétaires à la solde des ministres de Joseph II ou bien, ceux-ci plus désintéressés, par des hommes de lettres qui sympathisaient avec les réformes de ce monarque, identique avec le comte de Falkenstein si populaire aux yeux des philosophes de l'ancien régime. Dans des brochures écrites en allemand, qui pouvaient donc être lues et comprises

dans un grand nombre de pays, les hommes d'État hongrois, qui ne défendaient pourtant que les droits nationaux de leur nation, étaient présentés au public européen comme des comtes Almaviva uniquement acharnés à sauver les privilèges de leur caste : une interprétation des motifs qui survécut à la Révolution, aux guerres napoléoniennes et qui empoisonna beaucoup d'esprits. Citons pour donner une preuve de cette longévité, un passage d'une lettre que Stein adressa en 1811 à Gentz, acolyte de Metternich : « La Hongrie a-t-elle une constitution ? » demande le baron prussien, « une diète tumultueuse, l'exemption d'une seule classe de tout impôt, servage sous forme brutale des deux tiers de la nation, cela n'est pas une constitution ». Après 1848, les dirigeants de la réaction viennoise n'avaient qu'à rafraîchir leur thèse, opération qui n'exigeait que peu de frais, puis se mettre en rapport avec la rédaction d'un *Journal des Débats* ou d'une *Revue des Deux Mondes*.

Aucun soupçon ne peut effleurer l'honnêteté de Proudhon ; il est impartial — à sa façon. Le principe des nationalités ne se laisse pas bien encadrer dans le système de Proudhon, heurte ses préjugés idéologiques ; il faut donc qu'il soit irrationnel, d'où il s'ensuit très logiquement que ceux qui l'invoquent, peuples et politiciens, font fausse route et se perdent irrévocablement.

« En 1848, la Hongrie, poussée à bout, il faut le croire à l'exemple de la Belgique, prononça sa séparation d'avec l'Autriche », ainsi lisons-nous dans l'œuvre *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*¹ et trouvons fort significative la mention du royaume sur la Manche.

Cinq ans plus tard, Proudhon va ajouter à ce fait non contesté des commentaires : « En tant que cette séparation avait pour motif la résistance systématique de Metternich au mouvement constitutionnel... la Hongrie était dans le vrai sens du Congrès de Vienne, l'infacteur était M. de Metternich. » Mais — « lorsque la Hongrie, sous l'inspiration de l'avocat Kossuth, se met à invoquer le principe de la nationalité, elle ne s'aperçoit pas qu'elle agit contre son propre intérêt et travaille à sa perte. La noblesse hongroise n'avait à faire qu'une chose : s'emparer du pouvoir, au besoin se substituer à la dynastie des Habsbourg, mais en organisant sur le principe de l'égalité la fédération des peuples autrichiens. Au

¹ p. 317.

lieu de cela, les Magyars mettent à revendiquer leurs antiques privilèges (*saluons cette expression empruntée à la propagande viennoise !*) une insistance suspecte, ils se considèrent comme suzerains et traitent en subordonnés, pour ne pas dire en peuples conquis, Croates et Transylvains (*cette dernière dénomination est un peu vague*), jadis leurs tributaires, maintenant leurs égaux de par de la Révolution et les traités (*quels traités?*). Le résultat était facile à prévoir : les Transylvains et les Croates joints aux Allemands d'Autriche s'unissent à l'Empire contre les Hongrois. L'empereur Nicolas intervient à son tour, ne songeant qu'à étouffer l'esprit de révolte et ne se doutant pas qu'en prenant la défense des traités, il sert mieux que les nationalistes toutes les libertés.¹

Comme nous le voyons, c'était « la politique du nationalisme » qui avait tout perdu en Hongrie, comme l'idée « d'empire teutonique de A. Ruge et de ses amis » a amené la catastrophe en Allemagne. Il ne reste pas beaucoup d'espoir pour ces peuples.

« L'unité germanique est une théorie de métaphysicien. » Quant à la Hongrie, elle « n'est peut-être une nation indépendante qu'à la condition que le globe entier soit révolutionné. Alors il n'y aura pas plus de Hongrie que d'Autriche, il n'y aura plus d'États. Jusque-là le principe politique de la Hongrie, c'est de reconnaître une suzeraineté quelconque ; car à coup sûr ni les Autrichiens, ni les Bohémiens, ni les Croates, ni les Transylvains ne reconnaîtront la sienne » ainsi opina Proudhon au lendemain de la capitulation de Világos.²

Mais, dix ans plus tard, au lendemain de Solférino, de l'avis de Proudhon :

« la fortune sembla vouloir encore favoriser les Hongrois. L'Empire d'Autriche touchait à sa dernière heure. Qui le sauva de sa destruction ? D'abord la contradiction du principe de nationalité que s'obstinent à invoquer les Magyars et qui, pour la seconde fois, rallia au faisceau impérial les nationalités menacées ; puis enfin la constitution de 1861 qui a rendu l'Autriche plus forte, malgré ses pertes, qu'elle n'était avant la guerre. »³

Il s'agit de la charte que François-Joseph essaya d'octroyer à ses peuples. Comme dans la même année

¹ *Si les Traités* etc. p. 285.

² *Corresp.* t. III. p. 289. Lettre à M. Dufraise du 2 juin 1850.

³ *Si les Traités* etc. *loc. cit.*

le tzar émancipa ses serfs, 1861 put paraître à maints observateurs éloignés du théâtre des événements comme *l'annus mirabilis* du siècle. Un flottement se produisit dans l'opinion publique européenne. L'émigration hongroise le ressentit. Les esprits se divisaient. Dans un article de journal resté célèbre, Eugène Pelletan put réclamer pour les sujets de Napoléon III « la liberté comme en Autriche ». Il y avait de l'ironie là-dedans; mais Proudhon, lui, est très sérieux quand il déclare que la nouvelle constitution est « la plus libérale en Europe avec celle de la Suisse ». Elle contentera même les Hongrois, qui demandent « avec le respect de leurs prérogatives nationales des garanties constitutionnelles et fédératives selon l'esprit de 1815 ».¹

Ne mettons pas les points sur tous ces i. Les Hongrois ne tenaient tant ni aux solutions fédératives ni à l'esprit de 1815; ils avaient leurs anciennes lois et coutumes. On peut se douter aussi que

les Hongrois « deviendraient en vingt-quatre heures d'excellents Autrichiens pour peu qu'il plût à leur jeune empereur de ne les point contrarier dans leurs traditions qu'il leur a promis de respecter ».² Proudhon lui-même nous révèle l'existence d'une formidable opposition: « Par cette politique médiocrement nationaliste, les magnats se sont rendus suspects au parti qui prêche au nom de la nationalité l'unité de l'Italie et la séparation en Autriche. Quelie est cette politique à double face » — demande-t-il — « Qui trompe-t-on ? »³

En effet, s'il était vrai que certains Hongrois considéraient « le faisceau impérial comme la plus forte barrière contre le tzarisme moscovite » — (Proudhon ajoute: « et le césarisme français »,⁴ une remarque digne de l'image employée, qui est confuse), il était vrai également que Kossuth et, en Hongrie comme dans les pays danubiens, ses partisans comprenaient autrement l'enseignement de l'histoire. Proudhon lit les journaux, il veut se renseigner sur les faits du jour, il les commente — p. ex. l'extradition du comte Ladislav Teleki — mais

¹ *Guerre et Paix*, p. 505.

² *De la Justice* etc., p. 322.

³ *Guerre et Paix*, *loc. cit.*

⁴ *Corresp.* t. XI, p. 23. — Lettre à Herzen du 27 avril 1861.

c'est un étranger. Il se fie aussi trop aux postulats de sa théorie, il se meut plus familièrement sur le sol de l'avenir qui est ductile que sur celui du présent. En 1858, quand les choses se gâtaient, que la rente baissait, que la guerre en Italie semblait être imminente, que *delenda Austria* devint le mot d'ordre, quelles furent ses réflexions?

« On se trompe » — nous affirme-t-il — « lorsqu'on s'imagine que l'Empire autrichien orné de tant de peuples divers et travaillé de la maladie générale de la liberté est sur la pente de la ruine. Il se peut qu'il y ait en Autriche un changement de dynastie. La dissolution de l'Autriche ne suivrait pas pour cela. Dans la situation de l'Europe et dans la disposition des esprits, un grand État à peu près à la place remplie par l'Empire nous paraît inévitable... Que la capitale soit Vienne, Prague ou Pesth, que cet État se nomme autrichien ou hongrois, peu importe... La loi d'agglomération serait ici la plus forte « et il s'explique » : « Il est impossible qu'une si grande étendue de pays reste livrée au morcellement, oscillant entre l'unité et le fédéralisme ; les luttes pourront bien se terminer par le sacrifice de la dynastie, jamais par la déchéance des peuples. »¹

Ne soyons pourtant pas injustes. Ce théoricien est aussi un bon Français. Nous devinons que s'il lui importe de démontrer la vérité de ses hypothèses, il a autant à cœur de défendre les intérêts de sa patrie. En brisant une lance pour l'Autriche, il entre dans la lignée des Choiseul, il entrevoit une vérité à laquelle Anatole Leroy-Beaulieu va donner une expression concise : « S'il est un pays intéressé à la question d'Autriche-Hongrie — disait ce grand penseur libéral et catholique — c'est la France. Pour quiconque envisage l'ensemble de la politique continentale, le premier intérêt de la France est le maintien de l'Autriche-Hongrie... L'une ne pourrait demeurer grande puissance qu'autant que l'autre demeure. »²

L'Autriche sera donc sauvée. Et Proudhon connaît aussi la route qui la mènera vers la terre promise : c'est le fédéralisme. C'est avant tout, encore et toujours, le

¹ *Des la Justice etc.*, p. 341.

² A. Leroy-Beaulieu, *La France, la Russie et l'Europe*, 1888.

principe de nationalité qui s'oppose au bonheur des peuples. Au fond, il n'est que le synonyme du principe d'unité.

« Un certain parti allemand plus soigneux, à ce qu'il paraît, de la pureté de la race qu'avidement d'annexion, proposait . . . de former avec le concours de l'Empereur des Français un empire unitaire, fallût-il pour cela sacrifier à cet allié la rive gauche du Rhin. »

Quant aux Hongrois, ils entendent autrement ce « principe antifraternel » : pour eux « qui considèrent comme les appartenances de la couronne de saint Étienne la Croatie, la Transylvanie, l'Esclavonie, la Galicie (?), la nationalité se résout dans la substitution d'une dynastie magyare à celle des Habsbourg ».¹

Mais les plus dangereux entre tous, ce sont les Italiens. Garibaldi est le chef d'un complot qui s'étend sur le monde entier et embrasera un jour l'Europe. N'a-t-il pas eu l'intention de franchir l'Adriatique et, s'embusquant en Dalmatie, de donner le signal du soulèvement des tribus balcaniques ? Il aura donné le coup de grâce à « l'homme malade », ébranlé l'empire des Habsbourg. Il est heureux que les choses ne se soient pas passées ainsi : « Les Turcs restent debout, les Ioniens se rangent sous l'Angleterre, les Monténégrins sont écrasés, les Grecs expulsent leur propre roi Otthon. » Lorsque Garibaldi parut enfin sur la scène, il se trouva en face d'une situation complètement changée. Il appelle en vain la Hongrie : « Kossuth et Klapka l'abandonnent à leur tour, lui reprochent de venir trop tard et lui déclarent qu'ils ne reconnaissent pas en lui la voix de l'Italie, dès lors qu'il ne marche pas avec Victor Emmanuel. A quoi Garibaldi aurait fort bien pu répondre, que si lui devait pour le service de la Hongrie marcher avec Victor Emmanuel, eux, Kossuth et Klapka devraient pour le service de l'Italie marcher avec François-Joseph ».²

Nous connaissons la fin de cet épisode qui s'intercale entre Solférino et Sadova : le héros de Marsalla s'élance vers Rome, mais il est arrêté dans les monts d'Aspromonte par les bataillons piémontais. Le miracle de Grenoble qui ouvrit à Napoléon le chemin de la capitale va-t-il se renouveler ? Non. Les soldats du roi ouvrent le feu sur les chemises rouges et Garibaldi succombe.

Tous les journalistes, députés et idéologues qui, pour libérer les nationalités soi-disant opprimées, ont

¹ *Du Principe Fédératif*, p. 139.

² *Ibid.*, p. 142.

besoin de leur petite guerre, sont-ils donc aveugles? Comment ne voient-ils pas que, la guerre une fois devenue générale,

« réduira encore le nombre des nationalités indépendantes en créant pour toute l'Europe une sorte de duum ou quatuor-virat autour desquels toutes les puissances de second et de troisième ordre, si elles ne sont pas déjà tout à fait incorporées, graviteront comme des satellites. « Et ce qui est plus grave : « Alors disparaîtront dans ces vastes agglomérations avec la nationalité la liberté, c'en serait fait de la Révolution ».¹

Mais le principe tant de fois invoqué est non seulement mortel, il est aussi un anachronisme, car

» les nationalités doivent aller s'effaçant de plus en plus devant la constitution économique, la décentralisation des États, le croisement des races et la perméabilité des continents»². Quel autre nous faut-il choisir pour guider l'Europe vers un heureux destin, tout en conservant les bienfaits que nous apporta 1789 ? « A aucune dictature il n'est permis de faire table rase du droit international, ainsi que des problèmes économiques et sociaux posés par la Révolution de février. »³ Les hommes voudront-ils dans la tourmente se cramponner au rocher qui est saint Pierre ? Vain refuge encore ! La papauté s'est placée sous la tutelle des baïonnettes françaises, elle chancelle déjà ; sa chute devient le signal de la débâcle. Une nation élue va-t-elle donc accaparer l'hégémonie ? verrons-nous renaître les Monarchies Universelles de Charlemagne ou de Charles-Quint ? Non pas. » Le temps des races initiatrices est passé. Le mouvement ne renaîtra en Europe ni de l'Orient, ni de l'Occident, ni du Centre. La régénération ne peut être aujourd'hui ni grecque, ni latine, ni germanique. Elle ne peut venir, comme il y a dix-huit siècles, que d'une propagande cosmopolite. «⁴ Les mots de la Révolution et de la Philosophie seront inscrits sur son drapeau, deux mots qui, dans le langage cosmopolite, se traduisent par un seul : « La Justice. »

La « conspiration » a donc cette fois avorté. Mais que les amis de la paix ne s'endorment pas ! Les meneurs vont continuer tant que l'Europe ne sera pas la

¹ *Guerre et Paix*, p. 504.

² *Ibid.*, p. 506.

³ *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*. T. III, p. 479.

⁴ *Ibid.*, p. 248.

proie des flammes. Proudhon qui excuse peut être les guerres civiles, abhorre les guerres entre peuples. « L'humanité ne veut plus la guerre » ; ce cri sort de son cœur.¹ Il était toujours pacifiste. Déjà en 1849, s'adressant aux soldats de la deuxième République, il proclame que

« le véritable but de la guerre est la répression du prolétariat. » Il se trouve bien d'autres armes pour apporter la liberté aux peuples esclaves : « Je regardais les moyens d'action économique ; si nous savions les employer ! » Comme bien autrement efficaces vis-à-vis de l'étranger que toutes les armées de la Convention et de l'Empire, tandis qu'une intervention armée, compliquée de socialisme bâtard, soulèverait contre nous toutes les bourgeoisies et tous les paysans de l'Europe... » Et, brochant sur ce thème, il affirme qu'en « envoyant une armée, du même coup la question sociale se trouverait posée en Italie et en Allemagne. Comme cette question n'était comprise et résolue nulle part, la réaction conservatrice commencerait aussitôt. Partout la portion libérale, mais non encore socialiste du pays que nous aurions voulu affranchir, se rallierait aux gouvernements ».²

Les raisons qu'il aligne pour éviter les guerres peuvent évoluer, ses sentiments sur ce point ne changeront jamais. « La guerre est impériale, conservatrice, capitaliste, catholique, antidémocratique. » Elle est même « antinationaliste », car les droits des nationalités ne sont qu'un prétexte.

Les nationalités italienne, hongroise, polonaise et « chrétienne » écrit-il à J. Ferrari, « peuvent attendre, attendre encore. Ce n'est pas pour les nationalités que le boudin grille, dit la Marseillaise de la Courtille et des Tuileries ».³ Quand cette aventure de Crimée a pris fin, une autre va commencer : « On asticotera l'Autriche à propos de la Lombardie jusqu'à ce que la guerre s'ensuive... et tout finira pour la plus grande gloire de l'Empereur, mais pour l'oppression et la honte des peuples et l'exécration de la démocratie ».⁴

¹ C'est la dernière phrase de la *Guerre et Paix*, *Ibid*, p. 143.

² *Confession d'un Révolutionnaire*, p. 144.

³ Corresp. t. V., p. 357. — Lettre datée du 25 février 1854.

⁴ Corresp. t. V., p. 54. — Lettre adressée à M. Mathey le 24 avril 1856.

Qu'on ne croie pas que cette justice, idéal éternel, puisse être réalisée par des alliances d'États, par des coalitions, constituées pour parer au moment, pour atteindre des buts utilitaires. Chacun de leurs membres n'est mû que par l'égoïsme, à peine masqué.

« Les alliances politiques sont le champ de la défection et de l'ingratitude. Il ne faut pas s'en étonner. La promesse est subordonnée à la raison » nous assure Proudhon, qui donne aussi des illustrations de cette thèse : « Il se peut que l'Autriche, en se séparant de la Russie dans la guerre de Crimée, ait manqué de prudence, c'est cette imprudence qui a fait tout son crime. Mais elle avait le droit de se tromper : mieux eût valu pour elle perdre la Hongrie que de devenir vassale du czar ». S'il se peut que l'Italie » en garde contre l'Autriche reste fidèle à la France », sa conduite ne dérogera pas à la règle, car l'Italie » a le droit de répudier notre alliance et c'est ce qu'elle ne manquera pas de faire le jour où l'Autriche la reconnaîtra. »¹

Dans quelle direction faut-il donc diriger le vaisseau de l'Europe ? Proudhon est prêt à répondre : vers le fédéralisme. Une panacée à toutes les maladies d'ordre international qui est ancienne, qui fut recommandée déjà par Sully² — et peut être le chancelier de Henri IV n'était-il pas le premier à le faire. Malheureusement ce n'est qu'un mot. Pour qu'elle soit vivifiante, il faut la remplir d'idées et de forces. Ce que Proudhon essayera de faire pendant toute sa vie de penseur.

Si nous saisissons bien ses préceptes, il faut commencer l'organisation de l'Europe chez soi, au sein de chaque État. L'institution gouvernementale devra être abolie et remplacée par la fédération des facteurs économiques, par des groupes professionnels représentant les intérêts agricoles et industriels. Une idée fort intéressante qu'on verra réapparaître dans notre siècle sous la dénomination d'État corporatif. Seulement voici : la pensée du maître ne se laisse pas sertir dans un cadre trop étroit ; chargée d'expériences, elle dévie souvent. Proudhon va attacher une importance de plus en plus décisive à l'évolution historique, au détriment des considérations d'ordre économique. En conséquence, son

¹ *Guerre et Paix*, p. 299.

² V. notre étude : RHC. 1943.

attention se tourne de plus en plus vers des unités qui ont donné déjà dans le passé la preuve de leur force constructive : vers les communes, les cantons, les provinces. Ce sont ces cellules qui composeront l'État organique.

On établira ou rétablira ainsi des confédérations grecques, bataves, scandinaves, des confédérations sur les bords du Rhin et sur les bords du Danube.

Leur constitution préludera à la décentralisation des grandes puissances. La France redeviendra le joli pays qu'elle était avant que Richelieu ne vint. Le soleil de la gloire remontera sur l'horizon de l'Italie, dont le principe directeur semble être aujourd'hui le même « que celui des vieux Césars, à moins que ce ne soit celui de la monarchie centralisatrice et corruptrice, où le bureaucrate a remplacé l'union des communes et la féodalité bancaire, la fédération agricole et industrielle ». ¹ L'Autriche sera la patrie de peuples frères et, représentant des libertés politiques, sera » qui sait, peut-être à ce titre, protectrice comme autrefois des républiques italiennes ». ²

Il nous est permis de ne pas croire au fondement de cette dernière prévision. Mais admirons le prophète quand il aperçoit la terre promise, cette Russie » devenue une agglomération de peuples libres, indépendants, unis seulement par l'unité du langage, la ressemblance des fonctions, les circonstances territoriales ». ³ Ces paroles fatidiques furent prononcées en 1851.

Le premier pas, le plus coûteux sans doute, vient d'être ainsi fait. Nous nous approchons du but suprême de l'État, qui est la liberté collective et individuelle. Le fédéralisme assurera leur triomphe final sur le despotisme. Mais qu'on prenne garde ! Ce n'est pas seulement l'ambition des empereurs qui est à craindre ; le despotisme des majorités sans contrepoids est tout aussi redoutable. La liberté doit s'armer d'autorité, un postulat qui est presque utopique.

Le but rêvé se dérobe-t-il ? La dialectique de Proudhon le poursuit infatigablement, et le retrouve. Mais cette fois au delà des frontières.

« La révolution en Europe est identique et universelle, la contre-révolution est pareillement identique et

¹ *Du Principe fédératif*, p. 128.

² *De la Justice* etc., p. 317.

³ *Idée Générale de la Révolution*, p. 335.

universelle. Toutes les questions qui se débattent en ce moment en France, en Hongrie, à Rome et par toute l'Allemagne sont au fond les mêmes questions. Leur solidarité, leur identité est évidente».¹

Le bonheur d'un seul individu n'est qu'un mirage, la prospérité et la grandeur d'un seul peuple n'est qu'une chimère ; il faut que l'individu vive dans une famille, que les peuples se tendent fraternellement la main. Il faut que l'œuvre de la Révolution, qui a inspiré le fédéralisme aux États-Unis et en Suisse, crée la Confédération Rhénane; si, dans la lutte contre les monarches coalisés, elle dut être abandonnée, il faut qu'elle soit achevée enfin, que le rêve de l'abbé de Saint-Pierre et de Napoléon soit réalisé, il faut que la confédération des confédérations se fonde.

« Tous les gouvernements connus jusqu'à ce jour sont des fragments dépareillés de la vraie constitution sociale laquelle est unique, la même pour tous les peuples et peut être appelée République Fédérative, hors de là il n'y a ni liberté, ni droit, ni morale, ni bonne foi.»²

Jadis, dans les jours fiévreux de 49, Proudhon demandait l'établissement d'une république chrétienne ou, si l'on veut, spirituelle, dont le centre ne serait plus désormais à Rome, mais, comme le voulait Napoléon I^{er}, à Paris. Plus tard, le pape Pie IX ayant oublié ses velléités libérales et Proudhon enterré son enthousiasme de jeune homme, ce programme dut être sensiblement modifié.

« L'Europe serait encore trop grande pour une confédération unique », constate Proudhon en 1863, « elle ne pourrait former qu'une confédération de confédérations. »³

Le désarmement général s'ensuivra et toutes les nationalités reviendraient à la liberté. Elles se gouverneront, se jugeront et s'administreront en toute souveraineté, selon leurs lois propres. Dans chacun des États confédérés, le gouvernement sera organisé selon le principe de la sé-

¹ *Si les Traités* etc., p. 163.

² *Corresp.* t. XII., p. 266. — Lettre écrite à M. Buzon le 31 janvier 1863.

³ *Si les Traités* etc., p. 62.

paration des pouvoirs, l'égalité devant la loi et le suffrage universel en formant la base.

Quant aux lois fondamentales qui régissent cette espèce de société des Nations, ne demandons pas là-dessus trop de détails à Proudhon. Quelle différence aussi entre cette « philosophie de la confédération » qu'il veut nous donner et le projet clair et précis qui est publié vers cette même date dans le journal milanais *L'Alleanza* et dont l'auteur est Louis Kossuth. L'homme d'État hongrois prévoit tout : la capitale de la Confédération Danubienne sera établie alternativement dans celles des membres ; une milice est à créer ainsi qu'un corps diplomatique ; il faut s'entendre sur la langue qui sera employée dans les conversations entre gouvernements, elle devra être le français, etc.

C'est dans son œuvre *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église* que Proudhon est encore le plus explicite sur la question de la confédération européenne. Chaque État doit commencer par rétablir chez lui les libertés civiles ; la France comme les autres. Ils seront situés ainsi au même niveau moral. Ayant renoncé à l'oppression de leurs sujets, ils devront pour la conservation de la paix renoncer aussi à certains de leurs rêves chéris :

L'Italie, si elle veut rester une nation, ce qui n'est point sûr, doit être décentralisée ; l'Autriche doit déclarer ne pas vouloir annexer les provinces danubiennes ; la Russie se désintéressera de Constantinople et l'Angleterre, de l'Égypte et de la Sicile. Les grandes puissances ayant acquiescé à ces sacrifices, il n'y a plus aucun obstacle à ce qu'un nouvel État, soit unitaire, soit fédératif, au choix des populations, se constitue sur les bords du Danube ; il englobera la Bosnie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumélie, la Valachie, la Moldavie et enfin l'Albanie.

Comment ces États, les anciens et les nouveaux, collaboreront-ils au bien commun ? nous n'apprenons pas grand chose là-dessus. L'anathème contre les coalitions est répété : « Toute alliance séparée est une infraction aux droits de l'Europe, une menace à la liberté et à l'équilibre des États. » Mais — et ceci est nouveau — l'équilibre ne doit pas régner seulement sur terre, la mer appartient à tous. Des États comme la Suisse ont

droit aux débouchés maritimes., à une marine qui navigue sous leur pavillon. Tous les États, y compris la Belgique, ont le droit de posséder des colonies.

Ce projet présente de graves lacunes. En somme, c'est assez peu. Certes, en fouillant les écrits du maître, on pourra découvrir encore ça et là quelques pensées intéressantes, toujours actuelles peut-être, qui se rapportent à notre sujet. Mais si Proudhon se tait, c'est parce qu'il sent que ce ne sont pas les programmes qui décident du sort des institutions, mais les chefs qui les dirigent, que ce ne sont pas les paroles introduisant nos actes qui comptent, mais les sentiments qui les accompagnent. Proudhon, homme en dehors de toute Église officielle, érige une cathédrale d'une vertigineuse élévation, et travaillant, luttant, réussit à placer la clef de voûte; elle se nomme : la Justice. C'est elle qui domine toute son œuvre et fait l'unité de sa vie, c'est elle qui gouverne aussi l'humanité dont il rêve et qu'il veut conduire vers le bonheur. « Sans la justice », dit un savant exégète de Proudhon, « une justice qui s'étende à la sphère des intérêts matériels, à la balance du commerce, aux tarifs douaniers, à la répartition des matières premières, une fédération des nations n'aura jamais d'autre valeur qu'une trêve dans la série criminelle des guerres ».¹

SÁNDOR BAUMGARTEN

¹ A. Berthod dans son *Introduction à l'Idée Générale de la Révolution* etc., p. 91.

DOCUMENTS

KOSSUTH ET LA QUESTION TCHEQUE 1871

Louis Kossuth, le chef de la révolution hongroise de 1848—49 tenta encore, dans son exil, après l'échec du mouvement, d'obtenir l'indépendance pour son pays. Son principe était qu'une coopération des peuples danubiens indépendants devait succéder à l'absolutisme viennois. Et, partisan de l'indépendance absolue, il n'a même pas accepté le compromis austro-hongrois de 1867.

*En 1871, la tentative du gouvernement Hohenwart — comme le montre l'article de Louis Gogolák publié dans cette revue — avait rendu, dans la Monarchie des Habsbourg, toute son acuité à la question tchèque. La presse se fit l'écho du différend Hohenwart-Andrássy et Kossuth, toujours en exil. A la demande de son ami et confident, Ignace Helfy, rédacteur du *Magyar Újság*, (*Journal Hongrois*) de Budapest, Kossuth exposa son point de vue dans trois lettres qu'il lui adressa de Turin les 5, 7 et 8 novembre 1871, et dans lesquelles ils reconnut catégoriquement les droits nationaux et historiques des Tchèques. Ces lettres publiées par le *Magyar Újság* ont été reproduites par plusieurs autres journaux et eurent un écho dans les presses française, allemande, russe et surtout tchèque. Elles ont été éditées dans le VIII^e volume des *Écrits de Kossuth* de la page 381 à la page 411. Les pages que nous publions ci-dessous sont des extraits de ces lettres.*

G. L.

* * *

LETTRE DE KOSSUTH DU 5 NOVEMBRE 1871.¹

... L'article 30 de la loi concernant les « affaires communes »² pose le principe d'après lequel les pays de la couronne hongroise d'une part et l'ensemble des autres pays de Sa Ma-

¹ Publiée dans le journal *Ellenör*, du 11 novembre 1871.

² Entre l'Autriche et la Hongrie.

jesté, d'autre part, doivent être considérés comme deux souverainetés distinctes et pourvues exactement des mêmes droits.

En d'autres termes, la Hongrie souhaite que tous les pays et provinces étant sous la domination de la maison d'Autriche, mais n'appartenant pas à la couronne hongroise, s'amalgament en un seul État, et qu'ils renoncent tous, nations et États, à leur personnalité, quels que soient leurs droits historiques.

La Hongrie décrète pour eux la centralisation dans le domaine du droit public et fait disparaître leur caractère personnel d'État au profit de la cour de Vienne et de « sa position de grande puissance ».

La chose serait une vantardise ridicule, si elle n'était pas tellement dangereuse.

Ridicule, car la Hongrie n'en a ni le droit ni le pouvoir.

Dangereuse, car elle provoque contre nous l'hostilité de certaines nations avec lesquelles il nous faudrait entretenir des relations de bonne amitié et la bonne entente contre la politique ambitieuse de la maison d'Autriche...

... En 1861, on pensait encore au sujet de certaines questions d'intérêt commun (lesquelles peuvent d'ailleurs subsister entre des pays indépendants), que la Hongrie était prête à négocier avec les pays reconnaissant un seul souverain, ainsi que peut le faire une nation libre avec des nations libres.

Maintenant, il ne s'agit plus de nations, mais seulement d'une nation.

Le comité des affaires communes décréta (et, comme il semble, le parlement sera un fidèle écho de tout cela) que la Bohême, la Moravie, la Galicie, la Silésie, le Tyrol, la Styrie, l'Autriche, l'Istrie, l'Illyrie et Dieu sait combien de pays encore, ne formeraient qu'une seule nation.

Mais, s'il nous est permis de le demander, quel nom recevra cette nation fraîchement élaborée, ce nouveau produit d'une création quasi improvisée?

D'une part, il y aura les « pays de la couronne hongroise » (le pluriel, d'ailleurs, paraît assez douteux), et d'autre part, quelle « couronne » sera le symbole de l'unité de la nouvelle nation?

Sera-ce la couronne de Cislajthanie?¹ mais où la prendrat-on?

Parmi les pays que le parlement hongrois décrète être une seule et même nation, il y en a dont la « couronne » représente une nation depuis plus longtemps que celle de saint Étienne.

Quant à l'empire autrichien, il a à peine soixante ans. Il n'est pas né dans un temps où des empires et des royaumes se créaient.

Deák était déjà en vie, lorsque la confédération rhénane mit fin à l'empire allemand appelé « saint empire romain »;

¹ La Lajtha est une rivière qui sert de frontière entre l'Autriche et la Hongrie. Vu de Vienne, le territoire situé en deçà de la Lajtha s'appelle Cislajthanie (Autriche) et au delà de la Lajtha Translajthanie (Hongrie).

François II cessa d'être empereur d'Allemagne, et pour que son titre d'empereur ne fût pas dévalué, il se rebaptisa François I^{er}, empereur d'Autriche.

Tout vient de là.

Et, maintenant, grâce à cette comédie que l'on joue avec les titres, on fabrique une unité où l'on veut faire entrer le Tchèque, le Morave, le Polonais, l'Autrichien, le Tyrolien, le Styrien, l'Istrien, l'Illyrien etc. . . .

. . . Aussi, pour montrer par un exemple, quel crime commet la Hongrie, même au point de vue du droit historique, au cours de ses marchandages avec la maison d'Autriche, — en posant le principe de l'union dans le même État des soi-disant pays impériaux autrichiens ! — nous ne voulons rappeler, au parlement hongrois que l'histoire de la Bohême.

Selon le droit historique, la Bohême a autant de droits que la Hongrie à se considérer comme un État autonome et elle aurait même plus de droits, si cela était possible, car c'est un fait que la Bohême était déjà un État autonome et florissant depuis des siècles, alors que nous autres Hongrois n'étions pas encore en Europe.

Au même moment et de la même manière que la Hongrie, la Bohême fut soumise à la domination de la maison d'Autriche par libre élection et par un accord bilatéral qui prescrivit le maintien des droits du pays, exactement dans les mêmes termes que pour la Hongrie.

Il est vrai que, de son plein gré aussi, la Bohême devint membre de l'empire allemand ; mais l'empire germanique cessa d'exister et la Bohême ne donna jamais son consentement à cette décision qui la privait de sa personnalité d'État et l'amalgamait à l'empire autrichien, décision que le parlement hongrois, avec une présomption admirable, se prépare à entériner.

De plus, après avoir décrété déjà l'empire autrichien, la maison d'Autriche reconnut, à son tour, l'autonomie de l'État de Bohême, par le fait que Ferdinand V encore vivant se fit couronner séparément roi de Bohême et, à l'occasion du couronnement, promit solennellement de maintenir les droits du pays, comme il l'avait fait pour la Hongrie. Tandis qu'en qualité d'empereur d'Autriche il se faisait appeler Ferdinand I^{er}, comme roi de Bohême, il prit le nom de Ferdinand V, comme en Hongrie.

L'empereur Joseph a pu dire à propos du couronnement que *querilio tractant*; mais la Hongrie, qui l'a toujours considéré comme un contrat solennel de l'État assurant ses droits au pays, n'en pourra nier l'importance également considérable pour la nation tchèque.

Il est vrai d'autre part que la Bohême reçut de la maison d'Autriche, un nombre infini de passe — droits et toute une série de souffrances en partage ; si l'est possible, plus que nous ;

— une horreur convulsive saisit notre cœur quand nous nous rappelons les souffrances que la Bohême dut endurer sous ce « pieux et dévot » Ferdinand II, dont l'intolérance religieuse « fut la cause — pour la plus grande gloire de Dieu — de la mort de dix millions d'hommes et qui, lorsqu'il expira (pour employer les mots de Mentzel) parmi les os et la pourriture, semblable à une hyène », ne laissa qu'un peu plus de 780.000 habitants dans cette Bohême qui, au début de son règne, en avait plus de trois millions.

Mais nous ne soutenons pas que la Hongrie, par suite de la bataille de la Montagne Blanche, doive approuver l'application de la doctrine impie de la *Verwirkung* à la Bohême, étant donné que celle-ci, avec une énergie méritoire, s'opposa à ce qu'on nous l'appliquât après la trahison de Világos.¹

Et si pourtant (que Dieu nous en préserve) un égoïsme désespéré, mal calculé, empêchait la conscience hongroise de s'indigner de ce que la confiscation de l'autonomie dont elle repousse l'idée, fut appliquée à la nation tchèque, — nous rappelons au parlement hongrois un fait historique, savoir que jamais, même après la bataille de la Montagne Blanche, l'individualité spéciale et étatique de la Bohême, non amalgamée à aucune province autrichienne, n'a cessé de fonctionner; voire, le *conformatorium* de 1627 du même Ferdinand II, digne rival des Gengis khan et des Khouli khan, octroie une des chartes cardinales de l'autonomie constitutionnelle de la Bohême.

Nous invitons les hommes d'État hongrois, qui enregistrent avec tant de légèreté l'incorporation de la Bohême à la nation homogène cislajthanienne, à se mettre au courant de l'activité du « comité constitutionnel » de la diète tchèque de 1845, activité divulguée en 1847. Elle mérite d'être étudiée un peu, car elle n'est assurément pas un miroir moins fidèle de l'autonomie constitutionnelle de la Bohême que la célèbre adresse de 1861 de Deák (hélas, bien réduite depuis, par voie de marchandage) fixant les principes de l'autonomie hongroise.

Et, puisque le problème essentiel réside dans le fait que le parti Deák souhaite que ce ne soit pas de façon autonome et indépendante que la Bohême exerce le droit de vote ou de refus de l'impôt relativement à elle-même, mais qu'elle choisisse d'abord un *Landtag* (diète régionale), que ce *Landtag*

¹ C'est à Világos que le 16 août 1849, sous la conduite de Görgey, l'armée hongroise épuisée, déposa les armes devant la supériorité numérique écrasante de l'armée russe que l'empereur avait appelée à son secours pour maîtriser la révolution hongroise. Kossuth appelle cet armistice une trahison. Selon la « doctrine de la *Verwirkung* », inventée par le gouvernement viennois, les Hongrois par leur rébellion contre le souverain avaient perdu tous leurs droits constitutionnels.

élise des délégués au *Reichsrath* (parlement) impérial commun, que le *Reichsrath*, de son côté, élise une délégation, et qu'enfin, après toutes ces dilutions admirables du droit constitutionnel, la délégation commune, unanimement avec la délégation hongroise, vote pour l'obligation de la Bohême à payer un impôt de guerre ; puisque — disons-nous — c'est de cela qu'il s'agit, nous invitons le parti Deák à étudier un peu la vie constitutionnelle de la Bohême au moins de ces derniers temps et il verra que ce ne fut pas seulement sur le papier qu'elle était assurée à la nation tchèque et que c'est seulement à la diète tchèque qu'on peut demander l'impôt à la Bohême. En dehors de ce que vote la diète tchèque, il est interdit de lever aucun impôt tant direct qu'indirect. Et il verra aussi que la Bohême pratiquait non seulement le vote de l'impôt (comme le fit, ces jours-ci et à l'aveuglette, le parlement hongrois), mais aussi le refus effectif de celui-ci, encore en 1847 ; il verra qu'en 1847 encore, la diète tchèque avait un sens de la justice et une vertu bourgeoise qu'avait la Hongrie en 1823 ; mais le parlement hongrois ne les avait ni en 1861 ni en 1866, car la diète tchèque de 1847 prit une résolution d'après laquelle l'impôt établi sans la résolution de la diète ne devait être payé par personne, ce que le parlement hongrois n'osa déclarer ni en 1861 ni en 1866, ses propres membres payèrent, avec une docilité de mouton, l'impôt accablant, et se soumirent à la levée de cette contribution illégale sans protestation aucune. En ce qui concerne le parlement de 1867, bien loin de protester, celui-ci, sans aucun examen, sans aucune inspection, légitima aussi une quantité considérable d'impôts illégaux tant directs qu'indirects, avec tous leurs arrérages illégaux, qui réduisirent la nation à la mendicité. De plus, il laissa les douaniers allemands à leur place, et il alla même jusqu'à autoriser le ministère constitutionnel à obliger les autorités constitutionnelles hongroises à appuyer les douaniers allemands dans la perception, non seulement des impôts en cours, mais encore dans celle des arrérages illégaux qu'aucune condescendance servile ne pouvait métamorphoser en impôts légaux. Le ministère qui abandonna le nom d'« indépendant » pour prendre celui de royal, ne tarda pas à utiliser cette autorisation.

Par contre, la diète tchèque de 1847 refusa non seulement chacun des impôts exigés, mais encore, lorsqu'on lui dit de prendre garde que « l'avis du père ne se changeât en la disgrâce du Seigneur » (*die Warnung des Vaters in die Ungnade des Herren sich verwändele*), la diète tchèque, comme autrefois Mirabeau, répondit que « même si sur-le-champ une force armée enfonçait les portes, ni leur conviction ni leur vote n'en pourraient être ébranlés ».

Tel est l'aspect de la Bohême dont le parti Deák, qui domine au parlement hongrois, veut défigurer, de façon légère, la personnalité en tant qu'État et qu'il veut amalgamer en une seule nation homogène avec tous les peuples du chaotique empire autrichien.

LETTRE DE KOSSUTH DU 7 NOVEMBRE 1871¹

... L'ensemble des faits est le suivant : le comte Beust, le comte Andrassy et le parti centraliste autrichien s'unirent pour faire échouer le projet du pays de Bohême, concernant un accommodement.

Je souligne ce mot « pays » de Bohême. Je le souligne, car là-bas, dans la patrie (Hongrie), vous avez pris l'habitude de confondre la notion de « Pays », c'est-à-dire de la « Nation » avec celle de « Nationalité ». ... Tout récemment, Jókai² a commis la même erreur en traitant le problème tchèque. Et cette confusion idéologique est très dangereuse. Si vraiment Messieurs Beust, Andrassy et compagnie ont eu l'intention de mêler les passions, excitées par la haine raciale au problème du droit constitutionnel tchèque, ils y ont réussi — d'horrible façon !

Il est impossible de ne pas éprouver un sentiment de répulsion, quand on considère les conséquences. Mais le fait est — on ne peut ignorer ce fait ni le perdre de vue — que le problème tchèque, sous sa forme discutée jusqu'ici par la Bohême (et retracée par le projet de compromis), est un problème de droit constitutionnel et non de nationalité. C'est le problème de l'autonomie de la Bohême.

C'est cette autonomie qui n'a pas été réalisée par la faute de Beust, d'Andrassy et des centralistes autrichiens.

Il est tout à fait vraisemblable que dans le cas où ce sujet serait discuté au « conseil général hongrois multiplié », comme un grand journal étranger a surnommé autrefois le parlement hongrois privé de toute autorité gouvernementale, grâce au marchandage du Compromis,³ — il est tout à fait vraisemblable — dis-je — que le comte Jules Andrassy n'avouerait pas qu'il avait l'intention de faire échouer l'autonomie de la Bohême. — Il ne l'avouera jamais. Il insistera naturellement sur le fait qu'il s'est mêlé à l'affaire dans le seul but de sauvegarder les intérêts hongrois, en sa qualité de gardien officiel du droit constitutionnel des affaires communes, de ce dada dont il est — comme on sait — si amoureux qu'il le croit un « mo-

¹ Publiée dans le journal *Ellenör*, du 11 novembre 1871.

² Maurice Jókai, grand romancier hongrois. 1825—1904.

³ Il entend le Compromis austro-hongrois de 1867.

dèle» digne d'être nécessairement imité par les autres, sinon dans cette vie terrestre, du moins, peut-être, là-haut... dans la lune.

Mais on a beau chercher des explications forcées, le résultat demeure, et c'est bel et bien l'autonomie du gouvernement intérieur de la Bohême qu'on a fait échouer. C'est le point vulnérable de l'affaire, c'est son point essentiel.

Et où se trouve l'intérêt de la Hongrie en face de ce fait?

Je veux noter avant tout que l'on ne peut jamais réaliser une affaire équitable au moyen de l'injustice. Celui qui recourt à l'injustice pour assurer ses intérêts, bâtit sur le sable. «Jede Schuld rächt sich auf Erden», a dit Goethe. Et il a raison. Il est des hommes qui peuvent éviter quelquefois la vengeance qui marche souvent en boitant. Mais leur vie est courte. Ils meurent avant qu'on puisse les atteindre. Mais la vie des nations est longue. Elles sont toujours châtiées. L'injustice retombe toujours sur les nations et rend les coups avec usure.

Mais ce n'est qu'une notion abstraite et, dans le cas concret dont il s'agit, on n'a pas besoin de s'y référer. Car l'autonomie de la Bohême n'est pas en contradiction avec les intérêts de la Hongrie et, qui plus est, elle est tout à fait indispensable aux intérêts de la Hongrie. Je répète : trop indispensable.

Et cela pour plusieurs raisons. Dieu ayant, dans sa colère, puni la Hongrie, en l'obligeant à s'allier à l'empire autrichien, il est évident que plus le principe de l'autonomie nationale gagne de terrain dans cet empire, moins il sera exposé, comme en Hongrie, à des attaques de la part du pouvoir central. — Depuis plus de trois siècles et demi, nous devons lutter sans cesse contre la centralisation de Vienne. Or il est dans la nature des principes que lorsque l'un d'eux perd du terrain, l'autre, son opposé, en gagne. Si le principe de la centralisation viennoise, rognant comme un assassin les autonomies des nations, perd du terrain dans l'empire autrichien, — le principe de l'autonomie constitutionnelle se fortifie et se stabilise aussi en Hongrie.

Mais il y a une autre considération beaucoup plus importante que cette dernière, pourtant déjà très importante.

Une question très grave obstrue le chemin de la justice, de l'unité politique et, on peut dire, aussi la vie de la Hongrie. C'est le panslavisme s'appuyant sur la puissance russe.

Faut-il dire ce que tout le monde sait, ce que l'on sent dans l'air, que la crainte du panslavisme fut le fouet avec lequel on força la Hongrie à se réfugier dans les fondrières du marché qui est le Compromis? — Le remède auquel on eut recours contre le redoutable danger, fut une faute terrible, à côté du péché affreux des abandons du droit. Car on eut recours à un moyen qui, au lieu d'écarter le danger, l'attire directement sur notre tête. La nation n'a pas le droit de dire qu'elle ne fut pas prévenue. Je l'avais déjà prévenue avant que le

parlement eût conclu le « marché des affaires communes ». Je l'ai prévenue maintes fois depuis. Et c'est justement en me souvenant de mes avertissements demeurés sans écho, que j'ai appelé les responsables du « marché des affaires communes », les fossoyeurs de la Hongrie. — Ce n'est pas une simple phrase ni un effort de rhétorique, c'est la réalité la plus sérieuse et la plus terrible où l'imagination n'a aucun rôle. — Car, croyez-moi, le fait dont je parle, c'est-à-dire le tournant critique de la crise tchèque est la preuve la plus éclatante que j'avais raison lorsque, sous le poids du profond chagrin d'un patriote, j'ai supplié la nation de prendre garde d'accepter le marché concernant les affaires communes, ce marché devant prêter une force effroyable au panslavisme. — Ce n'est plus une simple opinion; c'est l'évidence même: l'échec de l'accord tchèque jette la nation tchèque (non quelques enthousiastes, mais la nation elle-même!) dans les bras du panslavisme et, en conséquence, dans ceux de la Russie. — Ce mouvement se répandra comme un feu de broussailles vers le sud et l'est, jusqu'à la mer Noire. — *Et vires acquirit eundo.* — Et, puisque l'autonomie tchèque doit son échec à une intervention ministérielle hongroise, le mouvement panslaviste sottement provoqué se répandra infailliblement et nécessairement aussi en Hongrie; non seulement il se répandra; mais, avec toute la fureur de la passion excitée, il se tournera exclusivement contre nous.

Oui, il se tournera contre nous, car, en dernière analyse, l'Autrichien, sentant le sol devenir brûlant sous ses pieds, « peut se replier sur l'Allemagne ». — Il peut devenir Allemand et il sera sauvé. — Mais nous! peuple hongrois! (je ne parle pas de certaines classes qui, déjà depuis Marie-Thérèse, deviennent sans cesse allemandes, même encore aujourd'hui!) nous, peuple hongrois, nous ne pouvons devenir ni Allemands ni panslaves, à moins que nous ne voulions devenir aussi sots que le soldat d'Ennius qui s'est tué pour ne pas mourir.

Nous en sommes là. C'est un fait. Or, la Russie soutenant le panslavisme posera également un fait. Nous en serons accablés, et cela en conséquence du marché concernant les affaires communes, qui est l'instrument de l'ambition patrimoniale autrichienne et des désirs de domination du parti centraliste austro-allemand. C'est ainsi qu'il nous avait déjà infligé le panslavisme qui n'était qu'un symptôme sporadique, et qui, bientôt, deviendra une épidémie...

... Contre le panslavisme il n'y a qu'un moyen préventif. Mais ce moyen est certain. Il faut tout faire pour que chaque peuple slave, disposant d'un territoire et une individualité nationale développée, puisse devenir, du fait même de cette individualité nationale, justifiée par le passé, une Nation,

une Nation libre, une Nation satisfaite qui gouverne ses affaires en toute indépendance.

C'est le seul remède préventif et il n'y en a pas d'autre.

Il ne faut pas craindre que le Tchèque devienne panslave, s'il peut être libre dans sa propre patrie, un maître libre de son propre sort. Mais s'il voit que tout cela lui est interdit, s'il voit que, dans les circonstances actuelles, il n'a d'autre perspective que celle d'appartenir à une province soumise à la suprématie austro-allemande, — dans ce cas, il n'hésitera pas à devenir panslave. — Et il ne faudra pas s'étonner s'il le devient. — Toute sa haine se tournera alors contre ceux qui l'ont forcé à abandonner son caractère national, qu'il aime à juste titre et auquel s'attache le souvenir de tant de lumières glorieuses de l'histoire, contre tous ceux qui l'obligent à disparaître, comme une goutte d'eau, dans la mer agitée du panslavisme. Cependant, sa consolation, dans cet état de servilité où il sera réduit, sera d'avoir échappé à la domination de cette Autriche impuissante, qui fut toujours incapable de le défendre (dans quelle occasion l'a-t-elle défendu jusqu'à 1866?), mais par laquelle il a dû souffrir énormément, plusieurs siècles durant.

A tout cela s'ajoute le fait que la situation de la Bohême doit aussi exercer une très grande influence sur les autres provinces slaves, non seulement à cause de l'importance historique de la nation tchèque et du problème de l'autonomie qui, au point de vue juridique, ne peut être nulle part plus aigu qu'en Bohême — (il ne l'est pas moins que le nôtre), mais surtout parce que c'est justement dans ce pays que le problème de l'autonomie fut résolu. La solution de ce problème décidera si les peuples slaves de l'empire (à l'exception peut-être des Polonais, mais non des Ruthènes polonais) se rangeront, ou non, aux côtés des panslavistes?

De telles considérations démontrent que, nous autres Hongrois, nous avons eu et avons encore beaucoup de raisons essentielles de craindre l'échec des tentatives autonomistes de la nation tchèque. En conséquence, les intérêts hongrois exigent de recourir à un procédé directement opposé à celui que le président du ministère hongrois adopta, agissant ainsi, si j'ose dire, « en son nom personnel », mais, hélas ! au détriment de la Hongrie.

Il y a une autre considération, elle aussi extrêmement importante c'est l'influence que le procédé, adopté dans cette affaire par le président du ministère hongrois, exercera dans notre pays sur le problème des nationalités.

Très souvent j'ai examiné cette question à fond. . . . Je me contente de mentionner ceci : la solution de la question des nationalités a un caractère international. Si la Hongrie

adopte une politique favorable à l'autonomie, à la liberté et à l'indépendance des nations dont le sort intéresse intimement les nationalités de Hongrie — leurs parents de race, — on n'a pas à craindre que la question des nationalités dépasse les limites normales dans notre patrie. Mais si ces nationalités voient que la Hongrie adopte une politique qui entrave l'autonomie, la liberté et l'indépendance des nations, aucune concession intérieure, quelle qu'elle soit, ne sera capable de neutraliser la question des nationalités.

Ayant considéré tout cela, je laisse au bon sens de chacun le soin de juger si l'attitude prise dans cette affaire par le premier ministre hongrois, est en accord avec les intérêts de la Hongrie.

En ce qui me concerne, je suis persuadé que l'échec du projet d'autonomie de la Bohême, dont est responsable en partie un ministre hongrois, a renforcé le courant du panslavisme, exposé notre pays comme une cible à la haine des pays slaves, empêché la réconciliation avec les Croates et accru considérablement les difficultés que présentait la solution du problème des minorités. Si l'ultime combat qui tranchera cette question est un jour livré, — et il le sera certainement — et si la logique de l'histoire laisse une place à cette formation inconsistante que l'on appelle l'empire austro-hongrois, si dans cette lutte décisive l'attaque venant de l'extérieur trouve une aide matérielle et morale dans le pays et menace ainsi son organisation intérieure, la dynastie, l'Empire et notre pays, pourtant innocent, devront en grande partie ce désastre au Président du Conseil de Hongrie, à l'attitude qu'il a prise pour le compte de notre pays et sans le consulter, dans la question tchèque.

UN OUVRAGE ÉCONOMIQUE EN CINQ LANGUES

Dès les années 1770, le rôle des gouvernements hongrois dans la vie économique grandissait de jour en jour et leur politique économique était appuyée par une propagande habile. Notamment, ils firent publier une série de brochures économiques dans toutes les langues des peuples vivant dans la région danubienne. La mise en parallèle de ceux-ci présente, en elle-même, un intérêt tout particulier non seulement du point de vue économique, mais encore parce qu'elle fournit la preuve d'une juste politique minoritaire des organes gouvernementaux.

Les brochures ayant pour objet la fabrication du sucre représentent un chapitre à part parmi ces cahiers. Notamment,

au début du XIX^e siècle, les guerres napoléoniennes et le blocus continental ont empêché l'importation en Europe du sucre de canne. La politique de la Monarchie autrichienne, tendant à éliminer les difficultés qui surgirent partout en Europe par suite de ces faits, voulut tirer profit des propres produits de l'empire pour fabriquer du sucre. Un grand nombre d'expériences se poursuivirent dans ce domaine et les autorités ne manquaient pas d'en avertir le grand public. Ce fut ainsi que parurent successivement les ouvrages de Jean Neuhold, de Christian Mikan et de Jean Burger traitant de la fabrication du sucre extrait de tiges de maïs et de bois d'érable. Du point de vue de l'histoire économique, ces ouvrages attirent d'autant plus l'attention que, d'une part, ces expériences ont abouti à la production du sucre de betterave, et que d'autre part, elles ont suggéré l'idée de publier les résultats dans toutes les langues de la Monarchie.

Christian Mikan, professeur à l'université de Prague, a publié en allemand un ouvrage intitulé : De la fabrication du sucre extrait de la sève d'érable (*Über die Zuckerverzeugung aus Ahornsaft*). La Chancellerie hongroise chargea immédiatement Paul Kitaibel, professeur à l'université de Pest, de faire de ce grand ouvrage un résumé sur quatre feuilles et un texte en latin. Le texte de Kitaibel servit de base à des traductions ultérieures. François Czinke, professeur de langue hongroise à l'université de Pest, fut invité à en faire une version hongroise, Jean Bornitzky une version slovaque, Georges Petrovics une version serbe et Pierre Maior une version roumaine. Il convient de rappeler que Kitaibel toucha pour son résumé 24 florins par page, soit au total 96 florins. Pour la traduction, lui et ses compagnons touchèrent également 12 florins par page. En fixant la somme des honoraires à un niveau si élevé, les autorités ont voulu souligner l'importance de ces ouvrages par lesquels les auteurs avaient quasi créé une terminologie nouvelle pour cette branche des sciences dans les langues en question.¹

Toutes ces œuvres de caractère économique, à part celle de Czinke, restèrent inconnues du monde scientifique. Les traducteurs ont apparemment pris leur tâche pour un travail de bureau et firent imprimer les brochures sans noms. Seul le brave Czinke qui s'occupait précisément le moins de littérature signa de son nom la traduction hongroise.²

¹ Ungar. Kamer. 1812, fasc. 29, n^o 70 ex V et n^o 40 ex X aux Archives de la Chambre de la cour de Vienne.

² *Hogy lehessen a jávorfa leveléből cukrot csinálni?* Traduit sur les ordres du conseil de lieutenantance. Buda, 1812. Le fait qu'on ne mentionna pas les autres ouvrages doit être attribué à ce qu'on ignorait les noms des traducteurs. Dans l'énumération des œuvres de P. Kitaibel, le texte latin

Sans aucun doute, la plus intéressante des traductions est la traduction roumaine, grâce à la personne du grand historio-graphe Pierre Maior, un des théoriciens de la continuité daco-roumaine. Cet ouvrage (*Pentru facerea zaharului*, Buda, 1812) échappe à l'attention même de Petrik, auteur de la bibliographie la plus complète relative à cette époque. Seule la *Bibliografia Româneasca* de Biancu—Hodos—Simonescu (III^e vol., n^o 811) le mentionne comme un ouvrage anonyme trouvé dans un vieux catalogue de l'imprimerie de l'université de Pest. Il est probable que les bibliographes roumains ignorèrent, eux aussi, le nom de l'auteur. D'ailleurs, à partir de 1809, Maior, pendant douze ans, fut le censeur roumain de cette imprimerie et on lui doit certainement la traduction de plusieurs livres roumains dont les auteurs ont gardé l'anonyme.

Le sort du livre de Mikan nous prouve que la publication d'un pareil ouvrage était plus qu'un fait bibliographique. L'idée elle-même d'éditer un livre en plusieurs langues est la preuve indéniable du dessein des organes gouvernementaux de poursuivre une politique minoritaire équitable. La valeur économique de cet ouvrage n'est pas grande, il est fort douteux qu'il ait jamais incité les lecteurs à fabriquer du sucre extrait de sève érable, mais il est certain qu'il constitue un chaînon dans l'évolution des expériences de ce genre. Son importance linguistique et littéraire a déjà été soulignée par les milieux politiques contemporains. Mais c'est seulement une analyse approfondie et la comparaison des textes de langues différentes qui peut déterminer la part prise par des traducteurs en vue de créer une véritable langue nouvelle pour cette branche des sciences économiques et naturelles et préciser dans quelle mesure l'influence latine, hongroise et allemande se montre dans les différentes versions. Le sort du livre de Mikan — un cas entre plusieurs — prouve que les organes gouvernementaux ont pris soin que les résultats des recherches scientifiques de l'Europe occidentale parvinssent aux nationalités hétérogènes du bassin carpathique.

Jean Kósa

fait défaut *Super productione sacchari ex acerum succo*. Budaë, 1812). La bibliographie de Szinyei ne le mentionne non plus, celle de Petrik le désigne sous le nom de Mikan. On ignorait jusqu'au nom de J. Bornitzky, le traducteur slovaque (*O spraowannu cukra ze zoftu javora, klena, breka a. t. d.* V Budine, 1812). La traduction de G. Petrovics (*Kratko gbavistenye iz javorogova soka shekera zaboditi*. U Budinu, 1813) figure dans Petrik, mais sous le nom de Mikan. On sait d'ailleurs qu'entre 1797 et 1827 (cette dernière date est celle de sa mort) Petrovics était expert comptable grecoriental et correcteur des langues croate et roumaine de l'imprimerie de l'université. Un de ses ouvrages est mentionné par Szinyei.

L'HISTOIRE ET LE RAPPROCHEMENT DANUBIEN

Proposition de l'Institut Paul Teleki pour la coopération des historiens et des instituts scientifiques des peuples danubiens

I

Comme l'a fait remarquer le professeur W. G. Leland, « le mouvement de coopération internationale qui s'est manifesté dans le domaine des sciences exactes et naturelles ne s'est étendu aux études historiques que tardivement et lentement » (*L'organisation internationale des études historiques*, 1928). Il paraît qu'au cours du XIX^e siècle la prédominance de l'histoire nationale a contribué dans une large mesure à voiler aux yeux des historiens la nécessité de leur coopération internationale ainsi que celle d'une organisation appropriée. Il n'en est pas moins vrai qu'en 1928 Leland pouvait déjà signaler les indices d'un certain progrès : dès cette époque, il existait un Institut International de Coopération Intellectuelle, duquel on pouvait aussi attendre des initiatives remarquables dans le domaine historique ; en outre, il existait une fédération des principales Académies des Sciences, l'Union Académique Internationale. La plus importante de ces conditions préliminaires était peut-être le fait d'avoir organisé toute une série de congrès internationaux ; l'avant-coureur de ceux-ci avait été le Congrès International d'Histoire Diplomatique à La Haye, en 1898. Le premier congrès proprement dit des sciences historiques eut lieu à Paris, en 1900, sous la présidence de Gaston Boissier. Le congrès de Paris fut suivi de ceux de Rome (1903, de Berlin (1908), de Londres (1913), de Bruxelles (1923), d'Oslo (1928), de Varsovie (1933) et de Zurich (1938). Depuis 1923 existe aussi le Comité International Permanent à qui, outre le devoir d'organiser les congrès internationaux, incombe la tâche de « travailler au développement des sciences historiques, en procédant par voie de coopération internationale et en collaborant avec l'Union académique Internationale et la Commission de Coopération In-

tellectuelle de la Société des Nations ». Il a aussi la mission de « faciliter les échanges de renseignements et de publications, ainsi que celle de créer de nouveaux instruments de travail : bibliographies, bulletins d'information, etc. » Pour réaliser ce programme, le Comité International a fait paraître chaque année son *International Bibliography of Historical Sciences* et le *Bulletin of Historical Sciences*. Malheureusement, au temps de la seconde guerre mondiale, la plupart des relations internationales furent rompues et, dans bien des domaines, les pertes d'hommes et de valeurs de toutes sortes mirent fin au travail commun. Dès maintenant, cependant, il nous appartient de faire des efforts pour sauver les résultats jusqu'ici obtenus et pour favoriser aussi bien le travail de réorganisation que la reprise, dans le plus bref délai, des contacts internationaux.

II

Outre l'outillage international mis à la portée des savants et la reconnaissance de l'importance que l'information mutuelle a pour tout le monde, les congrès historiques ont eu encore un autre précieux résultat : ils ne manquaient presque jamais de mettre les historiens en garde contre le danger d'écrire l'histoire en s'inspirant d'un nationalisme excessif. Dès 1903, le sénateur Villari, président du congrès de Rome, avait jugé nécessaire de formuler à ce sujet des avertissements dignes d'attention et, dix ans plus tard, lors du congrès de Londres, Lord Bryce faisait également ressortir, une fois de plus, la nécessité « pour les historiens d'éliminer toutes sources d'animosité entre les nations ». Pour y mieux réussir, on avait, dès le début, préconisé l'idée de la méthode comparative. Personne ne doit pécher par fatuité et considérer son prochain comme un être inférieur, s'il se propose d'étudier, avec l'application consciencieuse requise pour les recherches de ce genre, l'histoire comparée des divers peuples. C'est pourquoi le congrès qui eut lieu à Paris, en 1900, fut déjà dénommé « Congrès International d'Histoire Comparée ». Parmi les sujets qu'il avait inscrits à son programme figurait aussi « l'histoire comparée des institutions, de l'économie sociale et des littératures ». Néanmoins, ce ne fut qu'en 1923 que le regretté Henri Pirenne, le grand savant belge, éleva la voix contre les préjugés de race, de religion et de nationalité. Il préconisa comme le seul moyen de s'élever au-dessus de ces préjugés et de se placer à un point de vue impartial et objectif, l'emploi de la méthode comparative. « Par elle, et par elle seule, l'histoire peut devenir une science et s'affranchir des idoles du sentiment. »

III

Et telle est la raison principale pour laquelle nous avons donné à la nouvelle série de la *Revue des Études Hongroises*, réorganisée par l'Institut Teleki, le titre de *Revue d'Histoire Comparée*. Ce titre implique un programme précis dont nous avons développé, dans l'esprit d'Henri Pirenne, les points essentiels dans l'article qui inaugurerait la nouvelle série. A ce moment, nous avons dit à ce sujet tout ce qu'il nous était possible de dire dans la situation d'alors. Nous sommes fermement convaincus que nulle part la méthode comparative n'est plus fructueuse que dans l'histoire des petits peuples établis dans la région du Danube et des Carpathes. Cela s'explique en partie par le fait que, dans cette région, les aspirations nationalistes se heurtaient avec une violence sans égale, qui s'explique en partie par les analogies qu'on peut relever dans l'évolution historique de ces peuples. Ceux-ci présentent des similitudes profondes même par l'antagonisme qui les oppose les uns aux autres. Leur nationalisme a évolué à travers des étapes plus ou moins semblables; par conséquent, au lieu de concevoir l'histoire sous l'angle du nationalisme, ne vaudrait-il pas mieux soumettre à un examen historique la genèse même de ces nationalismes? Et pourquoi ne pas relever les manifestations analogues auxquelles les conditions économiques et sociales plus ou moins semblables ont abouti dans la vie de ces peuples, destinés à vivre côte à côte et dont une partie a vécu naguère au sein d'un seul et même empire historique?

Déjà, des tentatives ont été faites pour définir cette région historique et le sens de son évolution: mais ces tentatives, nous les jugeons quelque peu prématurées. Nous croyons également que c'est une erreur de faire valoir dans ces essais telle ou telle tendance politique. Notre première tâche, c'est de nous connaître réciproquement, afin de parvenir à mieux nous connaître nous-mêmes. Combien de lecteurs étrangers ont déjà été exaspérés par les interminables discussions hongaro-roumaines au sujet de la continuité daco-roumaine en Transylvanie! Plus d'une fois, l'histoire se transforma en champ de bataille où l'on se combattait avec des arguments. Comme si la situation d'aujourd'hui pouvait être modifiée parce que tel village transylvain est habité par tel peuple depuis mille ans, et par tel autre seulement depuis sept cents ans! Il n'en reste pas moins que la Transylvanie où Hongrois et Roumains vivent dans un enchevêtrement presque inextricable, pose aux historiens des deux peuples un problème commun dont les détails demandent à être élucidés par un effort commun des parties intéressées.

Notre but est évidemment d'établir la vérité historique. Pour nous affranchir de certains préjugés invétérés qui ont pénétré jusque dans le domaine de l'historiographie, force nous est d'admettre, en adoptant la méthode de Pirenne, quelques principes fondamentaux. Il n'est nullement nécessaire que les historiens de toutes les nations soient d'accord sur certains problèmes communs; mais rien ne les empêche d'affirmer que devant l'histoire tous les peuples danubiens sont égaux, qu'il n'y a point parmi eux des peuples «supérieurs» et des peuples «inférieurs», comme il n'y a pas, selon la nature, des peuples bons ou mauvais, ni des peuples nés pour être oppresseurs ou opprimés. Chaque nation doit se libérer de toutes sortes d'impérialisme tendant à l'oppression des autres, et cela sans s'arrêter au fait que l'impérialisme en question est fondé sur des droits millénaires, séculaires ou date seulement d'une vingtaine d'années. A nous autres, Hongrois, incombe encore la tâche d'avouer franchement les fautes et les préoccupations qu'il nous convient d'abandonner, quoique pareille purification ne soit facile pour personne. Si le monde est *un*, celui des peuples danubiens l'est à plus forte raison. Ces peuples ont eu assez d'occasions d'apprendre que les souffrances de l'un d'entre eux étaient fatales aussi aux autres. Tous, sans exception, ont besoin d'une atmosphère de paix et d'harmonie, indispensable à la poursuite de leur travail. Libre de tant de préjugés ingrats, la nouvelle «histoire comparée» est susceptible de révéler aux peuples danubiens une connaissance plus nette et plus profonde de leur génie national.

IV

Il serait naturel de proposer la création d'un Comité Danubien des Sciences Historiques qui, en coopération étroite avec l'organisation internationale des historiens, aurait à mettre à la disposition des savants des instruments de travail, des bibliographies et autres sources d'information. Toutefois, pour le moment, en considération des conditions économiques et techniques actuelles, il est peut-être plus raisonnable de faire des propositions susceptibles d'être aussitôt mises en pratique par les parties intéressées.

C'est dans ce but que notre Institut de recherches danubiennes (Institut Teleki) adresse aux instituts et aux sociétés savantes des autres pays danubiens les propositions que voici :

1) L'Institut Teleki offre d'établir un échange régulier de ses publications paraissant en hongrois et en plusieurs langues étrangères contre les publications et les revues éditées par les instituts et les sociétés scientifiques des pays voisins.

2) Il se déclare prêt à consacrer aux publications qui lui seront adressées des comptes rendus soit dans ses propres publications, soit dans celles d'autres institutions scientifiques de Hongrie, notamment dans l'organe de la Société Historique Hongroise. En outre, de même qu'il fait paraître dans sa Revue un rapport annuel sur son activité, il est prêt à faire paraître des comptes rendus analogues sur l'activité des autres Instituts Danubiens.

3) Il a l'intention de continuer, dans une annexe spéciale de la *Revue d'Histoire Comparée*, la *bibliographie de l'Europe carpathique* pour donner une vue d'ensemble du progrès réalisé par les peuples danubiens dans le domaine des sciences historiques. Il demande donc de lui faire parvenir, en vue de la bibliographie en question, non seulement des données, mais encore des remarques critiques. En échange, il offre de prêter son concours à toute entreprise analogue des institutions scientifiques des autres pays.

4) Désireux de créer, auprès de la rédaction de son périodique français, la *Revue d'Histoire Comparée*, un Comité International, il offre dans ce Comité des sièges aux savants des autres peuples danubiens, dans l'espoir que les futurs membres d'honneur du Comité contribueront grandement par leurs suggestions et leurs observations critiques à atteindre le but que la Revue s'est proposé.

5) Il est prêt à ouvrir les colonnes de sa Revue et, dans la mesure de ses moyens matériels, aussi la série des livres publiés par lui, aux historiens des pays voisins. On n'attachera aucune importance à la question de savoir si les ouvrages à publier confirment ou non les idées préconisées par les historiens hongrois. Les collaborateurs hongrois de la Revue sont, à leur tour, disposés à offrir leur concours aux revues historiques des pays voisins.

6) Dès qu'il s'agira de constituer une collection de documents ou de s'engager dans une autre entreprise de vaste envergure et touchant de près aussi l'histoire d'un autre peuple (comme ce serait le cas par exemple pour une collection des documents relatifs à une région habitée par une population mixte), l'Institut sera prêt à adhérer à la formation d'un comité de rédaction comprenant aussi les savants de l'autre peuple intéressé, afin de pouvoir discuter au préalable tous les points controversés.

7) Pour faciliter la connaissance mutuelle des instruments de travail et des chercheurs eux-mêmes, l'Institut est prêt à offrir, chaque semestre, son hospitalité, sa bibliothèque et ses collections à quelques jeunes savants des peuples voisins qu'il aura à mettre en contact avec les milieux scientifiques hongrois, dans l'espoir que les jeunes chercheurs, envoyés par l'Institut

Teleki auprès des institutions scientifiques des États voisins, afin de s'y initier à la langue et aux recherches historiques des peuples danubiens, pourront bénéficier des mêmes faveurs.

8) De temps à autre, l'Institut Teleki invitera volontiers les savants des peuples danubiens dans l'espoir que ses offres seront payées de retour.

9) L'Institut Teleki propose d'organiser, dans la mesure des possibilités techniques et après un travail préparatoire d'enquêtes partielles, des Congrès d'Histoire Comparée Danubienne ayant lieu tour à tour dans les capitales des pays intéressés.

10) L'Institut Teleki désire faire ressortir la nécessité d'une révision approfondie des livres scolaires et se permet de signaler à l'attention de l'étranger que, sans attendre les initiatives analogues des autres pays, il a déjà fait rédiger par ses propres collaborateurs les nouveaux manuels d'histoire de la Hongrie démocratique, afin d'en bannir tout ce qui pourrait porter atteinte, de quelque manière que ce soit, aux justes intérêts des peuples danubiens.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

LES PROBLEMES DE LA BOSNIE MÉDIÉVALE

L'invasion turque dans les Balkans et les territoires limitrophes eut des conséquences politiques d'une importance capitale. Non seulement elle a détruit à jamais, ou opprimé pendant de longs siècles ou même mutilé certains États, mais elle a encore provoqué des changements considérables dans la colonisation des petits peuples habitant ces territoires. Une partie des Grecs, Bulgares, Serbes, Croates, Albanais, Hongrois abandonnèrent leurs habitats médiévaux pour échapper à l'oppression turque ou même, en s'alliant aux Turcs, pour émigrer vers le Nord ou l'Ouest, dans le territoire du peuple voisin. Nombre de territoires habités par une population mélangée se formèrent ainsi, auxquels, lors du développement de la conscience nationale et politique, deux ou même plusieurs peuples avaient droit de prétendre, les uns en vertu du droit historique, les autres en vertu du droit ethnique. L'histoire du passé de la Macédoine habitée par des Grecs, des Bulgares et des Serbes, de la question de Kosovo entre Serbes et Albanais, de la Bosnie entre Serbes et Croates, de la Transylvanie entre Hongrois et Roumains, voilà quelques-uns de ces problèmes tant débattus.

Tous ces peuples se sont efforcés de prouver leur droit sur le territoire contesté à l'aide de la science. L'archéologie, l'ethnologie, l'anthropologie, toutes ces sciences durent ainsi mettre en ligne leurs preuves les plus décisives. Ces recherches visant du reste à prouver des thèses établies d'avance, ont mis au jour, à côté des œuvres scientifiques d'une valeur incontestable, beaucoup d'ouvrages sans valeur aucune ou d'une valeur douteuse, à des fins politiques.

*

On peut dire, en général, que la Bosnie fut le terrain le plus négligé de l'historiographie sud-slave. Pendant des dizaines d'années, le livre assez sec du Croate Vjekoslav Klaić,

qui ne va pas au delà des commencements de la conquête turque, servit seul, dans la traduction allemande et hongroise, de point de départ aux recherches partielles postérieures. Celles-ci prirent un sérieux développement surtout depuis que le Musée de Sarajevo en prit la direction et que son périodique, intitulé *Glasnik*, se chargea de leur publication (1889) et depuis l'édition en 1893 des rapports plus importants en langue allemande (*Mitteilungen*), qui les rendaient accessibles à un plus large cercle d'érudits. Depuis la formation de la Yougoslavie, entre les deux guerres mondiales, ces recherches furent continuées et leurs résultats relatifs au moyen âge, publiés en deux gros volumes.

Vladimir Corović, ancien employé du musée de Sarajevo, plus tard professeur à l'université de Belgrade, historien renommé, est l'auteur du premier intitulé : *Histoire de Bosnie*.¹ La première partie de cet ouvrage, qui devait paraître en trois volumes et dont un seul a paru jusqu'à présent, s'occupe uniquement de l'histoire politique du moyen âge ; le second devait s'occuper de l'histoire de la civilisation à cette époque et le troisième, de l'histoire de la Bosnie sous la domination turque et austro-hongroise. Corović est maître souverain des sources et de la bibliographie, mais il est regrettable que, ne connaissant pas la langue hongroise, il néglige la littérature hongroise et, dans des problèmes hongrois, utilise exclusivement les publications allemandes. Il compense plus ou moins cet inconvénient en n'utilisant que les sources de tout premier ordre. Son interprétation calme, évitant les polémiques et les hypothèses aventureuses, gagne la sympathie du lecteur.

L'autre ouvrage synthétique, de plusieurs auteurs croates, parut dans les éditions « Napredak » à Sarajevo : *Histoire des provinces croates de la Bosnie et de l'Herzégovine*, depuis les temps les plus reculés jusqu'à 1463.² Les volumes suivants de cet ouvrage, qui doit également paraître en trois parties, embrasseraient l'époque de la domination turque (1463—1878) et austro-hongroise. Le titre même indique que tout le livre est écrit pour la défense d'une thèse préconçue, ce que nous confirme la préface de la société éditrice. Il y est dit que tout l'ouvrage confirme clairement la thèse que la Bosnie est une partie organique de la Croatie (p. VII). Nonobstant, les études des différents auteurs témoignent d'un haut niveau scientifique et, abstraction faite du ton quelquefois trop polémique, nous croyons pouvoir dire de cet ouvrage qu'il constitue un vrai progrès scientifique. Sa valeur est augmentée considéra-

¹ *Historija Bosne*, t. I. Beograd, 1940.

² *Poviest hrvatskih zemalja Bosne i Hercegovine od najstarijih vremena do godine 1463*. Sarajevo, 1942.

blement par une illustration extrêmement riche, qui fait totalement défaut au livre de Corović.

Pour ce qui est de la critique détaillée de ces deux ouvrages, nous la laissons aux spécialistes qui s'occupent de l'époque et du territoire, pour nous borner à l'examen de quelques problèmes intéressant la Bosnie médiévale et les diverses manières de les interpréter.

Toute l'histoire de la Bosnie au moyen âge, telle que nous la représente l'ouvrage de ces savants serbes et croates, est infectée par la rivalité nationale, qui s'est également développée dans le domaine de l'historiographie, entre Croates et Serbes. Ces derniers s'efforcent d'énumérer le plus d'arguments possible pour prouver le caractère serbe de la Bosnie médiévale, tandis que les Croates tentent la même manœuvre de leur propre point de vue.

Le soi-disant « bogumilisme » et l'« Église de Bosnie » sont les problèmes les plus discutés de la Bosnie médiévale. Nombre de sources font mention de certains « hérétiques » contre lesquels le Pape et les rois de Hongrie tentèrent à plusieurs reprises d'agir d'autorité et qu'ils voulaient forcer à se soumettre à l'Église romaine. Depuis que l'historiographie s'occupe de la question et surtout depuis que, vers 1860, le Serbe Petranović et le Croate Rački ont tenté, dans leurs ouvrages fondamentaux, de fixer l'essentiel de cette hérésie, on a fini par adopter en général la thèse que le bogumilisme avait pour base quelque doctrine manichéenne d'origine asiatique. Elle enseigne le dualisme de la création, attribue la matière au diable. Reniant l'humanité du Christ, elle rejette la vénération des saints, méprise les biens terrestres, condamne le mariage et préconise l'insoumission au pouvoir séculier. Telles sont les accusations portées par les frères franciscains de Bosnie devant la cour de Rome contre les « bogumiles ». Cependant il n'existe aucun document original bogumile résumant sous forme de catéchisme la doctrine de cette secte; aussi s'est-on demandé si ces accusations étaient fondées, n'étant justifiées en rien par les rares documents paraissant en langue bosniaque.

Déjà Ćiro Truhelka, un des meilleurs connaisseurs du passé de la Bosnie, se vit amené, par l'étude du testament du *gost* (prêtre) Radin, à croire que l'Église de Bosnie n'avait nullement adopté la doctrine manichéenne d'une façon aussi stricte que le pensaient les savants d'autrefois. Malgré la rareté des documents d'origine bosniaque relatifs à la question, on peut considérer comme certain que les bogumiles vénéraient la croix et les saints, se mariaient, amassaient des biens et que, dans leur croyance, on ne trouve pas la moindre trace du dualisme de la création. Ces faits, inconciliables avec les accusa-

tions formulées contre eux en cour de Rome, ont amené les investigateurs modernes à entreprendre une révision totale de la question du bogumilisme. En 1924, le savant serbe Vaso Člusac rejette, dans son étude sur l'Église bosniaque au moyen âge, les thèses admises depuis Rački.¹ Mais, dans ses conclusions définitives, il tombe dans l'autre extrême en qualifiant de fausses toutes les données étrangères relatives à l'Église bosniaque, peut-être dans le dessein de nier le caractère hérétique du bogumilisme et de pouvoir ainsi qualifier l'Église bosniaque de pravoslave, c'est-à-dire serbe.

La découverte par Dragutin Kamber d'un manuscrit du XV^e siècle qu'il intitula « *Abiuratio trium Bosnensium* » donna un nouvel essor aux recherches en rétablissant du même coup le crédit des sources latines.² Dans cet écrit, le cardinal Torquemada, un des théologiens les plus éminents de son temps, examine les 50 articles, dans lesquels les franciscains bosniaques ont résumé l'hérésie des bogumiles. L'autorité de l'écrit étant indubitable, la doctrine classique du bogumilisme se trouve confirmée, car l'hérésie résumée dans les 50 propositions s'accorde pour le fond avec les accusations portées contre les bogumiles devant la cour de Rome. Cependant la contradiction entre la conception religieuse exprimée dans les documents, épitaphes, etc. d'origine bosniaque, en langue slave, et les accusations d'« hérésie » n'en est devenue que plus flagrante. Voilà donc la question du bogumilisme au point mort. Même Jaroslav Šidak, d'une érudition si profonde et muni de tout l'appareil critique, n'a pas réussi à la résoudre dans les ouvrages qu'il lui a consacrés.³ Šidak ne se contente pas de faire la critique méthodique de la bibliographie actuelle, il examine un à un tous les points d'accusation de Rome contre les hérétiques, pour démontrer qu'il n'y en a pas trace dans les monuments autochtones. Il n'accepte ni la thèse que l'Église de Bosnie aurait eu des rapports avec l'hérésie bulgare des bogumiles, ni la thèse qu'elle aurait été simplement « pravoslave ». Il essaye de résoudre la question, arrivée ainsi au point mort, en séparant strictement le problème de la doctrine bogumile de celui de l'Église bosniaque. Il constate que, toute trace d'une « hérésie » d'origine bosniaque faisant défaut, les bogumiles, accusés d'être hérétiques, furent au fond des chrétiens

¹ *Srednjevekovna « Bosanska Crkva » bila je pravoslavna* [L'Église bosniaque du moyen âge fut pravoslave]. *Prilozi za književnost, jezik istoriju i folklor*, t. IV, 1924.

² *Kardinal Torquemada i tri bosanska bogomila, 1461* [Le cardinal Torquemada et trois bogumiles bosniaques]. *Croatia Sacra*, t. II, 1932.

³ *Problem « bosanske crkve » u našoj historiografiji od Petranovića do Glušca*. *Rad. Jug. Akad.* Vol. 259, 1937 et « *Crkva bosanska » i problem bogumilstva u Bosni*, Zagreb, 1940.

« pravoslaves ». Mais l'Église de Bosnie s'étant constituée en Église d'État indépendante de Rome, aussi bien que de l'Église pravoslave serbe, Rome est intervenue d'autorité contre elle, avec l'aide des rois de Hongrie.

La thèse de Šidak est plausible, mais elle ne répond pas à la question pourquoi Rome a insisté si souvent sur le caractère « hérétique » de la doctrine bogumile. Suivant la remarque si juste d'un éminent historien croate, « il n'est aucunement admissible que les frères franciscains bosniaques ou les savants théologiens romains se soient obstinés des siècles durant à traiter d'hérétique un peuple entier, alors qu'il ne l'a vraiment pas été. » Les deux ouvrages synthétiques susmentionnés ne font eux non plus avancer la question d'un pas. Ćorović partage au fond la doctrine classique de Rački, sans tomber dans l'erreur des autres savants serbes qui qualifient l'église bosniaque simplement de « pravoslave ». Dans l'autre ouvrage, le Croate Truhelka ne traite pas le bogumilisme d'une manière systématique, il se borne à résumer ce que les monuments autochtones et surtout le testament du *gost* Radin et les inscriptions des épitaphes nous offrent comme point d'appui.

Outre la question du bogumilisme, l'église bosniaque du moyen âge nous offre encore d'autres problèmes non résolus. La Bosnie a-t-elle reçu le christianisme de l'Occident ou de l'Orient? Les savants serbes, tel Ćorović (p. 185), sont enclins à supposer qu'il y a eu influence orientale, vu surtout la preuve de l'écriture cyrillique, tandis que les savants d'origine croate se montrent disposés à rompre une lance en faveur de l'origine occidentale du christianisme bosniaque.¹

De pareilles différences d'opinion sont à noter encore sur d'autres points de l'histoire de la Bosnie, comme, par ex., dans la question la plus discutée de la préhistoire serbe et croate : la colonisation primitive des tribus serbes et croates venues des Balkans.

Le caractère croate ou serbe de l'État bosniaque forme un autre point de discussion. On aime, du côté croate, à insister sur les points de l'histoire politique, durant la période où l'État bosniaque s'est trouvé sous le sceptre de la dynastie nationale croate. L'évolution du banat bosniaque a tout particulièrement attiré l'attention. La dignité de ban ayant été regardée comme étant d'origine croate, et les souverains de Bosnie ayant été, dès le commencement, des bans (alors qu'en Serbie ils étaient appelés « župan »), on voulut y voir une preuve du caractère croate de la province. Du côté

¹ Draganović, *Katolička crkva u sredovječnoj Bosni* [L'Église catholique dans la Bosnie médiévale]. Dans l'ouvrage d'ensemble susmentionné.

serbe, d'autre part, on insiste sur les relations de la Bosnie avec la Serbie. Ćorović attribue, p. ex., une signification extraordinaire au fait que Tvrtko I^{er}, roi de Bosnie, a aussi porté le titre de roi de Serbie, et il voulut voir dans l'État de Tvrtko l'ancêtre de la Yougoslavie moderne.

L'histoire de la Bosnie médiévale offre donc nombre de problèmes non résolus. Le chauvinisme national, qui plus d'une fois réussit à pénétrer dans les sciences mêmes, empêcha de les voir dans toute leur clarté. Dirigée par des considérations politiques, l'historiographie moderne refléta bien souvent des problèmes modernes dans l'histoire du moyen âge, ou y chercha la justification des actes de violence. Seule l'historiographie dépourvue de tout préjugé pourra avoir le dernier mot dans cette discussion.

L. Hadrovics

MANUEL DE L'HISTOIRE DE L'AUTRICHE

MATHILDE UHLIRZ : *Handbuch der Geschichte Österreichs und seiner Nachbarländer Böhmen und Ungarn*. Graz—Wien—Leipzig, Universitätsbuchhandlung Leuschner und Lubensky, 8° ; t. II/2, 1848—1914. 1941, p. 703—1144 ; t. III, *Der Weltkrieg*. 1939, p. 271 ; t. IV, *Bibliographische Nachträge und Ergänzungen. Personen-, Sach- und Auktorenregister*. 1944, p. 328.

Lorsque, au cours de l'automne de 1944, l'auteur de cet article publia dans la revue *Századok* (LXXVIII. pp. 588—592) un compte rendu des derniers tomes de l'ouvrage cité plus haut, il écrivit : « Les ouvrages de ce genre, s'ils sont de valeur problématique au moment de leur publication, deviennent, avec le temps, des documents plus ou moins caractéristiques de leur époque. Au bout de quelques dizaines d'années peut-être, le lecteur n'y cherchera-t-il plus ce qu'ils disent du passé, mais bien plutôt ce qu'ils révèlent sur la génération qui les conçut. » Il ajouta encore que « le livre en question ne deviendrait pas l'une des productions classiques de l'historiographie allemande, mais qu'il pouvait compter, en tant qu'ouvrage caractéristique de son époque, sur l'intérêt de la postérité elle-même ». Il était alors impossible de désigner avec plus de clarté l'une des œuvres représentatives de l'historiographie allemande national-socialiste. Même au cours du compte rendu détaillé qui suivait, on ne pouvait laisser entendre qu'obscurément la méfiance que ressentait, vis-à-vis de la science national-socialiste, l'historiographie objective.

Le produit national-socialiste de l'historiographie allemande, qui s'inspirait du pangermanisme, du fait qu'il abandonnait l'objectivité pour un chauvinisme passionné, les argu-

ments scientifiques pour l'opportunisme politique, réussit d'une part à contaminer l'historiographie des petits peuples du bassin danubien, surtout s'ils étaient déjà enclins au chauvinisme. Mais, d'autre part, il avertit et mit sur leurs gardes les savants qui continuaient à respecter les traditions de l'historiographie objective, d'esprit soutenu. En consentant à servir le régime politique, l'historiographie allemande perdit aux yeux de ses voisins son ancien prestige. Déjà au cours des années 1930—1940, l'historiographie des petits peuples de la région danubienne réagit avec une douloureuse sensibilité contre l'intérêt croissant que manifestait à l'égard des problèmes du Sud-Est la science historique allemande. Les exemples autrichien, polonais et enfin tchèque révélèrent ensuite le rôle de l'historiographie allemande envoyée en précurseur, pour y préparer le terrain, sur les territoires convoités par l'impérialisme allemand qui se dissimulait sous l'idéal national-socialiste. Les Hongrois devenus, par suite de l'Anschluss, puis de l'occupation du territoire tchèque, les voisins immédiats du Reich, furent les premiers à identifier ce nouveau cheval de Troie. L'historiographie hongroise résista à la poussée allemande avec la même fermeté qu'elle avait mise à défendre, pendant des siècles, la constitution et la liberté nationales contre les efforts impérialistes allemands. De dangereux desseins perçaient de plus en plus sous le masque de l'objectivité scientifique allemande ; et les meilleurs représentants de la science hongroise se rendaient compte que la discussion de quelque problème scientifique signifiait bien plus que la mise au jour de la vérité historique : c'était une lutte opiniâtre et de longue haleine au cours de laquelle la retraite ou l'échec pouvait entraîner avec soi la perte d'importantes positions politiques. Pendant des années, la lutte continua, inégale : l'un des adversaires suppléait souvent au manque d'arguments scientifiques par le poids de sa puissance, de la force, consciente de ses desseins, sur laquelle il s'appuyait. Quant à l'autre, la contrainte politique l'empêcha souvent de proclamer même des vérités historiquement prouvées.

*

Il était indispensable de connaître ces préliminaires pour comprendre l'accueil plein de méfiance réservé par les cercles compétents à cet ouvrage qui, abstraction faite de son esprit tendancieux, montre de nombreuses qualités, dues à la minutie et au génie méthodique allemand. Les parties de l'ouvrage qui s'étendent jusqu'à 1848, parues en 1927 et en 1930, se basent encore en majeure partie sur la documentation et la

conception du célèbre professeur de l'université de Graz, Charles Uhlirz, décédé en 1914, lesquelles ne nous intéressent guère du point de vue actuel. C'est un intérêt d'autant plus grand que nous éprouvons pour les volumes plus récents parus en 1939, 1940 et 1944. L'auteur s'y est assimilé l'idéologie historique national-socialiste, il en fait profession dans les préfaces et les devises de ses livres. Son ouvrage lui gagna la confiance des autorités national-socialistes qui lui assignèrent un rôle important dans l'éducation historique de la jeunesse universitaire. De tels faits peuvent à juste titre susciter l'intérêt, surtout dans les cercles scientifiques des peuples qui firent jadis partie de la Monarchie des Habsbourg.

A des ouvrages de ce genre, du reste, le lecteur ne demande pas, avant tout, des constatations scientifiques nouvelles. L'objet des manuels est précisément de présenter en un tableau bien proportionné et lucide la matière spéciale dont ils traitent, ou la partie qui en a été choisie par l'auteur. Ils doivent refléter les vues scientifiques les plus récentes concernant les questions de détail qui, une fois réunies, donneront la vue d'ensemble. Aussi la critique se garde-t-elle d'examiner le manuel d'histoire autrichienne en premier lieu du point de vue objectif, et de chercher si, à cet égard, on peut formuler contre lui des récriminations. Sur ce terrain encore, la prudence est de règle : le manuel prétend en effet être, par la même occasion, le manuel de l'histoire de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Nul n'ignore pourtant que lorsqu'il s'agit de problèmes historiques et juridiques communs, les opinions diffèrent sur toute la ligne, dans les historiographies tchèque et hongroise d'un côté, austro-allemande de l'autre.

Si l'on considère l'entreprise dans son ensemble, on peut dire, malgré tout, qu'elle atteint son but. Les chapitres sont bien ordonnés, la discussion des faits et des processus est équilibrée et exactement proportionnée à leur importance. Le style est concis et clair. Tout cela exigeait de l'auteur des qualités réelles. Les chapitres de politique extérieure sont clairs, logiques, situés par leur étendue à mi-chemin entre les résumés insignifiants des livres de classe et les publications documentaires scientifiques qu'on ne peut embrasser du premier coup d'œil. Tout en envisageant souvent la vérité historique du point de vue allemand, ils peuvent servir à une étude objective. L'exposé de l'évolution intérieure est également au point : le sombre chaos de la politique intérieure autrichienne qui suivit le compromis austro-hongrois s'éclaircit au cours de l'exposé qu'en donne l'auteur, les événements se groupant logiquement autour des problèmes d'importance capitale. (Il est à remarquer que, par suite de l'idéologie historique de l'auteur, le groupement pangermanique et antisémitique de

Schönerer se voit accorder plus d'importance qu'il n'en mérite.) Le livre fournit de l'évolution sociale, de l'importance grandissante du problème ouvrier, des partis ayant un programme socialiste, de l'apparition et du succès des démocrates-socialistes et des chrétiens-socialistes une étude plus détaillée qu'aucun ouvrage paru précédemment. Le développement culturel et social y est aussi traité selon des points de vue moderne, la couleur national-socialiste de ces chapitres étant donnée surtout par la mise au premier plan du problème juif.

L'impression d'ensemble devient moins favorable si l'on examine dans quelle mesure l'auteur réussit à insérer, dans le cadre de l'histoire de la Monarchie, l'histoire de la Hongrie et de la Bohême. Dès l'abord, nous ne pouvions mettre en doute que la place d'honneur ne fût réservée à l'histoire de l'Autriche, et que l'histoire de la Hongrie ou de la Bohême n'y parussent seulement dans la mesure où ces pays joueraient un rôle dans les problèmes essentiels de l'empire. Cela étant, nous n'en devons pas moins déclarer insuffisantes les quelques pages consacrées en tout et pour tout aux deux pays.

*

A vrai dire, le problème hongrois n'est traité à sa juste mesure qu'une seule fois, dans le chapitre sur l'établissement du compromis austro-hongrois de l'année 1867. Les autres passages qui se rapportent à la Hongrie sont courts, incomplets et bien inférieurs en profondeur aux autres parties de l'ouvrage. Pourtant, l'auteur lui-même fait plusieurs fois remarquer l'influence capitale qu'exerça, sur l'évolution intérieure et la politique extérieure de la Monarchie, l'attitude hongroise, à partir du compromis austro-hongrois. Le fait que la politique extérieure de la Monarchie s'orienta dans une voie périlleuse et fatale dans ses conséquences, il l'attribua à ce que les fonctions de ministre des Affaires Étrangères étaient le plus souvent exercées par des « étrangers », en particulier des Hongrois. Ceux-ci, comme Andrassy et Kálnoky, Hongrois par leurs sentiments et par leurs actes, étaient incapables de s'assimiler les aspirations politiques allemandes visant le Sud-Est.¹ On n'a pas encore tiré au clair le rôle que joua la politique d'Andrassy dans la chute de la Monarchie. Il serait en tout cas exagéré de rendre sa russophobie responsable du relâchement des relations germano-russes. Il serait encore pour le moins exagéré d'accuser de mentalité partielle et aveuglée par le nationalisme hongrois le comte Kálnoky². La branche de la

¹ Cf. t. II/2, pp. 895, 971, 973, 974, 984, etc.

² *Ibid.* p. 973.

famille Kálnoky dont descendait le ministre des Affaires Étrangères s'établit en Moravie encore au cours du XVIII^e siècle, et l'on ferait preuve d'une grande ignorance des faits en accusant de chauvinisme ce Kálnoky qui n'était plus Hongrois¹ que de nom. Que la Hongrie ait tiré d'énormes avantages économiques de ses relations avec l'Autriche, voilà encore une affirmation exagérée.¹

Si, dans les rapports austro-hongrois, la Hongrie est victime d'un jugement désavantageux, l'Autriche est au moins autant, sinon davantage, reléguée au second plan, lorsque l'auteur la montre opposée aux intérêts prussiens et pangermaniques. En ce qui concerne l'Autriche, on aurait tort de ne considérer les dernières quatre-vingts années que sous un seul aspect : celui de savoir si les personnages qui y ont joué un rôle politique, ont servi ou non la cause de l'unité pangermanique. Bien plus, ce serait une faute de formuler un tel jugement selon des points de vue dont l'application aux générations précédentes semble être un pur anachronisme. Quand nous lisons, par exemple, que l'on aurait dû opérer la réorganisation de l'État après 1848 « avec le concours des forces vivantes populaires » et que « l'on aurait dû faire appel à l'éveil du sentiment pangermanique pour la reconstruction de l'État », ou que l'insuccès des travaux de réforme était dû « au manque de contact avec le peuple » et que Schwarzenberg ne tint pas compte des « courants spirituels issus du peuple », nous reconnaissons la phraséologie national-socialiste.² On pourrait se demander pourtant si la mince couche intellectuelle bourgeoise qui seule possédait alors une certaine dose de conscience politique, pouvait être simplement mentionnée comme « peuple ». Notre incertitude s'aggrave du fait que l'auteur se plaint dans ce même chapitre du manque total de sens politique chez le peuple³. C'est encore se baser sur des principes actuels que de dire de François-Joseph que « sa conscience du devoir et de la responsabilité n'était pas orientée vers le peuple »⁴, que son règne était « une déviation du domaine sentimental de son peuple » et que ses collaborateurs n'avaient pas su « recueillir et utiliser pour l'État les sources vives de forces issues du peuple »⁵. Il est bien possible que l'idéologie dynastique de François-Joseph ait été dépassée déjà dans les années qui suivirent le compromis, idéologie qui — d'après l'auteur — ne poursuivait qu'un but : étendre la domination de sa maison sur les Balkans. Seule une perspective historique

¹ *Ibid.* p. 1045.

² *Ibid.* pp. 713, 714, 715.

³ *Ibid.* p. 714.

⁴ *Ibid.* p. 736.

⁵ T. III. p. 12.

postérieure pouvait lui reprocher comme omission de n'avoir pas reconnu que, « dans les Balkans, il était question du rayonnement des forces politiques et culturelles du peuple allemand ». La direction de la politique étrangère aurait dû être confiée, suivant l'auteur, à des Allemands qui, seuls, auraient pu « être les représentants de la politique allemande tournée vers le sud-est européen ». Si la politique extérieure de la Monarchie s'était prêtée aux desseins pangermaniques, peut-être aurait-elle rendu possible quelques dizaines d'années plus tôt l'avance germanique dans la direction sud-est : on ne peut pourtant croire qu'une politique extérieure ainsi orientée eût prolongé l'existence de la Monarchie. Nous voyons clairement de nos jours que, bien au contraire, le plus grand tort de la Monarchie n'était pas d'avoir négligé les intérêts allemands, mais bien de s'être mise au service des desseins politiques allemands. Un dévouement plus fervent au service des aspirations allemandes n'eût certainement pas résolu les problèmes constitutionnels de la Monarchie. Il aurait seulement augmenté chez ses voisins la crainte du péril allemand. Même ainsi, plus elle rattachait son sort à celui de l'empire allemand, plus ses anciens amis se détournaient d'elle et, à l'issue du combat qui se déroula « contre le pangermanisme, le monde allemand de l'Europe Centrale », elle dut expier : d'après les accusations bien fondées de ses ennemis, elle s'était vraiment mise au service des aspirations allemandes à la domination universelle. Une politique pangermanique commencée plus tôt et menée de façon consciente n'aurait servi qu'à faire éclater plus tôt le différend entre « le monde germanique de l'Europe Centrale » et ses ennemis, différend dont le résultat défavorable eût précipité la chute de la Monarchie.

C'est encore des vues national-socialistes de son époque que s'inspire l'auteur lorsqu'il examine les problèmes minoritaires de l'empire des Habsbourg. Le Second Empire, nous le savons, n'était guère endurant lorsqu'il s'agissait de ses nationalités ; mais, pour des raisons politiques, il s'abstenait de donner son avis dans les différends minoritaires de ses voisins. Et pourtant, alors même qu'elle gardait soigneusement le silence le plus absolu sur sa propre politique minoritaire, à l'égard de la Pologne, par exemple, c'est justement, du moins en partie, par la voie des pamphlets pangermaniques que put s'installer dans l'arsenal de l'historiographie européenne et conséquemment allemande, la notion de « l'impatience hongroise ». Au cours des années écoulées, cette notion pouvait déjà être utilisée dans les ouvrages historiques les plus sérieux comme un fait dont la vérification était superflue. Ainsi chez Uhlirz

¹ T. II/2, p. 714.

lui-même, nous lisons à tout propos que les Hongrois, forts des droits que leur assurait le compromis, « pouvaient impitoyablement sévir contre les nationalités vivant sur leur territoire », ou bien que « leur impatience était due en grande partie à ce que les Slaves du sud et les Roumains attendaient l'accomplissement de leurs aspirations nationales du dehors, de leurs frères de race qui vivaient au delà des frontières de l'État »¹. Nous savons que la politique minoritaire hongroise commit de graves omissions, mais du point de vue de la méthode historique, on peut, à juste titre, reprocher à l'auteur de se servir pour juger les problèmes minoritaires de la Monarchie d'une appréciation dont les principes et les mesures ne se constituèrent qu'au cours des dix dernières années. Et encore, ne tenons-nous pas compte du fait que de tous les peuples de l'Europe, c'est l'Allemagne qui fit subir à ses minorités un traitement si rigoureux que, comparativement, l'on peut dire que les minorités de la Hongrie jouissaient d'un sort enviable. L'auteur lui-même manque de suite dans les idées quand il s'agit de défendre les droits des minorités : il a beau condamner les Polonais, de même que les Hongrois, pour l'oppression des Carpatho-Ukrainiens, il ne montre guère de compréhension pour les luttes des Tchèques défendant leur droit de parler leur langue et leurs droits historiques. Il trouve de même juste et naturel que le Reichsrat de 1895 ait fait échouer les efforts des Slovènes pour obtenir au Lycée de Cilli la création de classes slovènes parallèles aux classes allemandes.²

*

La partialité historique de l'auteur se reflète aussi dans l'attitude qu'il adopte dans la question tchèque. Il condamne sévèrement le système politique qui veut en Hongrie assurer sur les nationalités la primauté hongroise et, en même temps, si déclare gravement fautif le gouvernement autrichien qui ne put ou ne voulut, dans la partie occidentale de l'Empire, assurer, au détriment des nationalités slaves, le rôle principal aux Allemands. Nous voyons maintenant que les chefs de la Monarchie, en particulier François-Joseph, Andrassy et Beust, commirent une faute fatale en n'essayant pas de faire droit aux demandes des peuples slaves et surtout des Tchèques, lors du compromis austro-hongrois. La lutte du peuple tchèque pour ce droit historique fut en bien des points parallèle

¹ T. III, pp. 12—13.

² *Ibid.* p. 1014.

à celle des Hongrois, et seules les circonstances moins favorables l'empêchèrent d'obtenir les mêmes résultats. Peut-être l'expérience Hohenwart ou la forme un peu altérée de celle-ci eussent-elles assuré la paix si nécessaire à la consolidation intérieure de la Monarchie. C'est de son échec que date la retraite des Slaves, et en particulier des Tchèques, d'entre les peuples constructeurs de la Monarchie. A partir de ce moment, ils sont contraints de chercher au dehors des alliés pour la réalisation de leurs aspirations nationales. Le peuple que le nombre, ses droits historiques, sa maturité politique et son niveau culturel prédestinaient à remplir de grandes tâches au sein de la Monarchie, déclencha contre elle l'offensive à la fois sur le front intérieur et sur le front extérieur. Uhlirz constate avec satisfaction que c'est sous l'impulsion allemande que s'amorce l'éveil culturel des Slaves¹, mais lorsque ce rationalisme culturel éveille la conscience politique et incite les Slaves à réoccuper, au détriment des Allemands, des situations longtemps perdues, il ne peut rester impartial. Il juge exagérées les réclamations que présentaient les Tchèques après le compromis hongrois ; selon lui, le nouveau compromis aurait été empêché par « la cupidité nationale » et le manque de mesure des Tchèques.²

C'est l'insolubilité de la question tchèque qui fut cause que le problème des nationalités resta pendant des dizaines d'années au centre de la politique intérieure autrichienne et que la lutte déchaînée autour de ce problème mena finalement dans les eaux-mortes de l'obstruction de la vie parlementaire. Pourtant, « ce n'est pas exclusivement aux efforts implacables de tchéquisation »³ des Tchèques et aux concessions politiques faites par Taaffe et Bodeni qu'il faut imputer la dégénérescence de « la lutte pour l'usage de la langue » tchèque. Selon l'auteur, les gouvernements faisaient une politique intérieure antiallemande — conformément aux vues du monarque — et, par leurs concessions, ils excitèrent les passions nationales tchèques à un tel point que les Allemands furent obligés de se défendre. Survint la réaction Schönerer. Contrairement à l'opinion d'Uhlirz, le gouvernement, apparemment, n'était pas mené par la germanophobie, mais bien par son désir de sauver par tous les moyens la forme dualiste de la Monarchie. La germanophobie n'aurait pas empêché un compromis contentant les Tchèques et permettant au gouvernement d'éviter la voie qui conduisit à la suspension de l'automonie tchèque.

¹ T. II, pp. 625—627.

² *Ibid.* p. 941.

³ T. II, pp. 939, 1007, 1115, etc.

*

Les remarques que j'ai faites jusqu'ici ne visaient nullement à être une critique complète des derniers tomes du manuel ; je désirais simplement montrer les différentes façons de voir de l'historiographie objective et de l'historiographie national-socialiste en ce qui concerne le rôle et la destination de l'Autriche. Il est indubitable que l'Empire des Habsbourg a, depuis 1848, traversé une série de crises graves, et qu'il s'est disloqué parce que ses chefs ne surent pas venir à bout des problèmes qui s'étaient amoncelés. Durant ces crises, plusieurs possibilités de solution se présentèrent : la réorganisation fédérative et confédératinniste, la mise en valeur conséquente du principe minoritaire eurent le même nombre d'adeptes. D'autres proposèrent la solution acceptée par l'auteur comme la seule pouvant aboutir : l'annexion à l'Empire des territoires allemands et la subordination des autres à l'influence économique allemande. La solution que choisirent en 1867 les chefs de la Monarchie, qui octroyait le rôle de dirigeants aux deux peuples les plus nombreux de l'Empire, ne sut résister que pendant une génération aux assauts qu'elle eut à subir. Au cours de la réorganisation des nationalités qui suivit, ce furent les peuples jusqu'alors tenus à l'écart qui prirent le dessus. Il n'y eut pas de changement essentiel, ceux qui étaient au pouvoir furent destitués et les opprimés devinrent les maîtres. Cette expérience se révéla encore plus malheureuse que la première et s'effondra comme un château de cartes dès la première épreuve. Quant à l'expérience impérialiste pangermaniste, c'est par les massacres de la seconde guerre mondiale que l'histoire y a répondu. Le problème de l'organisation politique de la région danubienne est toujours le même et ce n'est pas à l'historien de le résoudre. Son rôle se borne à tirer des catastrophes passées des enseignements pour l'avenir. Une chose est certaine : tant que dans la région danubienne, au lieu de l'égalité des peuples, on verra régner des nations privilégiées, quelles qu'elles soient, aucune évolution paisible ne sera possible.

Si nous examinons maintenant les défauts objectifs de l'ouvrage, il nous faut mentionner l'insuffisance de la partie tchèque et surtout de la partie hongroise de la bibliographie. Cette question qui, en elle-même, ne serait peut-être pas importante, est essentielle dans le cas présent puisqu'il s'agit d'un manuel que son auteur destinait à l'usage constant. Les parties bibliographiques composent du reste la base de l'ouvrage. Leur importance est encore accusée par l'auteur lorsqu'il donne dans le dernier tome une bibliographie générale de l'ouvrage entier et qu'il complète jusqu'à la fin de 1943 les parties parues antérieure-

ment. La bibliographie de la littérature spéciale allemande finit donc par être satisfaisante, mais nous pouvons faire de graves objections au sujet de la partie hongroise et de la partie tchèque. Sans vouloir entrer aucunement dans le détail de ces lacunes, il nous faut déclarer qu'il y manque nombre d'ouvrages historiques, qui apportèrent ces derniers temps un matériel nouveau fort important. Leur absence est d'autant plus remarquable que la bibliographie contient toute une collection de brochures sur la Hongrie ou sur la Tchécoslovaquie sans importance, de résumés populaires, d'articles de propagande, surtout ceux-là, bien sûr, qui parurent dans les périodiques allemands non scientifiques, de la Hongrie ou de la Bohême. La bibliographie de ces deux pays est inconséquente, on voit qu'elle a été réunie au fur et à mesure que l'auteur a pu trouver sa matière. Bien plus, dans presque chaque article, les titres des livres non allemands sont incroyablement mal orthographiés, pleins de fautes grotesques de rédaction, d'abréviations incompréhensibles.

*

En fin de compte, l'opinion que suscite chez le lecteur cet ouvrage utile, mais de perspective partielle, est la suivante : c'est une œuvre représentative de l'historiographie allemande dans sa période national-socialiste, et qui ne peut, il s'en faut de beaucoup, être comparée aux grandes réalisations de l'ancienne historiographie allemande. L'historiographie des nations voisines apprit bien des choses, malgré sa grande partialité, de l'ancienne science historique allemande dépouillée de toute politique contemporaine. Les historiographes du national-socialisme mirent la science au service de la politique journalière et en firent l'instrument de la haine entre les peuples. Espérons que la grande épreuve subie par le peuple allemand portera ses fruits pour les historiens allemands eux-mêmes et que l'historiographie allemande, le temps venu, assumera sa part du travail constructeur entrepris par l'esprit européen et saura retrouver son ancien niveau, mais dans la nouvelle conception humanitaire.

Étienne Barta

HISTOIRE DE ROUMAINS

ION LUPAS : *Zur Geschichte der Rumänen*. Sibiu, 1943, Maison d'édition de la Volksgruppe Allemande en Roumanie, 8^o, 608 p.

Dans ce gros volume, l'auteur a réuni trente-trois de ses études relatives pour la plupart à l'histoire des Roumains de

Transylvanie. L'objet, le ton, de même que le travail de compilation dont ces études sont le fruit, témoignent également de l'occasion à laquelle ce recueil doit sa naissance : une série de conférences faites par l'auteur en Allemagne ; aussi la pointe politico-propagandiste du livre se fait-elle souvent sentir. Dans le recul d'un millénaire, l'auteur décrit les luttes des Roumains de Transylvanie pour leur indépendance nationale et sociale sous les aspects les plus variés, sur le plan politique, économique, social, ecclésiastique et intellectuel. Cette lutte prend dans sa conception des dimensions véritablement mythiques ; les figurants de l'histoire de la Transylvanie se divisent en deux camps luttant avec acharnement les uns contre les autres : d'un côté nous voyons les Hongrois égoïstes, oppresseurs, de l'autre côté les Roumains opprimés, dépouillés de leurs droits. C'est désormais un lieu commun scientifique que ces deux peuples, en tant que communautés nationales, ne se sont dressés l'un contre l'autre qu'au XVIII^e siècle, au cours de la lutte pour l'hégémonie en Transylvanie. Cela n'empêche pas l'auteur de placer cette lutte pour le pouvoir dans les premiers siècles du moyen âge et d'expliquer tous les phénomènes de l'histoire transylvaine sous l'aspect de ce facteur erroné. Le groupement de ses données est par conséquent arbitraire, ses interprétations sont unilatérales. Il serait inutile de faire ici la critique de ses erreurs une à une, l'erreur fondamentale n'étant pas dans les détails, mais dans l'attitude tout entière que prend l'auteur à l'égard de l'histoire.

Lupaş est en tout cas le représentant le plus caractéristique et le plus classique d'une école d'historiens qui, depuis le XVIII^e siècle, s'est donné pour tâche d'étayer de preuves historiques les aspirations politiques roumaines en Transylvanie. Si, depuis Sinkai, qui vécut au XVIII^e siècle, la tâche et la conception n'ont pas beaucoup varié, la nature du matériel démonstratif qu'on fait valoir aujourd'hui aussi bien que la méthode appliquée se sont considérablement développées. A cet égard, l'œuvre de Lupaş représente un degré d'achèvement au delà duquel il serait bien difficile, vu l'abondance des sources actuelles, d'apporter du nouveau. Mais chaque achèvement menant en même temps à une impasse, l'historiographie officielle roumaine, cultivée avec zèle par Lupaş, était évidemment arrivée au point où l'historien devait se contenter de répéter les résultats atteints en partie par lui-même, en partie par ses prédécesseurs. La même critique vaut également pour cette tendance de l'historiographie hongroise qui, partant du même point de vue politique, s'empresse de désavouer les thèses roumaines. Le livre de Lupaş donne matière à réflexion aux deux parties et devrait les conduire à la recherche de voies

nouvelles. La voie à suivre désormais est une historiographie dépourvue de politique, cherchant à mettre au jour les phénomènes du passé commun qui sont aptes à unir les deux nations et qui ont été toujours négligés au cours des recherches. Ce travail doit pourtant être précédé d'une recherche des sources fondamentales et en même temps consciencieuse et d'un assemblage des souvenirs ethniques et sociaux de la vie transylvaine. Par l'acceptation de cette tâche purement scientifique, un nouveau champ d'activité s'ouvrirait où historiens hongrois et roumains pourraient s'unir dans le travail en commun.

Les meilleures parties du livre de Lupaş sont celles qui traitent des soulèvements populaires en Transylvanie. Dès que l'auteur, s'affranchissant de ses constructions politiques qui planent au-dessus de la vérité historique, se penche sur les profondeurs de la vie du peuple, son style gagne tout de suite en vivacité, en persuasion et il fait preuve de qualités d'historien que le caractère tendancieux de ses autres études n'a pas laissé disparaître. Si sa sagesse humaine, presque patriarcale, son sens du réel et la patience pleine de dévouement avec laquelle il cherche et assortit les menus épisodes formant le processus historique survivent chez ses élèves et ses successeurs, nous serons prêts à oublier l'esprit combattif attaché désormais inséparablement à son nom, et tout ce qu'il y a de positif dans son œuvre pourra faire partie des travaux à venir de l'historiographie.

L. Makkai

*

LOUIS TAMÁS : *La formation de la langue et du peuple roumains*. Budapest, 1943, éd. Danubia, 16°, 45 p.

Présentation claire et succincte d'une question trop discutée et envenimée par le parti pris. L'auteur se débarrasse de toute passion inutile. En face de la théorie de la continuité romano-roumaine de la Dacie Trajane, il soutient la théorie de l'immigration du peuple roumain des Balkans vers le nord, de l'autre côté du Danube.

Z. I. Tóth

HISTOIRE DE LA PETITE ENTENTE

JENŐ HORVÁTH : *Die kleine Entente. Ein Beitrag zur Geschichte der Diplomatie*. Budapest—Leipzig, 1943, 8°, 100 p.

M. Horváth étudie dans son ouvrage la création de la Petite Entente et sa politique. L'idée première, la nécessité de

l'union des États slaves, date, selon lui, de 1910, des projets qui surgirent en réaction contre la politique slavophobe de l'Autriche-Hongrie. Kramarž et Masaryk gagnent à ces projets l'assentiment de la Russie tzariste qui, jusqu'alors, avait toujours reculé devant l'idée de la division de la Monarchie, et ils travaillent de plus en plus ouvertement à la création d'un État tchèque (pas encore tchéco-slovaque) indépendant. En face de l'adversaire commun, la Monarchie, ils réussissent à mettre de leur côté d'abord la Serbie, puis, sous le gouvernement Brătianu, la Roumanie, toutes deux ralliées naturellement par l'espoir d'une récompense appropriée. Ceux qui devaient former plus tard la Petite Entente, étaient déjà unis en principe avant 1914, mais leurs projets communs, leur politique commune n'existaient pas encore à ce moment-là, ni même plus tard, pendant la première guerre mondiale, jusqu'aux traités de Paris. La Serbie et la Roumaine n'élevaient guère la voix; mais les émigrants tchèques n'en étaient que plus agiles. Durant la première guerre mondiale, c'est leur diplomatie qui obtint des puissances occidentales l'approbation de leur projet, le morcellement de la Monarchie.

M. Horváth cite ensuite des données relatives à la politique de la Petite Entente, au cours d'une étude qui denote une connaissance approfondie des faits, mais à laquelle manque parfois la clairvoyance nécessaire. Tout en critiquant vivement la politique hungarophobe de la Petite Entente — sur ce point, il ne sait s'élever au-dessus de ses préjugés nationaux — il perd de vue les traits de l'évolution générale, s'embrouille dans les détails et néglige plus d'une fois l'essentiel pour l'accessoire.

La Petite Entente fut, dès sa création, une union d'intérêts politiques qui groupait trois États danubiens (Tchéco-slovaquie, Yougoslavie, Roumanie) bénéficiaires, grâce aux traités de Paris, d'une situation privilégiée. Faisant face à la solution dualiste de la Monarchie qui donnait aux deux peuples, autrichien et hongrois, qui avaient la supériorité du nombre, le pouvoir sur les autres peuples habitant le même pays, c'est l'autre extrême qui l'emporta : les peuples opprimés jusqu'alors devinrent à leur tour les maîtres et, *mutatis mutandis*, reprirent l'oppression des minorités au point où les Autrichiens et les Hongrois l'avaient laissée. En 1918, il n'y eut que substitution d'un nouvel impérialisme national à un autre; mais on se soucia peu d'éviter les errements du passé sur le terrain social ou sur le plan politique. Les maîtres de l'heure se réunirent et se coalisèrent, exactement comme leurs prédécesseurs l'avaient fait dans la Monarchie auparavant. Ils veillèrent jalousement, d'une part, à ne pas laisser se fortifier dans une trop grande mesure l'Autriche et la Hongrie

et, d'autre part, ils privèrent conséquemment les minorités vivant à l'intérieur de leurs frontières des droits nationaux pour l'obtention desquels ils avaient eux-mêmes lutté sans trêve.

Donc l'existence et la politique de la Petite Entente, bien loin d'assurer la tranquillité de cette partie de l'Europe, par le fait même qu'elle continuait à diviser en peuples et États dominateurs d'une part, opprimés de l'autre, les habitants de la région danubienne, portait en soi le germe de nouvelles catastrophes. Les États successeurs usaient toutes leurs forces à contenir l'irritation des masses minoritaires vivant en deçà de leurs frontières et à réprimer les réclamations incessantes et, dans plus d'un cas, justifiées, de l'Autriche et de la Hongrie. Au lieu d'organiser les forces intérieures, ils exacerbèrent les différends entre les peuples. Leur force n'était que factice et croula au premier contact extérieur. Il en résulta que les États de la Petite Entente durent — cédant à la contrainte, sans doute, et pour un temps très court — favoriser des intérêts politiques contraires à leurs conceptions créatrices.

Mais de tout cela M. Horvát ne dit rien. Il représente l'ancienne conception nationaliste, l'ancien nationalisme hongrois. Voilà pourquoi il ne voit pas, il ne peut voir que le calme ne saurait être restauré sur ce terrain que par un système politique impartial, qui n'élèverait aucun des nationalismes de la région danubienne au-dessus des autres, et qui, réprimant l'impérialisme de tout peuple habitant cette région, se fonderait sur les droits égaux des peuples danubiens.

C. Benda

HISTOIRE DE L'UNITÉ TCHÉCOSLOVAQUE

JOSEPH DEÁK: *A cseh-szlovák egység diplomáciai története* [L'histoire diplomatique de l'unité tchéco-slovaque]. Pécs, 1943, 8°, 175 p.

M. Deák examine les aspirations politiques tchèques et les étapes de leur réalisation, depuis l'existence de la Double-Monarchie jusqu'à la naissance de l'État tchécoslovaque. C'est surtout de l'activité déployée par l'émigration tchèque de la première guerre mondiale, du rôle de Masaryk et de Beneš qu'il s'occupe. Son ouvrage — thèse de doctorat préparée à l'Université de Budapest — ne se base que sur les sources historiques disponibles en Hongrie, c'est-à-dire sur les documents et les mémoires politiques rendus publics par l'impression (et qu'il utilisera, surtout en ce qui concerne les seconds, sans la critique nécessaire). Quant à ces sources, elles sont — l'auteur le reconnaît lui-même dans sa préface — beaucoup trop rares et beaucoup trop vagues pour fournir

une image exacte des événements. L'ouvrage n'a d'ailleurs guère de visées plus hautes : l'auteur aligne les données qui sont — il faut bien le dire — adroitement rassemblées, si nous tenons compte des possibilités, mais il ne témoigne ni de la largeur de vues ni de l'équité nécessaires pour en tirer des conclusions exactes. Le sentiment nationaliste hongrois de l'auteur se manifeste par-ci par-là dans des expressions de blâme à l'adresse des Tchèques. La partie importante de la bibliographie ainsi que de courts et insignifiants résumés écrits en tchèque, en allemand et en français complètent le livre.

C. Benda

L'ÉCONOMIE DU BASSIN MOYEN DU DANUBE

LAJOS JÓCSIK : *A Közép-Dunamedence közgazdasága* [L'économie du bassin central du Danube]. Budapest, 1944, Éd. Magyar Élet, 8^o, 429 p. (Népkönyvtár, n^o 2.)

Ce livre extrêmement intéressant est du nombre de ceux qui se préoccupent de trouver la solution d'un problème des plus brûlants de l'Europe : l'élimination de la discorde entre les peuples danubiens. Ajoutons que ce livre ne recommande pas les recettes d'usage ; au contraire, il nous fait une proposition bien originale. Les politiciens éminents de l'Europe crurent trouver, après la première guerre mondiale, dans le principe des nationalités cette sorte de panacée devant éliminer les différends entre les peuples et ouvrir l'ère tant désirée de la paix. Leur erreur, la grande catastrophe qui s'est déroulée récemment, la démontre d'une manière plus convaincante que toutes les paroles. Il est donc clair que — dans l'organisation nouvelle — il faudra se rallier à d'autres principes. Mais quels seront-ils ? Partout dans le monde, politiciens et laïcs parlent en chuchotant de solutions confédératives, cette association des peuples ayant les mêmes intérêts, la même culture et le même sort historique. Cependant bien petit est le nombre de plans concrets aptes à être mis en pratique. Or, il se trouve que le plan d'organisation du bassin danubien a été élaboré par Kossuth à plusieurs reprises dès la seconde moitié du siècle dernier, et que ses conceptions grandioses seraient applicables même aujourd'hui.

C'est une partie de cette conception de Kossuth, que Jócsik développe à sa manière : il montre comment se pose le problème du bassin central du Danube, et présente un plan de solution bien dans l'esprit de Kossuth. C'est par la méthode historique et non par voie spéculative qu'il expose ses vues.

Il étudie le développement économique, social, culturel du bassin hongrois et indique la juste solution en tirant les conséquences du passé. Voici sa pensée:

Au cours de l'histoire, il n'y a eu dans le bassin danubien de développement couronné de succès que lorsque les tendances impérialistes ne venaient pas le troubler de l'extérieur. Dans les cinq cents dernières années, cette situation ne s'est produite qu'une seule fois, savoir dans la seconde moitié du XV siècle. A partir de 1500, la menace impérialiste devint constante et les deux grandes puissances, la Turquie et les Habsbourg, finirent par déchiQUETER avec le temps le territoire de la Hongrie. Les Hongrois durent soutenir une lutte de plusieurs siècles pour assurer l'indépendance politique et culturelle du bassin. Et, bien que l'empire ottoman et la monarchie des Habsbourg appartiennent depuis longtemps au passé — cette lutte n'a pas encore pris fin de nos jours. Et c'est d'elle avant tout que dépend — comme le constate Jócsik — le développement de la vie des générations à venir sur ce territoire. En renonçant à la lutte, les Hongrois abandonneraient le genre de vie qui leur est particulier et se ravaleraient eux-mêmes au rang d'une colonie, rang qu'ils ont refusé d'accepter pendant quatre cents ans.

Jócsik avoue cependant qu'outre les menaces extérieures impérialistes, il y a aussi des forces particulières intérieures qui entravent les tendances à l'indépendance dans le bassin central du Danube. Depuis le tournant du XIX^e siècle, les tendances politiques ne vont plus de pair avec les exigences de l'autonomie économique, sociale et culturelle des peuples du bassin. C'est que, par suite de la politique singulière des Habsbourg (*divide et impera*), l'évolution politique et nationale des peuples du bassin, après des siècles entiers passés dans la *pax hungarica*, prit, à l'époque du libéralisme, une direction contraire aux intérêts communs. Voilà tous ces petits peuples arrivés d'un coup ensemble au seuil de la civilisation. Les Hongrois, ce peuple central, autour duquel se groupèrent les autres, furent à la tête de ce mouvement civilisateur. C'est à eux que les peuples du bassin doivent d'avoir pu se débarrasser en 1848 de ce genre de vie démodé que fut le féodalisme. Ainsi, après deux générations, s'épuisant en luttes intérieures et extérieures, l'unité politique et économique du bassin central danubien fut brisée. Une partie de cette unité géographique se trouva rattachée au bassin supérieur, deux parties au bassin inférieur, donc à des contrées tout à fait différentes. Ce fut, de l'avis de Jócsik, un acte aussi insensé que si la Suisse eût été partagée entre les bassins français, italien et allemand. Cependant le démembrement s'accomplit et fut même sanctionné au titre de l'autonomie nationale.

Jócsik condamne cette mentalité nationaliste, tout à fait démodée, dans la critique des relations entre les peuples qui ne tiennent nul compte des besoins économiques. Notre technique et notre société ont bien créé les bases des siècles à venir, — écrit-il — mais notre raisonnement politique n'avance pas, il regarde en arrière. Si les sentiments politiques et nationaux de l'époque ne peuvent s'accorder, écrit-il encore, avec les nécessités dictées par le développement technique et économique, ce sera la ruine des petits peuples. Il énonce, presque *expressis verbis*, la thèse de Monroe: le bassin du Danube aux peuples danubiens, mais le bassin central du Danube aux peuples du bassin central.

Jócsik a raison de dire qu'une évolution libre de cette contrée sera impossible tant que, d'une part, les contrastes entre les grandes puissances extérieures n'auront pas cessé et que, d'autre part, les différences artificielles entre les peuples n'auront pas été éliminées par les peuples eux-mêmes. Pour le moment, il semble cependant qu'avant les raisons de la commune destinée historique, des intérêts économiques communs, ce soient les lois de la communauté de langue et de race qui déterminent la conduite politique des peuples. Cela revient à dire que le nationalisme — qualifié de démodé par Jócsik et malgré son caractère irrationnel — semble aujourd'hui encore un moteur de force invincible.

Eugène Berlász

QUESTION DES NATIONALITÉS

ERNEST FLACHBARTH: *Histoire des minorités nationales en Hongrie*. 1944, Paris—Clermont-Ferrand, Hachette et Cie, 16°, 187 p.

Écrire l'histoire des nationalités en Hongrie, c'est écrire l'histoire du sort des peuples qui ont vécu depuis mille ans dans le bassin carpathique. Plusieurs, déjà, ont entrepris cette tâche si ardue, sans y réussir d'une manière satisfaisante. Les difficultés extérieures sont énormes. Sans la connaissance des langues mondiales, de plusieurs langues slaves, du hongrois et du roumain, on a du mal et peu d'espoir d'entrer en contact avec les sources abondantes et éparpillées. Les problèmes historiques de tous les territoires de la région danubienne exigent de la part de celui qui entreprend ce travail qu'il soit très versé dans la littérature des problèmes en question. Les travaux préparatoires sont pleins de lacunes ou bien manquent complètement, de sorte que, dès les premiers pas, l'historien se heurte à des obstacles pour ainsi dire insurmontables. Comme nous venons de le voir, il faudrait, pour écrire une bonne syn-

thèse, des conditions extérieures qui, pour le moment, font défaut.

Les difficultés internes ne sont pas moindres. Le nationalisme outrancier de l'époque écoulée a empêché les peuples danubiens d'avoir une vue objective. La plupart des auteurs étrangers ne différaient pas beaucoup des Danubiens du fait qu'ils prenaient d'avance position pour ou contre telle nationalité ou groupe de nationalités. Les difficultés d'exposition des points de vue sont tout aussi grandes ; l'histoire des nationalités est pleine de thèmes rabâchés auxquels on s'attache par trop, telle par exemple la question des griefs des nationalités, présentée subjectivement, dans un certain but, ou les questions de l'évolution des droits politiques, tandis que d'autres sont tout à fait négligées ou reléguées à l'arrière-plan, telles les questions obscures de la formation de la conscience nationale, ou du problème de l'interdépendance de la nationalité et des classes sociales. Nous avons trop peu de renseignements sur les origines du nationalisme ; la plupart des auteurs ne font pas de recherches à ce sujet, mais pensent compenser ces graves lacunes par un bref résumé des événements. Toutefois les plus grandes difficultés internes consistent en ce que, chez les investigateurs, le respect de la réalité n'est pas assez mûr, et qu'ils se laissent dominer par les intérêts et la politique des nationalités. Établir des rapports avec la réalité n'est possible que par des voies rationnelles. Mais, jusqu'à ce jour, pour procéder aux recherches et en utiliser les résultats, on s'est malheureusement placé plutôt à des points de vue irrationnels. Il est clair par conséquent qu'une synthèse de l'histoire des nationalités ne peut être bonne que si elle est à même de fournir un tableau réel de la vie des peuples danubiens habitant à côté les uns des autres ou même ensemble.

Dans des conditions si difficiles, la brève histoire des nationalités de M. Flachbarth n'est pas capable de soutenir une critique sévère. La spécialité de l'auteur n'est d'ailleurs pas l'histoire, mais le droit, et cette qualité confère à l'ouvrage ses traits dominants. Il y a aussi des fautes objectives que nous croyons superflu d'énumérer. Qui pis est, l'auteur, dans sa présentation, ne fonde pas en un tout unique et organique l'évolution d'avant 1790 avec celle qui a suivi cette date. Bien que les recherches modernes sur les nationalités ne relèvent pas de différence essentielle entre l'évolution des XVIII^e et XIX^e siècles, le nationalisme des peuples danubiens ne s'est pas développé du jour au lendemain, par bonds, mais en suivant une longue évolution organique. L'auteur consacre beaucoup plus d'attention au développement à partir du XIX^e siècle qu'à ceux des époques précédentes et, si nous ne pouvons nous faire une idée nette concernant les différentes nationalités, c'est pour

une part non négligeable parce que les détails ne sont pas encore suffisamment éclaircis. Il est regrettable que l'auteur n'ait pas tiré tout le parti possible des sources dont il disposait. La liste des ouvrages consultés par lui montre que même la partie hongroise, dont en général il a su faire son profit, présente des lacunes. (L'ouvrage principal de Benoît Jancsó n'y figure pas, non plus que les ouvrages plus importants d'Étienne Kniezsa, etc.) Tandis que les auteurs tchécoslovaques figurent en abondance sur cette liste, les Yougoslaves et les Roumains, même les Occidentaux, sont entièrement laissés de côté. Ses meilleures pages révèlent la main experte du juriste, par exemple ses remarques frappantes à propos de la loi hongroise de 1868 sur les nationalités.

Ce que l'opinion de l'Europe occidentale savait jusqu'ici sur les nationalités de la Hongrie par les travaux des savants et des publicistes, était tendancieux et partial, c'était une propagande s'inspirant de désirs politiques, ayant son origine dans les sentiments et s'adressant plutôt aux passions qu'à la raison. C'est ce qui explique que l'auteur a cru de son devoir d'adoucir les traits criards du tableau, et s'il ne désire pas faire l'apologie de la politique hongroise des nationalités, il s'efforce de la présenter du moins sous un jour plus objectif. Nous le louons de blâmer les points de vue hongrois outranciers et de reconnaître les valeurs des nationalités. Il ne considère pas à part le fait de l'oppression des minorités si souvent accentué dans les ouvrages de propagande du XIX^e siècle, mais il recherche les causes, ce dont les ouvrages de propagande ne se soucient guère. Ce parallèle avec la politique minoritaire des autres peuples est à l'avantage de l'attitude hongroise et désavantageux, pour citer l'auteur, au mythe de l'oppression des minorités par les Hongrois.

Les conditions d'existence et la viabilité des nationalités ne furent jamais mises en péril par les « coups d'épingle » de la politique hongroise ; une foule d'exemples et de données statistiques montrent que leur progrès social et économique n'a pas été arrêté ou entravé. Les pages les plus intéressantes du livre sont peut-être celles contenant d'abondantes données sur la prospérité économique des nationalités à notre époque, bien que de nombreuses plaintes aient été formulées sur le terrain politique. La plus grande différence entre l'attitude de la Hongrie d'avant la première guerre mondiale et l'attitude des États successeurs à l'égard des nationalités est que la première n'était qu'une oppression politique et cette dernière était, à peu d'exceptions près, une oppression totale, aussi bien politiquement, socialement, économiquement que culturellement, sans parler, naturellement, des monstrueux crimes fascistes de ces dernières années auprès des-

quels l'oppression des nationalités dans la Monarchie paraît idyllique. En conséquence, la vie politique des nationalités était seule menacée ; après la guerre, toute leur existence fut en danger. L'assimilation de vive force, soit par l'administration, soit par l'école, a partout fait fiasco dans la Hongrie d'autrefois ; par contre, l'assimilation naturelle a remporté de grands succès, là où les conditions naturelles existaient, sans que la moindre violence se fit sentir. Les faits que l'auteur a utilisés pour tracer un meilleur tableau de « l'oppression des nationalités » en Hongrie montrent le problème sous un nouveau jour. Malgré sa brièveté, son style décousu, les préventions du juriste et les symptômes de parti pris nationalitaire inévitable pour ainsi dire, nous devons reconnaître que l'auteur a fait de louables efforts pour s'approcher de la réalité et par là de l'idéal que ses successeurs devront réaliser avec une préparation bien plus sérieuse : la connaissance réelle de l'histoire de la vie en commun des peuples de la région danubienne.

Z. I. Tóth

RELATIONS INTERNATIONALES DE LA HONGRIE

RODOLFO MOSCA, *Le relazioni internazionali del Regno d'Ungheria*. Budapest, 1943, Società Mattia Corvino, 8^o, 420 p.

Le gros volume in-octavo de Mosca est un recueil de pièces diplomatiques en neuf chapitres qui s'étendent de 1919 à 1938 et dans lesquels il a voulu rassembler les pièces diplomatiques hongroises les plus importantes. Il commence par publier la lettre d'envoi de Millerand, puis suivent les documents se rapportant aux frontières tracées par la paix de Trianon, à la question de la restauration des Habsbourg en Hongrie et aux tentatives qui s'ensuivirent, à l'admission de la Hongrie dans la Société des Nations, aux questions d'un caractère international débattues devant la Société des Nations et ayant trait à la Hongrie (procès des optants, l'incident de Szentgotthárd, etc.) et à la question des réparations. Il publie des documents concernant les relations politiques et économiques de la Hongrie avec ses voisins et en premier lieu avec les États de la Petite Entente. Il apporte de nombreuses pièces relatives aux rapports économiques des États danubiens. Toute cette matière ne contient malheureusement rien de nouveau, et même se borne à la publication de documents mentionnés à plusieurs reprises dans la littérature. Il ne tient pas même compte des pièces diplomatiques que le ministère hongrois des affaires étrangères avait commencé de publier¹ au cours de l'automne 1939. Ivan Lajos

¹ F. Deák—D. Ujváry, *Papers and documents relating the foreign relations of Hungary*, t. I: 1919—1920. Budapest, 1939.

ANDREW BAJCSY-ZSILINSZKY : *Transilvania. Past and future.* Genève, 1944, Éd. Kundig, 8°, 154 p.

Dans le dernier de ses ouvrages, le martyr de la démocratie hongroise s'est efforcé de présenter le problème transylvain, dont l'aspect ethnique — selon lui — serait unilatéral sans les perspectives historiques. Il cite l'opinion de James Jeans : *there is no life without a time-factor*, et déclare la conception politique actuelle gravement fautive en ce que, laissant de côté cette vérité fondamentale de la biologie, elle traite en mécanismes démontables les unités politiques de formation historique, alors que ces unités sont des organismes vivants rattachés par leurs racines au passé, y puisant leur force vitale, et indissolubles, sous peine d'atrophie de leurs différentes parties. C'est un tel organisme que voit l'auteur dans la Transylvanie : c'est, selon lui, « infiniment plus que la simple combinaison de tant et tant de Hongrois, Roumains et Allemands ». Il pense, pour cette raison, que l'Arbitrage de Vienne a apporté au problème une solution malheureuse, car il a partagé la Transylvanie entre Roumains et Hongrois au moyen de frontières contre nature. Il déclare tout aussi forcées les tentatives d'aménagement qui n'ont égard qu'aux chiffres de la population, car « le principe majoritaire n'est justifiable que si la minorité se voit assurer les mêmes possibilités de devenir un jour la majorité ». Ce n'est pas le hasard qui porte l'auteur à chercher dans les théories émises par les écrivains politiques de la Suisse un appui pour cette conception du principe majoritaire démocratique. En effet, — et il le souligne — non seulement le fait que trois peuples différents vivent côte à côte dans un pays de montagnes crée une ressemblance entre la Suisse et la Transylvanie, mais encore le gouvernement autonome territorial des peuples transylvains et l'indépendance étatique de la Transylvanie ont des traditions tout aussi solides que celles du système cantonal et de l'indépendance helvétiques. Ce sont ces traditions historiques qu'il examine dans son étude. Il traite son sujet en politicien qui vise à la solution des problèmes actuels, mais sa rétrospection historique est de nature à intéresser les historiographes : on voit s'y manifester la sympathie que ressent pour le passé de la démocratie transylvaine un démocrate convaincu et enthousiaste.

Nous nous garderons bien — ce serait une exagération que l'auteur lui-même écarte — de vouloir opposer aux critères actuels la vie politique de la Transylvanie d'hier. Les « nations » habitant la Transylvanie (Hongrois, Roumains, Sa-

xons), qui se groupèrent en 1437 pour mieux défendre leurs intérêts, n'étaient pas des nations dans le sens actuel du mot : leur unité se basait sur une organisation sociale spéciale et non sur l'origine et la langue communes. Elles ne correspondaient donc pas forcément à des nationalités. Au moyen âge, seul l'homme libre pouvait être membre d'une nation en Transylvanie : le serf, fût-il Roumain, Hongrois ou Allemand, ne jouissait des privilèges d'aucune nation, devant entière soumission à son seigneur. La noble nation « hongroise » n'était ainsi nommée qu'à cause du caractère spécifiquement hongrois de sa civilisation et de l'origine hongroise de la majorité de ses membres, mais elle comptait dans ses rangs un grand nombre de Roumains et de Saxons. Dans plusieurs régions de la Transylvanie, la classe seigneuriale se composait exclusivement de nobles roumains qui faisaient partie, de même que ceux plus rares d'origine allemande, de la noble communauté hongroise. L'idée de nation parlant la même langue étant inconnue à l'époque, ils devinrent en partie Hongrois. Par suite de la similitude des classes sociales chez les Roumains et les Hongrois (seigneurs — serfs), il ne se forma même pas de nation « roumaine » spéciale. Pour ce qui est des Sicules, Hongrois par leur langue, la particularité de leur situation sociale (petits propriétaires libres) les séparait de la classe noble ; la majorité des Saxons, se basant de même sur des critères sociaux (bourgeois des villes et petits propriétaires libres) se groupa en une nation à part. Le système social et politique des trois nations représentait pourtant, même si l'on tient compte de ce qui a été dit plus haut, un état de choses exceptionnel pour l'époque et était la garantie d'une évolution démocratique selon les conceptions contemporaines. L'autonomie territoriale des différentes nations était réglée par des personnages officiels élus par la communauté, et l'importance fondamentale de l'Union de 1437 consiste justement en ce que les parties contractantes s'engageaient réciproquement à défendre leur mutuelle autonomie.

Vers le milieu du XVI^e siècle, les conquérants turcs pénétrèrent jusqu'au cœur de la Hongrie et déchirèrent en deux États, l'un occidental et l'autre oriental, l'ancienne Hongrie dont la Transylvanie avait fait jusque-là partie intégrante. Le noyau géographique de l'État hongrois de l'est était la Transylvanie, d'où son nom, et sa constitution était fondée sur l'union des trois nations. Les nations de la Transylvanie qui n'avaient joui jusque-là que d'autonomies locales furent promues au rang de nations constitutives de l'État et toutes les trois se virent assurer légalement un même droit d'intervention dans la direction de l'État. L'admission de la Réforme put s'effectuer sans trop de difficultés dans l'atmo-

sphère imbue de considération mutuelle. Le parlement de la Transylvanie, devançant sur bien des points l'évolution européenne, voulut non seulement assurer aux quatre religions « admises » (catholique romaine, calviniste, luthérienne, unitarienne) le libre exercice de leur culte, mais il abolit en outre les restrictions confessionnelles à l'accès des carrières publiques. Les princes hongrois de Transylvanie secondèrent aussi dans sa lutte pour l'égalité confessionnelle l'Église orthodoxe roumaine, lui permettant même de s'organiser en évêchés. Quoique des troubles d'ordre social aient dressé l'une contre l'autre la nation hongroise et la nation sicule, que des divergences de vues en politique extérieure les aient parfois séparées l'une et l'autre de la nation saxonne, le statut légal de l'ancienne Transylvanie — nous citons l'auteur — « rappelle la constitution de la confédération suisse et montra au monde entier comment il fallait organiser en un seul État des peuples différents, de façon qu'une même liberté et une même possibilité d'évolution fussent assurées à chacun... La conception et la constitution transylvaine des « trois nations » présentèrent un cadre sûr et tout prêt pour l'admission, comme quatrième nation, du peuple roumain.»

L'égalité sociale et le droit des nations de disposer librement d'elles-mêmes, représentés par les grands courants d'idées du XVIII^e siècle, ne demandaient que l'élargissement et non la destruction de la constitution transylvaine. La partie intéressée était en premier lieu le peuple roumain. A cette époque, la majorité de la noblesse d'origine roumaine s'était assimilée aux Hongrois. De ce fait, le peuple roumain, en tant que nationalité, n'avait pas de représentant conforme dans la vie publique, bien que la majorité des serfs attendant la libération économique et politique fût de nationalité roumaine. La diète transylvaine remédia bien à la situation désavantageuse des Roumains dans le domaine religieux : elle émancipa, en 1744, la confession catholique grecque ; en 1791, la confession orthodoxe grecque ; mais elle rejeta au même moment la pétition connue sous le nom de « *Supplex Libellus Valachorum* », qui réclamait pour les Roumains l'égalité politique. Bien que l'on puisse excuser l'attitude du parlement par la mentalité d'alors, qui tenait pour inadmissible la libération politique des masses de serfs non seulement roumains, mais encore hongrois, et par le fait que les nobles roumains jouissaient déjà auparavant des mêmes droits que les nobles hongrois, la vérité est que la mesquinerie sociale se manifestait indirectement sous la forme de l'égoïsme nationalitaire et provoqua beaucoup d'amertume chez les Roumains. L'auteur condamne la conduite du parlement et déclare justes et légi-

times les revendications roumaines, mais il rejette la responsabilité — et cela en bien des points à juste titre — sur la dynastie des Habsbourg qui, depuis 1691, réglait le sort de l'État transylvain et qui, voulant à tout prix établir l'hégémonie de sa monarchie danubienne, affaiblissait de force le gouvernement autonome de la Transylvanie. Employant sciemment le principe *divide et impera*, elle dressait face à face les nationalités et les confessions et refusait non seulement aux Roumains, mais encore aux autres nationalités, la liberté d'action dont chacune avait joui sous les princes de Transylvanie. L'atrophie des gouvernements autonomes entraîna la diminution de la souplesse mentale, les « nations » se dégradèrent en groupements d'intérêts, jaloux les unes des autres, se disputant avec une mesquinerie égoïste. Le roidissement de l'évolution démocratique devint ainsi pour les aspirations sociales et nationalitaires des Roumains un obstacle infranchissable. La dynastie elle-même ne favorisait les revendications roumaines que dans la mesure où celles-ci pouvaient tenir en échec les autres nations, les progrès décisifs de l'émancipation politique roumaine ayant toujours été entravés à Vienne.

Ainsi, le système politique des trois nations, jadis si susceptible d'évolution, n'était plus au début du XIX^e siècle qu'une tradition dénuée de sens et faisant obstacle aux réformes opportunes. Nicolas Wesselényi, le politicien dirigeant de la Transylvanie contemporaine, ainsi que toute la génération libérale hongroise ne voyaient qu'une seule solution : abolir ce mécanisme vieilli pour faire place, dans le cadre de la Hongrie unifiée et renaissant dans l'esprit libéral, aux revendications des peuples de Transylvanie, y compris les Roumains. La libération des serfs régla en effet les rapports sociaux du problème roumain : plus d'un million d'arpents de terre, appartenant en grande partie à des seigneurs terriens hongrois, passa aux mains des paysans roumains, et le décret des nationalités de 1868 assura, d'autre part, au peuple roumain des droits étendus dans les domaines linguistique, culturel et économique. Les Roumains de Transylvanie réclamaient cependant une autonomie territoriale et une personnalité politique collective. Voilà pourquoi ils luttèrent contre la réunion de la Transylvanie à la Hongrie, réunion qui eut lieu, malgré leurs protestations en 1848, et fut définitivement sanctionnée en 1867. Les cercles gouvernementaux hongrois croyaient avoir satisfait par les concessions sociales aux revendications roumaines. Lorsqu'ils comprirent enfin que, sans l'accomplissement de leurs aspirations politiques, les Roumains ne pourraient être tranquilisés, il était déjà trop tard. La propagande faite à Bucarest en faveur de l'unification de tous les Roumains avait déjà gagné à l'irrédentisme les cercles dirigeants roumains de

Transylvanie. Dans cette atmosphère empoisonnée, plus d'une disposition de la loi libérale hongroise des nationalités resta lettre morte, ce qui aggrava encore la situation. L'auteur déplore franchement cet état de choses et voit justement dans la révision radicale des relations hungaro-roumaines les conditions essentielles du règlement du problème transylvain.

Selon lui, la conduite à tenir est la suivante : « ressusciter les traditions et la mentalité d'autrefois et revenir à la forme originale de la constitution transylvaine, à l'autonomie gouvernementale des peuples qui y habitent et à l'égalité mutuelle. Il est sans conteste que le fond historique nécessaire à la réalisation de cette restauration spirituelle et constitutionnelle est tout aussi bien préparé que par le passé dans l'âme des peuples de la Transylvanie. »

Il ne nous appartient pas de discuter l'intéressante théorie de l'auteur en ce qui concerne l'organisation de la Transylvanie autonome et des cantons des nationalités qui la composent. Mais nous devons constater que son livre est l'un des rares ouvrages qui veulent mettre au service non du chauvinisme, mais de la compréhension mutuelle entre les peuples et de l'évolution démocratique, le principe employé jusqu'ici avec tant de passion haineuse dans les discussions politiques des « droits historiques ».

Ladislas Makkai

*

ELEMÉR MÁLYUSZ (réd.) : *Siebenbürgen und seine Völker*. Budapest—Leipzig—Milano (1943), Danubia, 8°, 308 p.

Une série de conférences organisées en 1941 par l'Institut de Hungarologie forme le contenu de ce volume. Le rédacteur, respectant la conception scientifique de chaque savant, ne força personne à des compromis incolores là où les problèmes devaient aboutir à la controverse ; en général, dans les recueils de ce genre, les contradictions sont inévitables. En même temps cependant le rédacteur témoigna d'une indulgence, outrée à notre avis, envers les auteurs, en ce qui concerne la préparation sous presse de chaque article. Certaines conférences sont restées inchangées, comme les avaient dû exposer les conférenciers de vive voix, tandis que d'autres ont évidemment passé par un soigneux remaniement intérieur : les auteurs avaient tenu à les munir de nombreuses notes et d'une argumentation détaillée. De plus, certains auteurs se bornèrent à communiquer des résultats scientifiques seulement jusqu'au terme assigné, tandis que les autres font connaître leurs recherches les plus récentes. Il est impossible d'appliquer la même mesure à l'évaluation de chacun des articles.

En général, on peut noter que les parties traitant de l'antiquité et du moyen âge sont les mieux élaborées, ce qui d'ailleurs est compréhensible, puisque cette époque est celle de l'établissement des peuples en Transylvanie, de l'origine des frontières et des différentes formes ethniques de vie. Le manque de comptes rendus sur les transformations sociales et nationales modernes pourrait s'expliquer en partie par l'insuffisance des recherches poursuivies jusqu'ici. A cet égard, la belle étude de S. Jakó sur l'immigration des Roumains en Transylvanie dans les temps modernes fait exception; ce travail soulève quantité de données et de problèmes tout à fait nouveaux et fait naître de grands espoirs quant aux recherches ultérieures de l'auteur. E. Mályusz et G. Györffy publient aussi de nouveaux résultats concernant les origines des Hongrois, et des Sicules en Transylvanie. Tous les deux eurent de sérieuses difficultés à surmonter, dues à la pauvreté des sources et aux conditions défectueuses des recherches sur l'histoire des établissements; quelques-unes de leurs constatations exigent encore des preuves. Ce qui cependant restera, c'est l'opinion que M. Mályusz professe sur l'extension du territoire d'établissement des Hongrois et sur les origines de l'urbanisme transylvain, ainsi que l'analyse de M. Györffy, qui suit pas à pas la formation de l'organisation en tribus des Sicules. Les articles s'harmonisant parfaitement avec le but original du volume, qui vise à la vulgarisation sur un plan élevé, sont ceux d'A. Alföldi (*Die Völker Siebenbürgens in der Antike*), S. Kniezsa (*Siebenbürgen zur Zeit der Landnahme und die Ansiedlung des Ungartums*), et de F. Maksai (*Die Ansiedlung der Sachsen*). Clairs, d'argumentation convaincante, ces articles exposent avec objectivité les problèmes donnés, se basant sur des résultats scientifiques déjà connus et dus pour la plupart aux auteurs eux-mêmes. B. Pukánszky et L. Gáldi apportent leur contribution avec deux articles de valeur sur les relations culturelles hungaro-roumaines et hungaro-saxonnes. Quoique le recueil en deux volumes, intitulé *Magyarok és Románok* [Hongrois et Roumains] publié depuis par l'Institut Hongrois des Sciences Historiques (dont les auteurs sont à quelques exceptions près les mêmes), ait exposé le sujet plus amplement et avec plus d'unité, il ne rend pas complètement superflu ce livre qui, grâce à sa moindre étendue et à sa langue, est plus apte à mettre le grand public au courant des récentes recherches hongroises sur la Transylvanie.

L. M.

LAJOS FEKETE: *Budapest a törökörban* [Budapest à l'époque turque]. Budapest, Egyetemi Nyomda, 1944, 8° 460 p. + 8 cartes géogr. et 40 tabl. (*Budapest története* [Histoire de Budapest], t. III.)

Personne jusqu'à présent n'avait écrit de monographie de Budapest de grande envergure, embrassant toutes les phases de son histoire — il en est de même d'ailleurs pour les autres villes de la région danubienne, à quelques exceptions près. En 1878, François Salamon fit paraître trois volumes portant le titre: Histoire de Budapest jusqu'à la fin du moyen âge; ce travail incomplet, le premier et le seul qui ait abordé la question avec une certaine méthode, est désormais aussi complètement suranné. Le manque de sources et de fouilles archéologiques combiné avec l'incertitude de la littérature existante, limitèrent tellement les possibilités de l'historiographe de la ville que même ce distingué savant ne fut capable de résoudre tous les problèmes. Ses points de vue sont également surannés, car les recherches entreprises dans le domaine de l'histoire économique et de la sociologie au cours des derniers cinquante ans ont soulevé quantité de problèmes nouveaux. Salamon ne fait qu'enregistrer des événements politiques, militaires et administratifs, il expose en détails la géographie de Bude et de Pest, en relation avec des problèmes qui ne devraient aucunement entrer dans une monographie historique, tandis que l'évolution intérieure de la ville, la synthèse de ses habitants, leur manière de vivre, le développement social restent dans l'ombre.

La Capitale décida donc de faire élaborer par les meilleurs historiens l'histoire de Budapest. Connaissant le passé agité, riche en événements, de cette ville, ainsi que le rôle très important qu'elle joua dans le passé de la Hongrie, les milieux scientifiques accompagnèrent la naissance de cette œuvre avec un vif intérêt.

Le premier volume parut en deux parties en 1942, sous le titre: Budapest dans les temps antiques. Les principaux collaborateurs A. Alföldi, L. Nagy, T. Nagy, Gy. László, J. Szilágyi et F. Tompa nous font connaître l'histoire de la ville jusqu'à la conquête arpadienne. D'abord nous voyons avec netteté comment du gîte transitoire préhistorique sortit la colonie permanente, l'Acquincum romain, et nous apprenons ensuite à connaître la ville en elle-même: la stratification de ses habitants, son genre de vie, son image matérielle et spirituelle. Les métiers, les arts, la société, la vie économique, commerciale, militaire sont également mis en lumière par ces études

qui, tout en provenant de la plume de divers auteurs, réussissent à donner un tableau harmonieux et complet.

Le troisième volume de la série, paru au printemps de 1944, quelques semaines avant que le pays devint théâtre de guerre, est digne des premiers. L'auteur en est Louis Fekete et il est intitulé : Budapest à l'époque turque. Le turcologue, bien connu en Europe, traite dans ce livre toute une foule de données jusque-là inconnues (provenant pour la plupart des Archives Nationales d'Istanbul) ayant trait à l'histoire de la ville aux XVI^e et XVII^e siècles. En lisant son livre — fascinant grâce à sa documentation, ses points de vue et son style, — la vie agitée, pleine de luttes des habitants hongrois de Pest-Bude se dévoile à nos yeux. Nous y apprenons aussi l'importance militaire et politique de la forteresse de Bude, « rempart de l'Islam ». A côté du tableau des événements militaires et diplomatiques (dont les plus intéressants sont les tentatives continuelles entreprises par les troupes hongroises et en général chrétiennes pour la libération de Bude) déjà plus ou moins connues, il nous faut souligner les passages exposant l'importance de la ville du point de vue économique et militaire de l'Empire ottoman. L'auteur y soulève, en se référant à des sources turques jusqu'à présent inconnues, des problèmes complètement nouveaux et remarquables. Mais c'est surtout des points de vue économique et social que le livre de M. Fekete est instructif. Nous avons des notions très superficielles sur les systèmes de production et l'évolution économique de l'Empire ottoman, particulièrement en ce qui concerne les confins de l'Empire, voire de la Hongrie où les éléments du monde occidental et oriental étaient en contact, et où justement au XVI^e et au XVII^e siècle les facteurs économiques et sociaux de ces deux mondes faisaient également sentir leur effet. M. Fekete nous montre, dans un tableau s'appuyant sur un grand nombre de données détaillées, l'influence que le régime oriental et la vie économique primitive turque eurent sur l'évolution hongroise, et bien que ses recherches se limitent à la vie de Pest-Bude, les résultats sont plus ou moins valables pour tout le sud de la Hongrie historique. En esquissant les difficultés économiques, l'auteur nous présente en même temps le sort de la société hongroise orientée vers l'Occident et tombée sous le joug d'un régime oriental. La bourgeoisie hongroise harassée, de moins en moins nombreuse, cherche à se maintenir modestement au milieu des commerçants mahométans et de la garnison militaire turque. La vie en commun de ces couches de diverses nationalités, religions et cultures suscita des problèmes extraordinairement intéressants en eux-mêmes, et plus encore du fait qu'ici il existait entre les demi-serfs indigènes, les commerçants immigrés et les soldats séjournant temporaire-

ment à leur poste, des différences juridiques et financières uniques en Europe, que l'« administration » turque prenait soin de faire valoir dans la pratique. Par le tableau des phénomènes politiques, économiques et sociaux nous apprenons à connaître la vie du Hongrois méprisé, luttant désespérément pour son pain quotidien. Les contours d'un monde à peine connu se déroulent devant nous et, tandis que les détails révélant la vie de Bude et de Pest nous rapprochent du vrai visage de l'Empire ottoman aux XVI^e et XVII^e siècles, de l'autre côté les analogies nous facilitent la compréhension de l'évolution des autres villes de la région danubienne, partageant le même sort, même dans les cas où les données font totalement défaut.

La valeur du texte est complétée par un riche trésor de tableaux, cartes géographiques, illustrations, gravures et reproductions.

Nous espérons que la capitale, à l'aube de sa renaissance des ruines causées par les ravages de la guerre, continuera la publication de cette série et que les volumes manquants ne tarderont pas à paraître.

C. Benda

LA FRANCE DANS LES BALKANS

FRANZ THIERFELDER : *Ursprung und Wirkung der französischen Kultureinflüsse in Südosteuropa*. Berlin, Duncker und Humblot, 1943, 8°, 226 p. (N° 1^{er} de série « Frankreich in deutscher Sicht ».)

Bien que beaucoup d'ouvrages aient examiné en détails le problème du rayonnement de la civilisation française sur la péninsule Balkanique, aucun ne s'est avisé jusqu'à ce jour de s'en occuper d'une manière synthétique, de comparer les cultures nationales de cette partie de l'Europe du point de vue de l'importance que la civilisation française a eue dans leur développement. M. Thierfelder s'est proposé cette tâche difficile qui exige une largeur de vues et une richesse de documentation exceptionnelles. Il ne se contente pas de parcourir l'histoire des relations littéraires ou artistiques, mais il s'efforce de tirer au clair les problèmes de l'influence française dans tous les domaines de la civilisation.

Ce principe de synthèse une fois adopté, l'auteur s'est vu contraint de prendre comme base théorique quelques idées fondamentales qui devaient lui faciliter le choix et la répartition des différentes données. Cette méthode n'est pas une invention personnelle de M. Thierfelder, elle n'est qu'une appli-

cation plus ou moins habile des idées de la science allemande national-socialiste. L'auteur est parti de la constatation que « l'espace géopolitique détermine essentiellement la diffusion des biens de la civilisation humaine ». Pour le cas qui nous intéresse, l'auteur considère le sud-est européen — la Turquie et tous les peuples qui se trouvaient jadis sous la domination turque — comme une unité à la fois « géopolitique » et culturelle. Or, comme cette partie de l'Europe est située à proximité des territoires habités par les Allemands et que la civilisation allemande s'est toujours trouvée dans un état plus avancé que celle des habitants de cette région, il est tout naturel — poursuit M. Thierfelder — que ces petits peuples des Balkans aient appartenu à la sphère de culture allemande. Le développement organique normal des petits peuples ne peut être assuré que par l'influence civilisatrice du peuple qui domine l'espace. Donc en conclusion logique : malgré quelques ressemblances entre le caractère des peuples balkaniques et celui des Français, la civilisation française, par son influence, a entravé l'évolution normale et spontanée des cultures nationales du sud-est européen, parce qu'elle ne correspond pas aux exigences de l'espace, ou — pour employer une expression allemande — parce qu'elle est *raumfremd*. Au moment où elle a commencé à exercer une influence sur la civilisation primitive et rurale des Balkans, la civilisation française avait déjà revêtu un caractère bourgeois, urbain. Or l'évolution organique d'une société n'admet pas de bonds. On peut en conclure que l'acceptation sans réserve d'une civilisation aussi développée n'a fait qu'approfondir l'abîme qui séparait déjà les différentes couches de la société de cette région et qu'elle y a introduit des formes vides, des apparences de civilisation.

C'est dans le cadre étroit de cette théorie que M. Thierfelder essaie d'insérer les données relatives aux relations politiques, commerciales et culturelles de l'Europe du sud-est et de la France.

Le foyer de rayonnement de la civilisation française dans les Balkans fut l'Empire ottoman. Au XVI^e siècle, la France raffermi sa position politique dans le Proche Orient et prit sous sa protection les chrétiens et même les juifs de l'ancienne Turquie. Elle trouva parmi ses protégés, arméniens, grecs ou juifs, d'excellents propagateurs de la langue et de la civilisation française. L'élite turque elle-même qui, depuis le XIX^e siècle, s'était tournée vers l'Europe, adopta les formes de la civilisation française dans tous les domaines de la vie culturelle. Toutefois le renouveau de la civilisation turque et le prestige croissant de l'Angleterre menacent sérieusement l'hégémonie de la langue et de la civilisation française en Asie Mineure.

De tous les peuples balkaniques — constate l'auteur — ce sont les Roumains qui ont entretenu les relations les plus étroites avec la civilisation française. Conscients de la parenté de leur langue avec la langue française, les Roumains ont accepté sans réserve la civilisation française. M. Thierfelder va plus loin : il essaie d'expliquer la fortune prodigieuse de la civilisation française en Roumanie par des traits de ressemblance dans le caractère des deux peuples. Il s'aventure sur le terrain épineux de la caractérologie raciale. Selon lui, les Roumains comme les Français auraient hérité de certains caractères celtiques et germaniques. Il prétend que des éléments celtiques et germaniques auraient contribué à la formation de chacun de ces deux peuples. Mais il faudrait admettre que cet héritage celtique a été transmis aux Roumains par l'intermédiaire des Thraces ! D'autre part, une symbiose germano-romane devrait être attestée par la présence d'anciens mots germaniques dans le vocabulaire roumain. Or, comme le reconnaît M. Rosetti, personne n'a pu prouver l'existence de tels éléments dans la langue roumaine.¹

Les premiers contacts sérieux entre la civilisation française et le peuple roumain eurent lieu à l'époque des Phanariotes, grâce aux Grecs établis dans les principautés danubiennes. Mais — toujours d'après l'auteur — ce n'est pas l'influence française qui aurait été à la base du renouveau roumain. Ce renouveau se serait produit en Transylvanie sous le signe du romantisme allemand. Cette orientation francophile de l'élite roumaine aurait trouvé un appui solide dans la politique extérieure de la France qui fit de la Roumanie le pivot de sa politique orientale. Malgré l'opposition de l'école allemande dirigée par Maiorescu et Eminescu, on ne put empêcher cette évolution qui, après la première guerre mondiale, fit de la Roumanie une véritable *geistige Tyranei*. Les Roumains de Transylvanie, continuant à vivre dans la sphère de culture allemande, auraient suivi une voie plus saine.

M. Thierfelder semble soutenir ici l'hypothèse selon laquelle l'influence d'une civilisation non apparentée n'enlève rien au caractère spécifique d'une culture nationale, tandis que l'influence d'une civilisation apparentée entrave son évolution.

Quant à la Serbie, malgré le rôle économique et culturelle important joué par les Français depuis 1860, elle reste attachée par mille liens à la sphère de culture allemande. S'il est vrai que les premières relations franco-serbes remontent à la fin du XVIII^e siècle, époque où Raguse était le foyer balkanique de la civilisation française, il serait erroné de croire, malgré

¹ Al. Rosetti, *Istoria limbii române*. T. II, *Limbile balcanice*. București, 1938, p. 72.

les projets illyriens de Napoléon, malgré l'introduction du Code Civil, que le peuple croate ait été en quelque façon touché par l'influence de la civilisation française. Cette influence n'aurait atteint véritablement son apogée qu'entre 1920 et 1930 dans l'ancienne Yougoslavie où la propagande française déploya une activité intense.

Le cas des Grecs est peu différent. Les étroites relations commerciales entre les deux pays, l'intérêt scientifique des Français pour la Grèce antique, les écoles françaises, une certaine vie de société à la française furent autant de facteurs qui ont favorisé la diffusion de la civilisation française. L'auteur reconnaît qu'en Grèce l'assimilation de la culture française n'a pas effacé les caractères spécifiques de la civilisation nationale.

En Bulgarie, l'influence française aurait été propagée par l'Église catholique (paulicanisme), par les juifs et, depuis 1904, par l'Alliance française. Les traces de cette influence sont nombreuses dans la littérature, les sciences, la vie juridique et le régime scolaire.

Les intentions de l'auteur ressortent clairement de cette analyse sommaire. M. Thierfelder n'insiste pas sur l'importance des relations purement spirituelles. Dans l'ordre du spirituel, les lois de l'espace perdent leur valeur. Les grands créateurs peuvent assimiler les éléments des civilisations les plus disparates sans que leur force créatrice en souffre le moindre dommage. Aux points de vue matériel et technique, la civilisation balkanique a surtout suivi des modèles allemands. Les coutumes françaises servilement adoptées par les villes balkaniques ne correspondent pas aux exigences de la vie nationale. Mais il ne faut pas oublier que, dépourvus de classes bourgeoises, vivant dans le cadre d'une civilisation primitive, les peuples balkaniques ont dû faire dans un intervalle relativement bref des progrès énormes pour adopter au moins les formes extérieures de la civilisation occidentale. Cette évolution trop rapide est la cause du contraste qui oppose formes et réalité. Mais il serait téméraire d'emprunter à la civilisation prise pour modèle les défauts qui lui sont inhérents.

B. Köpeczi

INFLUENCE FRANÇAISE SUR L'ÉCRITURE
DE L'EUROPE CARPATHIQUE

STEPHAN HAJNAL : *Vergleichende Schriftproben zur Entwicklung und Verbreitung der Schrift im 12—13. Jahrhundert.* Budapest—Leipzig—Milano ; 1943, Éd. Danubia, 8°, 16 p. avec 126 spécimens de chartes. (Schriftlichkeit und intellektuelle Schichtung. Beiträge zur europäischen Entwicklungsgeschichte. 1^{er} fascicule.)

L'éminent professeur d'histoire universelle moderne à l'Université de Budapest se distingue par plusieurs études comparatives concernant les écritures européennes du moyen âge. Doué des connaissances techniques approfondies d'un archiviste-paléographe, M. Hajnal, ayant retracé dans un livre remarquable la diffusion de l'écriture française dans les pays de l'est de l'Europe, particulièrement en Hongrie, a publié successivement plusieurs études relatives au rôle de l'écriture dans la vie intellectuelle et sociale. Une de celles-ci, la plus accessible au public français, a paru dans la *Revue de l'Institut de Sociologie Solvay* (N° 1—2, Bruxelles, 1934) sous le titre: *Le rôle social de l'écriture et l'évolution européenne*.

Dans l'étude dont il est question ici, M. Hajnal n'insiste pas sur le point de vue sociologique. Limité par la petite dimension de cette brochure, il ne retrace que l'historique des différents changements qu'ont subis les formes de l'écriture française à partir de la fin du XII^e siècle jusqu'au début du XIV^e. La France, point de départ de toute innovation artistique et pratique du moyen âge, fournit à cette époque à toute l'Europe les différentes manières d'écrire, les formes les plus variées de l'écriture. Les clichés que M. Hajnal ajoute à son étude, sont extrêmement intéressants. On y voit, comparés, des détails des chartes les plus caractéristiques de la France et de celles des pays orientaux de l'Europe, particulièrement de la Hongrie. Ce qui nous frappe tout d'abord, même après un seul coup d'œil jeté sur ces détails de chartes, c'est le fait que les différentes formes de l'écriture enseignées dans les écoles de France, apparaissent en Hongrie presque le lendemain de leur apparition en France. Une conformité de goût, une ressemblance de style tout à fait frappante et une diffusion rapide de tous les phénomènes de la vie politique et intellectuelle se manifestent au cours du XII^e et du XIII^e siècle en Europe. Le point de départ de cette diffusion comme nous l'avons indiqué, est la France, la dernière étape est la Hongrie où finit l'Europe latine. Pourtant, de l'Université de Paris au pays hongrois, il n'y a qu'un seul pas à faire, à en croire les spécimens de chartes collectionnés par l'auteur. L'écriture employée par le chancelier du comte de Belmont en 1177 est reprise, la même année, par le chancelier de Béla III, roi de Hongrie, tandis qu'André II, roi de Hongrie, emprunte les jolis caractères sveltes de la chancellerie de Louis VIII, roi de France.

Cependant, M. Hajnal n'oublie pas non plus les autres pays situés sur la périphérie de l'Europe latine. Il nous montre quelques spécimens d'écritures polonaises et suédoises, pour prouver la multiplicité de l'influence française. Pologne et Hongrie, c'est dans ces deux pays, semble-t-il, que l'on doit chercher les limites orientales de l'Europe latine. Au delà de cette limite, vers l'est,

on parle d'autres langues, on se sert de caractères cyrilliques et on est en face d'un monde dominé par la culture de Byzance.

Dans sa préface, M. Hajnal annonce la continuation de la série dont son étude ne forme que le premier fascicule. En outre, il adresse aux érudits européens des sciences historiques, une sorte d'appel exprimant son désir d'une collaboration internationale. Les études comparatives sur les sujets du moyen âge, comme celle de M. Hajnal, semblent les plus aptes à susciter l'intérêt des érudits et à les inviter à une véritable collaboration internationale. Cette époque révèle, en effet, la commune origine européenne, époque où s'effacent les frontières des pays, et dont M. Hajnal a admirablement mis en relief le caractère et l'importance.

Jean Györy

LA HONGRIE LATINE

TIBOR KARDOS : *La Hongrie latine*. Paris, s. a. (1944), Boivin, 8°, 136 p.

C'est un ouvrage qui en dehors des questions spécifiquement hongroises, — historiques ou littéraires, — s'intéresse aussi aux problèmes communs à toute l'Europe. Non seulement son contenu, mais encore la méthode selon laquelle il a été rédigé présentent de l'intérêt. Aussi soumettrons nous cette œuvre à un double examen : outre son contenu nous étudierons aussi la méthode qui a présidé à sa rédaction.

Une documentation originale jointe à un rare sens de la synthèse caractérise ce travail malheureusement trop bref. Il ne sera peut-être pas sans intérêt de résumer en quelques mots les idées générales de ce livre : le sort de l'antique héritage spirituel en Hongrie.

Les Hongrois se sont introduits dans la communauté spirituelle européenne au cours de l'époque allant de la conquête de la Hongrie, c'est-à-dire de l'évangélisation du pays, jusqu'à l'humanisme, en faisant connaissance avec la civilisation chrétienne du moyen âge toute remplie de l'esprit et des formes de l'antiquité. En exagérant un peu, nous pourrions même affirmer que ce fut à cette époque, et pour de longues années, que se sont constituées les catégories de la vie intellectuelle hongroise. (Nous savons d'ailleurs combien il est difficile de séparer — surtout au moyen âge — les formes reçues toutes faites du contenu réel, du vécu, qui a été mélangé ou bien incorporé aux éléments originaux). L'acceptation consciente de la civilisation européenne se reflète dans les ouvrages hongrois du XVI^e siècle dont les auteurs ont presque conscience de leur rôle historique. A l'époque du baroque, l'antiquité est con-

sidérée comme le trésor commun de l'Europe, où l'on puise dans une mesure qui dépasse parfois le réel. C'est à partir de la rénovation de la langue (XVIII^e siècle) que l'étude approfondie de l'antiquité classique devient une exigence spirituelle de la vie intellectuelle hongroise. Il est vraiment tragique que ce soit justement à partir de cette époque que la véritable connaissance de l'antiquité perde en étendue ce qu'elle gagne en profondeur.

Les brèves dimensions de l'ouvrage ne permettent pas à son auteur de présenter et d'éclaircir tous les détails. Certaines questions essentielles ont même dû être négligées. Mais n'aurait-on pas pu arriver à une solution offrant un tableau plus uni, plus riche, moins détaillé, mais plus minutieux, du rôle idéal, mais réel que l'antiquité a joué dans le passé spirituel de la Hongrie? Partant du même point de vue, on pourrait montrer les différentes visions que l'on a eues de l'antiquité au cours des siècles. La Hongrie a-t-elle adopté le point de vue général européen ou bien y a-t-il eu une tradition hongroise originale? La réponse à ces questions jetterait une vive lumière sur le visage intellectuel des diverses époques hongroises. Il faudrait montrer vers quelle époque de l'antiquité, représentée un peu trop uniformément dans cette œuvre, se sont tournées plus volontiers les différentes époques historiques, littéraires et en général intellectuelles. C'est précisément dans une œuvre semblable, s'adressant au public cultivé, que l'on devrait examiner la question sous cet angle. Il est temps, en effet, que l'image rigide, que l'on se fait de l'antiquité, considérée comme uniforme et invariable, soit remplacée par une perspective plus étendue, nous la montrant comme elle était en réalité, mouvementée et riche en changements.

Bref, les écrivains, savants, hommes d'État ou pédagogues qui se sont tournés vers l'antiquité pour y puiser des idéals ou une inspiration, n'ont pas accepté « la culture antique » comme un résultat tout prêt, ils ont approfondi l'une ou l'autre de ses périodes, de ses œuvres, l'un ou l'autre de ses écrivains, de ses produits spirituels. En examinant le passé et le présent spirituels communs de l'Europe, ce sont justement ces différentes périodes, ces différents produits et le sort qui a été réservé à ces différentes œuvres qui présentent le plus d'intérêt, car ce sont elles qui montrent les concordances et les divergences des diverses civilisations nationales : c'est ainsi, en quelque sorte, que l'on pourrait arriver à réaliser ce que l'on appelle l'héritage spirituel de l'antiquité. Au lieu de « Hongrie latine », il serait donc plus juste de dire « le sort de la tradition antique en Hongrie ».

Dans ses recherches sur le passé hongrois, M. Kardos a acquis de grands mérites. En soulignant plus énergiquement

les influences et les modifications qui se sont produites au cours des siècles dans les goûts et les idéals, l'auteur aurait peut-être pu augmenter la force probante de son œuvre.

Ce n'est pas pour le critiquer, mais plutôt pour l'inciter à un nouveau travail que nous suggérerons à M. Kardos que les considérations, en général d'ordre littéraire, auxquelles il se livre sur l'héritage antique, devraient être transportées dans le domaine du droit, de la politique, de la vie étatique, de la pédagogie : choix des auteurs classiques, des manuels scolaires, réformes de l'instruction publique.

Un des intérêts essentiels que présente la recherche du passé spirituel hongrois est de révéler la tradition antique, à qui l'on doit — nous l'avons vu — la naissance et les formes de la civilisation hongroise. Le travail de M. Kardos, tant par les renseignements fournis que par leur utilisation, constitue une contribution très utile, indispensable même à cette œuvre.

Jean Soltész

CHRONIQUE DE LA VIE SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE

LA RHC. 1944

Le 19 mars 1944, les Allemands ont occupé la Hongrie. Comme il était naturel, la Revue d'Histoire Comparée ne pouvait plus paraître; l'attitude de la RHC, de ses rédacteurs et de ses collaborateurs vis-à-vis de l'impérialisme nazi était trop connue. Malgré toutes ces difficultés, le comité de rédaction n'a jamais cessé de poursuivre en secret son travail.

Après que le pays se fut transformé en champ de bataille, le siège de Budapest et les maux qu'il a entraînés à sa suite, ont longtemps retardé la publication des matériaux réunis. Les fascicules 1—2 de l'année 1944 n'ont pu paraître qu'au cours de l'été de 1945. Cette fois nous soumettons à nos lecteurs l'année 1945, comprenant aussi le reste des articles rédigés en 1944.

A LA MÉMOIRE DE V. KLAFACZYŃSKI

En novembre 1944, nous avons accompagné à sa dernière demeure Valérien Klafaczyński, fidèle collaborateur de notre revue, enterré dans le petit cimetière de Veszprém, en Transdanubie.

Il était né à Poznań, un an avant le début de la première guerre mondiale, mais il ne lui fut pas donné de voir la fin de la seconde. Il fit ses études universitaires et acquit un diplôme de littérature française et linguistique auprès du professeur Monewski, dont il fut l'élève. Il s'intéressa aux rapports littéraires entre la France et la Pologne; il avait déjà publié une ou deux études sur ce sujet lorsque, au cours de l'automne de 1939, la guerre éclata. Marié depuis quelques semaines, Klafaczyński fut mobilisé comme lieutenant; il prit part aux combats contre les Allemands qui eurent lieu dans la Pologne méridionale et, en septembre 1939, se réfugia en Hongrie avec des milliers de ses camarades.

Depuis ce temps, il a toujours vécu et travaillé en Hongrie. Il apprit la langue hongroise et ses traductions du polonais en hongrois ou vice-versa ont été plus d'une fois récompensées par l'organisation centrale des Polonais de Hongrie ou par des sociétés littéraires hongroises. Il fut employé à l'Institut Paul Teleki. Dès ses débuts à l'Institut, il s'efforça d'élargir les rapports scientifiques entre la Pologne et la Hongrie. Il travailla à un grand dictionnaire polono-hongrois, et à une bibliographie embrassant tous les rapports littéraires hungaropolonais. Le dictionnaire est terminé. Il était même déjà sous presse lorsque, en mars 1944, les Allemands occupèrent la Hongrie, ce qui en rendit la publication impossible. Les dirigeants de l'organisation centrale polonaise furent emmenés en captivité par la Gestapo, les biens et les fonds de l'organisation furent confisqués et les Polonais de Hongrie qui, jusqu'alors, avaient mené une existence libre, furent persécutés. Klafaczyński — lui aussi — se cacha pendant de longs mois à l'Institut Teleki. A partir de ce moment, il ne put poursuivre ses travaux scientifiques que clandestinement. Plusieurs petits articles de lui parurent dans les colonnes de notre revue (tous sous un pseudonyme), alors qu'en 1942 et 43 il était un de nos principaux collaborateurs pour notre rubrique bibliographique. Il suivait attentivement, à l'intention de notre revue, les travaux des émigrés polonais et tchécoslovaques, leurs ouvrages nouvellement parus, leur activité scientifique, sociale et même politique et en informait notre rédaction d'une façon permanente.

Entre temps, de Varsovie où sa famille était restée, lui parvenaient coup sur coup les nouvelles tragiques. Son fils, qu'il n'avait jamais vu, mourut de faim à l'âge de quelques mois. Il était sans nouvelles de sa femme depuis plusieurs mois ; le système nerveux de cet homme torturé par la guerre ne put résister à tous ces chocs. La maladie triompha de son corps épuisé, et il mourut après de longues souffrances, le 15 novembre 1944, sans avoir pu revoir sa chère Pologne. Avec lui disparut un des pionniers les plus infatigables et les plus cultivés du rapprochement polono-hongrois.

C. B.

LA FRANCE ET LA HONGRIE

Le directeur du Lycée Français de Gödöllő, le père Asztrik Gabriel — auteur de plusieurs ouvrages connus, ayant pour sujet les rapports, surtout intellectuels franco-hongrois, au moyen âge — fait de nouveau à ses lecteurs une belle et intéressante surprise avec son ouvrage : *Les rapports dynastiques franco-hongrois au moyen âge* (Budapest, 1944).

« Les liens du sang au moyen âge — écrit-il dans la préface de son livre — qu'ils soient inspirés par la flamme de l'amour ou la perspicacité des calculs politiques, sont toujours à la base des rapports intellectuels. » En effet, le père Gabriel, en indiquant les nombreux rapports de famille entre les maisons royales hongroises et françaises, étaye de nouvelles preuves la théorie suivant laquelle les racines européennes de la culture médiévale hongroise plongeaient jusque dans le sol français. Cet ouvrage résume d'ailleurs les données connues depuis longtemps des spécialistes, sans prétendre procéder à des recherches de détail. Les nombreuses illustrations empruntées à d'anciens manuscrits ajoutent beaucoup à la valeur du livre. Il faut surtout mentionner les miniatures, inconnues jusqu'à présent, représentant les rapports franco-hongrois et découvertes par l'auteur, dans des manuscrits à la Bibliothèque Nationale de Paris.

Par sa présentation, ce petit manuel peut satisfaire les goûts les plus difficiles. Remarquons cependant que l'auteur est quelquefois trop hardi dans ses développements. En outre, les conclusions qu'il tire de sa théorie sur les rapports dynastiques, surtout ceux avec les maisons de France, ne sont pas toujours convaincantes. Il est regrettable que plusieurs erreurs graves, presque incompréhensibles, s'y soient glissées, surtout dans les tableaux généalogiques.

A. Chaupin

*

Aurélien Sauvageot, le linguiste français connu, professeur à l'École des langues vivantes orientales, qui fut longtemps professeur au collège Eötvös de Budapest, a fait une conférence en hongrois à la radio de Paris le 15 mars 1945. Dans son exposé, il jeta un coup d'œil rétrospectif sur l'histoire des mouvements révolutionnaires en Hongrie (M. Sauvageot est un excellent connaisseur non seulement des conditions actuelles de la Hongrie, mais encore de son histoire), ensuite il s'adressa aux éducateurs hongrois, les priant d'implanter dans l'âme de leurs élèves les idées de la révolution de 1848, la démocratie honnête, l'attachement à l'indépendance et la fraternité avec les autres peuples.

*

Dans le numéro de mai 1945 de la *Revue de la Hongrie Nouvelle* (Suisse), M. François Honti publie un article intéressant intitulé : *Montesquieu en Hongrie* (pp. 5—13). L'auteur des *Lettres Persanes* est venu en Hongrie en 1728 — au cours d'un voyage — après avoir traversé Vienne. Il assista à Po-

zsony (aujourd'hui Bratislava) à la session de la diète de Hongrie et poursuit avec pour parler avec les hauts fonctionnaires de l'État hongrois. Ayant quitté Pozsony, il traversa les villes minières de la Haute-Hongrie. M. Honti publie plusieurs passages des lettres de voyage de Montesquieu consacrées à ses souvenirs de Hongrie. Il est à regretter que l'auteur n'ait pas confronté les impressions de Hongrie de Montesquieu avec celles qu'il avait recueillies dans les autres pays danubiens. Il pourrait être très instructif de voir mises en parallèle les observations sur les pays de l'Europe carpathique de ce voyageur si perspicace.

LA RÉGION DU DANUBE ET L'U.R.S.S.

M. Béla Illés, collaborateur de la *Pravda* de Moscou, vient de publier une courte bibliographie de Máté Zalka, artistiquement présentée (Ed. Officina, 1945). Officier de hussards hongrois, Zalka fut fait prisonnier par les Russes pendant la première guerre mondiale lors de l'offensive de Brussiloff. Au cours de la révolution russe d'octobre 1917, il combattit aux côtés de Lénine. Pendant la guerre civile, au siège de Kiev, nous le trouvons déjà à la tête de la brigade internationale composée en majeure partie de Hongrois. Dans la suite, il prit part comme colonel aux combats de Crimée contre Wrangel. Plus tard, il devint, sous les ordres du Kémal, l'un des organisateurs et chefs de la cavalerie turque. Lorsque la guerre civile éclata en Espagne, Zalka se mit aussitôt à la disposition des républicains et combattit en qualité de commandant d'une brigade. C'est à ce poste qu'il fut tué, non loin de Madrid. Voilà le cadre extérieur de son existence. Mais Illés nous apprend qu'il maniait aussi la plume et que ses ouvrages figuraient souvent au programme de la radio de Moscou et des théâtres russes.

m. b.

*

Les Éditions de la Fédération Populaire Hongroise de Transylvanie publient une étude de M. Jean Demeter, dans laquelle l'auteur compare l'évolution du problème des nationalités dans l'Union Soviétique d'une part et dans la région danubienne d'autre part. (*A nemzetiségi kérdés a Dunavölgyében és a Szovjetunióban*, Kolozsvár, 1945.) M. Demeter examine le problème des nationalités principalement du point de vue social, les autres points de vue sont à peine effleurés. Voici à grands traits son raisonnement. Nulle part en Europe les nationalités ne se heurtaient en un pêle-mêle aussi confus que

dans la Monarchie austro-hongroise et la Russie tzariste. Mais dans les deux États, le système gouvernemental était basé sur la domination nationale exclusive d'un seul peuple, et le joug pesant sur les nationalités était également lourd dans l'un et dans l'autre. « De part et d'autre, l'opinion qui prévalait était que les nations se divisent en nations dominantes et en nations minoritaires, et que le pouvoir public ne pouvait être exercé que par la classe dominante de la nation dominante. » En 1918, la Monarchie austro-hongroise et la Russie tzariste se désagrégèrent également. Mais, tandis que les nations de la région danubienne s'engageaient dans des voies diverses, les peuples de la Russie continuèrent à former un bloc. Dans la région danubienne, il n'y eut aucun changement dans la structure sociale ni, par conséquent, dans la question des nationalités, si ce n'est que les opprimés d'hier, désormais ressortissants, non plus d'un seul grand État, mais de plusieurs petits États, devenaient à leur tour des oppresseurs. Pendant la période du dualisme, le sentiment nationaliste des Autrichiens et des Hongrois ne permit pas qu'on prêtât l'oreille aux revendications des Tchèques, des Slovaques, des Roumains, des Serbes ; puis, quand la Petite Entente eut pris le dessus, ce furent les Tchécoslovaques, les Roumains, les Serbes qui empêchèrent que les plaintes, même justifiées, des Hongrois, des Autrichiens et des Croates fussent entendues. Il n'y eut que simple transfert de l'impérialisme de la classe dominante d'une nation à celui de la classe dominante d'une autre nation. En Russie, par contre, depuis la révolution d'octobre, la classe féodale n'existe plus, personne n'a donc plus intérêt à opprimer les ressortissants de l'autre nation. Et voici la conclusion à laquelle arrive M. Demeter : dans la région danubienne, on ne pourra résoudre le problème des nationalités, tant que ne sera pas aboli le système social suranné des peuples danubiens, et tant que n'aura pas disparu l'impérialisme des petits peuples pour céder la place à une parfaite égalité des droits.

A la fin de son ouvrage, M. Demeter présente en détail les articles de la constitution de l'Union Soviétique relatifs aux nationalités ; mais, à l'exception de la nécessité de la transformation sociale, il s'abstient de faire d'autres propositions, en vue de la solution du problème des nationalités. Enfin nous devons remarquer ceci ; pourquoi l'auteur publie-t-il, pour illustrer la situation numérique des nationalités de la Monarchie les données du recensement de 1890 et non pas celles de 1910? B.

Voici de vifs reportages des escarmouches de partisans ukrainiens et de troupes hongroises. Dans une brochure intitulée *Miroir des partisans (Partizánok tükre*, Budapest, Athenaeum, 1945, 74 p.), M. J. Háý recueille des documents tirés des rapports des officiers de l'armée hongroise faits prisonniers par les partisans.

La Société Scientifique de Subcarpathie publia en 1943, encore pendant la guerre, l'étude d'André Ihnát sur l'expédition entreprise contre la Russie par Étienne Báthori, roi de Pologne et prince de Transylvanie vers la fin du XVI^e siècle (*Báthori István orosz hadjáratai*, Ungvár, 32 p.). L'auteur examine de près les résultats des campagnes, les uns après les autres, sans en analyser les motifs historiques : les visées politiques russes et polonaises de cette époque. La critique des sources est chose inconnue à l'auteur. B.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE SOUS LE JOUG ALLEMAND

Four Fighting Years est le titre d'un ouvrage de grande envergure que le gouvernement émigré de Tchécoslovaquie publia, comme édition officielle, en 1943, avec une introduction de M. Hubert Ripka, ministre d'État. (Published on behalf of the Czechoslovak Ministry of Foreign Affairs — Département of Information. London-New York-Melbourne). Au centre de cette publication se trouve la controverse tchéco-allemande des dernières années. La coopération forcée tchéco-allemande imposée par des raisons tyranniques de la politique extérieure ne joue aucun rôle dans le livre. A l'encontre des déclarations faites par le gouvernement et les milieux industriels et économiques du Protectorat qui voulaient convaincre l'Allemagne national-socialiste de la sincérité de leur esprit collaborateur et de l'importance de la solidarité des deux pays, cet ouvrage nous rappelle le renforcement de l'esprit de résistance. Le chapitre consacré aux questions d'économie générale mérite une attention particulière. Le spécialiste des questions de la région danubienne doit réserver la même attention aux passages touchant la colonisation allemande et plus encore les problèmes slovaque et hongrois qui ne sont pas seulement des faits, mais fournissent en même temps une ample matière à débats à l'historiographie et à la presse. Il est dommage que ce livre contienne un si grand nombre d'erreurs,

au détriment de la Hongrie. D'ailleurs sur la question hongroise, les auteurs ont des points de vue extrêmes, conformes à la politique extérieure tchécoslovaque de cette époque.

Étienne Gál

« HUNGARIAN STUDIES IN ENGLISH »

Au printemps de 1944, peu de temps avant l'occupation de la Hongrie par les Allemands, parurent en un seul volume les tomes V et VI des *Hungarian studies in English*, que leurs auteurs dédièrent à M. Arthur Yolland, professeur de langue et de littérature anglaises à l'université de Budapest, à l'occasion de son 70^e anniversaire. En dehors des études de caractère strictement littéraire, notre revue s'intéresse aux articles qui traitent des liens historiques entre la Hongrie et le monde anglo-saxon.

Parmi ces études, mentionnons dans l'ordre chronologique l'article dans lequel M. E. Horváth parle des liens dynastiques qui rattachaient saint Étienne, le premier roi de Hongrie, à la cour d'Angleterre. Le sérieux de ses recherches lui a permis de mettre en lumière de nombreuses données nouvelles, mais il surfait l'importance de ces rapports au point de vue de la politique internationale. — Alexandre Fest, professeur de langue et de littérature anglaises à l'université de Debrecen, qui fut tué par une bombe pendant le siège de Budapest, examine l'expression *terra Britannorum* que l'on rencontre parfois dans les documents hongrois du moyen âge. Le résultat de cet examen a été que, selon toute probabilité, ces expressions se rapportent à des Normands d'Angleterre établis ici. — M. P. Berg apporte des données intéressantes sur l'influence en Hongrie de Georges Buchanan. — M. B. Trócsányi donne des renseignements biographiques sur 92 théologiens protestants hongrois qui étudièrent dans les universités anglaises aux XVI^e et XVII^e siècles. — M. M. Harag montre les liens littéraires qui unissaient à l'Angleterre Apáczai Csere, l'auteur de la première encyclopédie hongroise. Ces deux études montrent plus clairement, ce qu'on savait d'ailleurs de longue date, que le protestantisme hongrois et celui surtout de Transylvanie étaient unis par des liens étroits à l'évolution de la religiosité anglaise. — M. É. Gál publie les lettres écrites, à l'occasion d'un voyage d'études en Angleterre, par le baron Nicolas Wesselényi, une des personnalités dirigeantes de l'époque des réformes hongroises au XIX^e siècle. — M. E. Kerékgyártó nous parle des échos en Hongrie du couronnement de la reine Victoria. — M. René Bonnerjea, lecteur à l'université de Budapest, explique l'influence des principes de Darwin en Hongrie. Mentionnons tout spécialement,

à la fin du volume, la riche notice bibliographique due aux soins de M. Joseph Szentkirályi, laquelle groupe d'une part les ouvrages scientifiques et littéraires en langue anglaise ayant trait à la Hongrie, d'autre part les ouvrages en langue hongroise se rapportant au monde anglo-saxon, 843 titres au total.

L. Samuel

« LA YOUGOSLAVIE EN ARMES »

Yugoslavia in Arms de Milivoj J. Sudjić a paru dans la série *Europe under the Nazis* (London, 1943, 8°, 128 p.). Ébauche de l'histoire de la Yougoslavie sous l'occupation allemande, cet ouvrage donne un tableau rétrospectif des événements de ces dernières années, peint d'après les souvenirs personnels de l'auteur, les annonces officielles allemandes et les journaux d'oustacha. L'auteur est un officier émigré du parti de Mihailović ; c'est ce qui explique les idées politiques dont il émaille son livre. Il est pénétré de patriotisme, soit qu'il parle du passé yougoslave soit qu'il traite les événements de la seconde guerre mondiale. Mais il est regrettable que ses connaissances historiques soient incomplètes et que sa conception soit caractérisée par un chauvinisme poussé à l'excès. Il en veut surtout aux Hongrois, et fait remonter les luttes nationalistes hungaro-serbes à des époques très reculées où non seulement il n'en était pas question, mais où Hongrois, Serbes et Croates se défendaient en commun contre des attaques venant de l'orient et de l'occident. On doit corriger une déclaration assez regrettable de l'auteur à la page 69 : « The Germans responded by increasing the terror. Public hangings were staged in the towns of Veliki Bečkerek and Pančevo »; malgré cela, un peu plus loin, il publie une photo documentaire avec l'inscription : « Public hangings at Pančevo, near Belgrade. Hungarian atrocities ». Laissons aux Germains ce qui est aux Germains...

O. Beaupin

*

« La Renaissance de la Yougoslavie », tel est le titre du livre d'É. Lippai paru au printemps de 1945 (*Jugoslávía újjászületése*. Budapest, 96 p.). L'auteur, un Hongrois, fit son service militaire en Yougoslavie, puis il se joignit avec plusieurs centaines de ses compagnons à l'armée du maréchal Tito. Dans la première partie de son ouvrage, il raconte l'histoire du mouvement des partisans de Yougoslavie. Ensuite il analyse l'opinion des dirigeants yougoslaves sur les problèmes de nature politique, surtout en ce qui concerne les nationalités.

Tout cela dans un style plutôt lyrique et journalistique. Dans la troisième partie de son ouvrage, l'auteur publie des anecdotes concernant le passé du mouvement des partisans yougoslaves.

M. Marinković

LA HONGRIE ET LES ÉTATS-UNIS

L'Officina a publié un volume de M. Eugène Pivány, intitulé : Hongrois dans l'Amérique du Nord (*Magyarok Észak-Amerikában.*) Il y résume l'opinion des Hongrois qui ont visité les États-Unis, la situation des Hongrois émigrés et les données éparses concernant les relations hungaro-américaines. Nous reprochons à cet ouvrage de manquer de notice bibliographique.

M. Eugène Pivány rend compte d'un voyage qu'il fit en Amérique, en, 1919, dans un volume qui mérite de retenir l'attention, sous le titre : Histoire d'une délégation envoyée en Amérique (*Egy amerikai kiküldetés története.* Budapest, 1943, 96 p.). La Hongrie indépendante venait de sortir du cadre de la Double-Monarchie ; le premier pas qu'elle fit fut une tentative de se rapprocher de l'Amérique. L'auteur rend compte de cette mission sur un ton un peu lyrique et quelquefois partial.

L. S.

LA RÉGION DANUBIENNE ET L'ANGLETERRE

Le livre de M. Étienne Gál : *Hungary and the Anglo-Saxon World*, est d'une présentation luxueuse (Officina, Budapest, 1944, 83 p.). L'auteur y résume habilement les résultats des recherches qu'il a faites jusqu'ici sur ce sujet. Mentionnons sa bibliographie, comme un excellent guide pour toutes les branches se rapportant à cette question. L'ouvrage est joliment présenté et contient de nombreuses illustrations qui méritent une mention à part.

J. Sz.

*

Dans son étude intitulée : Un chapitre de l'histoire de l'éveil des réformés en Hongrie (*Egy fejezet a magyar református ébredés történetéből.* Debrecen, 1943, p. 54), Émeric Révész rend compte du séjour et de l'activité en Hongrie du pasteur écossais A. N. Somerville. Somerville qui, au cours de ses missions évangélisatrices, a parcouru le monde entier, séjourna en Hongrie de l'automne de 1887 au printemps de 1888. A Budapest

et en province, il prononça de nombreux discours, et bien que son auditoire ait suivi ses conférences le plus souvent en s'aidant de la traduction hongroise, celles-ci connurent un succès extraordinaire.

Sz.

*

Bien que notre périodique ne fasse pas la critique des traductions littéraires, nous devons faire exception pour la plus récente traduction hongroise de l'*Utopie* de Thomas Morus. Dans l'espace de trente ans, cette œuvre d'un des plus grands penseurs anglais paraît déjà pour la troisième fois devant le grand public hongrois. La première des traductions en 1910 était l'œuvre de François Kelen. Ladislas Geréb publia, il y a quelque temps, des morceaux choisis de l'*Utopie*. Enfin la plus récente traduction, que nous avons sous les yeux, celle de Tibère Kardos, se distingue par l'exactitude philologique et une grande légèreté artistique. L'introduction du professeur d'université Jules Moór n'est pas moins remarquable.

« THE HUNGARIAN QUARTERLY »

Dans le 4^e numéro de notre revue, en 1943, nous avons mentionné le manuel monumental de la « Society of the Hungarian Quarterly » le *Companion of Hungarian Studies*. Le volume frère du *Companion*, que la « Society » avait l'intention de publier sous le titre *Twenty-five years of Hungary* n'a pu paraître. Les Allemands ayant occupé la Hongrie, la Société cessa immédiatement son activité. Dès les premiers jours, plusieurs membres de la direction furent internés par la Gestapo dans un camp de prisonniers politiques et, quelques semaines plus tard, le secrétaire général de la Société, Joseph Balogh, rédacteur en chef de la *Hungarian Quarterly* et de sa publication sœur, la *Nouvelle Revue de Hongrie*, qui s'était caché, fut découvert et arrêté par la police allemande. La correspondance fut saisie, de même que des papiers ; il ne pouvait plus être question de publications ni en français ni en anglais.

Joseph Balogh qui était l'âme de la Société, n'a pas reparu, et il y a tout lieu de craindre qu'il ne soit plus en vie, au grand et sincère regret de tous ceux qui ont connu sa vaste culture et sa grande érudition et qui étaient au courant de l'activité infatigable qu'il déployait à la rédaction de la *Hungarian Quarterly* et de la *Nouvelle Revue de Hongrie*.

Après la défaite des Allemands, au début de l'année, on retrouva le numéro du printemps de 1944 de la *Hungarian Quar-*

terly, qui n'avait pu être mis en circulation à l'époque. Ce numéro a passé plus d'un an caché dans une cave, mais il n'a rien perdu de son actualité ; sa diffusion vient à point pour montrer le véritable visage antiallemand du camp hongrois de ce temps.

Dans ce joli volume de 200 pages, avec sa présentation habituelle, mentionnons d'abord, parmi les études qui nous intéressent de plus près, celle de M. Gustave Gratz, qui fut ministre des Affaires Étrangères dans les années 1920, et qui est revenu, il n'y a pas longtemps, du camp des déportés politiques en Allemagne ; cette étude approfondie et qui soulève maint point de vue intéressant, traite de la paix conclue à Bucarest en 1918 entre les Puissances centrales et la Roumanie. M. Gratz a pris lui-même part aux négociations au nom des Puissances centrales (*The Peace of Bucarest*, p. 1 à 28). — M. D. Jánossy nous fait connaître la politique serbe de Benjamin Kállay, une des têtes les plus claires du monde politique hongrois dans les années 1880. Il fut gouverneur de Bosnie (*B. Kállay and the Monarchy's Balkan Policy*). — M. L. Bolgár examine les relations politiques avec la Serbie au cours de ces dernières années. — M. B. Thordeman fait des remarques intéressantes à propos des trouvailles scythes, avares et hunniques en Hongrie. — M. A. Baumgarten nous parle du succès de la traduction en hongrois de l'ouvrage de Tocqueville *Démocratie en Amérique* et traite de la popularité de l'homme d'État français dans la Hongrie d'alors. — M. N. Ozerany s'occupe de l'évolution religieuse de l'Ukraine Subcarpathique. — M. P. Berg, qui est un des meilleurs connaisseurs des relations entre la Hongrie et l'Angleterre, trace un tableau de l'influence de l'Angleterre de l'époque des Stuarts sur les Hongrois, d'après les journaux des voyageurs, des étudiants et des politiciens hongrois qui sont allés en Angleterre aux XVI^e et XVII^e siècles. A côté des études traitant l'histoire du séjour en Angleterre du célèbre cavalier hongrois comte Maurice Sándor et de Sir Aurélien Stein, explorateur célèbre de l'Asie, mentionnons encore des extraits du journal de Nicolas Bánffy, écrivain bien connu et ancien ministre des Affaires Étrangères, dans lequel l'auteur décrit, avec l'autorité d'un témoin oculaire, le couronnement, comme roi de Hongrie, de Charles IV, en décembre 1916.

J. Szentkirályi

HISTOIRE DES SLOVAQUES

L'Académie des Sciences et des Arts Slovaques publia, pendant la guerre, sur près de 500 pages, le premier volume des *Recherches sur le pays slovaque* (*Slovenska Vlastiveda*, I, Bra-

tislava, 1943, 463 p.+XVI. tabl.). Le rédacteur de cette série est le linguiste connu, Louis Novák, professeur à l'université de Presbourg. Ce volume embrasse quatre grandes branches de sciences : la géologie, la géographie, la botanique et la zoologie de la Slovaquie. Les auteurs : MM. D. Andrusov, J. Hromádka, J. M. Novacky et J. F. Babor ont exécuté un travail de pionniers en publiant la première description systématique et scientifique des conditions géologiques, géographiques et botaniques de la Slovaquie. La présentation du livre satisfait les goûts les plus délicats.

Ch. Lemarin

*

L'Academia Scientiarum et Artium Slovaca a fait paraître tout à la fin de 1943 le livre de Jean Sveton sur les Slovaques vivant en dehors des frontières, disséminés partout en Europe (*Slováci v Európskej zahraničí*, Bratislava, 125 p.+10 cartes géogr.). L'ouvrage, utilisant les données statistiques officielles et les propres recherches de l'auteur, cherche à déterminer le nombre des Slovaques vivant en Europe. Son ouvrage, bien au delà des données statistiques, offre une idée concise des conditions culturelles et sociales des Slovaques dispersés. En examinant les Conclusions de Sveton, surtout pour ce qui est du nombre des Slovaques, on doit faire quelques réserves, car les chiffres donnés par lui sont exagérés. En Hongrie, vivaient, selon lui, après Trianon, 155.000 Slovaques.¹ En Roumanie et en Yougoslavie 90.000 au total.² Il évalue à 600.000 le nombre des Slovaques vivant en Moravie; ce nombre est faux et dénué de tout fondement. Il estime qu'il y en a 25.000. en France et en Belgique. Ses cartes géographiques présentant les différentes parties de la région danubienne donnent une impression telle qu'on croirait qu'il n'existe que des Slovaques dans ces régions, à l'exclusion d'autres peuples.

Ch. Vigh

*

En 1940, la ville de Turčianský Sv. Martin (en Slovaquie) fête le six centième anniversaire de l'obtention du droit de municipalité octroyé par Charles-Robert, roi de Hongrie.

¹ D'après le recensement officiel de 1941, il y avait en Hongrie 75.920 Slovaques.

² Les recensements roumains et yougoslaves connaissent seulement des Tchécoslovaques.

En mémoire de cet événement, la Matica Slovenska publia, au cours de l'été de 1944 — un peu tardivement — l'histoire médiévale de la ville, ouvrage dû à la plume de P. Florek (*Turčianský Sv. Martin v Stredoveku*. 172 p.+5 ct. géogr.). Dans son ouvrage, Florek raconte l'histoire de la ville depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours. En ce qui concerne surtout la question hongroise, il ne sait pas toujours conserver son objectivité, et c'est une conception tout à fait erronée que de chercher des traits de nationalisme dans la Hongrie du XIII^e et du XIV^e siècle, dont la ville en question comme toute la Slovaquie actuelle faisaient partie alors. Ce livre d'une belle présentation est enrichi d'excellentes copies de documents.

Ch. V.

LA HONGRIE PENDANT LA GUERRE MONDIALE

Durant la guerre qui vient de se terminer, la Hongrie chercha à porter secours aux États souffrant de l'occupation allemande, en leur fournissant des vivres. A ce sujet nous citons les chiffres publiés dans le numéro du 29 janvier 1944 du *Journal d'Orient*, quotidien paraissant à Istanbul :

« Pendant que la plupart des pays européens souffrent du manque de vivres, la Hongrie, malgré ses restrictions intérieures et ses obligations extérieures, fait tout pour soulager les misères d'autrui. Après les envois de denrées considérables des années précédentes, la Hongrie envoya en 1943 à la Grèce 11.000, à la Belgique 12.000, à la Suisse 60.000, à la Finlande 20.000, à la Slovaquie 11.000 et au Vatican 780 tonnes de blé.

La plus grande partie des transports s'effectua non sur une base commerciale, mais sur la base humanitaire. La Hongrie a également offert à la Croix Rouge de Grèce 100 tonnes de farine, aux enfants hollandais 120 tonnes de vivres, ainsi que 16 tonnes pour soulager la disette des Polonais. Les Belges ont reçu d'autre part 9.000 tonnes de farine, représentant une valeur de 17 millions de Pengö. »

*

Sur l'activité que la fabrique de produits pharmaceutiques « Chinoin », a déployée pendant la guerre, la Nouvelle Hongrie écrit à la date du 4 septembre :

« Dès 1941 la fabrique de produits pharmaceutiques « Chinoin » a fait parvenir par l'entremise du Comité de la Croix Rouge au Secours d'Hiver de Belgique une grande quantité de

vitamine D (une fois 3 kg) et plus tard des préparations sulfamidés (Ultraséptyl).

Les années suivantes, comme la guerre s'étendait et que la situation européenne devenait de plus en plus grave, le manque de produits pharmaceutiques se fit sentir dans les pays ravagés par la guerre comme la Grèce, la Yougoslavie et la Pologne. Bien qu'en ce temps-là la fabrique Chinoin luttât elle-même avec des difficultés provenant de la pénurie de matières premières, elle demeura pénétrée de l'idée qu'il fallait soulager la misère. Aux enfants grecs la fabrique envoya ses produits dans le cadre de l'œuvre de secours du Vatican. Pendant l'automne de 1943, elle expédia un grand transport en Yougoslavie.

En même temps elle fit don aux Polonais de 18 grandes caisses de médicaments (au total 1000 kg). Cette action de grande envergure eut une suite également organisée par la fabrique ; elle prépara un nouveau transport se composant de 6.000 paquets pour le peuple yougoslave, mais la mise en route fut empêchée par l'invasion allemande de la Hongrie, survenue le 19 mars 1944.

HONGROIS ET ROUMAINS DANS L'HISTOIRE

La section historique de l'Institut Paul Teleki consacra son annuaire de 1943 et de 1944 au même problème, celui des relations hungaro-roumaines (*Magyarok és Románok*. t. I—II. Réd. par J. Deér et L. Gáldi). Les deux imposants volumes abordant tous les problèmes des deux peuples voisins, contiennent les études des savants hongrois les plus en vue. Comme le soulignent les rédacteurs dans leur préface, ces volumes n'ont pas pour but de devenir le catéchisme facile à manier des relations hungaro-roumaines. Leur intention était de publier une documentation sérieuse et tenant compte des résultats scientifiques aussi bien hongrois que roumains, une œuvre qui ne se contente pas de résumer nos présentes connaissances de la matière, mais qui cherche à les compléter, à les approfondir en indiquant un chemin aux recherches à venir. Nous désirons nous occuper des volumes, dans nos numéros qui suivront sous forme de comptes rendus détaillés ; à présent cependant il nous faut remarquer que même s'il y a, dans les études variées, des assertions susceptibles de prêter à discussion et qui seront modifiées avant d'être définitivement déterminées, — l'importance scientifique prépondérante de cette œuvre est incontestable. Jusqu'ici les ouvrages scientifiques traitant des relations hungaro-roumaines ont été mis au service de différentes aspirations politiques, de façon que,

derrière un apparent calme scientifique, des idées politiques passionnées se heurtaient, le plus souvent sans que l'une des parties pût convaincre l'autre. Les deux volumes « Hongrois et Roumains » rompent avec cet esprit qui veut à tout prix saturer la science de politique. C'est avec plaisir que nous verrions des œuvres aussi bien documentées et apolitiques, s'occuper des relations des autres peuples danubiens. Quant aux diverses études contenues dans les deux volumes, nous y reviendrons encore.

G. Lazar

*

Dans l'Annuaire de 1943 de la section transylvaine de l'Institut Teleki, le professeur Louis Tamás étudie, sous le titre: Relations hungaro-roumaines dans le comitat d'Ugocsa (*Ugocsai magyar-rumén kapcsolatok*, 1944) les problèmes surgissant de la vie en commun et de l'influence mutuelle hungaro-roumaine. Dans son étude, l'auteur réfute les conclusions de l'œuvre intitulée *Cercetări folklorice în Ugocea Românească* (*Anuarul Arhivei de Folklor*, IV, 1942) de V. Scurtu. Le comitat d'Ugocsa, situé à la frontière de la Transylvanie et de l'Ukraine Subcarpathique, est point de contact et de mélange des nationalités hongroise, roumaine et carpatho-ukrainienne. Scurtu cherche à démontrer, en prenant pour base les influences se manifestant dans la langue populaire, que sur les Roumains du comitat d'Ugocsa la langue ukrainienne a eu plus d'influence que la langue hongroise. De là l'auteur conclut que les Roumains d'Ugocsa venant du nord, descendirent du comitat de Máramaros, territoire des Carpatho-Ukrainiens, en leur lieu d'habitation actuel et ne prirent un vrai contact avec la population hongroise qu'après s'y être établis. D'autre part, l'auteur démontre avec des arguments convainquants que c'est justement l'examen approfondi des données publiées par Scurtu qui prouve le contraire, c'est-à-dire que sur la langue des Roumains d'Ugocsa l'influence de la langue hongroise fut beaucoup plus forte que celle de la langue ukrainienne et qu'elle l'a même précédée. M. Tamás résume son étude en constatant « qu'il est bien probable qu'un examen plus exact de la langue des Roumains de Máramaros et d'Ugocsa ne ferait que corroborer la supposition que le dialecte d'Ugocsa absorba bien moins d'éléments carpatho-ukrainiens que celui de Máramaros. Il s'ensuit, du point de vue de l'histoire du peuplement de cette région, que les habitants d'Ugocsa arrivèrent en général du sud, leur présent lieu d'habitation et que les Carpatho-Ukrainiens, assimilés par eux, ne laissèrent que peu de traces linguistiques dans le dialecte roumain de la région. Ce dialecte était saturé

d'éléments hongrois déjà avant la migration en direction du nord, alors qu'il ne s'augmenta d'éléments ukrainiens que quand la vague de migration ruthène arriva à proximité de la région de peuplement et de langue ukrainienne.»

V. Sutu

TURCS ET HONGROIS

A. Simonffy a enrichi l'histoire turco-hongroise d'un détail fort intéressant, par son étude *Ibrahim Muteferrika, le précurseur de l'imprimerie turque* (Budapest, 1944). Ce petit volume d'aspect agréable nous apprend qu'Ibrahim Muteferrika, le fondateur de l'imprimerie turque, était un Hongrois, plus précisément un Sicule transylvain. Son nom d'origine ne nous est pas connu. Nous savons néanmoins qu'il a fait dans sa patrie, pendant sa jeunesse, toute la guerre de libération de sept ans, contre l'empereur habsbourgeois à côté de François II Rákóczi, prince de Transylvanie, qu'il a obtenu une haute dignité militaire et s'est réfugié à l'étranger avec le prince, en 1711, après la paix de Szatmár. S'étant rendu en Turquie, il apprit la langue turque et devint bientôt interprète hongrois à la cour du sultan. C'est en 1729 qu'il fit paraître, à Istanboul, son premier imprimé turc et c'est à cette date que nous pouvons faire remonter l'histoire de l'imprimerie turque. C'est César de Sasure, courtisan français de Rákóczi, également réfugié en Turquie après la mort de Louis XIV, qui nous fait connaître sa vie en quelques lignes courtes et incomplètes. Le petit ouvrage de M. Simonffy est d'une lecture intéressante et amusante.

J. Gessier

« PENNSYLVANIE = TRANSYLVANIE »

Dans le numéro de mai 1945 de la *Revue de la Hongrie Nouvelle*, M. E. J. Pratt fait paraître une longue étude, intitulée : *Pensylvanie = Transylvanie. La biographie de William Penn fondateur de la Pensylvanie et sa brochure : La structure du gouvernement de Pensylvanie (1682)*. Dans son prochain numéro, cette revue publiera du même auteur une étude comparative sur la Pensylvanie et la Transylvanie, en examinant la situation de ce dernier pays vers l'année 1682, au moment où W. Penn fonde sa colonie en Amérique. Bien que l'historiographie se méfie d'avance de confronter le passé de deux pays si éloignés l'un de l'autre, surtout si cette comparaison poursuit des visées politiques, on attend avec curiosité la suite annoncée.

L'Institut d'Histoire de l'Europe Occidentale à l'université de Debrecen a fait paraître, comme deuxième numéro de sa série de publications, la thèse de M^{lle} G. Gáspár ayant pour sujet les efforts des princes de Transylvanie pour parvenir au trône de Pologne : Les aspirations des princes de Transylvanie au trône polonais (*Az erdélyi fejedelmek törekvései a lengyel trónra*. Debrecen). M^{lle} Gáspár amasse une riche documentation sans avoir le discernement nécessaire pour en tirer profit. En affirmant que « l'empire turc était seulement un jouet dans la main de ces princes qui pouvaient infliger un traitement convenable aux sultans », elle surestime la valeur des possibilités politiques des princes de Transylvanie. Par des appréciations analogues, on ne peut résoudre les problèmes si complexes des relations diplomatiques des XVI^e et XVII^e siècles.

H. H.

*

M. T. Csorba, spécialiste connu des rapports polono-hongrois, consacre une étude très instructive au développement des sciences sous Étienne Báthori, prince de Transylvanie, puis roi de Pologne : L'humaniste Étienne Báthori (*A humanista Báthori István*. Budapest, 1943, 264 p.). D'éducation humaniste, Báthori, imbu de sciences et esprit très cultivé, invita à sa cour les plus remarquables savants transylvains et polonais de son époque. Parmi ses invités une certaine parenté d'esprit était assurée par le fait qu'ils avaient fait, presque tous, leurs études à Padoue. Csorba prouve d'une façon convaincante que si, durant son voyage d'études, Báthori séjourna lui-même à Padoue, il n'a certainement pu y étudier pendant plusieurs années, comme on le croyait généralement jusqu'ici. D'ailleurs, l'université de Padoue s'acquittait au XVI^e siècle des fonctions remplies auparavant par la Sorbonne — surtout en ce qui concerne les étudiants hongrois et polonais. Csorba caractérise de façon détaillée les idées du roi et de son cercle d'humanistes. Ensuite il passe en revue les ouvrages composés sur les exploits de Báthori et ceux qu'on lui avait dédiés. Par là, l'auteur jette la lumière sur un secteur qui était resté obscur, celui des relations polono-hongroises. En annexe il publie une bibliographie bien choisie sur la vie scientifique et culturelle à l'époque d'Étienne Báthori. Au texte s'ajoute à la fin le recueil complet des panégyriques adressés au monarque.

P. Kosciuszko

*

La thèse qu'a soutenue M^{lle} Elisabeth Málnási à l'université de Debrecen cherche à mettre au point un problème se rapportant aux relations polono-hongroises sous le titre: Louis le Grand, roi de Pologne (*Nagy Lajos lengyel királlysága. Nyiregyháza, 1943, 62 p.*). Sur les traces du Polonais Dabrowski, l'auteur jette un coup d'œil rétrospectif sur les relations polono-hongroises antérieures au XIV^e siècle, ensuite il s'occupe plus particulièrement des Anjou de Hongrie et de Pologne. M^{lle} Málnási a le mérite d'avoir réuni tout ce qui a une importance documentaire relative à cette époque, sans entreprendre de faire des recherches personnelles. Mais ses observations semblent prouver qu'il y a de grosses lacunes dans ses connaissances de l'histoire universelle et que son sens critique ne s'appuie pas sur des bases solides.

H. H.

HISTOIRE DE TRANSYLVANIE

Notre Revue a fait mention en son temps d'un recueil en deux volumes traitant des problèmes passés et actuels de la Transylvanie, publié en langue allemande par l'Institut Roumain des Sciences Historiques (RHC, 1943, pp. 599—601). Maintenant c'est sur les pages de l'*Archivum Europae Centro-Orientalis* (Année 1943—44) que nous trouvons des comptes rendus détaillés de tous les articles que contient le volume *Transylvanie (Randbemerkungen zum rumänischen Sammelwerk «Siebenbürgen»*, pp. 411—506). Plusieurs spécialistes hongrois (A. Rónai, A. Alföldi, L. Makkai, E. Kniezsa, B. Gunda, Z. I. Tóth, L. Gáldi, E. Berlász, I. Balogh, J. Deér, A. Tóth, etc.) y ont exposé leur opinion tout en apportant de riches et nouvelles données pour appuyer leurs critiques. Ces comptes rendus, parus d'ailleurs sous forme d'extraits réunis dans un volume à part, dépassent de loin le caractère généralisant des critiques usuelles, et forment un nouveau volume d'études, qui nous renseigne parfaitement sur les problèmes du passé transylvain contestés encore de nos jours.

J. Thorne

QUESTIONS D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE

C'est un chapitre mouvementé de l'histoire de l'agriculture en Hongrie qui forme le sujet de la thèse d'Étienne Nagy: *L'agriculture en Hongrie à l'époque de l'absolutisme de 1849*

à 1867. (*A mezőgazdaság története Magyarországon az abszolutizmus korában. 1849—1867.* Budapest, 1944, 8^o, 112 p.) Cet ouvrage si solidement étayé de documents donne un brillant aperçu de la situation de l'agriculture au milieu du siècle passé. Quant à la méthode de la thèse, elle consiste à recueillir des passages de livres et des coupures de journaux contemporains et par ces citations l'auteur parvient à broser un tableau authentique de l'état de l'agriculture. En même temps, il énumère les difficultés : manque de main d'œuvre et d'argent, outillage usé, déclin de l'élevage des bestiaux, auxquelles se heurte le travail des agriculteurs. Il est regrettable que l'auteur ne s'occupe pas de l'interdépendance des conditions de production et de l'évolution sociale et ait renoncé à rechercher les motifs de l'état arriéré des conditions sociales qui causèrent, en dernière analyse, la décadence de l'agriculture. J. M.

*

Le numéro de mai de la *Revue de la Hongrie Nouvelle* (Genève) contient entre autres articles une courte étude : « La révolution agraire en Hongrie » de M. François Nagy, ministre de l'Agriculture en Hongrie (pp. 55—67). L'auteur résume l'histoire de l'agriculture hongroise depuis le commencement du XVIII^e siècle, époque à laquelle la Hongrie se libéra du joug turc, jusqu'à 1848.

*

Dans le domaine de la littérature de l'histoire industrielle, les auteurs non-historiens n'ont pas jusqu'ici profité des documents d'archives non édités. Le livre de Michel Futó : *Les débuts de l'industrie manufacturière en Hongrie. (A magyar gyáripár története. I.* Budapest, 1943, 8^o 468 p.), ne fait pas exception à cette règle. Dans ce livre se trouve recueilli tout ce que nous connaissons déjà grâce à des travaux antérieurs et à la publication des sources originales. Mais il a renoncé à étudier les documents des archives et les revues contemporaines, de sorte que son ouvrage, tout en nous offrant un bon résumé des données connues, mais disséminées, n'ajoute rien à nos connaissances.

Les éléments sociaux de l'évolution de l'industrie échappent à l'auteur. Il reste en dehors de sa matière, et c'est seulement par des statistiques insignifiantes qu'il espère se rendre compte du travail des forces cachées. Il n'analyse pas même les rapports entre les budgets de production et les revenus,

les salaires et les conditions de vie. L'examen approfondi de l'exploitation et des conditions de travail, celui des rapports entre ouvriers et employeurs et, enfin, celui des origines sociales des ouvriers, voilà la belle tâche ! Mais il est impossible d'analyser ces questions en s'appuyant seulement sur les moyens dont dispose l'auteur : sources peu importantes et statistiques dues aux systèmes de Schlözer. Ce sujet aurait nécessité des recherches originales, mais l'auteur y a renoncé. Aussi ne vaut-il même pas la peine de faire des observations critiques sur la matière du livre, parce que celles-ci toucheraient aux documents des sources imprimées et aux publications ultérieures que l'auteur a adaptées sans discernement. C'est seulement parce qu'il connaît insuffisamment la matière que l'auteur a pu affirmer qu'avant 1790 il n'y avait pas de statistique d'usine et que les discussions de 1840 relatives à l'industrie manufacturière n'ont laissé aucune trace. Nous indiquons à ce sujet des notes conservées au département nommé *regnicularis* et à celui du conseil de lieutenance des Archives Nationales de Budapest où il aurait pu trouver les documents en question. Par cette même insuffisance s'explique l'assertion que, dans le premier quart du siècle passé, la production des machines agricoles a déjà atteint un certain degré de perfection, grâce à l'introduction d'inventions diverses. L'auteur ignore qu'il y a un long chemin à parcourir depuis la naissance d'une invention jusqu'à la production en série, et que des difficultés par trop connues ont empêché à cette époque le libre développement de l'industrie. Les sources contemporaines précisent justement l'état terriblement arriéré des moyens de production de l'agriculture.

Ce sont là seulement quelques exemples choisis au hasard pour caractériser combien les connaissances de l'auteur sont insuffisantes pour composer un tel ouvrage. L'unique mérite de ce livre est d'avoir recueilli avec application la littérature documentaire concernant l'époque en question. Mais, autant que nous sachions, cela n'est pas le mérite de l'auteur, mais celui de ses collaborateurs, tous employés au département de l'industrie manufacturière et de politique sociale de la Chambre d'Industrie et de Commerce de Budapest, mais dont on cherche en vain les noms dans le livre.

J. Mérei

« PICTORIAL RECORD OF A THOUSAND YEARS »

Sous le titre *Pictorial Record of a Thousand Years* (Budapest, 1944, XV+190 p.+XXIV planches colorées) un ouvrage richement illustré, qui est en même temps un excellent guide pour l'histoire de Hongrie vient de paraître. En réalité

cet ouvrage, qui a pour auteur Elemir Radisics, avait déjà paru en 1943, en hongrois et aussi en français. Dans l'introduction nous lisons : « Ce n'est pas une encyclopédie ; son objet se borne à la présentation de quelques chapitres choisis dans l'histoire de la Hongrie et l'histoire de la culture hongroise. Notre dessein a été d'être, non pas complet, mais sincère et fidèle à la vérité. Pourtant, nous ne nous sommes appuyés que sur des données rigoureusement contrôlées. » Ce livre, d'un style attrayant, groupe une matière intéressante et présente une lecture agréable au grand public. Du point de vue technique, moins de planches auraient fait plus d'effet.

J. Sz.

« FEMMES HONGROISES »

La *Nouvelle Revue de Hongrie* a publié, pendant des années, toute une série d'articles consacrés aux femmes célèbres de l'histoire hongroise. Leur auteur, la comtesse Edina Zichy Pallavicini, a eu l'heureuse idée de grouper ces articles, complétés par quelques études nouvelles, dans un livre qui, même du point de vue historique, n'est pas dépourvu d'intérêt (*Femmes hongroises*. Budapest, 1944). A une connaissance remarquable de la langue française la comtesse Zichy-Pallavicini joint un talent incontestable de conteur, et ses études, solidement documentées, sont autant de fenêtres ouvertes au profane sur l'histoire de la Hongrie. L'heureux choix des héroïnes permet en effet au lecteur de faire une excursion agréable dans les domaines de la société hongroise à diverses époques. Les croquis sans prétention fournissent des renseignements intéressants sur la vie et les mœurs des différentes classes de la société et sont éminemment propres à créer une atmosphère favorable à l'étude plus approfondie des grands problèmes historiques. Regrettons seulement que les circonstances difficiles qui ont entouré la publication de ce livre n'aient pas permis de consacrer au côté matériel tous les soins qu'il réclamait. Trop de fautes typographiques se sont glissées dans ces pages, ce qui, parfois, en rend la lecture pénible.

J. Boussaquet

« NOUVELLES ARCHIVES HONGROISES »

L'Institut de Hungarologie vient de commencer, sous le titre de « Nouvelles Archives Hongroises » (*Uj Magyar Levelestár*), la publication d'une série de sources ayant trait à l'histoire de la Hongrie. Ces publications se composent de lettres et même de correspondances en langue hongroise, non éditées jusqu'ici. Ce faisant, l'Institut poursuit un double but : en initiant le grand public à la vie privée des grands personnages de

l'histoire, il se propose de fournir des données sur leur sort, leur façon de penser, leur manière de vivre, d'autre part de servir à des recherches scientifiques, surtout dans les domaines de l'histoire de la langue et de l'historiographie.

Il a paru jusqu'à présent deux volumes de cette série. Le premier contient les lettres écrites en hongrois de deux membres de la famille Zrinyi qui jouèrent un grand rôle aux XVI^e et XVII^e siècles, et surtout de Nicolas Zrinyi qui, comme capitaine, comme homme d'État et comme poète, se range parmi les plus grands de l'histoire de la Hongrie. (*A két Zrinyi Miklós körmendi levelei*. Éd. Béla Iványi, Budapest, 1943.)

L'autre volume, qui a été publié par M. Alexandre Eckhardt, contient la correspondance de deux gentilshommes du XVI^e siècle également. (*Telegdy Pál és János levelezése a XVI. század végéről*. Budapest, 1944.) Ces lettres n'apportent aucune donnée relative à l'histoire du pays ou aux grands événements, mais la personnalité des auteurs s'en dégage et, par là, la vie quotidienne d'une classe de la société. On y voit l'homme d'État au milieu de ses affaires, vêtu d'un costume simple au lieu de son vêtement de gala, et nous apprenons comment vivait et travaillait le gentilhomme, d'une honnête aisance, à cette époque sans cesse remplie de guerres.

Nous devons souligner le mode de publication idéalement scientifique. L'orthographe de cette correspondance est fidèlement respectée et l'histoire de la langue surtout en retire un grand avantage. Le soin avec lequel les notes explicatives sont rédigées en font un guide sûr pour le lecteur non versé dans la connaissance du vieux hongrois.

C. B.

LE JOURNAL DE PETŐFI. 1848

C'est au cours de l'été de 1945 qu'a paru à Kolozsvár en Transylvanie, avec une introduction de Georges Bözödi, le journal d'Alexandre Petőfi, le grand poète lyrique hongrois du temps de la révolution de 1848. (*Petőfi : 48-as napló*. Kolozsvár, 1945.)

Les quelques lignes que nous citons ci-dessous de ce journal, sont une preuve intéressante du contraste qui séparait Hongrois et Allemands de Hongrie en ce qui concerne ce qu'ils appelaient tous deux « liberté ». Voici ce passage du journal :

« *Pest 20 mars 1848*. La bonne entente qui régnait jusqu'ici dans la capitale, commence à fléchir. Citoyens allemands, je vous accuse devant la nation et la postérité d'être les coupables ! Ces deux exemples vont vous juger ! — Ce sont eux qui ont déclaré les premiers qu'ils n'accepteraient pas de juifs dans leurs rangs de la garde nationale, donc ce sont eux qui ont souillé les premiers le pur étendard du 15 mars !... ne

porte-t-il donc pas le mot d'ordre: liberté, égalité, fraternité, que vous avez acclamé avec nous? Oui, vous l'avez acclamé avec nous, mais — nous le voyons maintenant — non par amour de la justice, mais par peur!

Qu'est-ce que vous pouvez attendre de la justice à votre égard, si vous n'êtes pas justes envers les autres? Et pourquoi persécutez-vous les juifs, comment osez-vous les persécuter ici, chez nous? Est-ce qu'une seule goutte de votre sang a été sacrifiée pour cette terre, alors que la patrie a été conquise ou bien défendue? Non, vous êtes venus de je ne sais où, il n'en existe guère parmi vous qui pourraient prouver que leur grand-père est mort ici et, à plus forte raison, qu'il est né ici. A votre arrivée, vous étiez maigres comme la lettre I, et maintenant vous êtes pareils à la lettre O... Ayez alors de l'honneur et si vous n'aimez pas cette nation dont la terre vous a engraisés, du moins ne la souillez pas!»

HISTOIRE DES ARTS

A l'infatigable François Gachot nous devons une série de brochures, digne d'une attention particulière, consacrée à l'art moderne hongrois et intitulée: *L'Art hongrois* (Éd. Új Idök). Chacun de ces livres — jusqu'ici il en a été publié quatre de petit format et d'une présentation élégante — a pour sujet un grand peintre hongrois du début du XX^e siècle. Le premier présente au public français Rippl-Rónai qui, lui-même, a vécu longtemps en France. Le deuxième est consacré à Csontváry, dont la vie fut si mouvementée. Le troisième nous fait connaître l'œuvre du Sicule Étienne Nagy; enfin, le quatrième analyse l'art de Derkovics, représentant de l'expressionnisme hongrois. Le choix des tableaux annexés fait honneur au goût exquis de l'auteur. Chaque livre contient un court essai sur l'activité des peintres en question écrit par les meilleurs critiques d'art hongrois.

*

Dans son étude: *La peinture hongroise moderne* (Budapest Presses Universitaires, 1943, 53 p. et 46 tabl.), M. Z. Farkas résume la naissance de l'art moderne hongrois. Il explique non seulement l'essence des tendances qui se sont succédé dès le début du siècle dans l'évolution des beaux-arts, mais encore il cherche à pénétrer l'œuvre et l'activité de leurs représentants les plus distingués. Ce livre dont les illustrations méritent beaucoup d'éloges n'est non seulement une lecture agréable, mais encore un excellent guide.

SAINTE MARGUERITE DE HONGRIE

Le 19 novembre 1943 a eu lieu la canonisation de la bienheureuse Marguerite qui, depuis de nombreux siècles, est vénérée en Hongrie à l'égal d'une sainte. La pieuse existence de la fille du roi Béla IV s'écoula dans une île située entre Bude et Pest, et qui depuis porte, d'après elle, le nom d'île Marguerite, dans un cloître de dominicaines. Ses parents vouèrent à Dieu, au milieu des calamités déchaînées par l'invasion des Mongols en 1242, leur enfant qui n'était pas encore née et, jusqu'à la fin de sa vie, Marguerite se consacra en effet à Dieu, repoussant toute joie profane et toute gloire.

Le peuple la considérait déjà de son vivant comme une sainte et il circulait une foule de légendes sur ses guérisons miraculeuses et sur la grâce qu'elle recevait de Dieu (la légende dans laquelle est racontée sa vie compte parmi les perles de la vieille littérature hongroise), et la vénération dans laquelle on la tenait ne fit que croître après sa mort. Le Saint-Siège ne tarda pas à la déclarer bienheureuse, mais bien que plusieurs rois de Hongrie eussent demandé sa canonisation, le procès ne fut repris qu'en 1943.

Lors de la de canonisation, toute une série d'ouvrages parurent, d'abord en langue hongroise, ouvrages dont l'écho se poursuit jusqu'en 1945. Les périodiques en ont parlé. La *Nouvelle Revue de Hongrie* publia sa biographie, écrite par M^{gr} Antoine Meszlényi (*St^e Marguerite de Hongrie 1242 — 1270. LXX^e année*), cependant que, dans la revue *Europa*, Edith Grandpierre écrivait un article de ton lyrique (*St^e Marguerite de la dynastie d'Árpád*). Le père Asztrik Gabriel a enfin publié un petit ouvrage sous le titre *St^e Marguerite de Hongrie*, ouvrage dont le principal mérite réside dans les illustrations : il a recueilli et publié tous les dessins et toutes les enluminures sur lesquels elle est représentée dans les différents pays de l'Europe. Ces dessins permettent de se rendre compte que St^e Marguerite fut vénérée non seulement par les Hongrois, mais encore par tous les peuples de l'Europe (comme St^e Elisabeth, l'autre sainte de la maison d'Árpád); on trouve cette figure aussi bien sur les fresques des cloîtres italiens que sur les miniatures des manuscrits français.

Finalement nous devons mentionner un petit ouvrage paru à Oxford qu'une religieuse dominicaine, qui veut garder l'incognito et signe S. M. C., a consacré à sainte Marguerite (*Margaret of Hungary*). Ce petit livre, d'une présentation de haut goût, décrit la vie et les faits miraculeux de sainte Marguerite avec une grâce saisissante et une touchante sympathie. L'auteur qui est membre de la congrégation dominicaine por-

tant le nom de sainte Catherine de Sienne, trahit une connaissance tout à fait surprenante de l'histoire de la Hongrie. Parmi les illustrations décorant le livre il faut relever la reproduction d'une peinture de Fra Angelico représentant sainte Marguerite, — peinture qui se trouve derrière l'autel de l'église San Domenico à Fiesole. La préface du livre a été écrite par le père Benet O'Driscole O. P.

Nous regrettons que ce livre, excellent d'ailleurs, fasse encore usage des variantes allemandes des toponymes hongrois. Du point de vue de l'histoire, nous tenons à remarquer que ce livre est hanté par l'idée qui veut identifier les Huns et les Hongrois, idée qui, depuis longtemps, a été réfutée par l'histoire.

J. Boussaquet

INDEX DES NOMS

(Abréviations : cte = comte, emp = empereur, pr = prince)

- Alföldi, A. 247—48, 275
Almaviva, cte 187
Andrássy, cte J. 86, 93—94, 199, 204, 225, 228
André II, roi de Hongrie 254
Andronikos Philokales 139—40, 152
Andrusov, D. 269
Angelico, Fra 283
Anne Comnène 131—33, 176—179
Anonymus post Dionem 160—61
Antoine 170
Apáczai Csere, J. 264
Árpád, dynastie des — 282
Athénodore Alexandrin 154—60, 167, 177
Attaleiates, M. 136
Auguste, emp. romain 155—56, 158—60, 177
Aurélien, emp. romain 149, 173—74
Avgaros, roi d'Édesse 155, 178
- B**
Babor, J. F. 269
Bajcsy-Zsilinszky, A. 242
Bakounine, M. 186
Balogh, I. 275
Balogh, J. 267
Bambakas, Gregorios 137, 143
Bănescu, N. 107—8, 110, 126—27, 130, 135
Bánffy, cte N. 268
Bartal, G. 67
- Basile II emp. de Byzance 98, 108, 110—11, 114—121, 130—31, 134—35, 145, 147, 152
Báthori, Étienne, pr de Transylvanie, roi de Pologne 263, 274
Baumgarten, A. 268
Békefi, R. 65—66
Bekker, I. 129, 156, 171
Béla III, roi de Hongrie 254
Bélay, G. 45
Bellmont, cte 254
Benès, É. 235
Benjamin de Tudela 153
Berg, P. 264, 268
Beribœs, famille — 137
Berivoj 143
Berlász, E. 275
Bernardakis, G. N. 159
Bernhardy, G. 156
Berthod, A. 198
Beust, cte F. F. 93, 204, 228
Bianu, I. 210
Bismarck, O. 80, 185
Bodeni 229
Bohemond 132
Boissevain, Ph. 156, 158—62, 165—66
Boissier, G. 211
Bolgár, L. 268
Bonnerjea, R. 264
Bornitzky, J. 209—10
Bouglé, C. 183—84

- Bourbon, famille — 182
 Bözödi, G. 279
 Brătianu, I. 234
 Bryce, lord J. 212
 Buchanan, G. 264
 Buckler, G. 99, 101, 104, 107-9,
 111, 113—17, 120, 122, 124,
 127—28
 Burger, J. 209
 Buzon, M. 196

 Capidan, Th. 163—64
 Cathérine, ste — de Sienne 283
 Cecaumenos, v. Kekaumenos
 Cedrenus, v. Kedrenos
 Chalandon, F. 132—33, 135, 196
 Charlemagne 192
 Charles IV, roi de Hongrie 268
 Charles Quint 192
 Charles-Robert, roi de Hongrie
 269
 Choiseul, É. F. duc de — 190
 Christ, W. 160, 162
 Clam-Martinic, H. 82—83, 89
 Claudius Ptolemaios 178
 Clușac, V. 220
 Colbert, J. B. 185
 Collomp, P. 145
 Commène, famille- 132
 Condé, pr. L. 185
 Constantin IX Monomaque,
 emp. de Byzance 123, 126
 Constantin X Ducas, emp. de
 Byzance 136, 139, 144—45,
 152—53
 Constantin Porphyrogénète 156,
 158, 160—62, 165, 167,
 169—70
 Ćorovič, V. 218—19, 221—22
 Cramer, J. A. 156
 Csontváry 280
 Csorba, T. 274
 Czinke, F. 209

 Dąbrowski, E. 275
 Damaskenos, I. 104
 Darwin, Ch. 264
 Deák, F. 81, 86, 200, 202—3,
 241
 Deák, J. 235
 Décébal, roi des Daces 100,
 148—49, 160, 163—68, 170—
 71, 178

 Deér, J. 271, 275
 Delhaise, F. 184
 Delianos 108, 123, 145
 Delphinus, famille — 125, 132,
 142
 Demeter, J. 261—62
 Demetrios 122, 125
 Demetrios Polemarchios 114—
 17, 125
 Derkovics, J. 280
 Dindorf, W. 156, 173
 Diogène 126
 Dion Cassius Cocceianus 156,
 158—67, 169—71, 174, 177—
 78
 Domitien, emp. romain 162,
 170—71
 Dölger, F. 130, 132, 145, 153
 Draganović K. 221
 Dufraise, M. 185, 188

 Eckhardt, A. 279
 Elisabeth, ste — de Hongrie
 282
 Eminescu, M. 252
 Ennius 206
 Étienne, st, roi de Hongrie
 14, 57, 151, 191, 200, 264

 Falkenstein, cte 186
 Farkas, Z. 280
 Fejér, G. 64, 67—68
 Fekete, L. 248—49
 Ferdinand II, roi de Hongrie
 202
 Ferdinand V, roi de Hongrie
 201
 Ferrari, J. 193
 Fest, A. 264
 Flachbarth, E. 238—39
 Florek, P. 270
 François I^{er} roi de Hongrie,
 emp. d'Autriche 201
 François-Joseph I^{er}, roi de
 Hongrie, emp. d'Autriche
 86—87, 188, 191, 226, 228
 Futó, M. 276

 Gabriel, A. 259
 Gachot, F. 280
 Gaisford, Th. 156
 Gál, É. 264, 266
 Gáldi, L. 172, 247, 271, 275

- Garibaldi, J. 186, 191
 Gáspár, G. 274
 Gelzer, H. 130
 Gengis khan 202
 Gentz, F. 187
 Georgios Monachos 161
 Geréb, L. 267
 Géza, pr des Hongrois 151
 Giurescu, C. C. 131, 143
 Glaser, L. 13
 Gœthe, J. W. 205
 Gogolák, L. 199
 Görgey, A. 202
 Grandclément, M. 184
 Grandpierre, E. 282
 Gratz, G. 268
 Grégoire, st de Nazianze 108
 Grégoire, fils de Nikoulitzas
 III 122, 125
 Grégoire III, pape 151
 Gremianetes, I. 137, 143
 Guiscard, R. 136—37
 Gunda, B. 275
 Gut-Keled, famille — 19—20
 Gyóni, M. 146, 171, 175
 Györffy, É. 13
 Györffy, G. 247

H
 Habetine 89
 Habsbourg, famille — 73, 75, 191,
 199, 224, 227, 230, 237, 241
 Hajnal, É. 253—55
 Harag, M. 264
 Harald Haardrade, roi de
 Norvège 123
 Hasdeu, B. P. 98, 150—51
 Havliček—Borovský, Ch. 74, 78
 Háý, J. 263
 Házi, J. 68
 Helfy, I. 199
 Henri IV, roi de France 194
 Hérodote 176
 Herzen, A. I. 186, 189
 Hodos, N. 210
 Hohenwart, Ch. S. 87, 89, 93,
 199, 229
 Honti, F. 260—61
 Horváth, E. 233—35, 264
 Hromádka, J. 269
 Hunyadi, famille — 67, 69—71

I
 Inhnát, A. 263
 Illés, B. 261

 Innocent III, pape 179
 Iorga, N. 107, 129—30, 132,
 137, 142—43, 145
 Isaac Comnène, emp. de
 Byzance 126
 István v. Étienne
 Ivan Vladislav, tzar d'Okhrida
 121

J
 Jakó, S. 45, 247
 Jancsó, B. 240
 Jánossy, D. 268
 Jean de Larissa, évêque 123
 Jean I^{er} Tzimiscès, emp. de
 Byzance 98
 Jean, frère de Michel IV emp.
 de Byzance 108
 Jeans, J. 242
 Jernstedt, V. 99—100, 104
 Jireček, H. 89, 98
 Joannes Angelos 135, 147
 Joannes Antiocheus 160
 Joannes Kantakuzenos 135
 Jócsik, L. 236—38
 Jókai, M. 204
 Joseph II, roi de Hongrie, emp.
 de St. Emp. rom.-germ. 73,
 186, 201
 Jottrand, L. 184
 Jules César 170
 Jung, J. 98

K
 Kállay, B. 268
 Kálnoky, famille- 226
 Kálnoky, G. 225—26
 Kamber, D. 220
 Karácsonyi, J. 56
 Kardos, T. 255—57, 267
 Katakalon Kekaumenos 125—
 28
 Kedrenos, Georgios 129, 156—
 57, 161
 Kekaumenos, famille 109—10,
 117, 153
 Kekaumenos I^{er} 110—113, 115,
 117—18, 120, 125, 127
 Kekaumenos II 112—14, 117—
 18, 125—26, 139, 153
 Kekaumenos III 99—100, 107,
 114, 117, 119, 122—25, 127—
 28, 133, 141, 147—52, 154,
 156, 158, 160—80
 Kelen, F. 267

- Kémal, A. 261
 Kerékgyártó, E. 264
 Kertész, M. 27
 Keszi, tribu 57
 Khouli khan 202
 Kiessling, Th. 165
 Kinnamos, I. 178—79
 Kitaibel, P. 209
 Klafacziński, V. 258—59
 Klapka, G. 186, 191
 Klaić, V. 217
 Kniczsa, É. 17, 20, 24, 33—34, 41, 47, 52, 240, 247, 275
 Kogutowitz, Ch. 51
 Konstantinos Rhaiktor 127
 Kolowrat-Libsteinský, A. 72
 Koppány, famille- 57—58, 62
 Korintios, Georgios 136, 153
 Kossuth, L. 93—94, 181, 186—87, 189, 191, 197, 199, 202, 236
 Kramář, K. 94—95, 234
 Krumbacher, K. 162

 Ladislas, st, roi de Hongrie 151
 Laonikos Chalkokondyles 176
 László, J. 13—16, 27, 248
 Leland, W. G. 211
 Lénine, V. 261
 Léon III, emp. de Byzance 151
 Léon Grammatikos 156—57, 161
 Leroy-Beaulieu, A. 190
 Lippai, É. 265
 Lónyay, M. 88
 Louis le Grand, roi de Hongrie et de Pologne 275
 Louis VIII, roi de France 254
 Louis XIV, roi de France 273
 Lupas, I. 231—33

 Magerinos, stratège byzantin 114
 Maior, P. 209—10
 Maios, I. 112, 125
 Maiorescu, T. 252
 Makkai, L. 15, 129, 172, 275
 Maksai, F. 45, 247
 Malalas, Joannes 173—74
 Málnási, E. 275
 Mályusz, E. 45, 246—47
 Manasses, Constantin 156, 161
 Manguica, S. 151

 Marguerite, ste — de Hongrie 282
 Marie-Thérèse, reine de Hongrie 206
 Masaryk, J. 234—35
 Mathey, M. 193
 Maxime, st 161
 Mazzini, J. 182, 185—86
 Mécène 159
 Megyer, tribu 57
 Melich, J. 17, 32
 Mentzel, O. 202
 Méri, É. 16
 Meszlényi, A. 282
 Metternich, C. 72, 187
 Michel IV emp. de Byzance 108
 Michel V, le Calaphate emp. de Byzance 108, 123, 126
 Michel VI le Stratiotique, emp. de Byzance 126
 Michel VII Ducas, le Parapinnace, emp. de Byzance 122—23, 146, 156, 162
 Miczkiewicz, A. 186
 Mihailović, D. 265
 Mikan, Ch. 209—10
 Millerand, A. 241
 Millet, G. 145
 Mirabeau, cte H. 203
 Mises, L. 94
 Monewski, H. 258
 Monroe, J. 238
 Montesquieu, Ch. 260
 Moór, E. 17, 20, 27
 Moór, J. 267
 Moravcsik, J. 124, 162, 175
 Moritz, H. 146
 Morus, T. 267
 Mosca, R. 240
 Moysset, H. 183
 Murnu, G. 98, 101, 109, 111, 116, 119—20, 129—31, 134—36, 141—45
 Mutafčiev, P. 132—33, 143, 146
 Muteferrika, I. 273

 Nagy, É. 275
 Nagy, É. 280
 Nagy, F. 276
 Nagy, L. 248
 Nagy, T. 248
 Napoléon I^{er}, emp. de France 191, 196, 253

- Napoléon III, emp. de France
 80, 182, 185, 189
 Neuhold, J. 209
 Neumann, C. 127
 Nicolas I^{er}, tzar de Russie 188
 Nikephoros Gregoras 176
 Nikephoros Melissenos 132
 Nikephoros Rhaïktor 126—27
 Nikephoros (Nikephoritzes) 146
 Niketas Choniates 171, 178
 Nikolaos (Nikolitzas) 115—16,
 120—21, 146
 Nikoulitzas, famille — 108, 110,
 117—22, 132, 142, 146—47,
 152—53
 Nikoulitzas I^{er} 111—12, 114—
 21, 125, 134—35, 143, 146—
 47, 152
 Nikoulitzas II 115—16, 119—
 21, 125, 146—47
 Nikoulitzas III (Nikoulitza)
 101, 105, 113, 119—23, 125,
 135—44, 147—48, 152—53,
 162, 177, 180
 Novacky, J. M. 269
 Novák, L. 269

O'Driscole, B. 283
 Onciul, D. 98, 150
 Orgels, P. 127
 Ostrogorsky, G. 144
 Otthon, roi de Grèce 191
 Ozerany, N. 268

Palacký, F. 72—80, 84—85, 89
 Pancrace, fils de Nikoulitzas
 III 122, 125
 Patrikios, Petros 160—61,
 166—67
 Pelletan, E. 189
 Penizek, J. 95
 Penn, W. 273
 Petőfi, A. 279
 Petranović, B. 219
 Petrik, G. 210
 Petrov, A. 47
 Petrovics, G. 209—10
 Pič, J. L. 92, 141, 149
 Pie IX, pape 196
 Pierre, pr. allemand 111, 118
 Pierre, st 192
 Pierre, tzar bulgare 130
 Pirenne, H. 212—14

 Pivány, E. 266
 Plutarque 159
 Pratt, E. J. 273
 Presbyter Diocleas (Diokleates)
 151
 Prinz, J. 13
 Procruste 185
 Proudhon, P. J. 181—90, 193—
 97
 Psellos, Michael 176—77
 Pudilos 133
 Pukánszky, B. 247

Rački, F. 219—20
 Radin, « gost » 219, 221
 Radisics, E. 277
 Rákóczi, famille — 186
 Rákóczi, François II 273
 Redlich, O. 77, 94
 Révész, E. 266
 Richelieu, cardinal 185, 195
 Rieger, L. 79, 89
 Ripka, H. 263
 Rippl-Rónai, G. 280
 Roesler, R. 98, 150
 Romain II, emp. de Byzance
 111, 118, 152
 Romain IV Diogène, emp. de
 Byzance 113, 122—23, 153
 Rónai, A. 275
 Rosetti, A. 252
 Rouillard, G. 145
 Ruge, A. 188

 Sacerdotéanu, A. 99
 Sachmatov, A. 129
 Saint-Pierre, abbé de — 196
 Salamon, famille — 56, 62, 66
 Salamon, F. 248
 Samuel, tzar bulgare 110,—11
 114, 116, 119—21, 129—30,
 146—47
 Sándor, cte M. 268
 Sassure, C. de 273
 Sauvageot, A. 260
 Schäffle, A. 88—89, 94
 Schlözer, A. L. 277
 Schlumberger, G. 109, 111—12,
 114, 119, 126, 135—36
 Schmerling, A. 79—80, 83, 86, 89
 Schmid, W. 160, 162
 Schönerer, É. 225, 229
 Schwarzenberg, pr. F. 226

- Scurtu, V. 272
 Sidak, J. 220—21
 Simonescu, D. 210
 Simonffy, A. 273
 Sinkai, G. 232
 Skylitzes, J. 115—16, 120—21,
 126—27, 129, 131, 136—37,
 146, 156
 Šmilauer, Vl. 52
 Smith, A. 181
 Sommerville, A. N. 266
 Šrb, A. 95
 Stadtmüller, G. 172
 Stahl, J. 83
 Stählin, O. 160, 162
 Stein, A. 187, 268
 Sthlabotas (Slavota) Karmala-
 kes 138, 143
 Stuart, les 268
 Sudjić, M. J. 265
 Sully, M. duc de — 194
 Sulzer, F. J. 98
 Sveton, J. 269
 Synkellos, Georgios 173
 Szabó, C. 16
 Szabó, É. 45, 47
 Széchen, A. 83
 Szentkirályi, J. 265
 Szilágyi, J. 248
 Szinyei, G. 210
 Szlávy, J. 88

 Taaffe, É. 229
 Tamás, L. 233, 272
 Telegdy, J. 279
 Telegdy, P. 279
 Teleki, cte J. 67, 69—71
 Teleki, cte L. 189
 Théodore, frère de Nikouliztas
 III 122, 125
 Theodoros Skribon Petastos
 139, 143
 Thierfelder, F. 250—53
 Thököly, E. 186
 Thordeman, B. 268
 Thurn-Taxis, A. duc de — 80
 Thuróczi, M. 151
 Tito, maréchal 265
 Tobolka, Z. 80, 82, 94
 Tocqueville, cte A. 268
 Tomaschek, W. 98, 133, 149—
 50, 162—64, 175
 Tompa, F. 248

 Tornikes, L. 126
 Torquemada, T. 220
 Tóth, A. 275
 Tóth, I. Z. 275
 Trajan, emp. romain 148—50,
 160, 162—71, 173—74, 178
 Trócsányi, B. 264
 Truhelka, Č. 219, 221
 Tvrtko I^{er} roi de Bosnie 222
 Tzetzes Joannes 165, 178

 Uhlirz, Ch. 224
 Uhlirz, M. 222, 227, 229
 Ujváry, D. 241

 Valdenberg, V. 101, 105
 Vasiliev, A. 124
 Vasiljevskij, V. (Wassiliewsky)
 99—101, 104—6, 109, 111,
 113—15, 120—21, 124, 126,
 134
 Vasmer, M. 132, 146
 Venceslas, st. roi de Bohême 89
 Victor Emmanuel II, roi
 d'Italie 191
 Villari, P. 212

 Wassiliewsky v. Vasiljevskij
 Wertheimer, E. 94
 Wesselényi, baron N. 245, 264
 Wrangel, P. 261
 Wronsky, H. 186

 Xanalatos, D. A. 131
 Xenopol, A. D. 98, 150
 Xiphilinos, Joannes, patriarche
 de Constantinople 124, 139,
 153, 162
 Xiphilinos, Joannes, neveu du
 patriarche 156, 159, 162—
 63, 165—67, 169—70

 Yolland, A. 264

 Zalka, M. 261
 Zichy-Pallavicini, ctesse E. 278
 Zlatarski, V. N. 109, 111, 114—
 16, 120, 146
 Zonaras, I. 115—16, 120—21,
 136, 156, 162, 165
 Zosimos 156, 176
 Zrinyi, famille — 279
 Zrinyi, cte Nicolas 279



